Appel d'offres de l'acsé : Programme d'études 2005-2008 Histoire et mémoires des immigrations en régions Marché n° 2006 33 DED 02 : lot n° 18



## Histoire et mémoire des immigrations en région Bourgogne

Pierre-Jacques Derainne

Directeur scientifique Serge Wolikow serge.wolikow@u-bourgogne.fr

Maison des Sciences de l'Homme Dijon (UMS CNRS-uB 2739)
Université de Bourgogne
Pôle d'économie et de gestion
BP 26 611 21 066 DIJON cedex









#### Direction Régionale Bourgogne

#### Histoire et mémoire des immigrations en région Bourgogne

#### Liste des membres du comité de pilotage régional

- Maison des Sciences de l'Homme, Serge WOLIKOW, directeur
- Direction régionale de l'ACSE, Azzedine M'RAD, directeur régional Bourgogne ; Françoise Laferrière, assistante
- Préfecture de Région représentée par Michelle CAZANOVE, adjointe au Secrétaire Général pour les Affaires Régionales
- DRAC, Louis POUHLES
- Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage (CASNAV), Edmond KRUSZINSKI
- INSEE, Annick DETROIT
- Service départemental de l'Office National des Anciens Combattants, Sébastien DUMONT, Délégué Mémoire
- Archives départementales de la Côte d'Or, Gérard MOÏSE, directeur
- Archives municipales de Dijon, Eliane LOCHOT, conservatrice en chef
- Ecomusée Le Creusot / Montceau-les-Mines, Françoise FORTUNET, présidente
- Maison de la Méditerranée, Luc THIEBAUT, président
- Conseil Régional de Bourgogne, Sylvie LE CLECH, conservatrice régional
- CREDESPO, Valérie LANIER, chercheur

- Equipe de coordination : Philippe RYGIEL

Gérard NOIRIEL

Yann SCIOLDO ZURCHER

Laure PITTI

#### Sommaire

#### **TEXTE HISTORIQUE**

#### La démarche et les choix

Première partie. L'essor de l'immigration en Bourgogne 1800-1914

Aspects de l'immigration en Bourgogne (graphiques tirés des recensements quinquennaux)

#### I°) Une immigration hétérogène

L'ancienneté des migrations et leur spatialisation Diversité des métiers et mobilité Les formes du recrutement

#### 2°) Les principaux courants migratoires

Les Allemands et Autrichiens

Les Italiens

Les Suisses

Les Belges

Les Britanniques

Les Polonais

Les Espagnols

#### 3°) La socialisation et ses limites

Les vecteurs de la socialisation Des écueils

## Seconde partie. 1914-1918 : organiser l'immigration pour une économie de guerre

#### 1°) L'intervention de l'Etat dans le recrutement

Elargir l'aire de provenance : l'irruption de la main-d'œuvre « coloniale et exotique » en Bourgogne
Une immigration encore limitée
Les secteurs d'embauche

#### 2°) Les conditions de vie des immigrés

Contrôle et internement

Le logement : les premiers cantonnements

Les relations sociales : une tendance à l'isolement

Résistance et mouvements sociaux des travailleurs étrangers

#### Troisième partie. D'une guerre à l'autre 1918-1945

### Aspects de l'immigration en Bourgogne (graphiques tirés des recensements quinquennaux)

#### 1°) La massification de l'immigration

Une demande accrue de travailleurs immigrés L'intensification des flux La permanence de la mobilité ouvrière Les secteurs d'emploi

#### 2°) Les provenances

L'Europe du sud : Italiens, Espagnols, Portugais

L'Europe de l'Est : Polonais, Russes, Tchécoslovaques, Yougoslaves

Les Belges et les Suisses

Les Maghrébins

Les Chinois

Les autres migrants

#### 3°) Les immigrés face à la crise et la protection du travail national

L'intervention des pouvoirs publics

Les industriels

Les maires

#### 4°) Entre soi et insertion : une frontière poreuse

L'entre soi

Brassage et insertion

L'engagement dans la Résistance

#### Quatrième partie. L'après guerre : flux et reflux

#### Aspects de l'immigration en Bourgogne (graphiques et cartes)

#### 1) Flux, spatialisation et emploi

1945-1975 : 30 années de croissance de l'immigration L'implantation spatiale des étrangers

L'emploi

Le tarissement et le reflux postérieurs à 1970

#### 2) L'évolution des provenances

L'Europe du sud : Italiens, Espagnols et Portugais

L'Europe de l'Est : les Polonais

Le Maghreb : Algériens, Marocains et Tunisiens

Les autres migrants

#### 3) Le logement

Les logements de l'après guerre Le temps des grands ensembles Réfugiés et foyers Logement et associations

#### Conclusion

#### **BIBLIOGRAPHIE**

#### NOUVELLES SOURCES D'ARCHIVES SUR LES ETRANGERS EN BOURGOGNE

#### La démarche et les choix

Cette étude sur l'histoire des immigrés en Bourgogne aux XIXe et XXe siècles s'appuie sur les différents travaux sur le sujet que nous avons consultés, sur nos propres études menées précédemment à la mission, essentiellement sur le monde du travail et les migrations au milieu du XIXe siècle, sur les recherches en archives effectuées pendant cette mission et enfin sur des témoignages oraux que nous avons pu recueillir pendant cette mission.

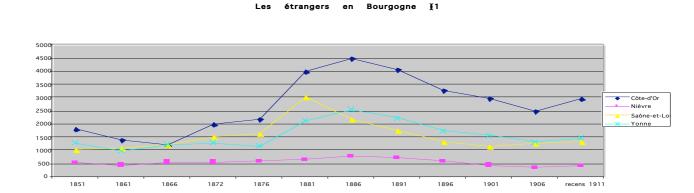
Nous avons voulu offrir à un public de non spécialistes une vision panoramique reflétant une diversité d'aspects de l'histoire de l'immigration accompagnée de gros plans sur des lieux, des individus, des situations, des conditions, des parcours individuels ou collectifs, des représentations... Certains thèmes sont davantage développés: les entreprises qui recrutent les étrangers et leur localisation, les itinéraires des migrants à l'intérieur ou en dehors de la Bourgogne, la place des patrons étrangers depuis le XIXe siècle, la migration féminine, les diverses formes de logement, les conflits... Etant donné l'ampleur du sujet, nous avons focalisé l'étude sur le monde du travail (ouvriers et patrons), sans nous empêcher d'évoquer parfois d'autres groupes sociaux.

L'objectif est de livrer des éléments d'information, de description et de compréhension des phénomènes tout en proposant des pistes d'approfondissement de thématiques déjà abordées ou d'exploration de sujets non encore défrichés. Nous souhaitons ainsi que ce travail, et la bibliographie qui l'accompagne, puisse servir de guide au public le plus large, étudiants, scolaires, associations... pour engager des recherches. Aussi avons-nous choisi de mentionner un grand nombre de noms d'entreprise et de localités aussi petites soient-elles. Ces noms pourront donner lieu à deux index qui constitueront des outils pratiques pour la recherche. Nous sommes bien conscients que cette vision panoramique demeure profondément lacunaire et qu'elle a pour effet de sous dimensionner des phénomènes qui peuvent paraître saillants sous certains angles d'observation, par exemple tel courant migratoire massif durant une période particulière (pensons par exemple aux Polonais durant l'entre deux guerres ou aux Portugais de l'après guerre).

Ce texte est bien entendu tributaire des sources et, notamment des travaux universitaires sur l'histoire des étrangers en Bourgogne, qui se sont développés depuis une dizaine d'années à Dijon, sur lesquels nous nous appuyons principalement. Sur ce point, la période de l'entre deux guerres constitue le cadre chronologique de la majorité des recherches; en revanche les étrangers durant le XIXe siècle, la guerre 1939-1945 et l'après guerre demeurent encore peu étudiés. Si nous avons pu supprimé certaines zones d'ombre concernant le XIXe siècle à l'aide de nos propres recherches, il n'en est pas de même pour la période de l'après guerre du fait des délais de communicabilité en archives publiques. Il faut souligner également en matière de recherche sur l'histoire des étrangers dans la région l'avancée que représente la mise « en ligne » (internet) par les Archives départementales de la Côte-d'Or de l'état civil jusque vers les années 1870, et bientôt des recensements, déjà consultables par le public sur l'intranet des Archives. Nous avons grandement utilisé cet outil pour mieux appréhender l'immigration allemande et suisse en Côte-d'Or, et en particulier à Dijon, au XIXe siècle. Les Archives de la Côte-d'Or seront bientôt suivies par les archives départementales de Saône-et-Loire qui ont déjà mis déjà « en ligne » plusieurs répertoires.

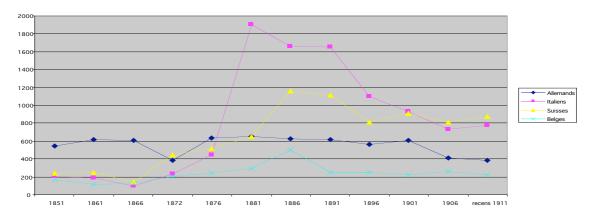
# Première partie L'essor de l'immigration en Bourgogne 1800-1914

# Aspects de l'immigration en Bourgogne (graphiques tirés des recensements quinquennaux 1851-1911)

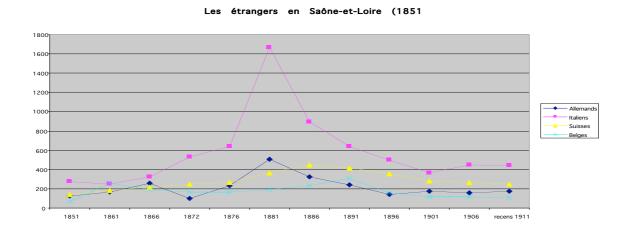


La croissance de l'immigration en Bourgogne s'accentue surtout après 1876. C'est la Côte-d'Or qui accueille de loin le plus grand nombre d'étrangers, du fait de l'attraction de Dijon, de l'implantation de quelques industries et des besoins de l'agriculture. La Saône-et-Loire appelle surtout des étrangers pour son industrie creusotine (Schneider), l'Yonne pour son agriculture. La Nièvre demeure quant à elle faiblement captive. Tous les départements connaissent un reflux des étrangers à partir des années 1880, lié à la crise économique. La Saône-et-Loire est touchée plus précocement et plus fortement du fait de la concentration des étrangers au Creusot.

Les étrangers en Côte-d'Or (1851-1

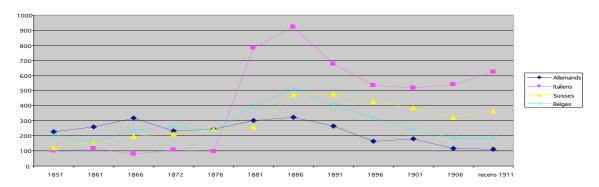


En Côte-d'Or, l'immigration allemande domine sous le Second Empire, chute durant la guerre franco-allemande de 1870-1871 puis stagne à partir de 1876. L'immigration italienne s'accroît en revanche fortement après cette date et forme, durant les années 1880, la première composante étrangère du département. Les migrants suisses sont également en progression à partir de 1872, davantage présents dans l'agriculture que les Italiens. Ils sont moins touchés par la crise économique des années 1880 et représentent les étrangers les plus nombreux au début du XXe siècle dans ce département.

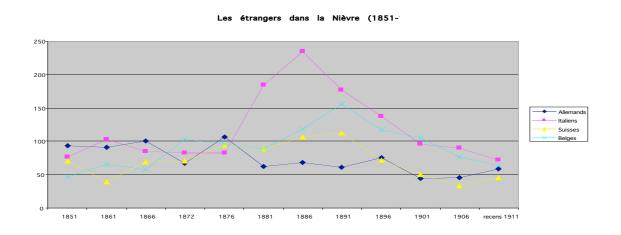


L'immigration en Saône-et-Loire au XIXe siècle est surtout marquée par la surreprésentation des Italiens. Ceux-ci se dirigent en grande majorité, à partir du second Empire, vers Le Creusot et Montceau-les-Mines où ils sont embauchés par les établissements Schneider et les Houillères. Leur forte progression après 1876 est provoquée par les embauches massives opérées par Schneider. Mais celles-ci sont de courte durée. Après 1881, les licenciements et le contexte de protestations anti-italiennes provoquent des départs réguliers, notamment de célibataires.

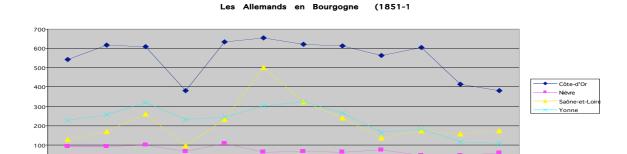
Les étrangers dans l'Yonne (1851-



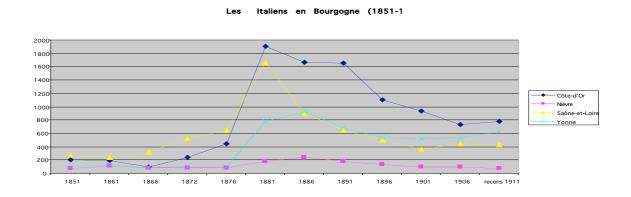
Dans l'Yonne, les Italiens qui connaissent dix années de progression (1876-1886) forment également la première immigration du département à la fin du XIXe siècle. Du fait de sa proximité avec la Brie, ce département attire également des Belges, essentiellement ouvriers agricoles, mais beaucoup repartent après 1886. Egalement en progression jusqu'au milieu des années 1880, l'immigration suisse. Elle décline elle aussi par la suite mais moins fortement que les deux précédentes. 1906 marque un nouvel essor des Italiens et Suisses, peut-être en raison de l'arrivée de nouveaux travailleurs des carrières de pierre.



Département très peu industrialisé et urbanisé au XIXe siècle, la Nièvre attire faiblement les ouvriers étrangers. On note toutefois, là encore, un accroissement des migrants italiens à partir de 1876 ainsi que des migrants belges à partir de 1880, la venue de ces derniers étant en partie liée à l'installation de l'usine de carbonisation du bois de Prémery.

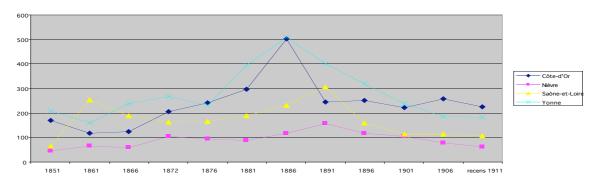


Les Allemands en Bourgogne s'établissent surtout en Côte-d'Or où ils forment la première composante étrangère sous le Second Empire. Habitant majoritairement Dijon mais aussi quelques zones rurales, ils sont artisans, ouvriers de petites entreprises, domestiques et travailleurs agricoles. Leur nombre décline dans tous les départements après 1866 en raison du conflit franco-allemand. La remontée postérieure à 1872 est due en partie aux Alsaciens-Lorrains qui optent pour la nationalité allemande ainsi qu'aux migrations de femmes domestiques.

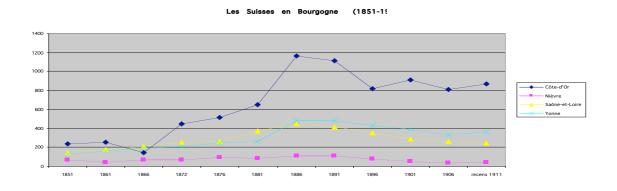


L'immigration italienne en Bourgogne commence à croître à partir des années 1860, surtout en Saône-et-Loire. A partir de 1876, la croissance s'accélère en Côte-d'Or, en Saône-et-Loire et dans l'Yonne. La Côte-d'Or devient à partir du début des années 1880 le premier département italien de la région. En Saône-et-Loire, les transalpins opèrent dans la grande industrie alors qu'ils oeuvrent en Côte-d'Or dans les petites entreprises du bâtiment, de la pierre et du bois.



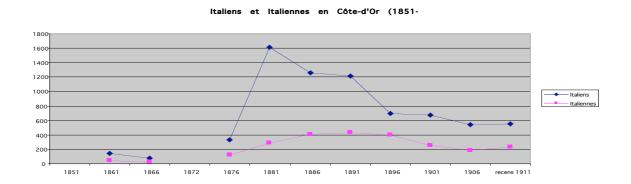


Peu nombreux en Bourgogne au XIXe siècle, les Belges forment la quatrième composante étrangère de la région, derrière les Italiens, les Allemands et les Suisses. Ils progressent légèrement au début du Second Empire en Saône-et-Loire du fait de l'embauche d'ouvriers mineurs. Un courant composé en grande partie d'ouvriers agricoles se forme après 1876, se dirigeant surtout vers l'Yonne et la Côte-d'Or. Mais cette migration est stoppée par la crise des années 1880.

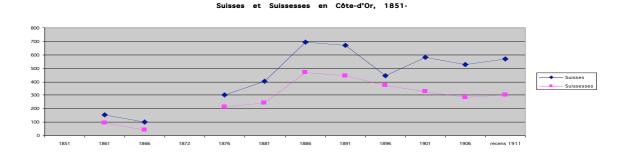


Composée d'artisans, d'ouvriers d'usine et de travailleurs agricole (vachers...), l'immigration suisse se dirige surtout vers la Côte-d'Or où elle progresse régulièrement entre 1872 et 1886. En 1891, ce département devient ainsi le dixième en France par le nombre de résidents suisses. Il connaît un reflux des migrants suisses plus prononcé mais plus court que les autres départements de Bourgogne.

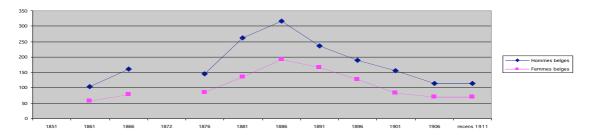
#### Migrants et migrantes en Bourogne



L'immigration au XIXe siècle est en grande partie masculine du fait de son caractère fortement périodique. Ainsi en est-il du flux italien vers la Côte-d'Or entre 1876 et 1881. Mais le nombre d'Italiennes progresse toutefois entre 1876 et 1886. En outre l'écart entre sexes se resserre durant les années 1880 dans la mesure où ce sont surtout les célibataires italiens qui quittent la Bourgogne durant la crise économique.

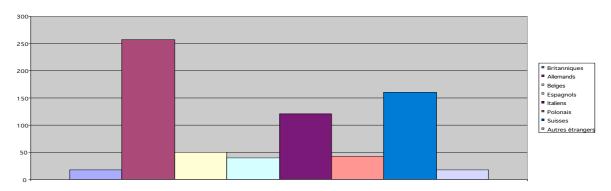


Hommes et femmes Belges dans l'Yonne 1851



Les hommes dominent également numériquement au sein des populations suisse et belge. Mais ces migrations sont davantage familiales, d'où des écarts entre sexes nettement plus faibles. En revanche, les femmes belges sont plus nombreuses à quitter la région pendant durant la période (1886-1906) que les Suissesses.

Les étrangers à Dijon en 180



Dijon est avec Le Creusot la ville de Bourgogne qui attire le plus les étrangers au XIXe siècle. En 1866, les Allemands sont les plus nombreux dans cette ville devant les Suisses et les Italiens. Ces deux populations sont assez semblables, composées pour beaucoup d'artisans, de quelques ouvriers d'usine et de quelques patrons bien implantés dans la bourgeoisie locale. Les Polonais et Espagnols sont pour beaucoup d'anciens réfugiés politiques.

#### I°) Une immigration hétérogène

#### L'ancienneté des migrations et leur spatialisation

La présence de travailleurs non nationaux en Bourgogne ne remonte pas précisément au XIXe siècle même si c'est durant cette époque qu'elle commence à se renforcer. Ce sont par exemple des Italiens, « gentilshommes verriers » et ouvriers d'Altare, province de Savone en Ligurie<sup>1</sup>, et des Lorrains qui développent à partir du XVIe siècle la faïencerie à Nevers ou au début du XVIIe siècle la verrerie à Longchamp (Côte-d'Or) ; vers 1760, ce sont encore des Italiens qui sont appelés pour leur savoir-faire par le propriétaire de la nouvelle verrerie d'Epinac (Saône-et-Loire). Durant les années 1785-1786, des poignées de spécialistes étrangers sont également embauchés dans les nouvelles manufactures (fonderie, cristallerie) qui s'établissent dans le bourg en expansion du Creusot<sup>2</sup>, en Saône-et-Loire : Allemands, Britanniques et Tchèques dans les métiers du verre, Belges dans les mines et les hauts fourneaux. En 1789, des ouvriers piémontais sont employés aux travaux de construction de la rigole de Torcy, en Saône-et-Loire, reliée au canal du Charollais<sup>3</sup>. Dans les dernières années du XVIIIe siècle, les mines de Blanzy emploient quelques Polonais, Allemands, Hongrois, Italiens, pour beaucoup prisonniers de guerre, qui viennent renforcer les mineurs locaux.

A partir de la Restauration (1814-1830), les migrations de non nationaux croissent progressivement en Bourgogne tout en restant globalement peu élevées par rapport à d'autres régions de France, du fait de la faiblesse des zones urbaines et industrielles. Cet essor s'effectue alors que des départements ruraux comme la Côte-d'Or, la Nièvre et l'Yonne connaissent une crise démographique. La population de la Côte-d'Or par exemple passe de 400.000 individus en 1851 à 361.000 en 1901. L'Yonne qui compte plus de 380.000 habitants en 1851 en perd plus de 27.000 en 30 ans. Seule la Saône-et-Loire connaît une croissance démographique en raison principalement du développement de son

1

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Corinne Maitte, « Corporation et politique au village. Altare entre migrations et différences sociales», *Revue Historique*, n° 617, janvier 2001, p. 47-81. Robert Gennevoy, « Gentilhommes verriers italiens à la verrerie de Longchamp », *Pays de Bourgogne*, n° 103, 1978, p. 125-129.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Plus de 1300 habitants au dénombrement de 1787 dont 30% de chefs de famille seulement nés en Saône-et-Loire. La commune atteint les 3.100 habitants en 1830, dépasse les 20.000 en 1866.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Notel Patrick, « Malades et blessés de la mine de Blanzy, de la fonderie du Creusot et du canal du Nivernais », « Etrangers décédés lors de la construction du canal de Bourgogne et du Charollais », *Nos Ancêtres et nous*, n° 47, troisième trimestre 1990, p. 20-21.

industrie : sa population culmine à 623.000 en 1886 avant de connaître à son tour un long déclin.

La Côte-d'Or vient en tête en nombre de résidents étrangers. Ils n'y dépassent pas 2.000 en 1851 puis atteignent en 1886 un pic d'environ 4.500 pour revenir en 1911, en raison notamment de la crise économique et sociale de la fin du siècle, à moins de 3.000. Jusqu'à la guerre de 1870, c'est l'immigration allemande qui domine avec une population stable d'environ 600 individus mais elle décline par la suite. L'immigration italienne en revanche est nettement plus limitée au milieu du XIXe siècle mais elle connaît un fort accroissement après 1870 atteignant environ 2.000 individus en 1881 pour décliner ensuite. En forte croissance également, l'immigration suisse, forte déjà de plus de 230 personnes en 1851, passe entre 1881 et 1886 d'environ 650 à près de 1.200 individus, constituant alors le second courant migratoire du département après les Italiens. Mentionnons enfin les Belges qui culminent à environ 500 individus en 1886. Pendant tout le XIXe siècle, c'est Dijon qui accueille le plus grand nombre d'étrangers en Côte-d'Or : plus de 700 en 1866 dont une majorité d'Allemands. En 1896, l'arrondissement de Dijon regroupe à lui seul 1715 étrangers, soit plus que les arrondissements de Beaune, Semur-en-Auxois et Châtillon-sur-Seine réunis, lesquels comptent respectivement, 704, 362 et 346 étrangers. Quinze ans plus tard, en 1911, l'écart est encore plus grand : près de 1800 étrangers habitent l'arrondissement de Dijon contre 516, 356 et 260 étrangers dans les trois autres.

La Saône-et-Loire accueille une présence étrangère plus faible. Le nombre d'étrangers y progresse légèrement entre 1851 et 1872, passant d'environ 1.000 à 1.500, puis double en une dizaine d'années pour atteindre plus de 3.000 personnes en 1881. Il décline toutefois fortement ensuite, du fait de la crise de la fin du siècle, pour se stabiliser à environ 1.300 à partir de 1901. Du point de vue des aires de provenance, on retrouve les mêmes grands courants qu'en Côte-d'Or, à savoir une migration allemande ancienne qui diminue au cours du XIXe siècle, une migration italienne en progression dans les années 1860-1880 et des migration belge et suisse relativement stable. Au recensement de 1896, les Italiens sont les plus nombreux avec environ 650 individus devant les Suisses (410), les Belges (300) et les Allemands (240) auxquels on peut ajouter une cinquantaine d'Autrichiens.

Les étrangers se concentrent surtout, mais de façon fort inégale, dans les quelques villes industrielles du département en pleine expansion économique et démographique. C'est le Creusot qui en attire de loin le plus grand nombre d'où d'ailleurs un souci précoce

de dénombrement de la part des autorités<sup>4</sup>. L'accroissement est continuel jusqu'au début des années 1880 : les listes nominatives du recensement mentionnent 53 étrangers en 1851, 102 en 1861, 409 en 1872 et 1.032 personnes en 1881 mais ces chiffres sont loin de refléter la réalité. C'est par milliers que les étrangers, en grande majorité italiens, passent au Creusot pour venir s'embaucher pour une durée plus ou moins longue chez Schneider. Après 1881, leur nombre diminue brutalement pour passer à un peu plus de 300 en 1886, en raison notamment des protestations anti-italiennes qui éclatent dans la ville. Notons que la commune industrielle voisine de Montceau-les-Mines, pourtant elle aussi en plein essor démographique du fait de l'exploitation houillère<sup>5</sup>, accueille nettement moins d'étrangers (moins d'une centaine au milieu des années 1880), phénomène qui peut être mis en relation avec la précocité des mouvements anti-étrangers qui éclatent dès 1863.

Dans l'Yonne, les étrangers ne sont que 1.100 en 1872 et leur nombre croît légèrement pour atteindre près de 1.500 personnes en 1911. Quant à la Nièvre, la présence étrangère est particulièrement faible avec 600 étrangers en 1896 et 330 en 1911. Ce département dispose de quelques industries (charbon, sidérurgie, verrerie...) mais celles-ci dans leur grande majorité ne s'appuient pas sur la main-d'oeuvre étrangère, comme l'observe un rapport du commissaire de police de Nevers de 1893 : « Quant aux ouvriers des usines de Fourchambault et de leurs annexes la Pique, et Imphy, de même que ceux qui travaillent dans les mines de charbon de La Machine et à la verrerie de Saint-Léger-des-Vignes [...] ils sont tous français »<sup>6</sup>.

#### Diversité des métiers et mobilité

L'immigration est loin d'être homogène avec un certain nombre d'artisans urbains, des terrassiers, des mineurs, des travailleurs des carrières, des ouvriers du bâtiment (plâtriers, peintres, maçons...), des travailleurs d'usine également, notamment dans la sidérurgie, sans compter les petits métiers ambulants (poêliers-fumistes, figuristes, joueurs d'orgue....). Evoquons encore les quelques artistes et enseignants présents dans les villes

<sup>4</sup> Des dénombrements d'étrangers ont lieu en 1810, 1823, 1846 selon Marie-Anne de Monfaucon, *Recherches sur la ville du Creusot et sa population de 1786 à 1836*, DES, Université de Bourgogne, 1955, p. 18. Les recensements d'étrangers sont encore rares en France, cependant ils commencent à se développer à partir de la Restauration, notamment dans les centres industriels, voir par exemple la ville de Charenton en région parisienne.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Créée officiellement en 1856, Montceau-les-Mines passe selon les recensements de 2.200 habitants en 1856 à 15000 en 1886.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> AD Nièvre, M 1003.

sans oublier des dizaines de rentiers, hommes et femmes, qui s'installent dans les villes et les villages de Bourgogne, en provenance de toute l'Europe<sup>7</sup>.

Nombre d'étrangers mais aussi de travailleurs français – pensons aux compagnons – sont particulièrement mobiles. Cette mobilité traverse tout le siècle et touche quasiment l'ensemble du monde ouvrier, artisans, travailleurs de l'industrie, ouvriers agricoles. Les ouvriers étrangers voyagent seuls, en couple, en famille ou en groupes, suivant des itinéraires plus ou moins étendus qui les font passer en Bourgogne, rejoindre d'autres régions de France et passer même parfois dans d'autres pays d'Europe, tels ces métallurgistes gallois de Cyfartha qui après avoir travaillé à Fourchambault dans la Nièvre au début des années 1820 se dirigent vers Châtillon en Côte-d'Or puis partent en Rhénanie vers 1825 pour construire une forge<sup>8</sup>. Les séjours sont souvent peu étendus, notamment dans les secteurs industriels : aux mines du Creusot de 1872 à 1893, on évalue à environ six mois, la présence moyenne des 1.300 mineurs italiens<sup>9</sup>. Les bûcherons italiens venant en Côte-d'Or ne travaillent également souvent que temporairement. A Arrans par exemple, petite commune située au nord de Montbard, ils arrivent en nombre au tournant du siècle pour travailler sur les coupes de bois ; ils quittent tous la commune vers 1902 pour se diriger vers d'autres lieux de la Côte-d'Or, de l'Yonne ou encore du Rhône<sup>10</sup>. Sur les chantiers de terrassement et les carrières de pierre à la fin du XIXe siècle, nombre de transalpins continuent d'œuvrer uniquement pendant la bonne saison, c'est-à-dire environ de mars à novembre pour repartir ensuite vers leur village.

#### Les formes du recrutement

Il existe une grande diversité de modalités de recrutement au XIXe siècle. Certaines entreprises recrutent directement à l'étranger en passant éventuellement par des intermédiaires puisés dans les réseaux familial ou d'interconnaissance. A l'usine

\_

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Durant les années 1880, Auxerre par exemple compte au moins 9 rentiers et rentières âgés : une Allemande et un Allemand, un Autrichien, une Espagnole, deux Italiennes et un Italien, une Russe, un Américain des Etats-Unis.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Guy Thuillier, Aspects de l'économie nivernaise au XIXe siècle, Paris : Armand Colin, 1966, p. 275.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Gérald Contini, *Contribution à l'histoire de l'immigration. Les Italiens en Bourgogne* (1870-1945), maîtrise histoire Université de Bourgogne, 1999, p.79

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Lydia Lazaro, Les ouvriers étrangers en Côte-d'Or sous la troisième république, maîtrise histoire Université Bourgogne, 1997, p. 58.

métallurgique de Fourchambault, l'industriel Georges Dufaud fait appel sous la Restauration à son gendre, fils d'un grand métallurgiste du pays de Galles, pour l'introduire dans le monde sidérurgique anglais et l'aider à recruter ses ouvriers puddleurs<sup>11</sup>. Il fait également intervenir à Paris son associé Louis Boigues, lui demandant par exemple de « traiter » avec les ouvriers anglais à Paris en matière de salaire et de logement, avant qu'ils ne se rendent à Fourchambault<sup>12</sup>. A Epinac sous le second Empire, les houillères utilisent un système d'embaucheurs dans divers centres houillers et industriels en France et l'étranger. La direction avance les frais de voyage des ses futurs ouvriers et ne leur en fait grâce qu'au bout d'un an<sup>13</sup>.

Dans les travaux publics et les mines, les entrepreneurs laissent souvent aux soustraitants, parfois eux même étrangers, la charge de l'embauche; ceux-ci peuvent faire appel à des ouvriers français ou étrangers avec lesquels ils travaillaient auparavant ou bien recruter des compatriotes. C'est le cas au chantier de Blaisy, pour le creusement des puits et galeries du tunnel. De même en 1867, à Montceau-les-Mines, les deux sous-entrepreneurs italiens qui ont obtenu des Houillères le percement de galeries, les frères Joseph et Dominique Buracco, font appel à des compatriotes pour effectuer cette tâche.

On voit aussi au XIXe siècle des patrons français utiliser les réseaux familiaux et d'interconnaissance de leur personnel étranger pour recruter des saisonniers l'été ou pour grossir conjoncturellement l'effectif en cas de pénurie de main-d'œuvre. Dans ce cas, ce sont souvent les ouvriers âgés occupés de longue date dans l'entreprise, et qui ont en quelque sorte le statut d'hommes de confiance, qui servent d'intermédiaire. Dans les années 1900, la tuilerie *Landel* à Lugny, commune de Leuglay, en Côte-d'Or, fait ainsi appel aux deux transalpins qu'elle emploie depuis longtemps pour qu'ils recrutent des compatriotes lorsque les ouvriers français font défaut. A la même époque, la maison *Cavalier* qui exploite les carrières d'Etrochey recrute elle aussi une partie de son personnel en Italie, et ce depuis plus de trente ans ; l'entreprise dispose de deux groupes d'ouvriers italiens : un groupe stable qui travaille à l'année et un second, recruté parmi les

\_

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> André Thuillier, *Economie et société nivernaise*, Paris : Ecole pratique des hautes études, 1974, p. 261.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Guy Thuillier, Les ouvriers des forges nivernaises au XIXe siècle, Comité d'histoire de la sécurité sociale, 2002.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Françoise Meunier-Vonné, *Les étrangers dans le bassin minier du Creusot, aux XIXe et XXe siècles*, Thèse, EHESS, 1985. p. 229. Cite P. Cartier, *La condition ouvrière en Saône-et-Loire sous le second Empire*, Université de Paris, 1952, p. 74.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Son siège est situé à Troyes.

parents ou amis des précédents, embauché de mars à octobre. Une autre forme d'embauchage consiste à attendre la venue d'ouvriers étrangers de passage, comme le fait par exemple la tôlerie de Saint-Marc-sur-Seine en Côte-d'Or.

Parfois une tentative de recrutement donne lieu à une procédure complexe qui passe par une multitude d'intermédiaires tant patronaux qu'ouvriers. Ainsi en 1913, les *Houillères de Decize-la Machine* dans la Nièvre, contrôlées par Schneider depuis 1865, devant faire face à de nombreux départs d'ouvriers français, font appel à la mine de fer de Droitaumont dans la bassin de Briey (actuelle Meurthe et Moselle), exploitée également par Schneider, pour tenter de recruter des ouvriers italiens. Celle-ci transmet les demandes de Decize à un colonel demeurant à Nancy, lequel propose un ouvrier italien âgé de 54 ans, chef d'une famille de 6 enfants, qui a déjà travaillé en France et qui peut recruter des compatriotes. L'opération est un échec : les ouvriers italiens arrivent effectivement à La Machine mais ils partent tous à peine leur contrat achevé<sup>15</sup>.

A partir du début du XXe siècle entrent en scène les agences d'émigration. En 1908, l'entente entre la Société centrale d'agriculture de Nancy et la Société polonaise d'émigration de Cracovie permet l'introduction d'un millier d'ouvriers agricoles polonais en Meurthe-et-Moselle. Cette initiative recueille un certain écho en Côte-d'Or, notamment auprès de la Société d'agriculture de Dijon. Le 24 janvier 1909, un certain Fabre vante dans le *Bulletin de la société forestière de Franche-Comté et Belfort* tous les avantages que procurerait cette main-d'œuvre à l'industrie sylvicole et aux travaux des champs de Côte-d'Or<sup>16</sup>. La même année, la Société populaire d'émigration de Cracovie ouvre deux agences, une à Paris, l'autre à Dijon, confiée à Marlot, un agriculteur de Nogent-lès-Montbard. Celui-ci fait venir de la main-d'œuvre étrangère à Dijon pour être confiée aux agriculteurs. Le système est loin d'être satisfaisant et Marlot qui commet de nombreux abus accentuant la précarité des ouvriers polonais passe en police correctionnelle. Il est malgré tout autorisé à établir à son domicile un bureau de placement d'ouvriers agricoles puis une nouvelle agence à Nuits-Saint-Georges en janvier 1912. En 1909, 800 ouvriers polonais transitent par l'agence celle-ci répondant à des demandes d'ouvriers agricoles émanant

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> David Peyceré, Les mineurs étrangers en France entre les deux guerres : l'exemple de La Machine (Nièvre) de 1913 à 1940, thèse, Ecole nationale des Chartes, 1988.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> « Préludes à l'immigration de la main-d'œuvre polonaise en Bourgogne », extrait du *Bulletin de la société forestière de Franche-Comté et Belfort*, n° 1, mars 1909, p. 1-3.

essentiellement d'agriculteurs de Côte-d'Or<sup>17</sup> mais aussi de l'Yonne, du Jura, de l'Aube, de l'Eure et du Cher. En 1911, le préfet évalue à 1400 le nombre de travailleurs agricoles polonais fournis à la Côte-d'Or durant les trois dernières années. D'autres organismes privés semblent intervenir au début du XXe siècle dans la mise à dispositions d'ouvriers étrangers, par exemple cette obscure société dite « Le retour à la terre » dont le siège est à Paris<sup>18</sup> qui procure un ouvrier espagnol à un exploitant de la ferme de Préfontaine, à Buxerolles en Côte-d'Or.

## 2°) Les principaux courants migratoires : une immigration essentiellement de voisinage

#### Les Allemands et Autrichiens

Déjà présente sous la Restauration, l'immigration germanique connaît un relatif essor en Bourgogne durant la monarchie de Juillet (1830-1848). Rappelons qu'à cette époque, la France accueille une vague sans précédent de migrants allemands qui se dirigent en grande majorité vers la capitale et les ports de l'Atlantique en vue de quitter l'Europe. On avance ainsi le chiffre considérable de 60.000 Allemands pour la seule région parisienne vers la fin des années 1840. Environ un millier d'Allemands et d'Autrichiens résident en Bourgogne en 1851. Leur nombre progresse ensuite de quelques centaines pour se situer en 1866 aux alentours de 1.200 puis chute brutalement du fait des expulsions effectuées à la veille de la guerre franco-allemande ; il remonte après le conflit, sous l'effet notamment des options de nationalité allemande de certains migrants alsaciens-lorrains la première guerre mondiale.

Allemands et Autrichiens séjournent majoritairement en Côte-d'Or mais leur nombre évolue en dents de scie durant la seconde moitié du XIXe siècle. Ils sont ainsi 540

-

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Surtout des arrondissements de Semur et Châtillon parmi lesquels les agriculteurs Grapin à Faverolles-lès-Lucey, Bailleul à Lucey, Boudeville à Etornay lequel emploie parmi sa dizaine d'ouvriers outre des Polonais, des Autrichiens et des Russes...

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Impasse du Mont Viso.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> Rappelons qu'en exécution de l'article 2 du traité de Francfort du 10 mai 1871 et de l'article 1 de la convention additionnelle du 11 décembre 1871, les personnes nées dans les territoires annexés par l'Allemagne eurent la faculté d'opter pour la nationalité française ou allemande. Par exemple, plusieurs soldats du 5<sup>ème</sup> régiment de chasseurs à Mâcon ou du 4<sup>e</sup> de ligne à Dijon choisirent la nationalité allemande en 1872.

en 1851, 750 en 1866<sup>20</sup> mais seulement 460 (dont 380 Allemands) au lendemain de la guerre de 1870-1871<sup>21</sup>; grossie par l'apport d'Alsaciens-Lorrains, la population Allemande atteint 630 individus en 1876 puis après une stagnation d'une décennie, elle revient à moins de 400 en 1911. Moins nombreux, les Autrichiens déclinent au tournant du siècle passant de 150 en 1881 à une soixantaine au début du XXe siècle. Leur nombre remonte toutefois brusquement après 1906 pour atteindre les 200 à la veille de la première guerre mondiale.

Durant la monarchie de Juillet, quelques dizaines d'Allemands se dirigent vers Châtillon-sur-Seine et une centaine au moins se regroupent à Dijon. Ils séjournent d'autant plus facilement dans la capitale des Ducs qu'ils y rencontrent de nombreux autres germanophones : un fort contingent d'Alsaciens — souvent d'ailleurs qualifiés « d'Allemands » en France à cette époque — ainsi que des Suisses alémaniques. Après la révolution de février 1848, Dijon voit encore passer des Allemands poussés par les autorités à désengorger Paris puis quelques rescapés de la « légion allemande », après l'échec de leur tentative de contagion révolutionnaire outre-rhin.

Sous le Second Empire, les grandes zones attractives sont sensiblement les mêmes : Dijon et l'arrondissement de Châtillon-sur-Seine qui comptent respectivement durant les années 1860 environ 250<sup>22</sup> et 350 Allemands et Autrichiens<sup>23</sup>. Une troisième aire est l'arrondissement de Beaune où la population d'outre-Rhin dépasse les cent personnes en 1866.

Dans les autres départements, l'évolution est comparable à celle de la Côte-d'Or avec toutefois des étiages inférieurs. Dans l'Yonne, le nombre d'Allemands et d'Autrichiens n'atteint pas en 1851 la moitié de celui de la Côte-d'Or mais il augmente légèrement ensuite pour dépasser les 300 en 1866. En 1872, ils sont officiellement 350. Les seuls Allemands passent de 230 en 1872 à 320 en 1886 avant de revenir progressivement à une centaine en 1911 tandis que les Autrichiens avoisinent les 120 entre 1872 et 1881 puis

\_

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Nous utilisons ici les tableaux du recensement de 1866 conservés aux Archives départementales (désormais AD) de la Côte-d'Or , excepté celui de l'arrondissement de Dijon, tableau qui nous semble sous évaluer la plupart des nationalités. Nous préférons nous baser pour Dijon sur le travail suivant : *Etudes sur le recensement de la population de Dijon en 1872* par le docteur Noirot, Dijon, imprimerie et Lithographie Eugène Jobard, 1872.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Au niveau national, Allemands et Austro-Hongrois passent de 106.000 en 1866 à 44.500 en 1872, Statistiques de la France, Résultats généraux du dénombrement de 1872, p. 15.

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> A Dijon, Allemands et Autrichiens ne seraient plus que 150 en 1872, non compris les 175 Alsaciens-Lorrains n'ayant pas opté.

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Ils sont 130 dans la seule commune de Châtillon sur Seine en 1866.

disparaissent quasiment, ne s'élevant plus qu'à une vingtaine en 1906. Remarquons que les Allemands et Autrichiens résident majoritairement dans les petites communes de l'Yonne. Durant le second Empire par exemple, ils ne dépassant pas 80 dans l'ensemble des cinq plus grosses villes du département<sup>24</sup>.

En Saône-et-Loire, la population allemande et autrichienne ne comprend que 130 personnes en 1851 – moins du quart de celle de la Côte-d'Or - mais elle augmente dans les années 1860, passant de 170 en 1861 à 260 en 1866. Au sortir de la guerre de 1870-1871, les Allemands ne sont plus qu'une centaine puis ils s'accroissent de nouveau durant la décennie suivante atteignant 230 en 1876 et un maximum de 500 en 1881<sup>25</sup>. Leur nombre revient ensuite à 240 en 1891 puis à 170 en 1911 du fait de l'accroissement des tensions internationales. Les Autrichiens approchent eux la centaine en 1886 mais après de nombreux départs, ils sont moins d'une trentaine en 1911. Sous le second Empire, les migrants allemands semblent délaisser l'aire industrielle en expansion du Creusot et surtout celle de Montceau-les-Mines pour se diriger plutôt vers Chalon-sur-Saône et Mâcon puis également, durant les années 1860, vers Epinac<sup>26</sup>. Dans les années 1880, ils atteignent toutefois la trentaine au Creusot mais restent très rares à Montceau-les-Mines. Quant à la Nièvre, la population allemande et autrichienne y est très faible. Elle avoisine la centaine de personnes durant le second Empire puis descend à 70 en 1872. Elle atteint de nouveau la centaine quatre ans plus tard pour se stabiliser autour d'une soixantaine jusqu'à la première guerre mondiale.

Dès la fin du XVIIIe siècle des Allemands séjournent déjà sur quelques sites industriels de Bourgogne, notamment au Creusot : les uns, originaires de Bohème ou de la commune de Kreiswald, au nord de Mannheim, sont verriers<sup>27</sup>, travaillant en compagnie de

\_

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Auxerre vient en tête avec 25 Allemands et Autrichiens en 1851, 17 Allemands en 1861.

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Cette augmentation n'est peut-être pas uniquement due aux options de naturalité des Alsaciens-Lorrains.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Les Allemands et Autrichiens sont une quarantaine à Mâcon durant tout le second-Empire. A Chalon, ils passent de 25 en 1851 à une cinquantaine en 1866. En 1861, l'arrondissement d'Autun en compte également une cinquantaine, résidant pour la plupart à Epinac et aux alentours. Au début des années 1860, ils sont une quinzaine au Creusot et sont absents de Montceau-les-Mines, Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 64, tableau 1

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Des verriers allemands de Bohème se répandent en Europe au XVIIIe siècle. Plusieurs par exemple s'installent à Cadix à partir du début des années 1720, voir Klaus Weber, *Deutsche Kaufleute im Atlantikandel*, 1680-1830. Unternehmen und familien in Hamburg, Cadiz und Bordeaux, Munchen: CH Beck Verlag, 2004.

Lorrains entre autres<sup>28</sup>; d'autres oeuvrent à la fonderie. Venus pour certains avec leurs femmes et leurs enfants, ils constituent un groupe d'une soixantaine de personnes en 1787<sup>29</sup>. Quelques prisonniers de guerre les rejoignent sous l'Empire, originaires de Prusse, de Silésie ou de Bohème; certains s'établiront dans la commune, parvenant même pour l'un d'entre eux à figurer sur la liste électorale en 1831. La présence germanique dans cette commune se réduit ensuite surtout à quelques travailleurs des métaux, tels cet ajusteur et ce monteur établis en 1825 et 1830, originaires du Duché de Bade et d'Aix-la-Chapelle<sup>30</sup>. La Bourgogne accueille également, au début du siècle, des travailleurs agricoles, comme ces saisonniers de la Bavière rhénane évoqués par l'enquête préfectorale de 1811 sur les migrations temporaires en Côte-d'Or<sup>31</sup>.

Sous la Restauration et surtout la monarchie de Juillet, Dijon, principale destination des migrants germaniques en Bourgogne, accueille de nombreux tailleurs d'habits allemands, qui sont légion à Paris, et plusieurs cordonniers ainsi que des foudriers (ouvriers fabricants de tonneaux de grand volume), des ouvriers brasseurs, imprimeurs, chapeliers, pelletiers... Les ébénistes en revanche apparaissent peu à la différence de la capitale. Arrivent aussi en nombre les ouvriers allemands ou autrichiens des métaux, fondeurs, mouleurs en fonte, mécaniciens dont certains travaillent dans des usines à la périphérie de la ville.... On en repère d'autres dans des communes plus éloignées, tel ce chef d'aciérie tyrolien travaillant aux forges de Bèze durant les années 1820 et 1830.

Ces travailleurs, notamment les tailleurs d'habits, sont en grande majorité originaires de communes du pays de Bade et du Wurtemberg<sup>32</sup>, certaines proches de la frontière française<sup>33</sup>, d'autres situées entre Stuttgart et le lac de Constance<sup>34</sup>. Si certains arrivent directement d'Allemagne, plusieurs circulent depuis de longues années en France, parfois en couple. Un tailleur allemand et sa compagne française, native de Salins,

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> Originaires de Königsberg, futur Sarreinsberg.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 108.

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> Marie-Anne de Monfaucon, op. cit., p. 22.

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> Abel Chatelain, « Ouvriers migrants en Côte-d'Or au XIXe siècle », *Annales de Bourgogne*, 1951, t. XXIII, 1951, p. 270.

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> L'émigration allemande vers la France au XIXe siècle touche surtout l'Allemagne de l'ouest et du sudouest rappelle Gerhard Hetzer, « La France lieu de travail et pays de passage pour les émigrants de l'Allemagne du sud (1815-1870) » texte en ligne sur le site www.france-bayern.info.

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> Ettenheim, Rastatt...

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> Pfullingen, Metzingen, Nürtingen, Bingen, Donaueschingen, Winterspuren, Isny.....

séjournent ainsi à Seyssel dans l'Ain au cours des années 1830, à Besançon au début des années 1840 avant de partir pour Dijon vers 1842.

Vers la fin de la monarchie de Juillet, des ouvriers allemands peu qualifiés et pauvres se dirigent en outre vers certains grands chantiers de travaux publics. Sur le chantier de Blaisy en Côte-d'Or, entre 1845 et 1850, ils sont au moins une trentaine exerçant des métiers de manœuvres, de terrassiers ou de mineurs, ainsi que quelques femmes, originaires pour beaucoup des communes d'une zone comprise entre Zweibrûcken, Homburg et Kaizerslautern à l'ouest du Rhin. A la différence des Piémontais, ils ne comptent pas d'entrepreneurs et sous-traitants dans leur rang. Soumis davantage aux aléas du chômage que les artisans et ouvriers qualifiés d'industrie, les terrassiers et manœuvres allemands connaissent des conditions de vie difficiles, certains allant même, lors de la crise économique de 1846-1848, jusqu'à pratiquer la mendicité dans les villages environnant les chantiers ou dans les villes<sup>35</sup>. Ces terrassiers sont particulièrement mobiles. Certains voyagent en France, en Allemagne ou en Suisse. Un déserteur allemand par exemple fuyant les Prussiens en 1849 travaille comme terrassier dans le canton de Lucerne, avant d'être expulsé à la fin du mois de juin 1850. Il se dirige alors vers Strasbourg puis vers Besançon où il effectue de nouveau pendant 3 mois des travaux de terrassement. Il poursuit ensuite sa route jusqu'à Dijon où il reçoit à la Préfecture une indemnité de 3 francs de secours de route et où l'on vise son passeport pour Chaumont.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le rapport entre les différentes composantes professionnelles de l'immigration allemande évolue. Le flux des artisans se tarit progressivement surtout après le conflit de 1870-1871, même s'il subsiste ici ou là quelques tailleurs, cordonniers, horlogers et autres imprimeurs. Des ouvriers autrichiens se maintiennent dans le bâtiment, comme ce groupe de Tyroliens à Chalon-sur-Saône durant les années 1880. L'émigration des travailleurs de la métallurgie semble également fortement freinée. Quelques uns continuent toutefois de se disperser, seuls ou en petits groupes, sur plusieurs sites industriels. On repère par exemple des mécaniciens au sein de compagnies de chemin de fer sous le second Empire ou d'entreprises mécaniques comme les ateliers de construction et de fonderie *Muzey*<sup>36</sup> à Auxerre vers 1873. On trouve aussi des

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup> Pierre-Jacques Derainne, « Les ouvriers migrants du chantier du tunnel ferroviaire dit "de Blaisy" (Côte-d'Or), 1845-1851 », *Annales de Bourgogne*, tome 72, fascicule 2 (2000) p. 306-307, 309.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> Sur Muzey, voir Jean-Charles Guillaume, « L'entreprise Muzey Piat et Fougerol Pignarre, 1847-1976 », *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne* (désormais BSSHNY), vol 121, 1989, p. 179-121 et également « L'innovation dans l'industrie mécanique d'une région rurale : l'exemple de l'Auxerrois (1850-1914) », BSSHNY, tome 131, 1999, p. 177-222.

limeurs, émeuleurs, tailleurs de limes ou monteurs occupés dans les fabriques de limes de Cosne-sur-Loire<sup>37</sup> et des alentours de la Charité-sur-Loire<sup>38</sup> dans la Nièvre au tournant du siècle, et plus rarement à l'usine de limes d'Arnay-le-Duc dans les années 1880<sup>39</sup>... Ces ouvriers relativement aisés sont souvent mariés à des Françaises et demandent pour beaucoup d'entre eux la naturalisation.

L'industrie minière de Saône et Loire ne semble pas elle non plus s'appuyer sur la main-d'œuvre allemande, hormis peut-être durant les années 1860. Quelques familles de travailleurs prussiens partent ainsi vers les mines d'Epinac en 1867, en compagnie de Belges, croyant y trouver de l'embauche. Mais « trompés par les promesses salariales des embaucheurs de la houillère », elles ne trouvent finalement leur salut que dans les « secours de route » délivrés par la municipalité d'Autun<sup>40</sup>.

L'agriculture en revanche fait appel, surtout sous le second Empire, à de nombreux ouvriers d'outre-Rhin pour pratiquer des métiers de bergers, d'ouvriers meuniers... Ceux-ci émigrent seuls ou en famille, avec pour certains l'objectif d'une installation durable. C'est d'ailleurs cet argument qu'utilisent certains de leurs patrons pour empêcher leur expulsion en 1870. Un fermier de Chailly en Côte-d'Or, maire de la commune, défend ainsi auprès du préfet, le maintien de ses deux bergers prussiens, arrivés en France à l'âge de 9 et de 14 ans.

La domesticité attire également beaucoup d'Allemands, essentiellement des femmes<sup>41</sup>, souvent jeunes, qui exercent auprès des bourgeois et aristocrates des villes et des campagnes des activités telles que gouvernantes, cuisinières, femmes de chambre, bonnes d'enfants... Amorcée sous le second Empire, cette migration se développe à la fin du siècle et parvient à se perpétuer en certains endroits jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Des Allemandes trouvent encore de l'emploi dans l'enseignement en pratiquant les professions d'institutrices, professeurs de langue ou même de piano... Citons en outre les commerçants et plus particulièrement les brasseurs, patrons et ouvriers, qui s'installent sur plusieurs communes de la région, Dijon, Saint-Florentin, Chalon-sur-Saône, La

<sup>38</sup> Par exemple la fabrique de limes de Rameau, près de la Charité.

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> AD Nièvre, M 1002.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> Tel ce jeune limeur italien de 25 ans présent en 1886 avec sa compagne française.

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup> ADSL M 3290. Les « secours de route » sont des aides financières attribués par les autorités à certains voyageurs, notamment aux indigents, pour leur permettre de se déplacer et de rentrer chez eux.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> On rencontre toutefois quelques domestiques allemands masculins, des valets de chambre par exemple.

Charité-sur-Loire...<sup>42</sup>. Hors, ou à la lisière, du monde du travail, quelques Allemands pratiquent eux le vagabondage, comme ce saxon parlant très bien le français, arrêté durant l'été 1890 à La Charité, nanti d'une boîte à compas et d'une carte de l'Europe lui servant, selon ses dires, à dessiner dans ses moments de loisirs et à s'orienter.

Deux traits généraux relatifs à l'immigration allemande peuvent être relevés. D'abord, on vient de le voir, la place non négligeable des femmes. Sous la monarchie de Juillet, leur déplacement caractérise moins le monde des artisans urbains<sup>43</sup> que celui des travailleurs nomades pauvres, ces familles allemandes misérables qui se dirigent vers les chantiers de terrassement ou d'ouvrage d'art<sup>44</sup> ou qui traversent Dijon en direction des ports français de l'ouest et du sud, provoquant l'ire de *l'Association pour l'extinction de la mendicité* en 1847<sup>45</sup>.

A partir du second Empire, la féminisation de l'immigration s'accroît légèrement. En Côte-d'Or notamment, les femmes passent de 235 en 1861 à 377 en 1886. La réduction progressive des migrants masculins, notamment célibataires, en raison du conflit entre la France et l'Allemagne entraîne une hausse de leur proportion. En Côte-d'Or, les femmes ne représentent encore que 37% des Allemands et Autrichiens en 1866 mais elles en constituent quasiment la moitié à partir de 1872. Les Allemandes deviennent majoritaires en 1891 et atteignent même les 60% à partir de 1901 du fait de l'essor de la domesticité féminine et du tarissement de l'immigration ouvrière masculine de Autrichiennes en revanche ne sont jamais majoritaires durant les deux dernières décennies du XIXe siècle et leur part tombe même en dessous de 20% lors de la poussée migratoire des années 1910. Les autres départements connaissent également ce phénomène. En Saône et Loire, les

-

 $<sup>^{42}</sup>$  Dijon compte encore 3 brasseurs, patrons et ouvriers, en 1870 dont l'un employé à la « brasserie allemande ».

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup> On ne relève par exemple parmi les femmes qui accouchent à Dijon en 1846 qu'une seule Allemande. Notons, en revanche, que les couples franco-allemands – c'est-à-dire constitués d'un Allemand et d'une compagne française, y sont relativement nombreux, notamment chez les tailleurs d'habits. En 1845 et 1846 par exemple cinq mariages ont lieu entre des femmes natives de Dijon et des hommes d'outre-Rhin, la plupart tailleurs d'habits.

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup> Une vingtaine de couples allemands séjournent sur le chantier de Blaisy entre 1846 et 1849.

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup> « Ces bandes arrivent vers le milieu du mois de mars, venant de la Bavière, de la Prusse rhénane, du duché de Bade, des départements du Haut et Bas Rhin [...] et on les voit repasser au mois de novembre aussi pauvres et traînant leur misère en regagnant leur foyer ».

<sup>&</sup>lt;sup>46</sup> La surreprésentation des femmes au sein de l'immigration allemande à la fin du XIXe siècle se manifeste également à Paris, en raison de la venue en nombre des « bonnes à tout faire ». Voir sur ce point, Mareike König, « Bonnes à tout faire » : Deutsche dienstmädchen in Paris », in Mareike König, *Deutsche Handwerker arbeiter und dienstmächden in Paris*, Oldenbourg, 2003, p. 69-92.

femmes ne constituent en 1866 qu'un quart de la population allemande et autrichienne mais elles représentent environ la moitié des Allemands durant les années 1880 puis près de 60% en 1891. Dans l'Yonne, les femmes forment la moitié des Allemands en 1891.

L'autre point à relever est la place non négligeable des entrepreneurs. Le fait est remarquable à Dijon, et ce dès la monarchie de Juillet. Ils entament souvent leur parcours professionnel dans cette ville en tant que simples ouvriers. Une fois patrons, ils s'insèrent fortement au sein de l'élite locale et cherchent plus ou moins rapidement à acquérir la nationalité française, tout en restant proches, dans une certaine mesure, des ouvriers germanophones, lesquels constituent souvent une partie de leurs effectifs. Trois Wurtembergeois illustrent, sous la monarchie de Juillet, cette mobilité sociale ascendante : le brasseur Henri Weiss, devenu « un des plus riches négociants de Dijon » selon une lettre du préfet Chaper de 1833 appuyant sa demande de naturalisation, le marchand-tailleur Jean Nagely, arrivé à Dijon sous la Restauration, et qui emploie en 1848 – année où il demande la naturalisation - environ 25 ouvriers; et enfin Jean-Martin Weisshard, ouvrier imprimeur au début des années 1830 devenu vers 1840 fabricant de colle forte et dont l'usine porte toujours son nom en 1911<sup>47</sup>. Cette présence patronale ne disparaît pas sous le second Empire: Dijon accueille encore le fabricant de savon bavarois Martin Huber<sup>48</sup> et le fabricant de crépins<sup>49</sup> wurtembergeois Guillaume Ukler qui demeurent respectivement en 1870 rue d'Ahuy et Cours du Parc. Hors de Dijon, on peut citer les exemples de plusieurs brasseurs, Georges Feuersinger<sup>50</sup>, arrivé à Château-Chinon vers 1835 et qui formule une demande de naturalisation en 1851 ou François Graf, originaire d'Ulm, qui travaille à Saint-Florentin vers 1885 en compagnie de ses trois enfants.

#### Les Italiens

Le courant migratoire des transalpins vers la Bourgogne connaît un relatif accroissement vers la fin de la monarchie de Juillet, se stabilise voire décroît sous le second Empire, s'intensifie de nouveau au sortir de la guerre de 1870-1871 puis augmente très fortement entre 1876 et 1881. Si l'on s'en tient aux recensements, qui ont tendance à sous évaluer les Italiens du fait de leur forte mobilité, ces derniers sont ainsi 650 en 1851, soit la

<sup>47</sup> A. Berthiot, « L'industrie de la Côte-d'Or » in *Dijon et la Côte-d'Or en 1911*, tome 1, p. 477-478.

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup> En 1911, la fabrique de savon est dirigée par les frères Bouchard, A. Berthiot, op. cit., p. 478.

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup> Les crépins sont des outils et marchandises pour cordonniers.

<sup>&</sup>lt;sup>50</sup> Natif de Maikammer, canton d'Edenkoben, près de Landau.

deuxième population étrangère de la région derrière les Allemands et devant les Suisses, 950 en 1872, moins nombreux cette fois que les Suisses, plus de 1200 en 1876 et plus de 4500 en 1881. Entre ces deux dernières dates, la population italienne s'est donc accrue de plus de 3000 personnes, soit une augmentation de 257 % qui représente le plus fort flux migratoire étranger d'avant la première guerre mondiale en Bourgogne. Les Italiens constituent alors, et de loin, le premier groupement étranger de la région. La population décline toutefois par la suite, et ce dans l'ensemble des départements de la région ; cette baisse est l'effet de la crise économique des années 1880 et des mesures de protection de la main-d'œuvre nationale qui répondent comme on le verra aux protestations ouvrières anti-étrangères – surtout anti-italiennes - relativement nombreuses. Le reflux est entamé en 1886 avec 3714 italiens recensés et il s'achève en 1906, date à laquelle seuls 1800 italiens habitent la région. La population italienne s'accroît ensuite d'une centaine.

Avec 275 Italiens en 1851, la Saône-et-Loire est le premier département italien de la région et elle le demeure sous le second Empire avant d'être dépassée par la Côte-d'Or. La progression y est régulière à partir des années 1860. Les Italiens sont 245 en 1861, 640 en 1876 puis, après une forte hausse, 1600 au recensement de 1881. Après cette date la tendance s'inverse brutalement suite à des départs massifs : 900 Italiens sont comptabilisés en 1886, 640 en 1891, 360 en 1901. Après un léger rebond la population se stabilise autour de 440 personnes au début du XXe siècle. Les Italiens dans ce département se dirigent vers les villes de Mâcon et Chalon-sur-Saône, lesquelles en abritent une cinquantaine environ sous le second Empire. Mais c'est au Creusot qu'ils sont les plus nombreux. La migration transalpine vers cette ville industrielle apparaît dès les années 1840-1850<sup>51</sup>, se renforce à partir des années 1860 <sup>52</sup> puis connaît un fort essor après 1870, au moment où Schneider se tourne vers la production d'armement face à son rival allemand Krupp<sup>53</sup>, avant d'être stoppée par la crise sévère que connaît l'entreprise en 1883 et le développement des tensions sociales concomitantes. Entre 1874 et 1884, on évalue à environ 5.000, le nombre d'Italiens embauchés chez Schneider avec de grandes variations de recrutement en fonction

\_

<sup>&</sup>lt;sup>51</sup> Marie-Anne de Monfaucon, op. cit., p. 23.

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 215. La construction d'un tunnel semble attirer également des Italiens au Creusot selon un rapport du sous-préfet d'Autun de février 1865, cité par cet auteur, op. cit., p. 111.

Sur le développement économique de l'entreprise durant cette période, voir Laurent Batsch, *Le « décollage » de Schneider (1837-1875), stratégie industrielle et politique financière*, Université paris IX, Cereg, *Cahier de recherche* n° 9514 [texte en ligne].

<sup>&</sup>lt;sup>53</sup> C. Beaud, « Les Schneider, marchands de canons, 1870-1914 », *Histoire, économie et société*, n° 1, 1995.

des années<sup>54</sup>. Au bassin de Blanzy en revanche, la présence des mineurs italiens est plus tardive et bien moins massive qu'au Creusot, l'exploitation s'appuyant durant la monarchie de la Juillet sur la main-d'œuvre locale<sup>55</sup> puis sur les migrants français. Sous le Second Empire, le doublement des effectifs lié à l'accroissement de la production - 2000 personnes en 1856 puis 4500 en 1877 - n'est pas lié là encore aux migrants étrangers<sup>56</sup>.

Avec environ 200 transalpins recensés en 1851, la Côte-d'Or est le second département italien de la région au milieu du XIXe siècle. Leur nombre relativement stable sous le second Empire augmente fortement après 1872 passant de 450 en 1876 à 1900 en 1881 – ils sont alors plus nombreux qu'en Saône-et-Loire - puis il décline progressivement pour revenir à moins de 800 en 1906. Dans l'Yonne, les recensements font état d'une population italienne très faible jusqu'en 1876, ne dépassant la centaine de personne qu'en 1872. Elle croît ensuite pour atteindre 780 individus en 1881 et 900 en 1886. Un déclin régulier a lieu ensuite qui s'achève en 1906. Les Italiens de la Nièvre ne dépassent pas eux non plus la centaine durant quasiment tout le second Empire. Ils progressent durant les années 1880 mais moins fortement que dans les autres départements. Aussi ne culminentils qu'à 240 individus en 1886.

Au XVIIIe siècle, la Bourgogne est déjà parcourue par des migrants provenant de différentes régions d'Italie, lesquels exercent des professions diverses : « figuristes » vendant des statuettes, menuisiers, tailleurs, horlogers, marchands, terrassiers, manouvriers ... Mais c'est déjà le secteur du bâtiment qui domine avec la présence de sculpteurs, plâtriers, maçons, entrepreneurs et architectes, originaires pour nombre d'entre eux de communes de la Valsesia (Alagna, Varallo, Riva-Valdobbia...), au nord de la province de Verceil dans le Piémont... Ils séjournent dans des villes comme Dijon ou Auxerre mais aussi dans des bourgs et villages comme Vermenton dans l'Yonne, Beaunotte en Côte-d'Or... Si la plupart d'entre eux ne travaillent que provisoirement dans la région<sup>57</sup>,

\_

<sup>&</sup>lt;sup>54</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 86-87. Un généalogiste travaillant sur les mêmes sources a relevé près de 6.000 Italiens sur les 34.555 ouvriers embauchés entre le 1er janvier 1865 et le 31 août 1881. Rappelons que les recensements de 1872, 1876, 1881 et 1886 mentionnent respectivement au Creusot 252, 487, 900 et 208 Italiens, Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 64.

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup> Robert Beaubernard, op. cit., p.37.

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup> Ibid, p. 205.

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup> Par exemple sur le chantier de Flavigny-sur-Ozerain en 1725.

certains semblent y demeurer de façon relativement durable, se mariant avec des Bourguignonnes<sup>58</sup> ou obtenant même parfois des lettres de naturalité.

La première moitié du XIXe siècle correspond à une intensification des anciens courants et à un début d'extension des zones de provenance. Les joueurs d'orgue et surtout les « figuristes » ambulants, venant souvent de la région de Lucques<sup>59</sup>, sillonnent toujours la Bourgogne, l'intégrant dans leur vaste circuit migratoire. Mais on note surtout un essor des plâtriers qui séjournent par petits groupes dans des villes comme Dijon, Chalon-sur-Saône ou Nevers, provenant souvent des mêmes communes de la Valsesia qu'au siècle précédent<sup>60</sup>.

Les Italiens font également preuve d'un certain savoir-faire durant cette période dans le percement des puits et galeries des tunnels de canaux ou de voies ferrées, occupant plusieurs fonctions dans la hiérarchie professionnelle : entrepreneurs, sous-traitants, ouvriers mineurs. Ce sont en majorité de jeunes hommes, souvent issus d'une même fratrie et originaires pour nombre d'entre eux de la vallée de la Chiusella au nord-est d'Ivrea dans le Piémont, une vallée d'ancienne industrie minière et métallurgique, ce qui contribue à expliquer leur compétence dans le secteur de la mine. Quelques uns travaillent déjà en 1826 au chantier du tunnel du canal de Bourgogne à Pouilly-en-Auxois. Vingt ans plus tard, entre 1846 et 1848, un groupe plus important d'environ deux cents personnes est occupé au chantier du souterrain ferroviaire de Blaisy, non loin de Dijon, plusieurs d'entre eux ayant déjà opéré sur d'autres chantiers de tunnel de l'Est de la France<sup>61</sup>.

A partir du Second Empire, les grands secteurs d'embauche s'étendent progressivement. Les transalpins demeurent actifs dans le bâtiment, exerçant, souvent à leur compte, les métiers de maçons, plâtriers, statuaires en plâtre, badigeonneurs, poêliers-fumistes..., dans des villes comme Dijon, Chalon-sur-Saône, Auxerre ou des communes plus petites comme Cosne-sur-Loire 62... Certaines anciennes filières sont d'ailleurs

27

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup> C'est le cas par exemple de cet entrepreneur du bâtiment du nom de Giovan Pietro, originaire de Riva-Valdobbio, qui se marie à Auxerre en 1756 avec la fille d'un maître-taillandier de la ville.

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup> Voir sur les migrants lucquois, « Lucquois au travail ou émigrés italiens? Les identités à l'épreuve de la mobilité transnationale, 1850-1914 » *Le Mouvement social*, n°. 188, juillet – septembre 1999, pp. 17-41.

<sup>&</sup>lt;sup>60</sup> Qualifiés parfois de plâtriers-peintres ou plâtriers-décorateurs, ces travailleurs migrants essaiment dans le Centre-Est de la France et la région lyonnaise.

<sup>&</sup>lt;sup>61</sup> Voir Charles E Hart, *Un émigré de la val Sesia (Italie) à Nevers (Nièvre*). Issy-les-Moulineaux : l'auteur, 1998.

<sup>&</sup>lt;sup>62</sup> AD Nièvre, M 1001.

٠

toujours en place : plusieurs plâtriers habitant Chalon-sur-Saône dans les années 1880 proviennent ainsi d'Alagna dans la Valsesia. Outre le bâtiment, les Italiens sont aussi présents dans les métiers de l'habillement (tailleur, chapelier) et dans une moindre mesure du cuir (cordonniers, tanneurs).

L'industrie en emploie également beaucoup, notamment l'industrie houillère et sidérurgique de Saône-et-Loire, régulièrement affectée par des pénuries de main-d'œuvre lors des phases d'expansion économique. Au Creusot, une proportion croissante est occupée à la mine<sup>63</sup>, les Français étant supplantés numériquement en 1880. Mais les transalpins ne se cantonnent pas à cette activité : vers la fin des années 1870, plus de 1200 d'entre eux travaillent également dans la quinzaine de hauts fourneaux, employés souvent comme casseurs<sup>64</sup>. D'autres encore oeuvrent à la « grande forge », achevée en 1867 et qui double les capacités de production de l'usine<sup>65</sup>, à l'aciérie Bessemer, introduite en 1870, ou au sein des différents ateliers de construction (ateliers de chaudronnerie par exemple...). Si le Creusot est une véritable pompe aspirante pour les migrants piémontais, d'autres sites métallurgiques bourguignons occupent également des transalpins mais en très petit nombre : l'usine de limes d'Arnay-le-Duc durant les années 1880 ou encore la Compagnie des forges (tréfilerie) de Sainte-Colombe près de Châtillon-sur-Seine.

Les Italiens sont également des centaines à travailler comme carriers, tailleurs de pierre ou manœuvres dans les nombreuses carrières de la région. Dans l'Yonne, ils opèrent à la fin du XIXe siècle aux carrières de la vallée de l'Armançon et des alentours : Ravières, Chassignelles, Ancy-le-Franc, Lézinnes, Massangis... où leur nombre varie selon les sites entre une dizaine et une centaine<sup>66</sup>. En Côte-d'Or, ils se dispersent après 1870 entre les nombreuses carrières du Châtillonnais, telles qu'Etrochey ou Noiron-sur-Seine..., et celles

 $<sup>^{63}</sup>$  20% de l'ensemble des ouvriers italiens en 1878, plus de 30% en 1879 et plus de 40% en 1883.

<sup>&</sup>lt;sup>64</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 90

<sup>&</sup>lt;sup>65</sup> Elle rassemble, « sous un même toit, [...] deux halls de puddlage, un hall de laminage de 360mètres de long sur 100 de large, avec cinq travées, un hall de fabrication de rails et un atelier de réparation », Patrice Bourdelais « Employés de la grande industrie, les dessinateurs du Creusot » in *L'usine et le bureau*. *Itinéraires sociaux et professionnels dans l'entreprise*, XIXe et XXe siècles, PUL, 1990, p. 154.

<sup>&</sup>lt;sup>66</sup> Lézinnes compte ainsi 49 Italiens en 1891 et une dizaine en 1906, Chassignelles une cinquantaine en 1906, près d'une centaine en 1911, Ancy-le-Franc, une dizaine en 1906, une cinquantaine cinq ans plus tard, Ravières une trentaine en 1891, une centaine en 1906, Massangis, 13 en 1901, 32 en 1906.

situées entre Nuits-Saint-Georges et Beaune comme Premeaux, Corgoloin et surtout Comblanchien où ils sont 155 en 1891 sur 543 habitants<sup>67</sup>.

L'industrie du bois leur offre un autre débouché. Dans le Châtillonnais encore, fortement marqué par l'exode rural, ils exercent les métiers de bûcherons, scieurs de long, charbonniers, chauffeurs... Le travail du bois occupe ainsi en 1906 environ 1/3 des Italiens du Châtillonnais et il ne cessera d'augmenter par la suite<sup>68</sup>. Citons encore les exploitations de phosphate des communes proches de Beaune comme Cussy-le-Chatel, quelques cimenteries ou encore des tuileries comme celle de Leuglay en Côte-d'Or au tournant du XIXe siècle<sup>69</sup>.

Mais, à partir de 1880, c'est dans le terrassement qu'ils sont recrutés le plus massivement, du fait de la multiplication des chantiers de chemin de fer, lié au plan Freycinet. Employés par milliers, ils y sont de loin les ouvriers étrangers les plus nombreux, représentant en Côte-d'Or environ 90% des non nationaux. Leur nombre diminue fortement vers le début du XXe siècle avec la réduction progressive des chantiers. Plusieurs de ces terrassiers quittent la région tandis que d'autres y demeurent mais en s'engageant comme manœuvres auprès de diverses entreprises (carrières, tuileries...). En 1901 toutefois, 300 transalpins sont de nouveau employés autour de Velars-sur-Ouche au chantier de construction de la ligne Dijon-Epinac.

Remarquons enfin que les migrants italiens sont peu présents dans l'agriculture même si quelques uns d'entre eux s'embauchent comme ouvriers agricoles et si l'on note ici ou là quelques exploitants, tel ce vigneron établi à Chablis dans les années 1880.

Globalement, on peut considérer que l'immigration italienne en Bourgogne avant 1914 est composée en majorité d'hommes relativement jeunes. La moyenne d'âge des Italiens du Châtillonnais varie ainsi entre 28 et 31ans entre 1886 et 1911. Beaucoup en outre sont célibataires ou ont laissé leur épouse en Italie. C'est le cas au Creusot de plus de 2/3 des Italiens venus travailler entre 1874 et 1884 chez Schneider. C'est une migration majoritairement piémontaise, qui élargit toutefois progressivement ses zones de provenance. Au Creusot, 80% des Italiens présents entre 1874 et 1884 arrivent du Piémont, notamment

29

<sup>&</sup>lt;sup>67</sup> Jacky Cortot, *Comblanchien, son histoire, ses carrières, ses vins, son expansion au XXe siècle*, Mairie de Comblanchien, 1999, tome 2, p. 381.

<sup>&</sup>lt;sup>68</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 115

<sup>&</sup>lt;sup>69</sup> Idem, p. 111.

des provinces de Turin, Novara, Vercelli et Biella<sup>70</sup>. Mais dans l'Yonne au tournant du siècle, la répartition des provenances des terrassiers, manouvriers et tailleurs de pierre... est plus équilibrée entre Piémont, Lombardie, Vénétie, Frioul<sup>71</sup>. De même en Côte-d'Or à la même époque, les dizaines de migrants du Châtillonnais, en grande majorité travailleurs de la pierre et du bois, sont originaires d'Aoste, du Piémont, de Lombardie (province de Bergame, notamment la commune de Vertova<sup>72</sup>), de Toscane et du Frioul (province d'Udine)<sup>73</sup> et de San Giovanni Bianco à proximité de Bergame en Lombardie.

Cette migration se répand en Bourgogne avant 1914 selon un double processus de concentration, en quelques rares lieux comme Dijon ou Le Creusot, et de capillarité dans de petites communes, phénomène déjà amorcé au siècle précédent. En 1872, dans l'Yonne, moins d'une centaine d'entre eux se répartissent sur 33 communes<sup>74</sup>. Les transalpins du département séjournent sur 79 communes vingt ans plus tard puis sur une centaine en 1906.

L'immigration italienne se prolétarise progressivement avec une composante croissante d'ouvriers employés dans la grande industrie et sur les grands chantiers, lesquels exercent toute une palette de métiers peu qualifiés : frappeurs, manœuvres, casseurs, charretiers, terrassiers... Cette prolétarisation ne doit toutefois pas occulter les compétences professionnelles dont font preuve nombre de migrants transalpins dans des domaines comme le bâtiment, le bois, le percement des tunnels, le terrassement... les Italiens en Bourgogne comptent d'ailleurs plusieurs entrepreneurs, notamment dans le secteur des travaux publics et le bâtiment. Citons par exemple Buracco à Montceau-les-Mines vers 1865, les frères Martinoja dans la maçonnerie et le fabricant de limes Gaetano Zueca originaire de Turin à Chalon-sur-Saône dans les années 1880, Enrico Moali à Maligny dans l'Yonne vers 1885. Peu avant la première guerre mondiale, mentionnons encore, dans le

<sup>&</sup>lt;sup>70</sup> Les autres sont originaires surtout de Lombardie (province de Côme), du Trentino, de la région d'Aoste, de l'Emilie Romagne, du Veneto et de la Toscane

<sup>&</sup>lt;sup>71</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 23. Par exemple, beaucoup de tailleurs de pierre italiens travaillant aux carrières de pierre de Chassignelles dans l'Yonne en 1891 proviennent de Meduna, province de Trevise dans l'actuelle région de Vénétie ou de Forni-di-Sotto, province d'Udine dans l'actuelle région de Frioul-Vénétie Julienne. En revanche les manœuvres de cette commune sont originaires de communes de la province de Varese en Lombardie (Buguggiate, Azzate, Varese).

<sup>&</sup>lt;sup>72</sup> Sur les bûcherons bergamasques voir notamment Abry Nicolas, « De la rise à la ruse... Les bûcherons bergamasques et leurs représentations dans les Alpes du Nord », in *Migrance, marges et métiers, Le monde alpin et rhodanien*, n° 1-3, 2000, pp. 119-132. Nombre de migrants bergamasques ont également travaillé dans les carrières de la banlieue parisienne (plateau d'Avron, Gagny...)

<sup>&</sup>lt;sup>73</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 104.

<sup>&</sup>lt;sup>74</sup> Idem, op. cit., p. 14.

Châtillonnais cette fois, Luigi Lanti né en 1850 à Nonio (province de Novara) dans l'industrie sylvicole, Gelpi à Veuxhaulles, Gusmini qui dirige une fabrique de chaux à Montigny-sur-Aube laquelle emploie 12 à 15 ouvriers dont la moitié d'Italiens. Cette croissance des petits patrons transalpins est mise en relief par le recensement de 1911. La Bourgogne compterait alors 257 « patrons » masculins et féminins dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, 119 en Côte-d'Or, 79 en Saône-et-Loire et 59 dans l'Yonne.

Il ne faut pas non plus surestimer le caractère nomade et saisonnier de cette migration. Les migrations périodiques se prolongent au moins jusqu'à la guerre 1914-1918 mais elles s'accompagnent d'un mouvement d'espacement voire de suppression des retours. Cette volonté d'établissement plus ou moins durable en Bourgogne, amorcée on l'a vu dès l'Ancien régime, se traduit par plusieurs phénomènes : la migration croissante des femmes transalpines, les mariages mixtes et les demandes de naturalisation.

La migration des Italiennes est faible – sans être inexistante – durant environ les deux tiers du XIXe siècle. Sur le chantier de Blaisy par exemple, on ne repère que huit couples italiens, sur les deux cents transalpins, ouvriers et entrepreneurs présents entre 1845 et 1848. Sur l'ensemble de la Côte-d'Or, les femmes ne constituent encore que 24% des Italiens en 1861 (contre 38% pour les Allemandes et les Suissesses). En 1876, elles sont 117 soit 26% des Italiens. En 1881, en pleine explosion de la migration transalpine leur nombre avoisine les 300 mais elles ne représentent plus que 15 % des 1900 Italiens du fait d'une arrivée massive de migrants masculins. Cette présence féminine se manifeste par exemple à Comblanchien, près des carrières : 10 couples italiens y donnent naissance à au moins un enfant entre 1883 et 1888<sup>75</sup>.

La croissance de l'immigration féminine italienne connaît ensuite une accélération durant les années 1880 dans toute la Bourgogne sauf en Saône-et-Loire. Entre 1881 et 1891, elles passent ainsi de 292 à 430 en Côte-d'Or, de 88 à 200 dans l'Yonne, de 22 à 80 dans la Nièvre. En revanche en Saône-et-Loire où la crise économique et sociale de 1883 stoppe brutalement l'immigration, leur nombre décline après 1881. Après 1891, le nombre de femmes italiennes décroît dans toute la région mais moins fortement que celui des hommes, les départs de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle affectant davantage les jeunes célibataires. D'où une proportion croissante des femmes italiennes jusqu'en 1911. Elles passent entre 1881 et 1911, de 12 à 27% dans la Nièvre, de 16 à 30% en Côte-d'Or, de 22 à 33% en Saône-et-Loire.

<sup>&</sup>lt;sup>75</sup> Quatre en 1883, trois en 1885, un en 1886, deux et 1888.

L'amplification des mariages mixtes au XIXe siècle traduit également une volonté d'établissement en Bourgogne ou du moins en France, encore que ce phénomène soit difficile à mesurer précisément. En 1873, sur 16 plâtriers-peintres italiens recensés à Nevers, huit sont mariés à une Française depuis plusieurs années et ont fondé une famille et huit autres, plus jeunes, sont célibataires. Une seule femme italienne est mentionnée dans la ville, veuve d'un plâtrier. Dans le châtillonnais, on compte 19 mariages mixtes en 1886, 16 en 1896 et 9 en 1906. On repère encore des mariages mixtes chez les terrassiers vers le début des années 1880 par exemple aux chantiers d'Is-sur-Tille et d'Essey <sup>76</sup>. A Comblanchien en revanche les mariages mixtes semblent plus rares, alors qu'une grande majorité des Italiens est célibataire. L'image du mariage mixte est d'ailleurs loin de faire l'unanimité en ces temps d'hostilité anti-italienne. Le 19 octobre 1887, le journal dijonnais *Le Bien Public* annonce qu'une jeune fille de « Prissey s'est jetée sous le train devant le refus de ses parents d'épouser un ouvrier d'origine italienne travaillant aux carrières de Comblanchien, car sa sœur avait fait dans de semblables conditions un mauvais mariage quelques années auparavant »<sup>77</sup>.

### Les Suisses

La migration suisse vers la Bourgogne commence à prendre de l'ampleur après 1830. Peu affectée par les crises économiques et politiques, elle connaît une progression constante durant la seconde moitié du XIXe siècle avec trois grandes phases : une faible augmentation sous le second Empire, suivie par une croissance plus forte, entamée selon les départements vers le début des années 1870 ou le début des années 1880 et enfin un déclin progressif jusqu'à la première guerre mondiale. Les Suisses sont ainsi près de 580 en 1851, environ un millier à la fin du second Empire, plus de 1300 en 1881 (soit le deuxième groupement étranger de la région derrière les Italiens), plus de 2000 dix ans plus tard. Malgré le reflux, ils forment encore une population de plus de 1500 personnes à la veille de la première guerre mondiale.

La grande majorité réside en Côte-d'Or. Leur nombre stagne autour de 250 au début du Second Empire, baisse brièvement vers 1865, et repart à la hausse atteignant 450 en 1872, puis 650 en 1881. Une forte poussée migratoire a lieu après cette date qui fait passer la population suisse du département à 1.160 en 1886, soit autant que la somme des Suisses

<sup>77</sup> Cité par Jacky Cortot, op. cit., tome 1 p. 208.

<sup>&</sup>lt;sup>76</sup> Lydia Lazaro, op. cit., p. 25.

des trois autres départements. En 1891, la Côte-d'Or est le dixième département français par le nombre de résidents suisses. L'immigration helvétique décline ensuite progressivement pour revenir à moins de 900 à la veille de la première guerre mondiale. Sous le second Empire, c'est la commune de Dijon qui accueille le plus de Suisses (160 en 1866). En revanche ceux-ci sont peu nombreux à Châtillon-sur-Seine, à la différence des Allemands. Dans l'Yonne, les Suisses passent de 120 en 1851 à 210 en 1872. Ils ne s'accroissent ensuite que d'une cinquantaine en neuf ans mais augmentent plus nettement entre 1881 et 1886 atteignant 480 cette dernière année. Ils décroissent enfin progressivement pour n'être plus que 365 en 1911. A l'instar des migrants allemands, les Suisses de l'Yonne se dirigent peu vers les grandes villes. Auxerre par exemple compte moins d'une vingtaine de Suisses en 1885. En Saône-et-Loire, la progression de l'immigration suisse est également lente mais continue : ils sont environ 150 en 1851, 180 dix ans plus tard, 250 en 1872; puis, après une croissance plus forte, ils atteignent 370 en 1881 et un maximum de 450 en 1886 avant de diminuer progressivement pour repasser sous les 400 en 1911. Sous le second Empire, c'est Chalon-sur-Saône qui compte le plus de Suisses, une cinquantaine, devant Mâcon, une trentaine. Quant à la Nièvre, l'immigration suisse y est très faible, ne dépassant la centaine qu'au début des années 1890.

Professionnellement, l'immigration suisse est très diversifiée. Plusieurs migrants, souvent Tessinois, viennent en Bourgogne exercer des métiers du bâtiment, notamment les activités ambulantes de « peintres-vitriers » ou de « plâtriers-peintres » 78. Certains d'entre eux – ou leurs enfants – s'établissent tout au long du XIXe siècle dans des villes comme Dijon, Chalon-sur-Saône 79 ou de petites communes de l'Yonne... Mais d'autres continuent toujours à la fin du siècle leur parcours ambulatoire comme ces « peintres-plâtriers » de Ligornetto qui séjournent à La Charité à la fin du siècle. D'autres Tessinois excellent dans les métiers de la pierre et trouvent de l'emploi dans certaines carrières de l'Yonne ou de la Côte-d'Or, Comblanchien notamment.

Les Suisses exercent également, dans les villes comme dans les villages, une grande diversité d'activités artisanales, assez proches de celles des Allemands : cordonnier, tanneur, corroyeur, foudrier, tailleur, serrurier... Un courant d'ouvriers qualifiés de

<sup>&</sup>lt;sup>78</sup> En Côte-d'Or, ces vitriers tessinois sont souvent originaires de Biasca ou Dalpe ; ils séjournent sous la monarchie censitaire à Dijon ou dans des communes plus petites comme Longecourt.

<sup>&</sup>lt;sup>79</sup> Des vitriers de Bellinzona y sont par exemple installés dans les années 1880.

l'industrie des métaux, mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, fondeurs, tailleurs de limes... originaires le plus souvent de communes germanophones, se dirige en outre vers certaines entreprises industrielles, telles la maison Uhler à Dijon durant les années 1840<sup>80</sup> ou Schneider au Creusot à partir de 1872<sup>81</sup>.

Mais le flux le plus important se répand dans les campagnes, surtout dans les années 1880. Les plus nombreux sont les ouvriers agricoles embauchés dans les fermes<sup>82</sup>, souvent vachers mais aussi bouviers, bergers, journaliers, domestiques... Ils sont originaires de nombreux cantons tant germanophones que francophones. Dans l'Yonne et la Nièvre par exemple beaucoup proviennent des cantons de Fribourg et de Berne. Les campagnes accueillent également, en plus petit nombre, quelques exploitants : « cultivateurs » ou « fromagers » voire, dans certaines zones viticoles, « vignerons » ...

Les femmes sont parties prenantes de cette migration. Présentes, en nombre restreint, dès la monarchie de juillet dans certaines grandes villes comme Dijon, elles représentent durant le dernier quart du XIXe siècle entre un tiers et la moitié des immigrés helvétiques. Mais la croissance de la féminisation, liée en partie à la venue de femmes domestiques célibataires (bonnes d'enfants, cuisinières...), est stoppée à partir du début des années 1880 par l'essor de l'immigration masculine rurale. En Saône-et-Loire, la proportion de femmes au sein de l'immigration helvétique décline légèrement : 48% en 1876, 46% en 1891, 45% en 1901. En Côte-d'Or, la baisse est un peu plus prononcée : 41% en 1876 puis 36% en 1911, de même que dans l'Yonne, environ 36% entre 1881 et 1891 puis 31% en 1901.

La venue de quelques patrons, travaillant souvent en famille, contribue à expliquer le développement de l'immigration helvétique. L'un deux le mécanicien Jean Uhler, fils d'un fabricant de moulins, arrive à Dijon vers le début de la monarchie de Juillet avec sa compagne épousée à Bâle en 1826. Rejoint par deux frères mécaniciens, Jean-Henry et Gaspard, originaires de Uttwil dans le canton de Thurgovie, il dirige une entreprise, route de Plombières, spécialisée entre autres dans la fabrication de bluteries pour meuniers. Plusieurs travailleurs suisses et allemands y sont embauchés. Ce patron, de confession

<sup>80</sup> Voir également sur les Suisses de l'industrie des métaux durant les années 1880, Lydia Lazaro, op. cit., p. 60.

<sup>&</sup>lt;sup>81</sup> Les Suisses au Creusot passent de 9 en 1866 à une quarantaine de 1872 à 1876, selon Patrice Bourdelais, Michel Demonet, « Rythmes et modes de formation de la population du Creusot, 1836-1876 », *Mesurer et Comprendre, mélanges offerts à Jacques Dupaquier*, Paris : PUF, 1993, p. 63. Ces auteurs se demandent si l'embauche croissante en 1872 d'ouvriers qualifiés étrangers (anglais, belges et suisses) ainsi que de nombreux manœuvres italiens n'est pas en rapport avec les licenciements répondant à la grève de 1871.

<sup>&</sup>lt;sup>82</sup> A Yrouerre dans l'Yonne par exemple, les fermes Le Patouillet et de Chaumeronde.

protestante, s'allie ver la fin du second empire avec son beau-fils, le mécanicien Henry Bosshardt, natif d'Alstatten, canton de Saint-Gall<sup>83</sup>. A Dijon toujours, un autre Suisse Gabriel Marty, né à Engi, canton de Glaris, fonde vers 1840 un établissement plus modeste de fabrication de chapeaux de paille, après un périple de huit ans comme ouvrier qui le fait passer en 1832, à l'âge de 17 ans, par Nancy puis par Paris.

A Comblanchien, l'essor industriel des carrières de pierre est lié à la venue vers 1861 des frères Rossi, Jean, Jacques et Pierre, originaires des communes proches d'Arzo et Besazio dans le Tessin, terres d'anciennes carrières de marbre, traditionnellement pourvoyeuses de carriers, de tailleurs de pierre et de sculpteurs<sup>84</sup>. Deux sont d'abord ouvriers, le troisième Jean est chef de chantier. Accompagnés de nombreux neveux, ces Suisses constituent le premier groupement étranger de la commune. Exploitant eux-mêmes une carrière à partir de 1864, les frères Rossi font appel à de nombreux ouvriers migrants, des compatriotes, des Italiens ainsi que des Français. Les Suisses sont au moins une quinzaine en 1876 (dont le maître carrier Pierre Pagani), 52 en 1896, 22 en 1906, 9 en 1911<sup>85</sup>. Cette filière suisse du travail de la pierre n'est pas propre à Comblanchien, les hommes d'Arzo et Besazio essaimant également vers des carrières de l'Yonne comme Chassignelles.

Comme d'autres régions de France<sup>86</sup>, l'agriculture, et notamment les secteurs de l'élevage et de la fabrication du fromage attire aussi des patrons suisses. C'est le cas en Côte-d'Or d'Alfred Ochsner qui à la veille de la guerre 1914-1918 produit à Courcelles, avec son épouse, des spécialités de fromage (gruyère et autres), du beurre et monte en 1912 une vaste porcherie. Il emploie quatre ouvriers et est aidé de ses deux frères dont l'un exploite, également avec son épouse suisse, une ferme de 70 hectares dans la commune voisine de Montliot. En 1885 à Avrolles, non loin de Saint-Florentin dans l'Yonne, un autre exploitant agricole suisse, Joseph Jeisson compte parmi son personnel quatre compatriotes, deux vachers, un domestique et un journalier.

<sup>&</sup>lt;sup>83</sup> L'entreprise deviendra *Darnel-Bosshardt* puis quelques années avant la guerre 1914-1918 *Fonderies et ateliers de construction de l'Est*, A. Berthot, op. cit., p. 523.

<sup>&</sup>lt;sup>84</sup> Exploitées depuis le moyen âge, les carrières de marbre d'Arzo sont gérées depuis les années 1850 par la famille Rossi, à laquelle appartiennent peut-être les migrants de Comblanchien.

<sup>&</sup>lt;sup>85</sup> Jacky Cortot, op. cit., tome 1, p. 207-210.

<sup>&</sup>lt;sup>86</sup> Sur l'émigration des Suisses vers la France, leur implantation dans le secteur du fromage et l'achat ou la location de fermes, voir Pierre Régnier, *L'ouvrier agricole*, Paris : G. Doin, 1924, p. 159-160.

### Les Belges

Avec un peu moins de 600 personnes en 1851, la population belge est équivalente à la population suisse au milieu du siècle en Bourgogne. Elle reste numériquement stable sous le second Empire puis augmente durant les années 1870 et 1880. Elle atteint ainsi 740 personnes en 1872, 800 en 1881, puis après une forte poussée, un pic de 1360 en 1886, constituant à cette date le troisième groupement étranger de la région derrière les Italiens et les Suisses. Elle décline après cette date, revenant à la veille de la première guerre mondiale à 570 personnes soit un niveau inférieur à celui de 1851.

La Côte-d'Or est le département bourguignon qui compte le plus de Belges en 1851, 170 individus, mais leur nombre décroît par la suite pour se stabiliser à environ 120 durant une grande partie du second Empire. L'immigration belge s'accroît de nouveau vers la fin des années 1860, atteignant environ 200 individus en 1872, 300 en 1881 puis 500 en 1886. Elle baisse ensuite de moitié en cinq ans pour se stabiliser à 220 personnes au début du XXe siècle. De façon générale, l'immigration belge n'a pas dans ce département de caractère urbain marqué. Dijon ne compte en 1866 qu'une cinquantaine de Belges, une soixantaine en 1872. Le pourcentage des Belges dans cette commune par rapport à l'ensemble de leurs compatriotes résidant en Côte-d'Or est de 23% en 1861 ; il grimpe à 40% en 1866 mais redescend à 28% en 1872 du fait de l'arrivée dans les campagnes de nombreux migrants.

En Saône-et-Loire, les Belges ne sont qu'une soixantaine en 1851 mais à la différence de la Côte-d'Or, leur nombre croît fortement sous le second Empire, en relation avec le développement industriel du département, pour atteindre 250 en 1861 soit, officiellement, la première population étrangère du département. On assiste ensuite à une évolution en dents de scie : baisse d'environ un tiers du fait d'un repli de la conjoncture industrielle, suivie d'une nouvelle progression à partir de 1872 jusqu'au pic de 310 en 1891 puis nouveau déclin qui fait revenir les Belges à une centaine en 1911.

L'Yonne connaît également une croissance de l'immigration belge sous le Second Empire, laquelle dépasse les 260 personnes en 1872, représentant la composante étrangère la plus nombreuse du département. Cette migration décline légèrement entre 1872 et 1876 puis croît fortement après cette date atteignant 400 personnes en 1881 et plus de 500 en 1886. A cette date l'Yonne est avec la Côte-d'Or le premier département belge de Bourgogne. La population belge régresse ensuite, revenant à moins de 200 en 1911. Quant à la Nièvre, elle attire nettement moins les migrants belges. D'une cinquantaine en 1851, ils

passent à une centaine en 1872 puis culminent à 160 en 1891 revenant à moins de 70 en 1911.

Les quelques Belges qui travaillent en Bourgogne durant la première moitié du XIXe siècle sont surtout des mineurs attirés par l'industrie houillère, en Saône-et-Loire, ou bien les chantiers de construction de tunnels comme celui de Pouilly à la fin des années 1820. A la fin de la monarchie de Juillet (1830-1948) toutefois, de nombreux terrassiers et manœuvres belges, assez misérables, participent à l'édification de la ligne de chemin de fer Paris-Dijon dans l'Yonne et la Côte-d'Or. Des mineurs, souvent originaires du Hainaut, et quelques tailleurs de pierre sont également employés sur certains gros chantiers d'ouvrage d'art comme le tunnel de Blaisy ou le viaduc de Malain. On trouve encore quelques contremaîtres disséminés dans l'industrie, par exemple à la verrerie de Saint-léger-des-Vignes dans la Nièvre vers 1848<sup>87</sup>. Vers la fin des années 1850, le courant migratoire belge vers quelques sites miniers et sidérurgiques de Saône-et-Loire - surtout Epinac<sup>88</sup> et dans une moindre mesure Le Creusot – se renforce quelque peu. En 1861, 200 Belges environ séjournent ainsi dans l'arrondissement d'Autun, dont très peu à Autun même, et 80 au Creusot. Vers 1872, quelques spécialistes sont appelés par Schneider au Creusot. Le terrassement et les sites de carrières de pierre comme Nuits-sous-Ravières ou Comblanchien<sup>89</sup> attirent encore quelques ouvriers belges dans les années 1880... Autre destination des migrants belges, à la fin du siècle, Prémery dans la Nièvre : les uns, ouvriers, chefs d'atelier, contremaîtres, ingénieurs chimistes, sont employés au sein de cette usine de carbonisation et de distillation du bois fondée en 1886 par leur compatriote Lambiotte 90 ; d'autres travaillent dans le secteur du bois comme scieurs de long, en lien avec l'activité de l'usine... Dans l'artisanat, les Belges, rares dans l'ensemble, ne se concentrent dans aucun secteur même si quelques uns, ouvriers ou petits patrons, travaillent comme tailleurs, coupeur d'habits ou chapeliers<sup>91</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>87</sup> A l'usine de limes d'Arnay-le-Duc, les Belges sont rares à la fin du XIXe siècle. Un vieux limeur belge de 63 ans y travaille toutefois en 1886.

<sup>&</sup>lt;sup>88</sup> En 1856, Epinac compte plus de 3500 habitants, soit une augmentation de 238 personnes par rapport au recensement de 1851, en raison « de l'importance croissante de la production houillère ».

<sup>&</sup>lt;sup>89</sup> Tel le maître carrier Jules Denis, Cortot, tome 1, p. 208.

<sup>&</sup>lt;sup>90</sup> Elle emploie en 1891 environ 250 personnes et en 1925, 600 ouvriers, 70 contremaîtres et employés, 20 ingénieurs et chimistes, S. Jurquet, J. Leroy et F. Cario, *Le canton de Premery*, Ed. Alan Sutton, 2007, p. 17.

<sup>&</sup>lt;sup>91</sup> En 1885, un petit groupe de chapeliers belges est recensé à Auxerre, rue de Paris.

Mais ces travailleurs de l'industrie et de l'artisanat sont supplantés numériquement à partir des années 1870 par les migrants de l'agriculture constitués d'une grande majorité d'ouvriers, pour beaucoup originaires des Flandres, et de quelques « exploitants » 92. Alors qu'ils limitaient auparavant leur parcours au sud de la Seine-et-Marne, les travailleurs agricoles belges se dirigent à la fin du XIXe siècle vers l'Yonne et la Côte-d'Or et en moins grand nombre vers quelques communes de Saône-et-Loire et de la Nièvre. En Côte-d'Or, la plaine notamment fait appel à eux pour le binage et l'arrachage de la betterave. Les hommes sont majoritaires ; le plus souvent, ils sont célibataires ou ont laissé leur famille en Belgique. Quelques uns toutefois sont accompagnés de leur progéniture, tels ces deux ouvriers agricoles arrivés à Nuits-sur-Armançon dans l'Yonne en 1893, accompagnés chacun de leurs cinq enfants ou ce vacher installé à la même époque à Villeneuve-la-Guyard dans le même département avec ses 7 enfants de 2 à 19 ans.

Constitués en grande partie de saisonniers, les migrants belges ont l'habitude de circuler entre la France et la Belgique mais aussi entre la Bourgogne, la région parisienne, le nord et le nord-est de la France... En février 1895, deux jeunes scieurs de long repartent par exemple ensemble de Prémery, l'un vers la Belgique et l'autre vers le Luxembourg avant de revenir tous deux en juin de la même année. Un des deux repart ensuite, en 1897, mais vers Urzy cette fois, une destination régulière des ouvriers du bois belges de Prémery. On pourrait encore citer les exemples de ce petit groupe d'ouvriers agricoles belges qui se déplace entre Annay dans la Nièvre et Souppes en Seine-et-Marne en 1897 ou cet autre quittant à la même époque Cours dans la Nièvre pour Ris-Orangis, au sud de Paris.

La présence de femmes belges n'est pas exceptionnelle en Bourgogne au siècle dernier. Dès la monarchie de Juillet, des terrassiers et mineurs belges voyagent ainsi en couple dans la région, quelques femmes exerçant des postes de « cantinière ». En 1861 et 1866, les femmes forment respectivement 46 % et 41 % des Belges de Côte-d'Or. Cette proportion n'évolue guère par la suite - 43 % en 1876, 47% en 1881 - mais elle baisse à 37% en 1886, au plus fort du courant migratoire agricole belge, composé en grande partie de travailleurs masculins. Dans l'Yonne, la proportion de femmes est un peu plus faible – elle varie entre 34% et 37 % entre 1876 et 1886 – en raison là aussi d'une forte présence de migrants agricoles masculins. Dans ce département, il faut attendre l'année 1901 et

.

<sup>&</sup>lt;sup>92</sup> Dans l'Yonne à la fin du XIXe siècle des Belges « cultivateurs » sont recensés à Gurgy et Pontigny, et des vignerons à Vermenton.

l'accélération du reflux de l'immigration belge, pour voir les femmes belges devenir majoritaires.

### Les Britanniques

Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, nombre d'industriels qui développent de nouvelles entreprises en France, dans des secteurs comme la métallurgie, le textile ou même la papeterie, font appel, souvent après des voyages d'études outre-manche, à des ouvriers britanniques spécialistes. Leur rôle est d'exercer de nouvelles tâches techniques comme le puddlage ou le laminage dans la métallurgie..., de former les ouvriers français à celles-ci et de provoquer localement une émulation professionnelle. De nombreux travailleurs britanniques oeuvrent alors en France pour participer à ce mouvement général de modernisation de l'industrie française. En Bourgogne, cette migration est surtout liée au développement de la métallurgie.

En Côte-d'Or, en 1823, le Maréchal Marmont recrute ainsi pour ses forges de Sainte-Colombe-sur-Seine une vingtaine de Britanniques, ouvriers, contremaîtres ainsi qu'un ingénieur<sup>93</sup>. Dans la Nièvre, une dizaine de Gallois est progressivement embauchée par l'industriel Georges Dufaud, à partir de 1817, pour le nouveau centre métallurgique d'Imphy...<sup>94</sup> Ils sont plus nombreux encore dans l'importante usine de Fourchambault construite en 1821 en bord de Loire. Le même Georges Dufaud et l'homme d'affaires Louis Boigues y font venir à prix d'or, durant les années 1820, quelques dizaines de puddleurs, lamineurs, marteleurs...gallois. Beaucoup séjournent en famille et l'on parle ainsi en 1823 d'une « colonie tout entière d'ouvriers anglais importée à grands frais »<sup>95</sup>. Des départs ont lieux vers les années 1825<sup>96</sup> mais un important groupe est de nouveau occupé dans les années 1836-1840 à la fonderie<sup>97</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>93</sup> Bertrand Gilles, « Les origines d'une grande société métallurgique, Châtillon-Commentry », *Histoire des entreprises*, mai 1958, n°1, p.10, 12.

<sup>&</sup>lt;sup>94</sup> Guy Thuillier, Georges Dufaud et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie, en Nivernais au XIXe siècle, Paris : SEVPEN, 1959, p. 31-32. Lucette Billot, Les puddlers gallois dans les forges de la Nièvre et du Cher, manuscrit, AD Nièvre. D'autres Britanniques sont occupés, non loin de là, aux forges de Trézy dans le Cher, fondées en 1816, André Thuillier, op. cit., p. 324. « Les Paillot et Labbé Créent Trézy avec Georges Dufaud durant l'été 1816 ». Guy Thuillier, Aspects de l'économie nivernaise..., p. 281.

<sup>&</sup>lt;sup>95</sup> Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale, 22° année (n° CCXXXIII), novembre 1823, page 306. Denise Le Mallier parle d'une cinquantaine d'ouvriers accompagnés de leurs femme et enfants, *Le Roman des Dufaud*, La Charité-sur-Loire : imprimerie Delayance, 1971, p. 177 chiffre repris par Lucette Billot, op. cit.

<sup>&</sup>lt;sup>96</sup> Il en reste une vingtaine en 1828 selon Louis Boigues répondant en 1828 à la commission d'enquête sur les fers. Guy Thuillier rappelle qu'un bon ouvrier britannique pouvait recevoir 120 livres par an soit 3.000 francs

Au Creusot, les premiers ouvriers britanniques semblent avoir été recrutés au sein de la verrerie dès la fin du XVIIIe siècle<sup>98</sup>. Ils ne semblent pas avoir séjourné durablement dans la ville. Vers 1820 toutefois de nouveaux tailleurs de cristaux arrivent sur la commune, peut-être pour relancer la verrerie, laquelle quoiqu'en déclin occupe encore plus de trois cents ouvriers en 1827. Quelques dizaines d'autres Britanniques sont recrutés pour la fonderie, surtout après son rachat en 1826 à la société Chagot par les industriels Manby et Wilson qui dirigent alors les forges de Charenton<sup>99</sup>. Le personnel est entièrement britannique au départ, sauf les manœuvres; puis sont embauchés, la seconde année, des puddleurs français<sup>100</sup>. Souvent accompagnés de leur famille, ils viennent pour beaucoup des bassins houillers (Staffordshire, Comté de Hereford, de Glamorgan...)<sup>101</sup>. Leur séjour est relativement court, beaucoup quittant les lieux à partir de 1834, deux ans avant la reprise en main de la ville et de ses activités industrielles par la famille Schneider <sup>102</sup>. En 1846, selon la liste des déclarations de résidence, il n'en demeure plus que deux dont un ancien employé à la fonderie devenu « rentier », établi au Creusot en 1819, et son fils, né dans cette commune, travaillant comme monteur. Des Britanniques sont de nouveau embauchés

<sup>(</sup>le traitement d'un chef de division de la préfecture ou d'un jeune sous-préfet), Les ouvriers des forges nivernaises ... p. 47.

<sup>&</sup>lt;sup>97</sup> Guy Thuillier, op. cit., p. 281. La fonderie de Fourchambault créée en 1824 occupe 220 ouvriers à la fin des années 1830, André Thuillier, « La fonderie de Fourchambault de 1825 à 1835 », Actes du 88<sup>ème</sup> congrès national des sociétés savantes, Paris : imprimerie nationale, 1964, p. 470, 483.

<sup>&</sup>lt;sup>98</sup> En 1787, le Conseil du Roi décide de transférer la manufacture des cristaux de la Reine de Sèvre à Montcenis. Marie-Anne de Monfaucon émet l'hypothèse que ces premiers verriers britanniques avaient travaillé avant 1787 à la manufacture de cristaux de Saint-Cloud.

<sup>&</sup>lt;sup>99</sup> Où ils avaient déjà fait appel à un fort contingent de travailleurs britanniques. Il faudrait d'ailleurs se demander si l'on ne retrouve pas au Creusot une partie des ouvriers des forges de Charenton.

<sup>&</sup>lt;sup>100</sup> Dans sa réponse à l'enquête sur les fers en novembre 1828, Wilson affirme employer 250 ouvriers. Un tiers des puddleurs, chauffeurs et lamineurs sont anglais, Ministère du commerce et des manufactures, *Enquête sur les fers*, Paris : Chez Renard, 1829, p. 78. Françoise Meunier-Vonné estime que le nombre de Britanniques se situe entre 136 et 264 personnes durant cette époque.

<sup>&</sup>lt;sup>101</sup> La présence de familles britanniques pousse le maire à demander au Rectorat en 1833 l'ouverture d'une école dirigée par un certain Tanner. Le recteur n'autorise cette ouverture que pour les enfants d'ouvriers britanniques mais en refusant d'instituer Tanner comme instituteur communal. D'où une nouvelle demande du maire en 1836 qui fait état du « grand nombre d'Anglais établis depuis l'origine de la grande forge », cité par Marie-Anne Demonfaucon, op. cit., p. 19.

<sup>&</sup>lt;sup>102</sup> Ce qui peut contribuer à expliquer la baisse statistique de la population de la commune, qui passe de 3.117 habitants en 1830 à 2.700 en 1836.

au début des années  $1870^{103}$  mais la plupart d'entre eux quittent les lieux durant la crise économique et sociale des années 1880.

L'immigration britannique demeure très faible en Bourgogne durant la seconde moitié du XIXe siècle. Dans aucun département, elle n'atteint la centaine sauf en Saône-et-Loire en 1872. Elle se réduit surtout à des enseignants, des rentiers et quelques ouvriers... On rencontre ainsi à Auxerre dans les années 1880 trois institutrices, un vieux professeur d'anglais originaire d'Ecosse et une modiste. Quelques poignées de Britanniques se concentrent parfois près de haras comme ces palefreniers séjournant à Villechétive dans l'Yonne en 1901.

### Les Polonais

Arrivés pour beaucoup d'entre eux sous la monarchie de Juillet, les Polonais ne sont selon le recensement qu'un demi millier environ au milieu du siècle en Bourgogne, et n'y dépassent même pas les trois cents en 1866. Il s'agit surtout de réfugiés politiques fuyant en plusieurs vagues depuis 1831 la répression tsariste mais aussi de quelques ouvriers dont le déplacement semble mû d'abord par des motivations économiques et sociales, tel ce couple de manœuvres résidant à Auxerre avec leurs deux enfants en 1851<sup>104</sup>.

Sous la monarchie de Juillet, les exilés politiques polonais sont répartis dans les « dépôts » de grandes villes comme Auxerre, Dijon ou Nevers mais aussi dispersés dans des communes plus petites pour éviter toute concentration potentiellement dangereuse. Dans la Nièvre par exemple les autorités tentent de les fixer à Clamecy, Varzy où il existe un petit dépôt, Cosne, La Charité... En Côte-d'or, certains résident à Montbard...

Il est difficile de les comptabiliser étant donné leur extrême mobilité en France et même à l'étranger. Une soixantaine est dirigée de Bourges vers Auxerre en octobre 1833, le département de l'Yonne n'en accueillant à l'époque qu'une cinquantaine. Dans la Nièvre, on en compte environ 130, après l'arrivée, également en 1833, d'un groupe de 90 réfugiés en provenance de Besançon, Vesoul et Lons le Saunier. Une grande partie est originaire de la région de Varsovie, la Mazovie, et du nord du Pays.

Les recensements de 1872, 1877, 1881 et 1886 mentionnent respectivement 31, 37, 28 et 2 Britanniques, Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 64.

<sup>104</sup> Dans la partie russe de la Pologne, l'écrasement de la révolte de 1830-1831 pour rétablir une Pologne indépendante provoque un exode de près d'environ 9.000 Polonais. Une deuxième vague de départs a lieu après les événements de 1848, la troisième après l'insurrection de 1863 mais elle ne semble pas accroître sensiblement le nombre des Polonais en Bourgogne.

Pour la plupart officiers subalternes, ils appartiennent à la petite noblesse provinciale. Plusieurs ont souvent achevé leur cycle d'études et parlent plus ou moins couramment plusieurs langues. Ils se déplacent fréquemment entre les villes de province mais sont fortement contrôlés par les autorités qui leur interdisent notamment de se rendre dans le département de la Seine, sauf motifs graves, par crainte de les voir se mêler aux mouvements politiques. Pour vivre, ils alternent périodes d'assistanat, vivant des « subsides délivrés » par le gouvernement, et périodes d'emploi. Si plusieurs connaissent des conditions de vie précaires après leur arrivée en Bourgogne, un certain nombre parvient à éviter les professions ouvrières les plus difficiles, en faisant jouer parfois des réseaux de relation, et exercent les métiers de conducteurs des Ponts et Chaussées ou encore employés des Domaines, agents voyers, agents d'affaires, professeurs de langue, dentistes... En 1834, un polonais réfugié à Caen annonce ainsi vouloir revenir à Montbard, affirmant qu'un notaire de la ville veut l'employer comme enseignant de piano et d'allemand auprès de ses enfants. Un autre prétend la même année avoir l'assurance de travailler à la papeterie Montgolfier installée dans l'ancienne abbaye de Fontenay. Les médecins semblent assez nombreux au sein des réfugiés polonais, cette profession étant également exercée par quelques uns de leurs enfants, lesquels après leurs études à Paris s'installent en province, tel Jean Brawacki arrivé en 1831 à l'âge de 11 ans avec son père et qui se fixe à Saint-Sauveur-en-Puisaye dans l'Yonne en 1848<sup>105</sup>. Quelques réfugiés polonais parviennent même à devenir chef d'entreprise. Le plus connu est peut-être Joseph Zagorowski, natif de Biestrzykow, près de Zagorze, palatinat de Kalisch (Calich). Placé d'abord au dépôt de Besançon où il travaille comme conducteur auxiliaire de 3<sup>ème</sup> classe, il est transféré en 1833 au dépôt d'Auxerre où il exerce la même profession, puis devient commissionnaire en 1836. Il se lance dans l'industrie du ciment en 1855 à Brichoux, près d'Auxerre.

Vers la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, un nouveau flux de migrants polonais parvient en Bourgogne. Ils travaillent notamment dans le secteur agricole, comme domestiques de ferme. Les entreprises industrielles occupant des Polonais demeurent rares : dans la Nièvre, seuls semble-t-il les établissements Magnard à Fourchambault en emploient au début du XXe siècle, ce qui n'est pas sans poser de problèmes avec les ouvriers

<sup>&</sup>lt;sup>105</sup> Arrivé dans la capitale en 1832 après un séjour en Allemagne, il est reçu docteur en médecine par la faculté de Paris en 1837, Corinne Knockaert et Philippe Guyot, « 1856, l'administration judiciaire impériale contre Jean Brawacki, médecin à Saint-Sauveur en Puisaye », *Bulletin de la société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, tome 121, 1989.

français<sup>106</sup>. En 1914, cette piste polonaise de recrutement est également explorée par les Houillères de Decize-la Machine.

### Les Espagnols

Dès les années 1809-1810, des prisonniers de guerre espagnols sont occupés en compagnie d'Autrichiens aux terrassements du canal de Bourgogne<sup>107</sup>. Ensuite, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, l'immigration espagnole se compose essentiellement de petits groupes de réfugiés politiques, souvent de statut aisé, qui fuient leur pays au fur et à mesure des revirements du pouvoir dans la péninsule. Si certains arrivent en famille après un périple par le sud de la France, d'autres parviennent seuls en Bourgogne. Quelques uns s'allient ensuite avec une femme de la région, tel ce jeune médecin natif de la province de Cuenca qui vit à Dijon en concubinage sous la monarchie de Juillet avec une rentière de la ville.

Durant toute la seconde moitié du XIXe siècle, l'immigration espagnole demeure extrêmement réduite en Bourgogne n'atteignant quasiment jamais la centaine de personnes. Un léger accroissement survient toutefois au tournant du siècle. En 1911, les Espagnols sont près de 200 en Saône-et-Loire et 150 en Côte-d'Or. Quelques uns s'engagent comme terrassiers et manœuvres, construisant par exemple, en 1909 et 1910, la ligne de chemin de fer entre Monsols dans le Rhône et Sainte-Cécile en Saône-et-Loire. On remarque également que l'Yonne est traversée vers le début du XXe siècle par un certain nombre d'hispaniques, souvent misérables, qui se déplacent entre le sud de la France et Paris, exerçant temporairement des métiers de manœuvres, de terrassiers ou d'ouvriers agricoles. C'est le cas par exemple de ce célibataire, né à Vittoria arrêté en gare de Saint-Julien-du-Sault en 1910 pour contravention à la police des chemins de fer. En France depuis environ 3 ans, il se dit « ajusteur » et prétend avoir déjà demeuré à Nîmes, Lyon, Marseille et Paris, etc. Il affirme également avoir conduit une « machine à battre » chez un agriculteur de Seine-et-Oise. Un autre Espagnol, originaire de la province de Santander, arrêté en 1913 pour vagabondage affirme lui avoir travaillé sur les chantiers des lignes de chemin de fer de Digne à Nice de 1909 à 1911 et de Miramas à Lestaque de 1911 à 1912. Il semble également que quelques Espagnols s'établissent en Bourgogne au tournant du siècle comme commerçants, notamment restaurateurs et épiciers. Arnay-le-Duc compte ainsi un

<sup>106</sup> David Peyceré, op. cit., p. 25.

<sup>&</sup>lt;sup>107</sup> Anna Majewska, « La construction du canal de Bourgogne commença en 1975 », texte en ligne.

« fruitier » natif de Majorque en 1906 ; à Dijon, un couple de Catalans tient dans les années 1910 un café restaurant au 4 rue du Bourg. On verra encore en 1916 un Espagnol dont les parents exercent la profession de « marchand d'épicerie et de primeurs » à Château-Thierry venir se marier à La Charité avec « une immigrée exerçant la même profession que lui ».

### 3°) La socialisation et ses limites

### Les vecteurs de la socialisation

Comment les ouvriers étrangers arrivant en Bourgogne parviennent-ils à construire des relations sur place? Se regroupent-ils d'abord avec leurs camarades de même provenance, à l'écart des autres travailleurs dans une logique de repli protecteur ou parviennent-ils à tisser des relations plus étendues? Sans chercher ici à répondre précisément à ces vastes questions, si tant est qu'on puisse leur apporter une réponse unique, bornons-nous à livrer quelques éléments d'appréciation en matière de vecteurs de socialisation.

En premier lieu le travail. En Bourgogne, certains migrants étrangers originaires d'une même aire géographique ou culturelle peuvent au XIXe siècle renforcer sur leur lieu de travail des relations que l'on pourrait qualifier de « provenance ». Dans certains cas, cette situation provient du fait que le patron lui-même étranger embauche dans une proportion plus ou moins grande un certain nombre d'ouvriers ou contremaîtres originaires de son pays ou de sa région de naissance. On a déjà vu à ce sujet les exemples du mécanicien suisse Uhler et du marchand tailleur allemand Nagely à Dijon sous la monarchie de Juillet ainsi que du patron belge Lambiotte dans son usine de Premery dans la Nièvre à la fin du XIXe siècle; mais on pourrait aussi citer le cas des nombreuses entreprises italiennes ou suisses du bâtiment (plâtriers-décorateurs, fumistes)... Cette sociabilité de provenance relie les ouvriers mais elle unit aussi, dans une certaine mesure, les travailleurs à leur patron, celui-ci étant souvent de surcroît lui-même ancien ouvrier. Un entrepreneur comme Nagely par exemple est présent à Dijon lors des cérémonies de mariage de certains de ses tailleurs allemands, ce qui n'empêche pas il est vrai un conflit d'éclater dans son entreprise en 1848. Les relations de provenance dans le monde du travail sont d'autant plus fortes qu'elles se doublent de liens familiaux puisque les migrants étrangers - italiens, suisses ou allemands - font souvent venir, une fois occupés, des frères ou cousins pour qu'ils travaillent à leurs côtés.

Ce phénomène assez général transgresse les frontières de métier ou de qualification; on le retrouve ainsi aussi bien chez les ouvriers du bâtiment que chez les ouvriers qualifiés des métaux tels les Britanniques de Fourchambault sous la Restauration ou les Suisses de Dijon sous la monarchie de Juillet. Il est accentué sur les chantiers de terrassement et d'ouvrage d'art. Dans le cas du chantier de Blaisy par exemple au milieu du XIXe siècle, c'est la présence de nombreux entrepreneurs piémontais ayant en charge le creusement des puits et de la galerie qui occasionne une concentration progressive des mineurs italiens provenant pour beaucoup de villages de la vallée de la Chiusella dans le Piémont. Ce regroupement des travailleurs italiens en équipes régionales ou nationales se poursuit tout au long de la seconde moitié du XIXe siècle sur les chantiers de terrassement ; il permet entre autre aux entrepreneurs un meilleur contrôle sur leur main-d'œuvre et une limitation des solidarités ouvrières. A partir des années 1880, commencent toutefois à éclater sur les chantiers de terrassement ou les carrières de pierre, les premiers mouvements collectifs d'ouvriers italiens, auxquels semble-t-il ne se mêlent pas ou guère les travailleurs français : à Balesme-sur-Marne et Veuxhaulle en 1881, aux carrières de Noiron-sur-Seine en 1882, à Flavigny, en juillet 1885, aux Laumes en 1902.

Mais la sociabilité ouvrière ne se réduit pas aux seuls liens de provenance. Il convient d'abord en effet de relativiser le poids des étrangers au sein des entreprises urbaines ou rurales tout au long du XIXe siècle en Bourgogne. Il ne s'agit le plus souvent que de petits groupes, voire d'individus isolés. En 1913 dans l'arrondissement de Châtillon-sur-seine, selon une enquête de la gendarmerie, la tuilerie et briqueterie *Vandel* n'emploie que 5 étrangers, tous italiens. L'entreprise *Rabielle* qui fabrique des traverses pour les chemins de fer et différents objets « articles de Paris » n'en occupe elle qu'un seul, italien également. Chez *Bordet* à Leuglay, qui effectue la carbonisation du bois à des fins chimiques, le seul étranger est un ancien terrassier italien ayant œuvré à la construction de la ligne Châtillon-Is-sur-Tille. Dans ces entreprises petites ou moyennes, le travail n'étant pas particulièrement cloisonné, les étrangers peuvent faire jouer diverses possibilités de socialisation et d'insertion locale.

Il peut même arriver parfois que des étrangers portent des revendications collectives pour l'ensemble des travailleurs d'un ou de plusieurs établissements industriels. C'est semble-t-il le cas en Saône-et-Loire sous le second Empire. En août 1865, la mobilisation des mineurs d'Epinac est conduite par un Belge du nom de Salaski. Arrêté par les gendarmes, il est libéré de force par 150 à 300 ouvriers, armés de pierres et de couteaux. En juin et juillet 1867, à Mâcon, la protestation des ouvriers fondeurs et robinetiers contre la

baisse de salaire est menée par un lithuanien nommé Klimkof, et par un fils d'étranger le fondeur Antonio Manuel un bon ouvrier selon le commissaire de police « gagnant très bien sa vie mais dépensant follement », qui n'est pas sans rappeler les « ouvriers sublimes » décrits par Denis Poulot. Manuel quitte Mâcon pour Paris, sa ville natale, quelques jours après l'agitation. En revanche, une ville comme Le Creusot, la vie syndicale demeure particulièrement faible aussi bien chez les travailleurs étrangers que français.

Il convient d'observer en outre que bien souvent, les liens de provenance ou familiaux qui soudent les migrants au travail ne semblent pas exclusifs d'autres relations professionnelles, comme l'illustrent les tailleurs allemands (un métier il est vrai où la solidarité horizontale entre français et étrangers est très forte au XIXe siècle). Les tailleurs germaniques qui se marient à Dijon sollicitent par exemple aussi bien des tailleurs compatriotes que français pour leur servir de témoins.

Le logement, comme le travail, participe dans une certaine mesure à l'entre soi des ouvriers étrangers quelle que soit leur qualification. Dans l'industrie métallurgique et houillère certains se retrouvent parfois dans des bâtiments d'habitation construits par les patrons pour attirer la population ouvrière. Dans ce cas, le regroupement entre travailleurs de même provenance a une dimension relativement contrainte, même si on peut considérer que ceux-ci y voient une possibilité d'échapper à l'isolement. A Fourchambault par exemple les puddleurs et lamineurs anglais et gallois venus avec leur famille sous la Restauration sont réunis dans un des deux très longs bâtiments de trois étages construits pour loger les ouvriers<sup>108</sup>. Sous la Monarchie de juillet, dans les faubourgs de Dijon, plusieurs mécaniciens suisses employés par Uhler résident de même au sein de son entreprise, route de plombières. Sous le second Empire, les mineurs italiens appelés à Montceau-les-Mines en 1867 se rassemblent en majorité au hameau des Alouettes qui comprend une cité ouvrière, construite en plusieurs étapes par la compagnie des Mines de Blanzy afin de faire face à la mobilité de la main-d'œuvre 109. Au Creusot en revanche, les Italiens qui arrivent en masse entre 1860 et 1880 se regroupent rue des Riaux où logent de modestes habitants et surtout dans le quartier du Guide, situé au milieu de terrains

<sup>&</sup>lt;sup>108</sup> Denise Le Mallier, op. cit., p. 177. L'autre bâtiment logeait les ouvriers français qui arrivaient de « tous les coins de la région et même de bien au-delà ».

<sup>&</sup>lt;sup>109</sup> La cité des Alouettes est édifiée en 1834 et agrandie en 1853 et 1861.

industriels, non loin de l'usine <sup>110</sup>. En 1872, plus de la moitié des étrangers du Creusot résident au Guide, cette proportion s'élevant à presque 80% pour les Italiens <sup>111</sup>. Les transalpins se concentrent surtout dans le nord du quartier, rues du Guide, de Chalon, des Ecoles et de la Chaise <sup>112</sup>, là où les logements sont les plus petits et les plus insalubres. Célibataires et familles y louent pièces ou maisons où ils s'entassent parfois à plus d'une vingtaine <sup>113</sup>.

Dans plusieurs communes de Bourgogne, l'implantation de petites entreprises du bâtiment dirigées par des étrangers donne lieu également à des regroupements de migrants mais cette fois à l'échelle d'une maison ou d'une rue, les ouvriers étrangers logeant directement dans l'habitation de leur patron ou à proximité. A Nevers, par exemple, en 1873 plusieurs plâtriers-peintres italiens résident dans une rue dite de l'Embarcadère où se trouve l'entreprise d'un certain Carlo Guala. A Chalon-sur-Saône en 1887 des petits groupes de travailleurs du bâtiment se disséminent également dans la ville : des maçons tyroliens sont hébergés au 9 rue de Thiard chez l'entrepreneur Jean-Joseph Kunzle, des plâtriers italiens de la Valsesia, ainsi qu'un cocher de la même région, logent aux n° 9 et 13 de la rue du Blé tandis que des vitriers suisses de Corzonzo et Bellinzona résident au 4 et au 5 de la rue de Lyon.

Sur les chantiers de travaux publics, les terrassiers italiens ou belges sont réunis dans des baraquements provisoires appelés cantines<sup>114</sup>, souvent tenues par un ou une compatriote. On peut encore citer parmi ces logements auto-construits les baraques en bois où habitent les bûcherons italiens, notamment dans les forêts du Châtillonnais à la fin du XIXe siècle.

Il ne faut toutefois pas généraliser la formation de quartier étranger. Dijon où séjournent un grand nombre de migrants ne voit pas se former de quartier allemand ou suisse. Si plusieurs migrants germaniques ou helvétiques habitent faubourg d'Ouche ou rue

<sup>&</sup>lt;sup>110</sup> Composée d'une centaine de maisons locatives entretenues par l'usine. Voir sur l'habitat ouvrier au Creusot, Christian Devillers et Bernard Huet, *Le Creusot, naissance et développement d'une ville industrielle,* 1872-1914, Champ Vallon, 1981.

<sup>&</sup>lt;sup>111</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 267.

<sup>&</sup>lt;sup>112</sup> Les rues de Chalon et des Ecoles sont les actuelles rues Clémenceau et Jules Guesde.

<sup>&</sup>lt;sup>113</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 93.

<sup>&</sup>lt;sup>114</sup> Les cantines pouvaient être des baraquements auto-construits par les migrants ou édifiés par des propriétaires locaux. Voir sur les conditions de vie et les modalités d'habitation des terrassiers, Jean-Luc Ricordeau, « Des hommes et un canal », Société des historiens du pays de Retz, texte en ligne.

Saint-Nicolas (actuelle rue Jean-Jacques Rousseau dans le centre ville), beaucoup d'autres se dispersent dans plusieurs appartements, hôtels ou cabarets du centre ville. En 1870 encore, la trentaine d'Allemands recensés à Dijon, pour la plupart commerçants et chefs d'entreprises, se répartit sur une vingtaine de rues de la ville. Cet éclatement des lieux de résidence laisse deviner une socialisation assez étendue chez ces migrants au-delà de la seule sphère des compatriotes. Ce dont témoigne d'ailleurs la fréquence des choix de témoins français lors de leur mariage (témoins non membres de leur profession de surcroît).

De même, les modalités de logement des étrangers, italiens notamment, sur le chantier de Blaisy semblent assez nombreuses. Les uns habitent les maisons des sous-entrepreneurs, d'autres les maisons et baraques des cabaretiers-logeurs, d'autres encore chez les habitants des villages environnants avec lesquels des relations se tissent parfois. Beaucoup de mineurs piémontais ont tendance à habiter en commun dans ces divers types d'habitation mais cette attitude n'est pas systématique.

Pour quelques migrants étrangers militants, la politique offre également une possibilité d'insertion plus ou moins durable au sein de certains réseaux. A Dijon, sous la seconde République, des ouvriers allemands installés ou de passage, tailleurs mais aussi travailleurs polyvalents misérables, fréquentent ainsi les milieux de gauche locaux, en participant à des réunions politiques, en signant des pétitions en faveur de journaux. Certains arrivent par exemple dans la ville avec des adresses de cafés ou de contacts, d'autres parviennent par leurs relations françaises à trouver provisoirement un logement. Le tailleur allemand Georges Montag par exemple arrivé à Dijon en 1845, travaille d'abord chez les Nagely oncle et neveu, lesquels semblent l'apprécier ne lui tenant pas rigueur de sa participation à la grève qui frappe leurs ateliers en 1848. Il loge alors chez sa compagne une française, la veuve Bolinger, qui tient un hôtel rue Vannerie, n°71, puis il la quitte pour aller habiter pendant quelques mois rue des Carmélites chez un socialiste : le sieur Cochard.

Cette socialisation politique ne concerne pas que les migrants des grandes villes. Dans les communes plus petites, des complicités se nouent également sur la base de convictions idéologiques partagées. C'est le cas de ce tailleur d'habit italien établi à Flavigny-sur-Ozerain sous la monarchie de Juillet et qui est expulsé en 1851 ou de cet autre tailleur, allemand cette fois, habitant Montbard. Citons encore le médecin polonais Jean-Guillaume Brawacki installé à Saint-Sauveur-en-Puisaye en 1848. En butte sous le second Empire à une partie de la population et au juge de Paix qui veut lui faire avouer une affiliation socialiste, lui et son épouse réussissent à éviter l'expulsion en mobilisant

plusieurs habitants de Saint-Sauveur et des communes environnantes qui acceptent de signer des pétitions relatives à sa moralité.

### Des écueils

La socialisation et l'insertion dans la société locale connaissent toutefois des limites. La menace d'expulsion par les autorités qui pèse sur les étrangers, notamment les opposants au régime et les vagabonds, et qui s'accroît durant les crises économiques et politiques. Le contrôle qui se renforce sous la Troisième République, avec la mise en place par les autorités de nouveaux instruments de repérage et de fichage : carnet A, fichant les étrangers mâles de toutes nationalités de 17 à 45 ans et carnet et B fichant les nationaux et étrangers des deux sexes suspects à l'égard desquels des mesures sont à prendre en cas d'événements<sup>115</sup> ; registres d'immatriculation des étrangers instaurés par la loi du 8 août 1893.

Des grandes entreprises peuvent aussi instituer une différenciation de statut entre Français et étrangers laquelle accentue une certaine forme de précarité ouvrière. L'exemple relevé par Jean-Pierre Frey<sup>116</sup> à propos de Schneider au Creusot est à cet égard édifiant : le fils d'une famille italienne installée dans la ville, né à Usseglio en 1877, entre à l'âge de 13 ans à la chaudronnerie des ateliers de construction après être passé par l'école Schneider. Il ressort chaudronnier en 1897 puis part faire son service militaire en Italie. De retour au Creusot, il est embauché en 1900, après un refus antérieur, mais en tant que non titulaire à cause de « sa qualité d'étranger »; cette discrimination professionnelle perdure jusqu'à sa demande de naturalisation, à en croire la note de service suivante datée de 1904 : «Reffieuna Jacques Baptiste (journalier) que nous occupons depuis 4 ans comme chaudronnier, demande son embauche comme titulaire. Sa qualité d'étranger seule a empêché jusqu'alors son embauchage. Il a fait une demande de naturalisation, il y a quelques mois, mais ce n'est que dans un délai de 3 ans qu'il pourra être naturalisé. En attendant, il a obtenu un certificat lui permettant de jouir de ses droits civils pendant 5 ans et un certificat d'immatriculation. Si ces certificats, que nous vous envoyons en communication sont suffisants pour permettre son embauchage, nous serions d'accord de le prendre, de suite, comme titulaire ».

<sup>&</sup>lt;sup>115</sup> Ces carnets sont mis en place par les circulaires des 21 et 23 décembre 1889 et 31 janvier 1893, relatives à la surveillance des individus réputés suspects du point de vue national.

<sup>&</sup>lt;sup>116</sup> Jean-Pierre Frey, Le Creusot, société et urbanistique patronale. 1 Gestion de la main-d'œuvre et réorganisation des pratiques de l'habitat, 1870-1930, Institut de sociologie urbaine, 1982.

Nous développerons ici un autre écueil, lié au marché du travail et aux logiques de concurrence qu'il suscite. Au cours des périodes de crise économique, de bouleversement politique ou de tension internationale, la concurrence inter-ouvrière débouche parfois sur des protestations collectives anti-étrangères, lesquelles touchent surtout les chantiers de travaux publics, les carrières ainsi que les villes minières et métallurgiques. On peut y voir les effets d'une certaine forme d'instabilité ouvrière empêchant des relations durables, de compartimentations plus ou moins fortes en matière de travail et d'habitat, d'une certaine faiblesse des solidarités ouvrières extensives, de sentiments d'injustice et de victimisation transformés en ressentiment anti-étranger... Mais l'opposition aux ouvriers étrangers peut aussi être perçue comme la capacité d'un groupe à montrer son pouvoir local face au patron et à défendre une certaine forme d'honneur. C'est pourquoi ces mouvements se dirigent souvent aussi bien contre les étrangers que contre les entrepreneurs, perçus comme complices, voire paradoxalement contre l'Etat à travers ses forces militaires et policières quand celles-ci viennent réprimer les mobilisations.

Ces contestations prennent en Bourgogne des formes diverses, pétitions adressées aux autorités, défilés, regroupements menaçants, expulsions violentes des chantiers, visant en grande majorité les Italiens... Elles sont souvent graduées dans leur déroulement, avec des phases d'avertissement, d'appel aux autorités puis de violences contre les travailleurs cibles et leurs habitations qui entraînent parfois mort d'homme (au moins 6 morts dont 5 Italiens au total). Les rassemblements protestataires s'étendent jusqu'au début du XXe siècle, mobilisant des masses diverses d'ouvriers, de quelques dizaines à plusieurs centaines voire plus d'un millier. Ils font appel à une forte symbolique de fierté nationale qui s'exprime à travers les drapeaux tricolores, les slogans scandés mais aussi le choix des dates décidé pour l'action (souvent la fête nationale). Elle s'accompagne de métaphores animales dévalorisantes des travailleurs pris à partie telles que « loups » pour désigner les Anglais à Fourchambault, les « pieds de mouton » ou « pattes d'ours » pour les Piémontais.

On peut faire remonter les premières protestations aux regroupements violents qui visent durant trois jours du mois d'août 1837 les travailleurs anglais de Fourchambault. La seconde mobilisation d'ampleur éclate ensuite en 1846 au chantier de tunnel de Blaisy contre les entrepreneurs et ouvriers italiens. Deux ans plus tard, la vague de mouvements anti-étrangers qui traverse la France durant les premiers mois de la révolution de 1848 n'épargne pas la Bourgogne : patrons et ouvriers piémontais sont expulsés par la force du

chantier de Blaisy tandis que leurs compatriotes plâtriers sont l'objet de protestations écrites à Chalon-sur-Saône. Les troubles s'étendent aux chantiers de chemin de fer de l'Yonne de novembre 1848 à l'été 1849 touchant cette fois principalement les ouvriers belges

Après une relative accalmie durant les années 1850, les protestations atteignent Montceau-les-Mines en août 1868, commune qui ne connaît pourtant plus de conflits sociaux d'envergure depuis les grèves de 1825-1833<sup>117</sup>. Elles visent les Italiens embauchés après la catastrophe du puits « Cinq sous », en décembre 1867, où 88 mineurs du fond trouvent la mort. Dans ce contexte de traumatisme collectif, une altercation est le prétexte à l'action collective : les Italiens sont chassés violemment de leurs habitations aux Alouettes et au Magny par un groupe de quelques dizaines d'ouvriers.

De la fin de l'année 1881 à 1883 c'est au tour du Creusot de connaître une agitation anti-italienne rampante. Sur fond de sourdes tensions, quelques rixes, amplifiées par la population et par un journal comme *l'Union républicaine*, aboutissent progressivement à une sorte de psychose collective qui se cristallise en hostilité générale dirigée contre les transalpins et leur protecteur Schneider.

Puis ce sont les chantiers de terrassement, théâtre déjà de quelques bagarres sporadiques parfois mortelles entre Français et Italiens<sup>118</sup>, qui s'embrasent. En pleine dépression, l'idée se renforce que les Italiens trop nombreux font baisser les salaires et agressent de surcroît physiquement les ouvriers français. Des rassemblements violents de terrassiers se forment sur les chantiers de la ligne Nuits-sous-Ravières-Avallon en avril 1880, à Mirebeau, Tanay et dans les environs (ligne Is-sur-Tille à Gray) en 1887 et 1888, à Arnay-sous-Vitteaux (ligne Epinac aux Laumes) en 1889, à Posanges en 1889, au chantier du tram entre Varois et Baigneux-les-Juifs en 1894<sup>119</sup>. Elles régressent au début du XXe siècles mais des violences anti-italiennes touchent encore le chantier de la nouvelle gare de Pont d'Ouche en 1901.

Ces mouvements s'étendent aux carrières, avec des actions ouvrières plus organisées que sur les chantiers de terrassement : grèves, manifestations, appel aux

<sup>&</sup>lt;sup>117</sup> Sur les grèves de janvier 1825, avril 1829 et mars 1833, voir Robert Beaubernard, *Montceau-les-Mines, un laboratoire social au XIXe siècle*, Bourg-en-Bresse: Editions de la Taillanderie, 1990, p. 47.

<sup>&</sup>lt;sup>118</sup> En 1876, un Italien est tué à Messigny (Côte-d'Or) au cours d'une rixe entre ouvriers français et transalpins du fort d'Asnières. Dans le même département, un autre décède en 1881 à Neuvelle ainsi qu'un entrepreneur français en 1882 à Mirebeau, Lydia Lazaro, op. cit., p. 28-29.

<sup>119</sup> Lydia Lazaro, op. cit., p. 29-30. Gérald Contini, op. cit., p. 144-148.

autorités (député, sous-préfet, maire), intervention du syndicat... Elles sont motivées essentiellement par des questions salariales et syndicales. On demande ainsi la suppression des disparités salariales entre entreprises, parfois la mise en place d'un autre mode de paiement, la limitation du nombre d'étrangers, l'embauche préférentielle des ouvriers français et des membres du Syndicat des ouvriers carriers... De nombreux sites sont touchés : carrière d'extraction du phosphate à Cussy-le-Chatel en mars 1891, carrière de pierre proche de Beaune en mai 1892, carrière de Noiron-sur-Seine, et surtout carrière de Comblanchien en juillet 1892<sup>120</sup>, janvier et septembre 1893 – où des mouvements conjoints touchent Nuits-Saint-Georges – et de nouveau en juin 1894.

Durant la fin du XIXe siècle, la métallurgie semble moins touchée. Mais les Italiens ne sont pas à l'abri de manifestations d'hostilité surtout quand ils sont appelés pour remplacer des grévistes comme durant la grande grève de 1899 aux forges de Gueugnon. A Fourchambault en 1913, une rixe sérieuse oppose encore des travailleurs français et étrangers, mais ce sont cette fois des Polonais qui sont pris à partie.

Il convient ici de relever que les mobilisations anti-étrangères, loin d'être marginales en Bourgogne, jouent un rôle important dans la limitation des flux migratoires. A plusieurs occasions, les protestataires, profitant de tensions politique ou économique, obtiennent en partie gain de cause auprès des autorités et des patrons, c'est-à-dire le débauchage de l'ensemble ou d'une partie seulement des travailleurs étrangers – souvent les célibataires étrangers – pour une durée plus ou moins longue. Les mobilisations parviennent ainsi à chasser quasiment l'ensemble des Piémontais du chantier du tunnel ferroviaire de Blaisy au début de la seconde république, à bloquer l'appel à la main-d'œuvre italienne à Montceau-les-Mines après 1868, à réduire massivement la présence italienne au Creusot après 1883, notamment celle des célibataires. A Comblanchien, les grévistes du syndicat des carriers acceptent en 1893 un accord limitant le nombre d'étrangers à 30 à 40% mais ils obtiennent l'année suivante le départ de la quasi-totalité des Italiens...

<sup>&</sup>lt;sup>120</sup> Le syndicat des ouvriers carriers de Comblanchien est créé le 1<sup>er</sup> août 1892.

Seconde partie

1914-1918 : organiser l'immigration pour une économie de guerre

### 1°) L'intervention de l'Etat dans le recrutement

# Elargir l'aire de provenance : l'irruption de la main-d'œuvre « coloniale et exotique » en Bourgogne

La première guerre mondiale est marquée en France par un bouleversement d'ordre politique et économique dont les conséquences affectent l'immigration : l'Etat jusque là peu interventionniste dans les secteurs économique et social se voit contraint d'impulser et de gérer la mobilisation économique en encadrant, planifiant et coordonnant l'activité des entreprises industrielles travaillant pour la défense nationale. Mais il doit aussi répondre à la pénurie de main-d'œuvre qui affecte l'industrie et l'agriculture. Après avoir compté un temps sur la main-d'œuvre militaire, les déplacés et réfugiés belges, il se tourne résolument vers la main-d'œuvre coloniale et étrangère à partir de 1916 par le biais de divers instances gouvernementales, coordonnées par la Commission interministérielle de la main-d'œuvre (CIMO)<sup>121</sup>:

- le Service de la main-d'œuvre étrangère (SMOE), à l'origine une section du service ouvrier du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des Munitions, qui sera rattaché au ministère du Travail le 4 janvier 1918.
- le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC) créé en janvier 1916 et relevant du ministère de la guerre.
- l'Office national de la main-d'œuvre agricole transformé en 1917 en Service de la main-d'œuvre agricole (SMOA).

Le SOTC notamment organise la répartition des travailleurs coloniaux, de statuts civil ou militaire, entre les usines et leur installation sur les sites par « groupements » ; chaque groupement est dirigé par un commandant qui sert d'intermédiaire entre l'employeur et le service des travailleurs coloniaux.

Pour faciliter le recrutement des ouvriers étrangers, l'Etat négocie directement avec certains pays d'émigration comme l'Italie, entre mars et mai 1916, ou le Portugal durant l'été de la même année<sup>122</sup> et fixe avec chacun des règles de recrutement, de transport et d'emploi. Avec l'Espagne qui adopte une position de neutralité, il accroît en 1917 les flux en établissant un bureau de recrutement à Cerbère puis des centres d'hébergement ou

<sup>122</sup> La convention franco-portugaise signée le 28 octobre 1916 permet la venue de 13800 ouvriers portugais en France.

<sup>&</sup>lt;sup>121</sup> Elle réunit représentants départementaux et délégués des grandes organisations patronales et ouvrières.

« dépôts de travailleurs étrangers » à Bayonne et Perpignan pour recueillir les nombreux travailleurs sans contrat ou ayant achevé leur contrat. D'autres groupes sont acheminés vers la France comme les réfugiés grecs de la mer Egée sujets de l'empire ottoman.

Dans l'ensemble, les statuts de ces ouvriers étrangers ou coloniaux sont régis par des contrats établis selon quelques principes communs, notamment l'égalité des salaires avec les Français de même profession, et ce dans l'objectif d'éviter une concurrence déloyale. En revanche la durée des contrats est variable : six mois par exemple pour les Portugais, trois mois généralement pour les Espagnols...

Par cette organisation nouvelle de l'immigration ouvrière, la Bourgogne reçoit progressivement des milliers d'étrangers, Espagnols, Portugais, Italiens, Grecs, Algériens, Marocains, Tunisiens, Chinois.... auxquels s'ajoutent des réfugiés : Belges et Serbes fuyant les zones envahies, Italiens...

### Une embauche d'étrangers encore limitée

Si les zones de provenance de l'immigration s'étendent, l'embauche n'est ni générale ni massive, y compris au sein des entreprises travaillant pour l'armée. En juillet 1916 par exemple, les établissements privés de la Nièvre opérant pour la défense nationale n'occupent encore que 39 Belges, 2 Italiens et 19 Espagnols<sup>123</sup>. En Saône-et-Loire, un rapport du commissaire spécial de Mâcon du 19 mai 1917 sur les établissements travaillant pour la défense nationale dans les arrondissements de Mâcon, Charolles et Autun (le Creusot excepté) ne comptabilise que 80 travailleurs de nationalité étrangère sur un total de 1875 ouvriers. Globalement, chacun des groupes étrangers ou coloniaux ne comprend que quelques centaines d'individus sur l'ensemble de la Bourgogne. Les travailleurs algériens par exemple ne semblent pas dépasser le millier et ils n'atteignent qu'en de très rares endroits comme le Creusot ou peut-être Fourchambault les grosses concentrations d'une ou plusieurs centaines qui sont formées sur des sites industriels comme Firminy, Bourges, Saint-Chamond, Thaon-les-Vosges, Brest ou Le Havre... Seuls deux groupes semblent particulièrement étoffés : les Espagnols qui dépassent de loin la dizaine de milliers en 1918 et les Chinois qu'on peut évaluer à au moins deux mille la même année. Il est vrai que la grande mobilité, contrainte ou volontaire, des ouvriers étrangers et coloniaux durant le

\_

<sup>&</sup>lt;sup>123</sup> Rapport du 4 juillet 1916 du contrôleur de l'Inspection des forges de Lyon, détachement de Nevers, AD Nièvre, R 2281.

conflit empêche toute tentative de quantification précise, des enquêtes auprès d'une même entreprise pouvant ainsi mentionner des effectifs étrangers différents à quelques mois d'écart. On voit en effet à Imphy des Portugais arriver de Bourges en décembre 1916

### Les secteurs d'embauche

D'abord, la métallurgie, secteur clef de l'industrie de l'armement mais profondément désorganisé par la mobilisation. D'après une enquête du ministère du travail, le personnel qui atteignait près de 400.000 personnes avant le 1<sup>er</sup> août 1914 n'en compte plus que 127.000 après la mobilisation<sup>124</sup>. Pour compenser cette pénurie, les entreprises se tournent vers l'emploi féminin, la main-d'œuvre étrangère et les prisonniers de guerre, d'autant plus que les renvois d'ouvriers du front pour affectation en usine sont stoppés par le Grand Quartier Général au début de l'année 1916<sup>125</sup>.

En Saône-et-Loire, les nombreux établissements métallurgiques de taille moyenne travaillant pour la défense nationale<sup>126</sup>, n'occupent en général que peu ou pas d'étrangers. C'est le cas par exemple à Autun des petites entreprises occupant moins de 30 salariés, à Génelard des ateliers Fournier employant 152 salariés, à Mâcon des établissements *Séguin*, reconvertis dans la construction d'obus, où oeuvrent près de 350 ouvriers. Echappe toutefois à la règle l'entreprise Schneider au Creusot et à Montchanin qui se consacre aux commandes militaires de l'Etat français et des alliés. Dès l'année 1915, affectée par une baisse de ses effectifs de plus de 5000 personnes<sup>127</sup>, elle fait appel aux Kabyles algériens et mène durant le mois de mars une mission de recrutement en Espagne. Elle se tourne ensuite vers la main-d'œuvre portugaise et vers les Chinois, ces derniers arrivant progressivement par convois au cours de l'année 1916<sup>128</sup>. En mai 1917, selon le docteur Briau, la ville du

-

<sup>&</sup>lt;sup>124</sup> Archives Nationales, F 12 7677. Enquête citée par Catherine Omnès p. 114.

<sup>&</sup>lt;sup>125</sup> G. Hardach, op. cit., p. 85.

<sup>&</sup>lt;sup>126</sup> Voir AD Saône-et-Loire (désormais ADSL), M 175.

<sup>&</sup>lt;sup>127</sup> Chiffres cités par G. Hardach, « La mobilisation industrielle, l'autre front » in *Les Cahiers du Mouvement Social*, p. 82. Le docteur Briau parle d'une baisse de moitié des effectifs de 12.000 au moment de l'entrée en guerre.

<sup>&</sup>lt;sup>128</sup> Le Temps, 21 octobre 1916, fait état de l'arrivée de 500 Chinois qui viennent rejoindre des compatriotes déjà installés sur place.

Creusot, véritable « tour de Babel », compte 675 Kabyles, 528 Chinois, 262 Portugais, 200 Grecs, 168 Espagnols, 120 Serbes ainsi que des Belges, Italiens, Annamites et 955 prisonniers autrichiens. Deux contingents de 188 et 75 célibataires polonais arrivent également successivement cette année à Montchanin, originaires de Galicie ou de Westphalie mais la majorité repart l'année suivante. Au cours de l'année 1917, les effectifs chinois et portugais n'évoluent guère 129, en revanche l'année suivante ils ne cessent de croître au détriment de la main-d'œuvre kabyle. Le 9 mai 1918, les usines du Creusot emploient 1385 femmes et 2460 étrangers dont 1627 Chinois, 223 Kabyles, 209 Portugais, 192 Grecs, 92 Serbes, 88 Espagnols, 29 Polonais, sans compter les 744 prisonniers de guerre.

### Ouvriers chinois au Creusot pendant la première guerre mondiale

(Photo, Académie François Bourdon)

Outre les établissements Schneider, les forges de Gueugnon (appartenant à la société Campionnet) se tournent également vers la main-d'œuvre étrangère. Dès 1915, l'entreprise attend l'arrivée d'Espagnols spécialisés. Elle a recours ensuite, en 1916-1917,

<sup>&</sup>lt;sup>129</sup> Les Chinois sont environ 600 et les Portugais 280 selon un rapport de gendarmerie d'octobre 1917, ADSL M 3311.

aux prisonniers de guerre allemands et autrichiens, certains quittant l'usine en mars 1917 pour rejoindre le camp « de concentration » de Nevers. Mais en décembre 1916, elle bénéficie de l'envoi d'un groupe de travailleurs étrangers dirigé par Henri Sadion, composé d'une trentaine de Tunisiens et Kabyles<sup>130</sup>.

Dans la Nièvre, une enquête établie en mars 1916 montre que la plupart des entreprises métallurgiques n'emploient que peu ou pas d'étrangers. A la fin de l'année, la situation n'a guère changé : seules deux en occupent en nombre relativement important, mais nettement moindre qu'au Creusot : d'abord, la Société anonyme Fourchambault (anciennement Magnard) qui produit des obus, éléments de canons, wagons de chemin de fer et qui compte en décembre 1800 salariés dont une centaine de femmes et d'enfants; parmi eux 121 prisonniers de guerre et 270 étrangers dont 150 Marocains, 105 Grecs, 6 Espagnols, 2 Belges<sup>131</sup>. Ensuite, les aciéries d'Imphy qui fabriquent obus en acier, tôles à blindage, éléments de canon... et qui ont vu après la mobilisation leurs effectifs fondre de 800 à 380 ouvriers. En décembre 1916, leur personnel s'élève à 1450 personnes dont 110 femmes et 30 enfants. Elles occupent 25 prisonniers de guerre et une centaine de travailleurs étrangers dont 73 Grecs, 9 Portugais, 4 Belges, 2 Italiens. En revanche, les autres usines comme Pécard frères, le fabricant de machines agricoles Meslé, La Pique à Nevers ou la manufacture de boulonnerie, ferronnerie et matériel pour chemins de fer Bouchacourt à Fourchambault n'emploient que quelques étrangers, des Belges le plus souvent. Il en est de même des forges nationales de La Chaussade à Guérigny qui occupent toutefois plus de 300 prisonniers de guerre en 1916.

En Côte-d'Or, c'est à partir de 1916 que quelques entreprises métallurgiques ont recours à la main-d'œuvre étrangère. Les fonderies et aciéries de Sainte-Colombe près de Châtillon-sur-Seine font ainsi appel à une trentaine de Grecs en septembre 1916 pour œuvrer comme chaudronniers et manœuvres. Une quinzaine rompant rapidement leur contrat, l'entreprise reçoit le renfort de 25 Algériens en novembre, tous nés à Médéa et Blida, puis d'une quinzaine d'autres le mois suivant originaires cette fois de la région

<sup>&</sup>lt;sup>130</sup> Voir le site de l'association *Gueugnon et son histoire*.

<sup>&</sup>lt;sup>131</sup> Fourchambault cité ouvrière, hier et aujourd'hui, La Charité sur Loire : imprimerie Delayance, 1955, p. 69 évoque la présence de Chinois et d'Annamites à Fourchambault durant la guerre et d'une « colonie arabe », précisant à propos de celle-ci que la maison située près de l'église « fut même transformée en hôpital en partie réservée à elle ainsi qu'une partie du cimetière, le long du mur est».

d'Alger et de communes côtières. La SMMA à Montbard<sup>132</sup> obtient également le renfort d'ouvriers étrangers sans que l'on sache précisément à quelle date ils commencent à arriver<sup>133</sup>. Cette société spécialisée dans la fabrication de tubes d'acier sans soudure oriente elle aussi pendant le conflit sa production vers les armes et le matériel militaire<sup>134</sup>. La hausse importante des commandes la pousse à accroître ses effectifs en utilisant notamment la main-d'œuvre féminine et des ouvriers envoyés par le Ministère de la Guerre<sup>135</sup>. Après l'arrivée en juillet du premier contingent grec à Marseille<sup>136</sup>, 78 ouvriers grecs lui sont également fournis vers le mois de septembre, parmi eux des étudiants, journaliers, cultivateurs..., souvent originaires de Vourla. La même année, elle peut compter sur l'appui d'une cinquantaine d'Algériens, dirigée par le caporal Sendra, chef du groupement des travailleurs coloniaux dans la commune. Les effectifs totaux de l'usine s'élèveront à 2500 personnes durant la guerre.

Le secteur minier en Bourgogne semble davantage s'appuyer sur les prisonniers de guerre que sur la main-d'œuvre étrangère, le *Comité Central des Houillères de France* encourageant l'embauche des mineurs prisonniers de guerre dès avril 1916. La Compagnie des mines de Perrecy-les-Forges, en Saône-et-Loire, emploie ainsi 73 prisonniers de guerre en mars 1917 mais seulement 2 étrangers sur un total de 300 salariés. Même situation aux mines d'Epinac où 79 prisonniers de guerre, 12 étrangers et 3 coloniaux sont occupés sur un total de plus de 1100 ouvriers. A Blanzy, selon les états du personnel de la *Compagnie des mines*, les effectifs étrangers restent moyennement élevés en 1915 et 1916, environ 200 personnes. Le commissaire spécial de Chalon-sur-Saône note dans un rapport du 24 avril 1915 que « *la Mine [...] a eu 1800 ouvriers mobilisés y compris les jeunes gens des dernières classes. Ils ont été remplacés par 300 réfugiés du Nord et du Pas-de-Calais, par* 

\_\_\_

<sup>&</sup>lt;sup>132</sup> L'Ancienne *Société Française des Corps Creux*, fondée en 1895 à Montbard par le propriétaire de l'usine de Montzeron Philippe Bouhey, devient en 1899 Société Métallurgique de Montbard, puis en 1906, après création d'une filière à Aulnoye, Société Métallurgique Montbard-Aulnoye

<sup>&</sup>lt;sup>133</sup> Durant l'entre deux guerres, plusieurs ouvriers espagnols et italiens demandant leur naturalisation affirment avoir travaillé à Montbard en 1915 et 1916 sans préciser s'il s'agissait du travail à l'usine ou de la construction de nouveaux bâtiments. Ils semblent toutefois émettre quelques inexactitudes dans les dates mentionnées.

<sup>&</sup>lt;sup>134</sup> Voir sur l'usine de Montbard pendant la guerre, Maurice de Brunoff, *1914-1918 L'aéronautique pendant la Guerre Mondiale*. 1919

<sup>&</sup>lt;sup>135</sup> Mais son conseil d'administration se plaint en avril 1916 de leur « qualité déplorable », Catherine Omnès, *De l'atelier au groupe industriel, Vallourec, 1882-1978*, Paris : Ed. de la MSH, p. 116.

<sup>&</sup>lt;sup>136</sup> 20.000 Grecs, essentiellement des réfugiés de la mer Egée, sont transportés jusqu'à Marseille à partir de juillet 1916

500 territoriaux mis à la disposition de la mine et par 270 étrangers, russes, belges, grecs, italiens, espagnols et indiens »<sup>137</sup>. Il indique trois mois plus tard que la mine a fait venir des Indiens, Marocains, Algériens, Tunisiens mais que beaucoup une fois arrivés à Montceaules Mines ont refusé de travailler et sont repartis 138. Cette « désertion» du travail contribue à expliquer le recours croissant aux prisonniers de guerre effectué par la Compagnie des mines. En août 1917, son personnel se compose de 6900 Montcelliens, 2390 déplacés du Nord, 2130 prisonniers de guerre et seulement 100 étrangers<sup>139</sup>. Il atteint en 1918 environ 2500 personnes dont beaucoup de prisonniers de guerre allemands et autrichiens mais aussi polonais enrôlés dans l'armée germanique<sup>140</sup>. Les mines de La Machine sont également vidées de leur personnel ouvrier par la mobilisation, les mineurs de la territoriale ne rentrant que progressivement au cours de l'année 1915. Cette pénurie est faiblement compensée par l'arrivée des réfugiés du nord de la France et de 7 familles belges. Les Houillères se tournent alors vers les Italiens, mais sans grands résultats, seuls quelques transalpins se déplaçant dont un Sarde venu des mines de Courrières avec sa femme. La source coloniale est alors explorée, comme au Creusot, et donne plus de résultats : 26 Kabyles et 12 Marocains sont embauchés en juillet 1915. Les Kabyles sont recrutés par un intermédiaire à Alger. Mais la direction déplore leur instabilité<sup>141</sup> – beaucoup partent de leur plein gré - ainsi que leur faible rendement. En décembre, il n'en reste plus que 9. Elle embauche alors en 1916 une dizaine d'autres Marocains et un Monténégrin puis se tourne à la fin de l'année vers les prisonniers de guerre qui atteindront 200 l'année suivante. En 1917, elle peut disposer d'un « groupement » de travailleurs chinois établi par le Ministère de la Guerre le 4 avril 1917. Une cinquantaine arrive en mai 1917, dirigés par un interprète militaire<sup>142</sup>; ils sont rejoints par d'autres contingents. « Acheminés jusqu'à la ville par

\_\_

<sup>137</sup> Lucien Peyronnard cite également l'embauche de Suisses.

<sup>&</sup>lt;sup>138</sup> Françoise Meunier-vonné, op. cit., p. 117.

<sup>&</sup>lt;sup>139</sup> ADSL M 3313, *La Saône et Loire pendant la guerre 1914-1918*, rapport du 15 août 1917 du commissariat spécial de Chalon-sur-Saône. Lucien Peyronnard, op. cit., p. 213, évalue à 11000 en 1917 et 13000 en 1918 les effectifs des houillères de Blanzy. Des Chinois arrivent selon lui durant la dernière année du conflit.

<sup>&</sup>lt;sup>140</sup> Meunier-Vonné, op cit, p. 222. En 1917, les effectifs augmentent brutalement atteignant 11000 ouvriers dont 1600 prisonniers de guerre [peyronnard, p. 213].

<sup>&</sup>lt;sup>141</sup> « Nous avons remarqué que rien ne peut les retenir, pas même l'augmentation de salaire, quand ils veulent partir », écrit la direction des Houillères au Préfet en novembre 1915 à propos des Kabyles. Sur les critiques adressées à la main-d'œuvre algérienne durant la première guerre mondiale, voir E. Gauthier, le Marché du travail en France p. 72. Egalement, Jean Vidalenc, p. 535.

<sup>&</sup>lt;sup>142</sup> Le Journal du centre évoque le 22 avril 1918 un prêtre français ancien professeur en Chine, mobilisé, qui leur sert d'interprète, de surveillant et de conseiller.

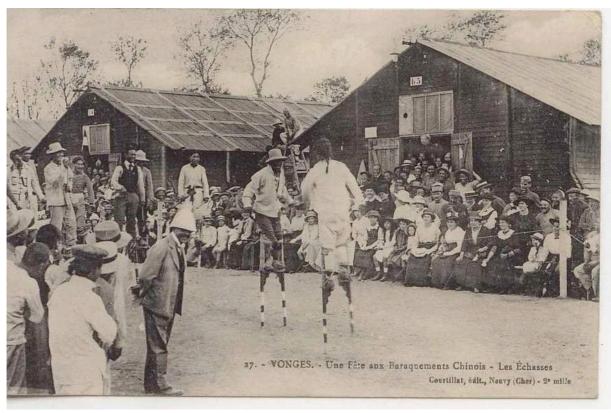
chemin de fer privé, ils portent, sur un sarrau recouvrant leur tunique, l'inscription PV (petite vitesse), gare Decize». En 1918, un cinquième convoi arrive cette fois en provenance de la poudrerie de Vonges. Au total, on évalue à 300 environ le nombre de travailleurs chinois envoyés à La Machine entre 1917 et 1920, les houillères semblant apprécier la relative stabilité de cette migration malgré sa turbulence. Ce sont des hommes jeunes âgés de 25 à 35 ans, recrutés pour beaucoup dans la région de Nankin-Shangaï, qui exercent quasi exclusivement jusqu'en 1918 le métier de manœuvres. Le cinquième contingent, en provenance de la poudrerie de Vonges, serait en revanche plus diversifié professionnellement.

Dans la chimie, une des entreprises qui recrute le plus d'étrangers est peut-être la poudrerie Vonges en Côte-d'Or. Cet établissement qui dépend directement du Ministère de la guerre voit ses effectifs passer de 280 au moment de la déclaration de guerre à plus de 2000 en novembre 1918. En novembre 1916, il peut compter sur 400 ouvriers coloniaux, chinois en majorité, et serbes mis à sa disposition par le SOTC. A la fin de la guerre, les Chinois sont dispersés entre les mines de La Machine et l'Est de la France où certains sont employés comme démineurs<sup>143</sup>. Dans la Nièvre, la *Société Française d'Industrie chimique* n'occupe dans son usine de la Brûlerie à Nevers qu'un seul étranger. Quant à l'usine *Lambiotte*, elle continue à n'employer comme main-d'œuvre étrangère qu'une dizaine de Belges auxquels s'ajoutent une vingtaine de prisonniers de guerre. En Saône-et-Loire, la *Société anonyme des carrelages céramiques* à Paray-le-Monial, qui passe des marchés avec l'Etat pour la production de fours spéciaux pour les poudreries et l'obtention d'acide nitrique, emploie une trentaine de Marocains ainsi que de nombreuses femmes<sup>144</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>143</sup> Pierre Méline, Christine Jacques, *Trois siècles d'activité à la poudrerie de Vonges*, 1691-1991, p. 56.

<sup>&</sup>lt;sup>144</sup> Voir « Répartition des travailleurs nord-africains dans les divers établissements en France. Etablissements privés », AD Côte-d'Or. Voir également sur cette société, *La Saône-et-Loire pendant la guerre 1914-1918*, le rapport du commissariat spécial de Mâcon, 1<sup>e</sup> juin 1917.

Fête chinoise à la poudrerie de Vonges (Côte-d'Or) vers 1917



Dans le bâtiment et les travaux publics, c'est en partie grâce aux étrangers, et notamment aux Espagnols, que plusieurs nouveaux bâtiments d'usines, métallurgiques notamment, peuvent être construits durant la première guerre mondiale pour faire face à la hausse de la production d'armements. Vers le début de l'année 1916, de nombreux ouvriers italiens et espagnols sont ainsi envoyés à Saint-Rémy, commune limitrophe de Montbard, pour participer à des « travaux de construction » à l'usine de Montbard-aulnoye, ce qui pose d'ailleurs au maire de la commune de sérieux problèmes d'approvisionnement....En novembre, le SOTC met à disposition d'un certain Mercier, un entrepreneur de travaux publics de Moulins dans l'Allier, une centaine de travailleurs marocains stationnés à Marseille, pour les chantiers qu'il dirige à l'usine de Sainte Colombe (Côte d'or). Il faut encore citer le rôle important joué par la *Société Générale d'Entreprises* fondée en 1899, seconde société de travaux publics française en 1910. Fortement investie dans la défense nationale durant la guerre, elle fait par exemple venir en mai 1917 un contingent de 500 ouvriers espagnols, par le biais du bureau de recrutement de Cerbère, afin de renforcer

l'effectif d'un chantier de construction à Fourchambault (ateliers de construction de matériel roulant pour la défense nationale)<sup>145</sup>.

Dans la céramique, on peut citer l'exemple des *Grandes tuileries bourguignonnes* à Chagny qui pour la première fois font appel à un contingent d'ouvriers étrangers, en l'occurrence des Tunisiens. Ceux-ci ne séjournent pas longtemps sur place ; tous, sauf un, décident de quitter les lieux, d'autant plus qu'un des leur décède au cours d'un accident du travail, déchiqueté par une machine 146.

En Bourgogne, la main-d'œuvre étrangère est en outre fortement utilisée par les entreprises que l'Etat major américain sollicite pour édifier, dans la Nièvre et en Côte-d'Or notamment, les baraquements accueillant ses dizaines de milliers de soldats et le personnel médical de ses hôpitaux<sup>147</sup>. La Nièvre compte ainsi, en octobre 1918, environ 10.000 Espagnols employés au sein des entreprises travaillant pour le compte de l'armée américaine. En Côte-d'Or, les baraquements et les rues du camp américain de Beaune sont construits en partie par des ouvriers étrangers, Espagnols, Italiens et Portugais, recrutés par la Société française d'entreprises, laquelle les loge sous toile pendant la construction<sup>148</sup>. Citons la *Société du béton armé* à Guérigny qui embauche une vingtaine d'Italiens au moins et quelques Espagnols, Belges et Suisses.

Les carrières de pierre ne peuvent elles non plus se passer de main-d'œuvre étrangère. On pourrait citer l'exemple des carrières de Fléty dans la Nièvre où une centaine d'Espagnols environ, originaires d'Alfar-del-Pi, Benemontell, Finestrat dans la province d'Alicante viennent travailler pendant le conflit. Certains arrivent directement d'Espagne en passant par Cerbère où ils ont reçu leur carte d'identité, d'autres parcourent déjà le sud de la France, séjournant par exemple à Gallargues (Gard).

Citons enfin l'arrivée de nouveaux immigrés dans les campagnes pour faire face aux départs sur le front. Les agriculteurs utilisent d'abord des étrangers qui n'ont pas fui la France, tel ce Galicien se disant insoumis de l'armée autrichienne, arrivé en France en 1909 qui travaille dans différentes communes de la Nièvre comme domestique de ferme puis

<sup>147</sup> Voir sur les Américains dans la Nièvre, 14-18, le département de la Nièvre dans la grande guerre, p. 152.

<sup>&</sup>lt;sup>145</sup> Ceci peut être mis en relation avec la création de la société « le matériel roulant » à Garchizy en 1917, voir Fourchambault, 1855-1955, p. 69.

<sup>&</sup>lt;sup>146</sup> Gaston Charles, Les Tieulous: 1993, p. 63-64.

<sup>&</sup>lt;sup>148</sup> Lucien Perriaux, *Le Camp américain de Beaune*: 1918, hôpital de campagne, 1919, université américaine. Centre beaunois d'études historiques, 1980. Voir également, Joël Mangin, *Les Américains en France, 1917-1919, La Fayette nous voici!* Alain Sutton, 2006.

comme garçon meunier. Mais ce réservoir humain étant nettement insuffisant, elles font appel aux déplacés, parmi lesquels figurent des Belges, Suisses ou Italiens, ainsi qu'aux travailleurs coloniaux et aux prisonniers de guerre internés dans la région<sup>149</sup>. Dans la Nièvre, le SMOA répartit, au cours de l'été 1917, 150 travailleurs militaires tunisiens dans les fermes des environs de Nevers pour œuvrer à la récolte des foins et des moissons. 70 environ restent après la moisson et sont employés pendant toute l'année 1918 aux différents travaux agricoles. En 1918, les agriculteurs nivernais peuvent profiter en outre de 680 prisonniers de guerre attribués au département ; ils sont répartis par groupes de 3, 4 ou 5 dans les exploitations qui en font la demande. En Saône-et-Loire, le préfet Chaleil vante aussi en 1917 aux agriculteurs les avantages de la main-d'œuvre agricole tunisienne : « Fils de cultivateurs ou cultivateurs eux-mêmes [...] ce sont des hommes doux, d'un naturel paisible et d'un maniement facile, à condition qu'on les traite avec justice. Ils ne sont pas tous sans doute au courant des procédés de culture européens mais nourris et commandés convenablement, ils s'y font en très peu de temps et donneront comme on a pu le constater d'excellents résultats [...] l'employeur a tout intérêt à faire les frais de dressage d'un jeune homme qui, au bout de quelque temps deviendra un excellent ouvrier de ferme alors que son salaire fixé à trois francs ne pourra être augmenté ».

Dans le domaine forestier, des militaires russes sont également utilisés en Bourgogne après avoir été retirés du front, à la suite des offensives d'avril 1917, et déplacés au camp de la Courtine dans la Creuse par crainte d'une contagion révolutionnaire. Suite à la mutinerie sanglante qui éclate en septembre au sein des 8000 soldats russes du camp, une cinquantaine est envoyée vers la fin de 1917 dans les forêts proches du bourg de Saint-Amand-en-Puisaye dans la Nièvre, travaillant pour le compte d'un propriétaire, négociant en bois. Encore présents en 1919, ils sont selon le commissaire spécial de Nevers grassement payés et font grand tapage dans les environs, affichant de surcroît une attitude « socialiste révolutionnaire et bolchévique » 150.

## 2°) Les conditions de vie des migrants

### Contrôle et internement

<sup>&</sup>lt;sup>149</sup> En Côte-d'Or, les prisonniers de guerre sont internés au fort de Sennecey.

<sup>&</sup>lt;sup>150</sup> 14-18, le département de la Nièvre dans la grande guerre.

Les étrangers sont soumis durant le conflit à une stricte surveillance. Dès le premier jour de la mobilisation, les étrangers présents sur le territoire doivent faire une déclaration au commissariat de police ou en mairie afin d'obtenir un permis de séjour et par la suite un laissez passer permettant de se déplacer hors de leur résidence habituelle. Les autorités internent alors dans des camps et dépôts de nombreux «Austro-Allemands » ainsi que « des Polonais, Tchèques et autres Slaves de « nationalité autrichienne » et des Alsaciens estimés être d'origine allemande<sup>151</sup>. La Bourgogne n'en compte aucun, hormis un camp dit de « faveur » et un « dépôt de triage » à Blanzy<sup>152</sup>.

Le dispositif de contrôle sur les ouvriers étrangers se renforce, touchant ceux arrivés librement et ceux recrutés collectivement. En juin 1916, une circulaire d'Albert Thomas adressée aux chefs d'entreprise fixe comme seul titre de déplacement la « carte verte » de circulation ; en janvier 1917 les ouvriers serbes et portugais du Creusot sont touchés par différentes mesures qui tentent de les dissuader de quitter les entreprises où ils sont affectés. En avril 1917, deux décrets d'une plus grande ampleur visent les mêmes objectifs de contrôle et de fixation de la main-d'œuvre : le décret du 2 avril qui porte création d'une carte d'identité à l'usage des étrangers de plus de quinze ans ; et celui du 21 avril qui précise que la carte d'identité est délivrée sur présentation du contrat d'embauche visé par les services du placement et qu'elle comporte un visa qui doit être renouvelé tous les ans. Ce dispositif réglementaire ne semble toutefois pas donner les résultats escomptés, de nombreux ouvriers étrangers continuant à se déplacer sans autorisation.

### Le logement : les premiers cantonnements

Beaucoup des ouvriers migrants envoyés vers les sites industriels – ainsi que des prisonniers de guerre - sont logés dans des cantonnements, constitués de baraques préfabriquées en bois, souvent de type « adrian », du nom de l'intendant militaire qui les conçoit en 1915. Ils comprennent généralement des dortoirs de quelques dizaines de lits, un ou plusieurs réfectoires, des lavabos et wc, un lavoir, une infirmerie... Leur conception relève de l'esprit de rationalisation qui atteint en ces temps de guerre aussi bien la production industrielle que le logement. Entourés d'une palissade surmontée de barbelés,

151 Jean-Claude Farcy, Les camps de concentration français dans la première guerre mondiale, Paris : Anthropos, 1999, p.164.

<sup>152</sup> Jean-Claude Farcy, op. cit., p.175 et 189. Le dépôt de triage est fermé en mars 1916.

ces camps établis à l'écart de la population française selon une logique d'enfermement et de séparation ethnique sont une première dans la région.

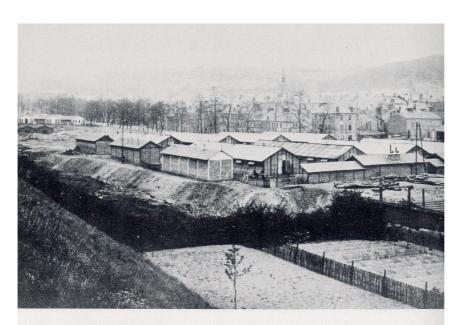
Au Creusot, la société Schneider commence par en construire rue de la Gare (actuelle rue Anatole France) pour les prisonniers de guerre puis vers octobre 1916 elle en installe d'autres en toute hâte, pour les étrangers cette fois, qu'elle fait gérer par la Régie des domaines. Vers le quartier Chanliau sont ainsi érigés le cantonnement chinois de la rue la Pérouse, avec à l'entrée un bâtiment regroupant prison et police ainsi qu'un local pour l'interprète, et le cantonnement portugais de la rue d'Harfleur, tous deux séparés par un chemin. On trouve encore les 16 baraquements de la rue des Acacias, les 6 grands baraquements du cantonnement de la rue Mamby, construits pour loger 240 ouvriers étrangers, les 9 baraquements pour Kabyles et les 6 autres pour Espagnols installés rue de la Gare dans le quartier Saint-Charles, à côté des voies de chemin de fer.

A Montchanin, le bâtiment dit « de la mine » héberge 68 Grecs. Au « groupe ateliers » deux bâtiments, en briquettes creuses couvertes d'un toit en tuiles, sont destinés à un second groupe de Grecs et aux Espagnols tandis que deux autres logent les ouvriers français mobilisés. Enquêtant sur les conditions de logement des ouvriers, l'architecte Lecoeur note en décembre  $1916^{153}$ : ces « installations faites en hâte, comme l'exigeaient les circonstances, [sont] pour la plupart défectueuses. Préoccupés avant tout de la question de la production, les organisateurs de ces cantonnements n'ont pu étudier suffisamment la question et les travailleurs sont très loin d'avoir le minimum de confort et d'hygiène indispensable [...]. Rue La Pérouse, six cents Chinois sont dans des baraques Adrian. Ils y sont fort mal. Il y pleut et il y fait froid. On cherche à améliorer en recouvrant le carton bitumé par de la tôle ondulée. On obtiendra ainsi une toiture étanche mais on ne remédiera pas aux défectuosités de ce genre de baraquements où les ouvriers sont de plus, beaucoup trop entassés [...] rue de la Gare, les Kabyles sont également logés dans des baraques adrian et y sont également trop entassés [...] A Montchanin, au bâtiment mines, 62 Grecs. Ces locaux sont à évacuer<sup>154</sup>. Certains n'ont aucune fenêtre, les paillasses sont côte à côte et le linge sale pend par les ficelles. Il n'y pas de lavabos, les water-closets consistent en un abri couvert, mais ouvert, un sol en planches avec des trous sous lesquels sont des tinettes qui ne sont pas enlevées chaque jour ».

<sup>&</sup>lt;sup>153</sup> Archives nationales, F22/535, rapport du 1<sup>er</sup> décembre 1916.

<sup>&</sup>lt;sup>154</sup> L'évacuation sera effectuée progressivement au début de l'année 1917.

# **Cantonnements au Creusot**



26. Cantonnements rue de la Gare (1917). Photothèque écomusée (2914/50).



Plusieurs autres baraquements pour étrangers ou prisonniers de guerre sont érigés en Bourgogne. A La Machine, les Kabyles et Marocains arrivés le 14 juillet 1915 sont logés selon la mairie dans trois « grands logements installés par la mine pour les recevoir » 155. A la poudrerie de Vonges, un cantonnement chinois est également établi, distinct des cantonnements français.

Les baraquements ne sont toutefois pas la seule forme de logement. Dijon compte des « dépôts » de travailleurs coloniaux rues Condorcet et de l'Arsenal. A Nevers en septembre 1917, les 90 kabyles qui travaillent pour le service des subsistances sont hébergés dans un immeuble réquisitionné par l'autorité militaire où est assuré, selon la mairie, « le couchage dans de bonnes conditions ». Des Espagnols et Italiens occupés aux travaux de construction des ateliers du chemin de fer PLM habitent en garni chez différents logeurs de la ville. Dans les environs, la dizaine d'ouvriers agricoles kabyles est logée directement par le fermier qui les occupe, là encore convenablement selon le maire. Selon une autre correspondance d'octobre 1917 les travailleurs tunisiens employés par groupes de 6 dans les fermes nivernaises sont logés de façon correcte avec « un lit, une paillasse, des couvertures ». Les ouvriers espagnols, italiens belges et suisses travaillant pour les usines de Guérigny habitent quant à eux dans des hôtels et cafés ou bien chez des particuliers de la commune ou des hameaux voisins ou encore dans des baraquements « suffisamment spacieux et aménagés » de cités ouvrières. A La Machine, la cinquantaine de Chinois arrivés en 1917 disposent de trois dortoirs dans un « local qui servait précédemment d'école pour filles [et] remis à neuf ». Les Belges de cette commune semblent habiter dans de meilleures conditions. Les premières familles arrivées en 1915 occupent ainsi des logements avec « installation de lumière électrique et fourniture de lits, literie, articles de ménage et de cuisine ». D'autres familles belges venues postérieurement sont logées dans des maisons ouvrières appartenant à la mine.

Il est vrai que pour beaucoup d'ouvriers, français ou étrangers, qui logent dans les villes usinières ou à proximité, la situation n'est guère enviable. Dans la Nièvre, les campagnes des environs des usines sont surpeuplées par la masse de nouveaux travailleurs. Ces derniers vivent dans des conditions d'hygiène déplorable et sont l'objet d'abus de la part des propriétaires ou des locataires (souvent des familles d'ouvriers locaux qui sous-louent une partie de leurs logements à des prix exorbitants).

<sup>155 «</sup> Nous leur fournissons gratuitement : le logement, la literie, les ustensiles de cuisine, le chauffage et l'éclairage » écrit la direction au préfet en novembre 1915. Ces bâtiments sont peut-être les « Casernes neuves », bâties selon David Peyceré à la veille de la guerre pour les Polonais.

#### Les relations sociales : une tendance à l'isolement

Le contexte de guerre n'est pas propice au renforcement des relations entre les immigrés et la population française. En matière conjugale par exemple, une statistique des autorités de la Nièvre fait apparaître la rareté des mariages mixtes sauf avec les Belges (2 en 1914 et 1915, 5 en 1916, 2 en 1917). Il est vrai que la nuptialité s'atténue globalement y compris chez les couples français en période de guerre la nuptialité s'atténue globalement y compris chez les couples français en période de guerre Remarquons en outre que si l'on se penche sur la ville d'Imphy où sont dirigés beaucoup de travailleurs étrangers à partir de 1916, on remarque que 3 mariages ont lieu en 1917 avec des époux grecs et un autre avec un époux espagnol. En outre, l'optimisme de 1918 suscite une vague de mariages mixtes dans le département, laquelle concerne surtout, mais pas uniquement les Américains et les Belges ; parmi les époux figurent ainsi 16 Américains, 10 Belges, 4 Espagnols, 3 Italiens, 3 Suisses, 2 Grecs, un Arabe et un Turc 157.

La guerre il est vrai renforce un climat de suspicion qui vise surtout les ressortissants de la triple entente et de ses alliés : à Velars, on reproche à un Italien de rester « au pays » alors que les autres habitants sont sur le front, à Montigny on insulte un ouvrier agricole et sa femme allemande, à La Chaume on épie un ouvrier polonais jusque dans ses déplacements 158. Quant aux ouvriers étrangers qui arrivent par contingent, s'ils ne sont pas suspectés d'entente avec l'ennemi, leur casernement collectif dans des camps, souvent à l'écart de la population française ne facilite guère les échanges 159. Au Creusot le docteur Briau le constate à propos des ouvriers kabyles dans un style passablement imprégné d'idéologie coloniale : « Quant aux poux des Kabyles, nous ne pouvons guère les poursuivre que lorsqu'un accident de travail ou une maladie amène leurs propriétaires à l'hôpital. Du reste, vivant très isolés, sans contact avec la population, il semble bien que si

\_

<sup>&</sup>lt;sup>156</sup> Pour la seconde guerre mondiale, Catherine Juif remarque également une baisse de la nuptialité à Montceau-les-Mines: « les jeunes gens préfèrent patienter espérant une époque moins troublée pour se marier », Les Polonais de Saône et Loire, intégration sociale, assimilation 1939-1980, thèse Lyon II, 1994, op. cit., p. 217.

<sup>&</sup>lt;sup>157</sup> AD Nièvre, M 2438

<sup>158</sup> Cité par Lydia Lazaro, op. cit., p. 78.

les migrants portugais, « recrutés par contingents de plusieurs dizaines ou plusieurs centaines d'hommes pour chaque établissement [...] restent groupés pendant toute la durée de leur contrat. Aussi ils se mélangeaient assez peu aux autres ouvriers et n'acquéraient pas vite l'usage de la langue française », B. Nogaro et L. Weil, *L'introduction de la main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre*, Paris : PUF, 1926, p.

les kabyles sont décidés à garder leurs poux, ils les gardent pour eux. Nous n'avons observé aucun cas de typhus exanthématique »<sup>160</sup>.

Si ces nouveaux travailleurs sont acceptés, il n'en règne pas moins un relatif climat de défiance dans le monde ouvrier y compris dans les rangs syndicalistes 161. En janvier 1917, le ministre de l'armement doit intervenir auprès des chefs d'entreprise, à la suite de plaintes d'ouvriers grecs, pour que les ouvriers français s'abstiennent « de toute provocation à l'égard des étrangers ». En Bourgogne, les tensions entre travailleurs ou avec la population locale débouchent parfois sur des violences plus ou moins graves. A Sainte-Colombe en Côte-d'Or, durant l'été 1917, une bagarre oppose ouvriers français et marocains ; le maire intervient en interdisant en août l'entrée des cafés, auberges et débits de boissons aux ouvriers marocains employés aux chantiers de la nouvelle usine, « vu les rixes sanglantes provoquées par l'ivresse entre les ouvriers marocains et la population civile ». A Imphy, le lendemain d'une rixe survenue en novembre 1917 entre deux ouvriers grecs et deux ouvriers français mobilisés, 61 Grecs sur 77 refusent de reprendre le travail et demeurent dans leur cantonnement 162. D'autres communes comme Fourchambault ne semblent pas épargnées par les protestations anti-étrangères 163.

Les violences éclatent aussi entre les groupes d'ouvriers étrangers. A Gueugnon où les cafetiers transgressent l'ordre de ne pas servir de boissons alcoolisées aux ouvriers coloniaux, les bagarres entre ouvriers maghrébins sont régulières. A Fourchambault, une rixe a lieu entre 150 « Kabyles » et 40 Grecs en décembre 1917. Mais les plus graves affrontements semblent opposer Chinois et Portugais. Ils démarrent au Creusot en octobre 1917 : suite à une rixe au cours de laquelle deux Chinois sont blessés à coups de couteau, un groupe de compatriotes agresse trois Portugais dans un bar de la rue de Chanliau puis assiège le lendemain le cantonnement portugais, proche du leur, avant que la gendarmerie et la police ne s'interpose. Malgré cela un ouvrier portugais est emmené dans le cantonnement chinois et agressé. Un piquet d'infanterie arrivé sur les lieux parvient à

<sup>&</sup>lt;sup>160</sup> Pour éviter l'extension des maladies contagieuses, les ouvriers des cantonnements sont soumis tous les matins à une visite médicale.

<sup>&</sup>lt;sup>161</sup> Léon Jouhaux écrit dans la *Bataille syndicaliste* du 16 mai 1918 « *Nous reconnaissons la nécessité d'une main-d'œuvre de complément mais nous nous opposerons à l'importation de contingents d'ouvriers jaunes ou noirs, dont le seul but serait de favoriser par l'abondance de bras à bon marché la routine meurtrière et de permettre au patronat d'annihiler tous les efforts d'émancipation des prolétaires organisés ».* 

<sup>&</sup>lt;sup>162</sup> AD Nièvre, M 6213.

<sup>&</sup>lt;sup>163</sup> « D'aucuns se souviennent peut-être d'une certaine « montée » de la rue de Soulangy par des éléments nombreux et décidés » Fourchambault 1855-1955... p. 69.

ramener l'ordre mais les Portugais cessent le travail et demandent à partir vers d'autres établissements Schneider. Les tensions gagnent La Machine<sup>164</sup> et, en décembre, Imphy: 120 Portugais refusent de reprendre le travail tant que les Chinois continuent à y être occupés. 80 reviennent par la suite sur leur choix. Il est vrai que des affrontements extrêmement violents peuvent aussi opposer les ouvriers français. Ainsi à Montceau-les-Mines les vives tensions entre mineurs locaux et mineurs du Nord dégénèrent en août 1917 en de violentes bagarres qui font un mort et plusieurs blessés<sup>165</sup>.

Il serait cependant insuffisant de ne percevoir les rapports entre population française et étrangère qu'à l'aune de l'hostilité. Il n'est pas rare que des maires louent une fois la guerre terminée les ouvriers étrangers venus travailler dans leur commune pendant le conflit, tel le maire de Barjon en Côte-d'Or vantant en 1929 les qualités d'un ouvrier agricole italien en ces termes : « c'était un sujet de premier ordre à tous points de vue, très estimé de ses patrons et de la population ».

Les étrangers peuvent être aussi perçus à travers le prisme de l'exotisme. Les travailleurs Chinois, que nombre de Bourguignons côtoient pour la première fois suscitent ainsi une certaine curiosité, aussi bien chez les adultes que chez enfants. Le docteur Briau note ainsi à leur propos que « ces exotiques eurent au début dans la population enfantine, un énorme succès de poignées de main » mais à cause de la gale dont ils sont porteurs « il fallut recommander dans les écoles de faire à ces nouveaux hôtes un accueil moins rapproché ». En outre, l'appel à la main-d'œuvre étrangère lointaine recueille un certain écho au-delà de la sphère patronale. En avril 1918, le *Journal du Centre* appelle ainsi à prolonger « l'expérience intéressante » que constitue l'emploi des Chinois à La Machine : « il s'agit d'utiliser l'abondante main-d'œuvre chinoise dans le travail des mines et de constituer pour l'après guerre un groupe entraîné et acclimaté, capable d'être le noyau d'une colonie plus étendue ». Le journal n'en évoque pas moins toutes les causes des difficultés d'adaptation de l'ouvrier chinois : faiblesse musculaire, horreur superstitieuse du sous-sol, extrême susceptibilité « surtout dans un pays où lui-même est un objet de curiosité... ».

#### Résistance et mouvements sociaux des travailleurs étrangers.

-

<sup>&</sup>lt;sup>164</sup> 14-18, le département de la Nièvre dans la grande guerre. Direction des Archives départementales de la Nièvre, 1990, p. 82.

<sup>&</sup>lt;sup>165</sup> AD Saône-et-Loire, M 3313, *La Saône et Loire pendant la guerre 1914-1918*, rapport du 15 août 1917 du commissariat spécial de Chalon-sur-Saône.

La main-d'œuvre étrangère est-elle aussi docile que le proclame le syndicaliste Léon Jouhaux dans la Bataille syndicaliste ? Pas véritablement à en croire les mouvements sociaux qui éclatent ici ou là en Bourgogne. Aux aciéries d'Imphy, en septembre 1916, des ouvriers « turco-grecs » se mettent en grève pour obtenir de la direction de l'entreprise un relèvement des tarifs. Le commissaire note que le moindre incident est pour eux « prétexte à chômage », comme en témoigne l'arrêt de travail de 16 d'entre eux à cause de la pluie. A La Machine, le 19 octobre 1917, ce sont les Chinois qui se mettent en grève pour protester contre la qualité insuffisante du pain. Un mouvement comparable éclate en décembre au Creusot : des Chinois « cessent le travail en raison de l'insuffisance de leur ration de pain quotidienne (700 grammes) et de l'interdiction qui leur est faite de s'approvisionner dans les boulangeries de la ville. Ils mettent fin à leur mouvement lorsque leur ration de riz est augmenté et après qu'on ait décidé de les laisser circuler librement en ville »<sup>166</sup>. Le 8 juillet 1918, un petit groupe de Portugais envoyés à Cercy-la-Tour dans la Nièvre, munis d'un contrat de six mois, pour travailler comme manœuvres à l'entrepôt du génie quittent les lieux, quelques jours après leur arrivée, pour tenter de se faire embaucher aux aciéries d'Imphy. Ramenés à Cercy, ils refusent de travailler sous prétexte qu'on ne leur accorde pas l'indemnité de vie chère. La résistance passe aussi par les attitudes au travail : à La machine, les manœuvres chinois selon un pointage de novembre 1917 font preuve de mauvaise volonté : ils « ronchonnnent » ou refusent de travailler si le chantier où ils sont envoyés leur déplaît. D'où les faibles rendements observés, ce qui n'empêche pas la direction de les garder. Quant aux Polonais de Montchanin et du Creusot, beaucoup de ceux arrivés en 1917 sont renvoyés pour mesures disciplinaires. Sur 263 arrivés, il n'en demeure que 81 en 1918 et un peu plus d'une dizaine en 1921. Tous repartent semble-t-il vers le dépôt des étrangers de Lyon pour se diriger ensuite vers d'autres centres industriels en France ou vers la Pologne<sup>167</sup>.

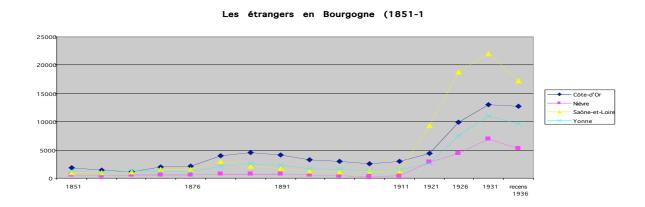
<sup>&</sup>lt;sup>166</sup> René-Pierre Parize, *Le paternalisme et son influence politique au Creusot de 1899 à 1939*, thèse Université Toulouse Le Mirail, 1980, p. 224.

<sup>&</sup>lt;sup>167</sup> Brigitte Balorin-Lagoutte, op. cit., p.17.

# Troisième partie

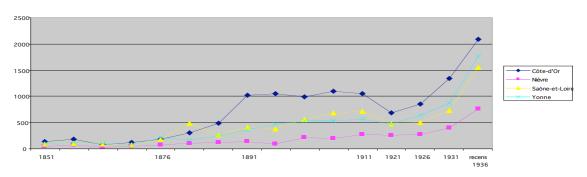
# D'une guerre à l'autre 1918-1944

Quelques traits de l'immigration en Bourgogne entre les deux guerre (graphiques tirés des recensements)



La population étrangère augmente fortement en Bourgogne entre les deux guerres et ce dans tous les départements. Ce nouveau flux est nettement plus important que celui des années 1876-1890. Il touche surtout la Saône-et-Loire industrielle qui devient de loin le premier département en terme de présence étrangère. Le reflux consécutif à la crise économique des années 1930 et aux mesures de protection du travail national touche surtout la Saône-et-Loire et la Nièvre qui connaissent de grosses concentrations de main-d'œuvre étrangère dans l'industrie ainsi que l'Yonne où l'immigration a une forte composante agricole. En Côte-d'Or où l'immigration est plus ancienne, plus dispersée et plus implantée, la décrue est moins importante.

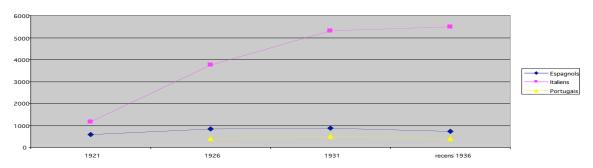
Naturalisés de 1851 à 1936 en Bourg



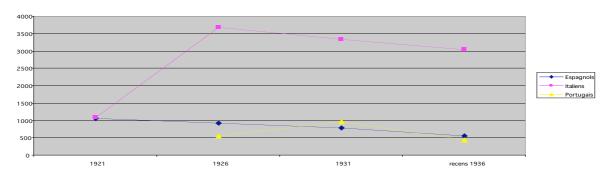
Les naturalisations en Bourgogne sont en croissance quasi continuelle et ne sont pas affectées par les mouvements de baisse de l'immigration. Elles sont particulièrement nombreuses durant les périodes de crise économique, politique et sociale, où elles représentent une forme de sécurisation pour les étrangers qui restent en France. C'est le cas durant les années 1880, en Saône-et-Loire notamment, et surtout pendant les années 1930.

# Migrants d'Europe du sud en Bourgogne

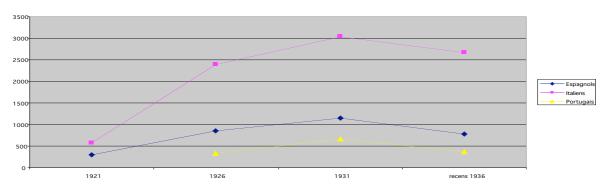
Migrants d'Europe du sud en Côte-d'Or entre les deux gu



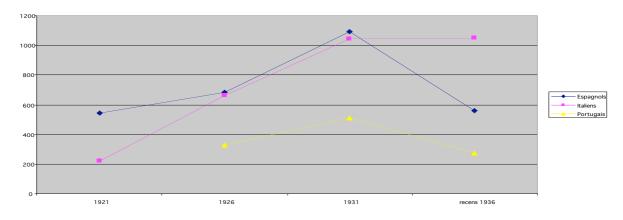
#### Migrants d'Europe du sud en Saône-et-Loire entre les deux g



#### Migrants d'Europe du sud dans l'Yonne entre les deux gue

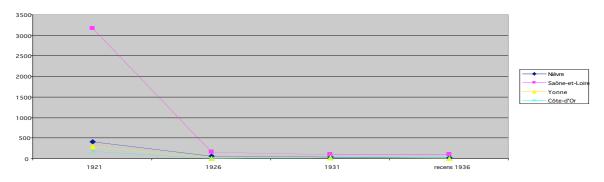


Migrants d'Europe du sud dans la Nièvre entre les deux gu

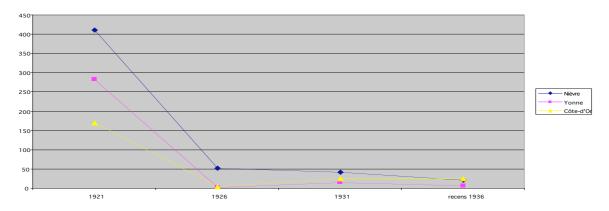


Les Italiens sont toujours et de loin les migrants d'Europe du sud les plus nombreux, la Côte-d'Or demeurant le département le plus attractif devant la Saône-et-Loire. Viennent ensuite deux migrations qui prennent une certaine ampleur en Bourgogne durant la guerre 1914-1918 : les Espagnols et les Portugais. En Saône-et-Loire, l'immigration portugaise compense le recul progressif des migrants espagnols. La décrue des années 1930, liée à la crise économique et aux mesures de protection du travail national, touche plus dans la région les Espagnols et les Portugais que les Italiens qui disposent de davantage de relais d'insertion. Comme au XIXe siècle, ces derniers résistent mieux à la crise en Côte-d'Or où ils sont plus dispersés qu'en Saône-et-Loire où ils sont plus concentrés dans quelques grandes entreprises industrielles.

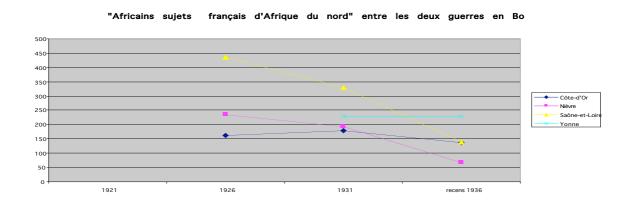
Les Chinois en Bourgogne entre les deux gueri



Les Chinois dans la Nièvre, l'Yonne et la Côte-d'Or entre les deux g



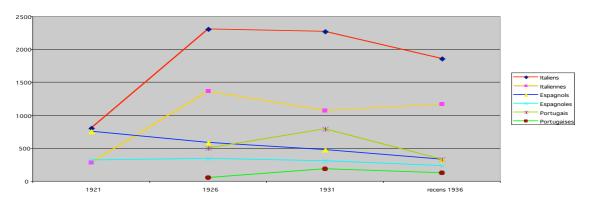
Les chinois font leur apparition en Bourgogne durant la guerre 1914-1918 où ils viennent renforcer la main-d'œuvre industrielle. Ils travaillent dans plusieurs entreprises (poudreries...) mais se concentrent surtout aux établissements Schneider au Creusot où ils sont plusieurs milliers à la fin du conflit. La grande majorité quitte la Bourgogne entre 1921 et 1926 mais quelques uns y travaillent encore en 1936.



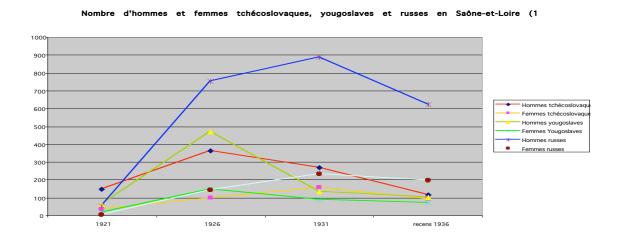
Plusieurs entreprises de Bourgogne mais aussi des agriculteurs emploient de la maind'œuvre nord-africaine pendant la première guerre mondiale. Durant le début des années 1920, le flux nord-africains se maintient vers la Bourgogne, des ouvriers étant encore embauchés, notamment dans la métallurgie (Schneider au Creusot, SMMA à Montbard...) et les mines (La Machine, Blanzy, Epinac). Les entreprises réduisent toutefois fortement ce recrutement au cours des années 1920.

## Etrangers et étrangères

Nombre d'étrangers et d'étrangères d'Europe du sud en Saône-et-Loire (192

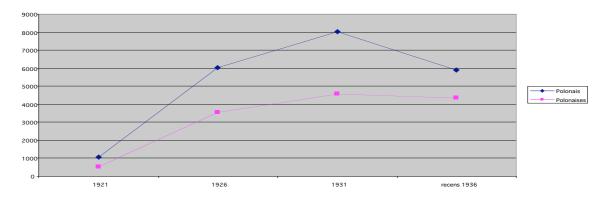


L'immigration d'Europe du sud est encore masculine entre les deux guerres en Saône-et-Loire mais les proportions divergent en fonction des nationalités. En 1926, la part des femmes par rapport à l'ensemble des Italiens et Espagnols du département est très proche, respectivement 37% et 36,5%, mais ce taux n'atteint que 9,5 % chez les Portugaises. En 1936, l'écart s'est resserré du fait de départs plus nombreux de célibataires et les taux respectifs sont de 38,4 %, 41% et 26,7%, l'immigration espagnole apparaissant donc comme la plus féminine.

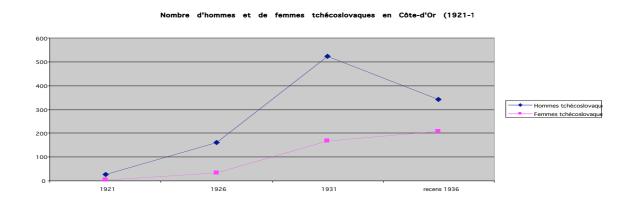


A partir de 1926, le nombre d'hommes yougoslaves et tchécoslovaques diminue fortement à la différence du nombre d'hommes russes qui poursuit sa progression jusqu'en 1931, beaucoup étant recrutés par Schneider au Creusot. Le nombre de femmes yougoslaves décline à partir de 1926 tandis que le nombre de femmes tchécoslovaques et russes continue de croître jusqu'en 1931. En 1936, les femmes représentent respectivement 45,5% et 40% des populations tchécoslovaques et yougoslaves et seulement 24% de la population russe qui représente une des migrations les plus masculines du département (avec les Portugais).

Nombre de Polonais et Polonaises en Saône-et-Loire (1921-193



Les migrants polonais qui arrivent massivement en Saône-et-Loire entre les deux guerres sont majoritairement masculins. Mais les femmes représentent déjà 33% des Polonais de Saône-et-Loire en 1921 et 37 % en 1926. Leur proportion régresse légèrement ensuite puis s'accroît de nouveau après 1931 du fait d'un nombre plus important de départs masculins (célibataires) pour atteindre 42,5% en 1936, un des taux les plus élevés au sein des migrations du département.



En Côte-d'Or, les femmes tchécoslovaques sont employées en nombre dans l'agriculture (davantage qu'en Saône-et-Loire); leur nombre ne cesse de s'élever jusqu'en 1936, alors que les hommes déclinent à partir de 1931. Elles représentent 38% de l'ensemble des Tchécoslovaques du département en 1936.

# 1°) La massification de l'immigration

## Une demande accrue de travailleurs immigrés

En Bourgogne, comme dans toute la France, les pertes humaines de la première guerre mondiale accentuent les difficultés de recrutement dans l'industrie et l'agriculture, d'autant plus que nombre de déplacés qui travaillaient dans la région rejoignent leur domicile ou décident de se diriger vers Paris, sans compter les prisonniers de guerre qui repartent progressivement. Ces fortes tensions sur le marché du travail sont dues également à la phase d'expansion que connaît globalement l'industrie entre la crise économique de 1920 et celle qui démarre 1927, notamment dans le secteur de la métallurgie, même si certaines entreprises font face à des difficultés dans la reconversion de leur production durant l'immédiate après guerre. Cet essor se heurte à la faiblesse des bassins d'emploi, aggravée par le fait que de nombreuses entreprises sont implantées sur de modestes communes rurales. Une ville comme Montbard par exemple ne compte que 4863 habitants en 1921 alors que l'usine emploie plus de 2000 salariés au sortir de la guerre. A tous ces handicaps, s'ajoutent la dénatalité ainsi que l'attractivité de la région parisienne au nord et de la région lyonnaise au sud qui favorise l'exode<sup>168</sup>.

D'où une amplification du recours à la main-d'œuvre étrangère dans les industries des villes et des campagnes ainsi que dans l'agriculture. Mais à la différence du siècle précédent et même de la première guerre mondiale, les entreprises bourguignonnes qui occupent les étrangers sont cette fois nettement plus nombreuses et les embauches souvent massives avec des taux qui peuvent atteindre 20% sur plusieurs sites voire dépasser 50% ce qui était auparavant exceptionnel en Bourgogne. Dès lors, le pourcentage d'étrangers croît au niveau de nombreuses communes, notamment les communes industrielles. En Saône-et-Loire, Le Creusot compte environ 8% d'étrangers en 1926 et près de 12% en 1931<sup>169</sup>; à Montceau-les-Mines, les taux sont encore plus forts du fait de l'arrivée massive des Polonais : environ 19% en 1926 et 21% en 1931<sup>170</sup>. Dans la Nièvre, la commune minière de La Machine avoisine également les 20% d'étrangers au début des années 1930.

<sup>&</sup>lt;sup>168</sup> La Nièvre qui frôlait les 300.000 habitants en 1911 n'en compte plus que 249.000 en 1936. La Côte-d'Or en 1928 accueille 50.000 habitants de moins qu'en 1861

<sup>&</sup>lt;sup>169</sup> Brigitte Balorin-Lagoutte, op. cit., p. 61.

<sup>&</sup>lt;sup>170</sup> Daniel Ducellier, *L'immigration polonaise dans le bassin de Blanzy dans l'entre deux guerres*, maîtrise, histoire, Université de Bourgogne, 1980, annexes, p. 4.

Mais le phénomène touche également les petites communes rurales du fait de la dissémination des travailleurs agricoles et industriels. Au recensement de 1926 en Côted'Or, il est fréquent que des communes franchissent la proportion de 10% d'étrangers. Leuglay, Saint-Marc-sur-Seine, Echalot comptent même entre 15 et 18% d'étrangers, Oigny 25%, Salives, 31%. Dans l'Yonne, Foissy-sur-Vannes et Grimault accueillent 17% d'étrangers en 1931, Chassignelles 20% en 1926, Fouronnes 26% en 1931 ; une commune comme Voisines qui compte moins de 500 habitants dans la première moitié du XXe siècle voit le nombre de ses étrangers passer de 7 en 1911 à 10 en 1921 puis 51 en 1926 atteignant même 82 en 1931 sur 466 habitants, soit 17% d'habitants.

Les entreprises trouvent plusieurs avantages à embaucher des travailleurs immigrés. Ceux-ci acceptent les tâches les plus pénibles et les plus dangereuses que nombre d'ouvriers français évitent ou font éviter à leurs enfants. Aux mines de Blanzy de 1925 à 1938, les mineurs étrangers sont par exemple plus nombreux que les Français dans les tâches du fond ; en 1931, le taux d'étrangers dans ces activités atteint son point culminant : 127 étrangers pour 100 français 171. Il en est de même à La Machine où le travail dans les galeries très profondes s'effectue en pleine chaleur, avec une faible aération. A Pont-de-Pany en Côte-d'Or, les 17 étrangers de la plâtrière *Brangey* opèrent aussi dans des conditions difficiles, en pleine poussière, les uns à l'intérieur de la carrière souterraine, d'autres au chargement et déchargement des fours à chaux ainsi qu'à l'extinction de la chaux 172. Autre avantage appréciable pour les industriels installés en milieu rural, les ouvriers étrangers ne délaissent pas épisodiquement le travail industriel pour des tâches agricoles, contrairement à plusieurs ouvriers ruraux français.

Dans l'agriculture, les tâches proposées sont particulièrement harassantes. Le rapport d'activité pour l'année 1929 des 5<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> unions régionales de la CGTU note que « les travailleurs de la terre sont des parias. Les lois sociales les concernant ne sont pas appliquées mais surtout on observe dans notre région une exploitation extrême des ouvriers immigrés et en particulier des ouvriers polonais [...]. La situation des immigrants est pénible. Ils touchent de 80 à 150 francs par mois pour un travail de 16 heures par jour. Ils sont logés à l'étable ou à l'écurie. La journée de travail des ouvriers agricoles n'est pas limitée par la loi. Dans certaines localités de la Puisaye nous avons pu conclure des conventions collectives introduisant la journée de neuf ou dix heures. Mais notre effort est

<sup>&</sup>lt;sup>171</sup> Françoise Meunier-Vonné, p. 227.

<sup>&</sup>lt;sup>172</sup> Aleth Nompain, Les étrangers en côte-d'Or de 1931 à 1936, DES, géographie, Dijon, 1967, p. 27.

gêné par la méconnaissance absolue qu'ont les ouvriers agricoles de toutes les lois sur le travail, sur la protection du travail des femmes et des enfants ».

L'immigration en Bourgogne est donc constituée en majeure partie d'ouvriers peu qualifiés, phénomène plus marqué qu'au milieu du XIXe siècle. Ils exercent des métiers de manœuvres, remblayeurs, frappeurs, casseurs, graisseurs, décapeurs, cisailleurs, burineurs, rouleurs ou chargeurs de hauts fourneaux, débardeurs, aides en tous genres... Dans l'agriculture ils sont le plus souvent journaliers, charretiers, bûcherons...

Nuançons toutefois ce constat d'une main-d'œuvre étrangère de « bras ». Tout d'abord, les qualifications ouvrières varient en fonction des provenances. Si dans la métallurgie par exemple, les ouvriers maghrébins, portugais ou yougoslaves sont essentiellement manœuvres, il n'en est pas de même des Belges et des Suisses, ouvriers traditionnellement qualifiés dans l'industrie bourguignonne qui occupent souvent des postes d'ajusteurs ou de mécaniciens, mais aussi comme on le verra de nombreux Russes. Au sein d'un même groupe national, il existe en outre des différences de statut, liées à la diversité des traditions industrielles dans les zones de provenance. On ne peut non plus ignorer quelques cas de mobilité professionnelle ascendante, tel cet Italien embauché d'abord comme manœuvre à la cimenterie Letellier à Crugey que l'on retrouve ensuite chef mineur. Comme au siècle précédent, il n'est d'ailleurs pas exceptionnel que des entrepreneurs français fassent appel à des étrangers comme chef d'équipe, notamment dans le terrassement. Par exemple, cet « ottoman grec orthodoxe » surveillant de travaux à Mesvres-sur-Loire, dans la Nièvre, en 1919, ou ce Portugais embauché à Saint-Sauveur en Côte-d'Or de juin à novembre 1920 pour surveiller les travaux d'exploitation d'une coupe (sciage de traverses) ou encore cet Italien chef d'équipe sur un chantier de la ligne PLM dans l'Yonne en 1927. Il est vrai qu'à contrario les houillères de Decize à La Machine refusent systématiquement d'employer un encadrement polonais.

Si l'industrie manque cruellement de manœuvres durant cette époque, elle recherche aussi des spécialistes (par exemple les piqueurs et boiseurs dans les mines). Certains étrangers disposent d'ailleurs de savoir-faire qui ont disparu du marché du travail local, tel le taillage de pavés. Dans le Morvan près de Saulieu, un entrepreneur exploitant une carrière de granit emploie ainsi 18 tailleurs de pierre étrangers, en majorité italiens, sur 21 ouvriers, faute de trouver des spécialistes français de la taille de pavés. Il affirme apprécier cette main-d'œuvre disciplinée, acceptant de vivre dans une région isolée et de faire une ou deux heures de plus pendant la belle saison pour pouvoir rattraper les heures perdues pendant l'hiver et les jours de pluie. De façon générale, cette « souplesse » du travailleur

étranger est d'autant plus précieuse pour les entreprises que la législation protectrice du travail se développe en France avec notamment la journée de huit heures en 1919 et la semaine de 40 heures en 1936. Cette intensification assez répandue du travail et le système des primes liées à la pénibilité ou à la dangerosité permettent d'ailleurs parfois, dans la métallurgie ou les mines notamment, aux ouvriers étrangers de gagner davantage que les ouvriers français.

Le caractère prolétarien de l'immigration en Bourgogne est également atténué par le poids non négligeable dans certains départements des étrangers chefs de petites entreprises d'une part, particulièrement nombreux dans le bâtiment mais aussi dans une moindre mesure dans l'agriculture et l'industrie forestière, et commerçants d'autre part (hôteliers, épiciers...), ces derniers étant surtout italiens, suisses, espagnols et dans une moindre mesure belges. Ce phénomène concerne surtout la Côte-d'Or et l'Yonne, là où l'immigration est la moins liée à la grande industrie. La Côte-d'Or notamment compte en 1921 près de 400 « chefs d'établissement » étrangers (dont 284 hommes) et près de 2.000 ouvriers et ouvrières étrangers, c'est-à-dire un chef d'établissement pour 5 ouvriers. En 1926, en plein essor de l'immigration, elle accueille encore 700 chefs d'établissement étrangers (dont 500 hommes) et 5.000 ouvriers étrangers, soit environ un chef d'établissement étranger pour 7 ouvriers étrangers. L'Yonne, qui accueille plusieurs cultivateurs étrangers, en compte un pour 7 en 1921 et un pour 8 en 1926<sup>173</sup>. Dans la Nièvre en revanche où l'immigration est concentrée en quelques lieux seulement, notamment les mines de La Machine, les chiffres sont de un pour 15,5 en 1921 et un pour 13,5 en 1926. Quant à la Saône-et-Loire, elle ne compte qu'un chef d'établissement étranger pour 28 ouvriers étrangers en 1921 et un pour 29 en 1926<sup>174</sup>. Outre les commerçants et petits patrons, il faut encore tenir compte pour appréhender l'immigration dans son ensemble de l'arrivée en Bourgogne, surtout à Dijon, d'une nouvelle catégorie sociale, certes encore restreinte, les étudiants étrangers ; ils viennent de nombreux horizons : l'Europe mais aussi l'Egypte, la Chine...

Les immigrés qui arrivent en Bourgogne ne sont plus recrutés en grande partie par les services de l'Etat, comme durant la première guerre mondiale. Celui-ci après avoir signé des traités bilatéraux en 1919 et 1920 avec différents pays d'émigration (Pologne,

<sup>&</sup>lt;sup>173</sup> Les chiffres respectifs des chefs d'établissements étrangers et des ouvriers étrangers sont les suivants. Dans l'Yonne : 190 et 1.300 en 1921, 464 et 4.089 en 1926. En Saône-et-Loire, 226 et 6.453 en 1921, 324 et 9.369 en 1926. Dans la Nièvre, 108 et 1.680 en 1921 et 166 et 2.285 en 1926.

<sup>&</sup>lt;sup>174</sup> 226 chefs d'établissements étrangers et 6.453 ouvriers étrangers en 1921, respectivement 324 et 9.369 en 1926.

Italie, Tchécoslovaquie) cède la place au secteur privé à partir de 1922. En 1924, des milieux patronaux (Comité Central des Houillères de France, Office Central de la Main-d'œuvre agricole, Comité Central des Fabricants de Sucre...) fondent la Société Générale de l'Immigration qui va détenir le monopole du recrutement organisé. Cet organisme envoie des missions de recrutement dans plusieurs pays européens, y installe des centres de transit comme celui de Myslowice en Pologne et met en place un centre de sélection à Toul par où passent les migrants de l'Est.

#### L'intensification des flux

Les flux d'immigrés en direction de la Bourgogne connaissent globalement un fort essor : ils retrouvent à partir du début des années 1920, les niveaux des années 1880 puis les dépassent fortement. Dans le département industriel, et de plus en plus urbanisé<sup>175</sup>, de la Saône-et-Loire, le pic de 1881 (3000 étrangers) est franchi dès 1920, voire avant. Le nombre d'étrangers y est multiplié par plus de 17 entre 1911 et 1931 passant de 1.300 en 1911 à plus de 7.800 en 1921 et atteignant un maximum de 23.000 en 1931. A partir du début des années 1920, la Saône-et-Loire devient le premier département de Bourgogne par le nombre d'étrangers, alors qu'elle se situait toujours derrière la Côte-d'Or au XIXe siècle.

En Côte-d'Or, la progression est moindre : les étrangers sont près de 3000 en 1911, plus de 4.000 en 1921 et atteignent un pic de 13.000 en 1931. L'Yonne et la Nièvre où le nombre d'étrangers était très faible avant guerre n'échappent pas à cette hausse. L'Yonne passe de 1.400 étrangers en 1911 à 10.000 en 1931, la Nièvre de 330 en 1911 à 7.200 en 1931.

La crise économique, sociale et politique de la fin des années 1920 et la politique de protection de la main-d'œuvre nationale du gouvernement stoppent en partie cette hausse continue. Un grand nombre d'étrangers sont rapatriés de force ou poussés à partir après être licenciés. La Bourgogne, comme l'ensemble du pays, connaît le troisième grand reflux de travailleurs étrangers après ceux de la seconde république et de la fin du XIXe siècle, le phénomène touchant davantage comme au XIXe siècle le département métallurgique et minier de la Saône-et-Loire. En Côte-d'Or, le nombre d'étrangers décline légèrement après 1931 pour revenir à 12.700 en 1936. En Saône-et-Loire en revanche, la chute est plus forte,

84

<sup>175</sup> La population urbaine passe de 13,8% de la population totale en 1846 à 29 % en 1911 et près de 31 % en 1921.

les étrangers repassant en 1936 sous la barre des 20.000. La décrue touche également la Nièvre.

### La permanence de la mobilité ouvrière

Le monde ouvrier durant l'entre deux guerres n'est pas plus stable qu'au siècle précédent. Des travailleurs continuent à changer fréquemment d'entreprises pour bénéficier de meilleures conditions de travail. Des traditions anciennes de mobilité combative consistant à quitter les entreprises au cours d'une lutte se maintiennent également dans certains métiers. Ainsi, la grève des usines Wormser à Dijon en 1929 se conclut par le départ volontaire de 30 ouvriers grévistes, au grand dam de la CGTU qui condamne ces pratiques jugées archaïques et qualifiées d'anarcho-syndicaliste. Mais cette mobilité affecte aussi en grande partie les immigrés, davantage même que les ouvriers français, d'autant plus qu'elle est encouragée par l'Etat après 1936 pour mieux garantir une certaine stabilité aux ouvriers nationaux. Un courrier du Ministère du travail adressé en 1937 aux Préfectures, offices départementaux de placements et inspecteurs du travail en témoigne : « Il est délicat de déplacer des ouvriers d'une région à une autre dans laquelle ils ont vécu pendant de nombreuses années, souvent depuis toujours, où ils ont leurs attaches familiales, leurs relations, etc. pour les diriger sur une autre région où ils se sentiront inévitablement, au moins pendant les premiers temps de leur séjour entièrement étranger aux choses et aux gens... Il y a lieu, en l'absence de volontaires réfléchis et qualifiés professionnellement et physiquement de faire appel pour de tels déplacements aux travailleurs étrangers et même d'exercer une certaine pression sur eux pour les amener à accepter ces déplacements  $^{176}$ .

En Bourgogne, la mobilité volontaire consistant à changer fréquemment d'employeur touche de nombreux ouvriers immigrés au-delà des différences de nationalité et de statut mais elle semble plus forte chez les travailleurs célibataires ou qui ont laissé leur femme au pays (notamment les Maghrébins dont les départs sont souvent perçus comme « imprévisibles » par les grandes entreprises). Favorisée par la rareté de la main-d'œuvre sur certains secteurs et les pratiques patronales de débauchage, elle se réduit toutefois globalement à partir de la fin des années 1920 dans un contexte d'insécurité pour les travailleurs étrangers marqué par le renforcement des contrôles et des expulsions.

Signe de cette mobilité ouvrière qui perdure et qui est accentuée par la situation géographique de la Bourgogne, le grand nombre d'ouvriers étrangers qui ont séjourné dans

<sup>&</sup>lt;sup>176</sup> Cité par Moutarif, op. cit., p. 18.

la région mais qui n'y demeurent plus au moment de leur demande de naturalisation. On les retrouve dans de grandes zones urbanisées mais aussi de petites communes rurales : la région parisienne bien entendu (Paris, Saint-Ouen, Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Fontenay-sous-Bois...), l'agglomération lyonnaise (Vénissieux), l'Isère (Echirolles), la Savoie (Barberaz), le Jura, l'Aube (Villemoyenne)..., attirés par les salaires plus élevés mais aussi les concentrations de compatriotes.

Sur certains sites industriels, des périodes semblent plus propices aux départs. A la Machine par exemple, les mineurs polonais qui quittent chaque année les mines partent plutôt au printemps, après avoir passé l'hiver « au chaud » dans les galeries. Dans l'ensemble du monde industriel, les départs s'effectuent au bout de durées variables, quelques jours ou quelques mois le plus souvent, voire parfois quelques années ; c'est le cas par exemple de ces deux Italiens originaires de Corato, province de Bari dans les Pouilles, qui travaillent durant les années 1920, l'un quatre ans, l'autre cinq ans, à la tuilerie Coquillat à Vénarey en Côte-d'Or et qui partent ensuite vers Echirolles, près de Grenoble dans l'Isère, rejoindre les nombreux migrants de leur ville d'origine qui y résident. Citons encore ce couple de transalpins qui séjourne trois ans, de 1924 à 1927, à Chenecières, en Côte-d'Or, le mari travaillant à la *Société anonyme des forges*, et se dirige ensuite vers Beautor dans l'Aisne, attiré par les salaires des aciéries ou de la nouvelle centrale thermique.

Les entreprises cherchent à contrecarrer partiellement cette mobilité en construisant des logements. De nouvelles cités ouvrières « patronales » sont ainsi érigées, dans le bassin minier de Saône-et-Loire notamment. Elles peuvent aussi favoriser la venue des familles des ouvriers les plus stables et les plus méritants. C'est le cas de la SMMA à Montbard qui intercède en 1928 et 1929 pour permettre l'introduction de quelques familles de travailleurs polonais, notamment la belle-sœur d'un ouvrier « très honorable » présent dans la commune depuis deux ans et qui a déjà été rejoint par ses frères et beaux frères. Cette entreprise rechigne cependant à payer une partie des frais de transport comme l'obligent les conventions bilatérales. Schneider à La Machine fait de même, permettant à une famille de Polonais notoire de s'élargir de plus en plus par l'arrivée de frères et cousins au point d'être une vingtaine en 1926, cette famille constituant sur place l'ossature de la société Sainte-Barbe.

#### Les secteurs d'emploi

C'est peut-être dans les mines que l'évolution du recrutement est la plus remarquable. A partir de l'entre deux guerres, les mines de Saône-et-Loire et de la Nièvre se tournent massivement vers la main-d'œuvre étrangère, ce qui marque un changement profond par rapport à la première guerre mondiale. Il s'agit de compenser la baisse des effectifs provoquée entre autres par les décès aux combats<sup>177</sup>, de faire face à l'impératif productif dans un contexte de baisse du rendement ouvrier accrue par la journée de huit heures adoptée au parlement le 23 avril 1919. Aux Houillères de Blanzy, les effectifs étrangers passent de 445 en 1920 à 3.000, sur 9.476 salariés, en 1922, puis ils atteignent environ 3.800 en 1927 et même, après une réduction au cours des années 1927-1928, 4.000 en janvier 1931 soit plus de 40% de l'ensemble du personnel. Sur la période 1933-1939, la proportion d'étrangers est relativement stable, se situant autour de 35-36 %<sup>178</sup>. A La Machine, les houillères voient dans le recrutement étranger une manière de solutionner les handicaps de l'entreprise, isolement, salaires faibles, conditions de travail difficiles, relations hiérarchiques très autoritaires... En 1930, l'entreprise compte environ un millier d'étrangers qui constituent la moitié des effectifs, la grande majorité travaillant au fond.

La métallurgie demeure toujours un important secteur d'embauche de la maind'œuvre étrangère, avec désormais de très nombreuses entreprises concernées. Citons en Saône-et-Loire, Schneider au Creusot et les forges de Gueugnon, dans l'Yonne le fabricant de machines à bois Guilliet à Auxerre et l'entreprise Fichet à Sens, dans la Nièvre l'usine de limes et boulons Dubouche frères à Cosne-sur-Loire... En Côte-d'Or, à Dijon Pétolat (matériel de chemin de fer), Terrot (cycles) et les Tréfileries et laminoirs du Havre, à Saint-Marc-sur-Seine les forges de Chennecières, à Lacanche les fonderies Coste-Caumartin, à Auxonne les Aciéries et fonderies, à Châtillon-sur-Seine les établissements Arthur Dandelot, à Montzeron la SOMUA (anciens établissements Bouhey) et surtout à Montbard la SMMA qui embauche 6000 personnes dont plus de la moitié d'étrangers entre 1924 et 1931<sup>179</sup>. Notons toutefois que les effectifs globaux et le niveau des embauches de personnel étranger demeurent très variables en fonction des entreprises. En 1926 par exemple, la SOMUA à Montzeron n'occuperait selon le maire de la commune que 11 étrangers sur 192 ouvriers, soit 5,7% des effectifs. En 1929, elle emploie qu'une dizaine de Polonais.

<sup>&</sup>lt;sup>177</sup> La Société des mines de Blanzy a ainsi perdu 447 ouvriers et employés morts aux combats entre 1914 et

<sup>&</sup>lt;sup>178</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 224.

<sup>&</sup>lt;sup>179</sup> Nouredine Bouabanne, op. cit., p.29.

Contactée en mars 1930 par l'Union des Industries Métallurgies et Minières (UIMM) pour une proposition d'accroissement des effectifs étrangers, elle répond négativement expliquant que « les éléments étrangers qui viennent par ce moyen émettaient des prétentions exagérées et présentaient toutes sortes d'inconvénients ». Autre différence entre entreprises métallurgiques, la place des étrangers dans les métiers qualifiés. Chez Schneider au Creusot, on ne rencontre pratiquement pas, semble-t-il, de Polonais parmi les ajusteurs <sup>180</sup>. En revanche la demande en ajusteurs étrangers du fabricant de wagons Pétolat à Dijon paraît nettement plus forte : à en croire les métiers indiqués lors du recensement de 1926, il en recrute au moins une dizaine originaires de Tchécoslovaquie, Pologne, Russie, Hollande, Autriche et même des Indes anglaises.

Dans l'ensemble, les travaux demeurent difficiles pour les ouvriers les moins qualifiés de la métallurgie. A la SMMA à Montbard, au moins 9 ouvriers maghrébins décèdent par accident durant l'entre deux guerres. Aux forges de Gueugnon, les immigrés par les fonctions qu'ils occupent sont également souvent victimes d'accidents du travail. Pour le seul mois d'avril 1935, deux Portugais, un décolleur de 23 ans et un aide-décolleur de 14 ans se blessent le pouce en décollant des tôles ; un Russe, ouvrier grilleur, se fait également une plaie au pouce ; un autre Portugais, manœuvre, se brûle la main avec du goudron en fusion. Un machiniste chinois a le pied contusionné par la chute d'une pince, un Polonais, casseur au laminoir, se brûle l'œil gauche avec de la graisse en fusion...

La place des étrangers s'accroît encore dans le bâtiment et les travaux publics durant l'entre deux guerres, d'autant plus que ce secteur connaît un essor dû à la construction de quartiers urbains, monuments, nouvelles routes et sites militaires... Dans la Nièvre en 1926, la construction et terrassement arrivent en troisième position par le nombre d'étrangers employés – 297 – derrière les mines de charbon et la métallurgie. En Côte-d'Or, les entreprises de Claude Barlet à Beaune (travaux publics), d'Auguste Détouillon à Talant (terrassement, maçonnerie, ballastage), de Ravetto à Auxonne, de Pouletty à Longvic comptent beaucoup sur la main-d'œuvre étrangère pour leurs chantiers. A Dijon, la faiblesse de la main-d'œuvre locale est telle que les entreprises du secteur occupent majoritairement des étrangers au milieu des années 1930<sup>181</sup>. Beaucoup de travailleurs

-

<sup>&</sup>lt;sup>180</sup> Brigitte Balorin-Lagoutte, op. cit., p. 41.

<sup>&</sup>lt;sup>181</sup> Au premier novembre 1934, dix entreprises du bâtiment de la ville occupent 243 Français et 454 étrangers, soit une proportion de 64%. Aleth Nompain, op. cit., p. 27, avance même le chiffre de 86% d'étrangers au sein des entreprises de pierre reconstituée.

étrangers sont employés par des entreprises de terrassement qui sont située hors de la région, notamment Drouard Frères à Paris en ce qui concerne les chantiers de la ligne Paris-Lyon-Marseille.

L'exploitation des nombreuses carrières ne peut elle non plus se passer de la main-d'œuvre étrangère, laquelle n'est plus seulement italienne ou suisse comme au XIXe siècle. En Côte-d'Or en 1926, les carrières Gatty à Marcigny-sous-Thil emploient 14 étrangers et 8 Français, celles de Pouillenay 17 étrangers – des Italiens – et 10 Français ; dans la Nièvre en 1935, le pourcentage d'étrangers atteint 50% aux carrières de Surpaillis à Saint-Benoît-d'Azy, 40 % à Champroux et 25% à Tronsanges. Le recrutement semble plus important dans les carrières de l'Yonne, ce que traduit le nombre d'étrangers aux recensements de 1926 et 1931. En 1931, avant la décrue consécutive à la crise, Lézinnes compte 180 étrangers sur un peu moins de 1000 habitants, Ravières 128 sur 1420, Massangis, 103 sur 650, Chassignelles 98 sur 482... Les fabriques de chaux, plâtre et ciment, installées souvent à proximité des carrières de calcaire, ont également recours à l'immigration. Dans l'Yonne on peut citer les cimenteries de la vallée du Serein (celle d'Annay qui cesse ses activités en 1931). En Côte-d'Or, outre l'usine à chaux de Malain et les plâtrières d'Ivry-en-Montagne, la cimenterie Letellier à Crugey, construite vers 1914, qui emploie environ 20% d'étrangers en 1935, lesquels effectuent les tâches de carrières et mineurs...

89

# Des ouvriers de la cimenterie de « la Six » à Bellenot-sous-Pouilly (Côte-d'Or) vers 1920



Photo transmise par Jean-François Bligny de la Société d'histoire de Semur-en-Auxois

Les bûcherons étrangers semblent encore plus nombreux qu'au tournant du siècle, étant donné la grave pénurie de main-d'œuvre de cette profession, accrue selon les entrepreneurs par le refus de mobilité de la main-d'œuvre française. Dès 1920, on voit par exemple un petit groupe de Belges employés à Châteauneuf dans la Nièvre travaillant à l'exploitation du bois des Garennes. En 1929, dans la région de Glux-en-Glenne dans le Morvan nivernais, un entrepreneur de bois et charbons explique que la main-d'œuvre bûcheronne fait défaut, qu'il n'existe à Glux que de rares petits propriétaires ou cultivateurs travaillant au bois pendant quelques mois d'hiver et s'occupant dès le retour des beaux jours, aux travaux des champs. Le commissaire spécial de Nevers ajoute que la région de Lavault et Planchez, où les coupes sont « laborieuses » et les salaires insuffisants, est désertée par les bûcherons des régions plus basses de la Nièvre.

Aussi, les bûcherons étrangers, belges, slaves, portugais et surtout espagnols et italiens, sillonnent-ils les forêts. En 1929 dans la Nièvre, on en rencontre à Gacagne, à Buzy (coupe de La Boichotte) où ils provoquent l'ire des bûcherons occasionnels locaux pour leur salaire trop faible<sup>182</sup>, à Vignol, à Planchez... En Côte-d'Or, on les croise à Arrans, Val Suzon, Grancey-le-Château... A Lanthes un maire se souvient d'une « affluence d'étrangers » disséminés dans toute la forêt vers 1921. Ils se déplacent de coupes en coupes, par delà les départements, travaillant pour divers marchands de bois situés dans des bourgs ou de grandes villes comme Dijon.

Les étrangers sont également occupés, de façon toute aussi intermittente, dans les nombreuses scieries, travaillant comme scieurs, affûteurs, charretiers, empileurs, manœuvres. Dans la Nièvre en 1927, les scieries de Parenche et d'Azy-le-vif (Trois Fonds, La Métairie, le Chêne Paté) en embauchent plusieurs, étant donné les « prétentions exagérées des ouvriers locaux » de même que les scieries et parqueteries mécaniques *Vincent Rian* à Clamecy (*Scieries et parqueteries mécaniques de Saint-Roch*). Dans l'Yonne, l'entreprise *Gaillard* à Saint-Florentin, qui a racheté en 1922 un chantier à l'armée française, en emploie près d'une centaine en 1926, contre 48 Français seulement les Côte-d'Or, les travailleurs étrangers sont majoritaires à la scierie de Vénarey en 1926.

Plusieurs des nombreuses tuileries et briqueteries, établies souvent en milieu rural, de la région, emploient du personnel étranger, tels les établissements *Coquillat* à Venarey en Côte-d'Or qui occupent 10 étrangers sur une centaine d'ouvriers en 1926<sup>184</sup>. Il en est de même de la faïencerie en Saône-et-Loire, une industrie où les salaires demeurent bas. Si à Charolles, la main-d'œuvre locale semble suffisante, *Les Faïenceries de Sarreguemines, Digoin et Vitry-le-François* établies à Digoin manquent d'ouvriers. Dès novembre 1918, le *Groupement des fabricants de produits céramiques du centre* envisage de faire appel à la main-d'œuvre étrangère en plaçant dans l'ordre de ses préférences, les Italiens pour lesquels le groupement dispose d'une filière lyonnaise, les Marocains puis les Polonais. En fait, seuls les Italiens seront recrutés dans un premier temps. En 1921, l'établissement n'emploie encore qu'une poignée d'étrangers mais il en compte environ 160 sur 710

<sup>&</sup>lt;sup>182</sup> 20 francs la corde de charbonnette. La charbonnette est une mesure de débit de bois. La corde, une mesure de volume de bois empilé.

<sup>183</sup> Géographie 89, juin 1993.

<sup>&</sup>lt;sup>184</sup> AD Côte-d'Or 3 Z 17 m. Le nombre d'ouvriers employés par les tuileries est assez variable. En Côte-d'Or, celle de Paul Laurent à Nan-sous-Thil n'occupe que 9 ouvriers en 1926 tandis qu'à Grignon, l'entreprise « Sebillotte frères », fondée en 1870, en emploie 40.

faïenciers en 1926 soit 23% du personnel et même 295 sur 887 en 1931 soit un tiers des effectifs. La population étrangère de Digoin décline toutefois légèrement à partir de 1936. Certaines verreries occupent également des étrangers comme celle du *Petit Bernard* à Dijon ou celle de Saint-Léger-des-Vignes dans la Nièvre laquelle en compte une trentaine sur 400 à 450 ouvriers vers 1925.

De nombreux autres secteurs industriels font appel à l'immigration. L'industrie alimentaire à Dijon, les grandes sucreries construites en Bourgogne dans la seconde moitié du XIXe siècle, Aiserey et Brazey en Côte-d'Or, Chalon-sur-Saône, Briénon dans l'Yonne. Certaines entreprises de textile comme Gerbe à Saint-Vallier (Saône-et-Loire) qui emploie notamment des femmes polonaises. A Nevers, la fabrique de soie artificielle la *Borvisk Française*<sup>185</sup> occupe en 1929, année où l'entreprise est régulièrement secouée par des grèves, 61 étrangers sur environ 550 salariés, dont 39 femmes et 25 hommes. Ce véritable melting-pot mêle Espagnols et Polonais (les plus nombreux), Portugais, Grecs mais aussi un Chinois, un Tchécoslovaque, un américain, un Britannique, un Belge et un Suisse.

Il convient enfin d'évoquer l'agriculture. Confrontée à une grave pénurie de maind'oeuvre, elle emploie par milliers des ouvriers étrangers durant l'entre deux guerres avec toutefois de grandes disparités entre la Saône-et-Loire et la Nièvre qui font peu appel à l'immigration et l'Yonne et la Côte-d'Or où ce recours est bien plus important. En 1926, par exemple le secteur « forêt et agriculture » n'emploie que 300 actifs étrangers en Saôneet-Loire, 630 dans la Nièvre contre environ 2.500 dans l'Yonne et dans la Côte-d'Or. En 1931, la demande progresse encore : l'Yonne emploie 3420 actifs étrangers dans l'agricultre, la Côte-d'Or près de 3100, la Nièvre 820. Cet appel massif aux étrangers s'accompagne d'un élargissement des zones de provenance : les Belges et les Suisses sont désormais rejoints par une masse d'ouvriers et d'ouvrières slaves (polonais, tchèques, yougoslaves). Les agriculteurs les recrutent en s'adressant directement aux structures professionnelles ou en passant par les pouvoirs publics : un cultivateur de Savigny-sous-Malain explique ainsi qu'il a d'abord contacté la Préfecture en mai 1929 puis, n'ayant pas eu de réponse, s'est adressé au SMOA, rue de Varenne. « Le 13 juillet 1929, le né Victor Béno s'est présenté chez moi, envoyé par le dépôt des travailleurs étrangers de Toul. J'ai employé cet ouvrier et quelques jours après son arrivée, j'ai reçu son contrat d'embauchage ». Cet employeur affirme avoir dû avancer 440 francs pour recevoir ce travailleur tchécoslovaque.

<sup>&</sup>lt;sup>185</sup> Société des textiles chimiques du centre.

Les ouvriers et ouvrières agricoles arrivent en Bourgogne généralement munis de contrats d'un an; ils exercent différentes tâches: travailleur « à toutes mains », vacher, piocheur de betteraves (binage, arrachage), vendangeurs... Les salaires sont variables mais généralement inférieurs à ceux de l'industrie. On a vu les syndicats dénoncer en 1929 des salaires agricoles de 80 à 150 francs par mois pour un travail de 16 heures par jour. A Mornay en Côte-d'Or, en 1929, une femme tchécoslovaque reçoit à l'issue de son premier mois de travail un salaire de 160 francs. Dans l'Yonne un agriculteur en 1935 atteste qu'il a occupé un Belge (Flamand) quatre mois aux moissons « à « la batteuse-lieuse » pour un salaire total « d'environ 2200 francs ». En 1937, le même ouvrier employé aux travaux betteraviers et saisonniers est payé 350 francs par mois plus la nourriture et le logement. Son salaire mensuel augmente par la suite ; il atteint 500 francs en 1939 et 650 francs en 1942. Dans la Nièvre, le salaire minimum semble passer à 500 francs à partir de 1936 mais des syndicats constatent que des salaires mensuels de 300 francs sont toujours offerts à des ouvriers étrangers.

Outre ces faibles salaires, les Polonaises, Tchécoslovaques et Yougoslaves sont confrontées de surcroît à de nombreuses difficultés : maladies, détresse psychologique ou encore maternités illégitimes. Un service d'aide sociale est mis sur pied à leur destination en 1930, le Comité d'aide et de protection des femmes immigrantes. Une inspectrice est chargée de visiter les convois d'ouvrières arrivant en gare de Dijon, les fermes où elles travaillent; elle se renseigne sur leur nourriture, leur travail et leur conduite. Elle essaye tant bien que mal d'empêcher les ruptures de contrat – qui atteignent en 1932 des « proportions considérables » - de concilier les intérêts, d'aider des femmes à faire face aux difficultés qui les assaillent. Ses rapports témoignent des conditions de vie extrêmement dures réservées à plusieurs de ces migrantes. Elle note en mai 1935 après une visite à l'hôpital : « si je vous dis que bien souvent, il m'arrive de sortir en larmes de cet hôpital, vous comprendrez ce que j'y vois ». L'année suivante, elle écrit : « protéger les femmes, les sauver même de la misère, quelquefois de la mort représente mon travail quotidien. Il ne se passe pas en effet de jour sans que j'intervienne pour soulager une misère et j'ai l'impression très nette que l'action du comité ne se borne pas seulement à la protection des femmes étrangères mais souvent à la protection des finances publiques ».

L'isolement, les salaires trop faibles, les conditions difficiles de travail poussent nombre d'ouvriers agricoles slaves à quitter leur employeur dès leur contrat terminé ou même avant, parfois avec l'aide d'un compatriote venu les débaucher pour un autre employeur (procédé qui permet de ne pas payer les frais d'introduction). Ils partent alors

souvent vers la région parisienne, travaillant pour des agriculteurs à Gouzangrez, Le Perchay, Argenteuil, Chelles... ou dans des usines, par exemple la fabrique de semoirs Alfred Nodet à Montereau. Certaines femmes tout en restant dans la région quittent des fermes pour se placer comme bonnes auprès de notables (négociants de Beaune par exemple). Face à ces départs inopinés, plusieurs exploitants alertent la préfecture ou le service de la main-d'œuvre agricole, lequel est chargé de régler les contentieux relatifs aux ouvriers agricoles étrangers, et réclament le remboursement en totalité ou en partie des frais d'introduction et de transport.

A côté des ouvriers agricoles étrangers qui demeurent les plus nombreux, plusieurs cultivateurs étrangers (propriétaires exploitants, fermiers ou métayers) opèrent en Bourgogne, surtout des Belges et des Suisses. La majorité travaille dans l'Yonne et la Côte-d'Or. Mais un département comme la Nièvre en compte aussi : 68 en 1926 contre 457 ouvriers agricoles étrangers.

# 2°) Les provenances

En matière de provenance, l'entre deux guerres amplifie en Bourgogne les changements migratoires apparus pendant la première guerre mondiale. Les grandes zones d'émigration sont désormais l'Europe du Sud (Italie, Espagne et Portugal) et l'Europe de l'Est (Pologne, Russie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie). L'immigration suisse perd de sa vigueur tandis que l'immigration belge se tarit progressivement et que disparaît quasiment l'immigration allemande. Le flux maghrébin se poursuit mais sans s'implanter massivement tout comme l'immigration chinoise qui demeure jusqu'au milieu des années 1920 environ. Abordons ces grands courants migratoires en nous aidant entre autres des recensements depuis 1921 jusqu'à 1936.

# L'Europe du sud : Italie, Espagne, Portugal

Les Italiens

En Bourgogne, l'immigration italienne fait plus que quadrupler entre la fin du premier conflit mondial et le début des années 1930, passant de 3.050 à 1921 à près de 10.500 en 1926 et 12.720 en 1931. Première immigration régionale en 1921, elle est toutefois dépassée en nombre à partir de 1926 par l'immigration polonaise. La crise démarrée à la fin des années 1920 ne provoque pas globalement de baisse importante

puisque les Italiens sont encore plus de 12000 en 1936, toutefois ce chiffre cache durant les années 1930 des évolutions asymétriques en fonction des départements. En matière d'emploi, les Italiens se concentrent surtout dans le bâtiment et le terrassement. Ce secteur arrive en tête dans tous les départements en 1926 en nombre d'actifs : près de 800 en Côte-d'Or, 580 en Saône-et-Loire, 470 dans l'Yonne, 110 dans la Nièvre. Viennent ensuite l'industrie sylvicole (bûcherons charbonniers, scieurs de long) et les scieries, les carrières de pierre, la céramique (tuileries, briqueteries, faïenceries).

La Côte-d'Or demeure le premier département italien de Bourgogne. L'augmentation des transalpins y est constante, surmontant même la crise de la fin des années 1920. De moins d'un millier au début du XXe siècle, ils passent à plus de 3.700 en 1926, 5.300 en 1931 et 5.600 en 1936 (près du triple du pic de 1880). Outre les secteurs économiques cités précédemment, les Italiens occupent une place non négligeable dans le commerce. En 1926, ils sont près d'une centaine dans ce secteur (51 hommes et 37 femmes) sans compter les 70 autres opérant dans les « commerces forains et spectacles » 186. Parmi les entreprises qui les embauchent, on peut citer les exploitants de carrières (*Civet-Pommier* et *Cartelade* à Comblanchien, *Le Granit* à Torcy-Pouligny...), le cimentier *Letellier* à Crugey qui emploie des mineurs, carriers et manœuvres venus seuls ou en familles, la cimenterie de Lamarche-sur-Saône, la *SMMA* à Montbard qui recrute environ 200 transalpins durant les années 1920, la scierie et les tuileries de Venarey ainsi que les exploitants forestiers (la moitié des Italiens du Châtillonnais travaillent dans le secteur du bois en 1936).

En Saône-et-Loire où elle était inférieure à 500 personnes à la veille de la première guerre mondiale, l'immigration italienne croît également pour atteindre plus de 3.600 personnes en 1926 mais cette progression est ensuite interrompue par la crise. Dès 1931, le déclin est entamé et il semble se poursuivre par la suite, les Italiens n'étant plus que 3.000 en 1936. A la différence des autres départements, ils sont peu présents dans l'industrie sylvicole<sup>187</sup>. Ils se répartissent essentiellement dans quatre secteurs : le bâtiment et les mines, qui font presque jeu égal en 1926, le travail des pierres et terres à feu et dans une moindre mesure la métallurgie. Parmi les employeurs, mentionnons les mines de Blanzy qui en embauchent notamment en 1924 ainsi qu'à la fin de l'année 1930 et au début de 1931 mais leur proportion reste faible ne représentant respectivement pour ces deux

<sup>&</sup>lt;sup>186</sup> Voir plus loin l'exemple de l'Italien Rondolotto.

<sup>&</sup>lt;sup>187</sup> 61 actifs en 1926 dans l'agriculture et la forêt.

périodes que 24% et 11% de l'ensemble des étrangers <sup>188</sup>. Les faïenceries de Digoin également, lesquelles emploient en 1926 environ 140 faïenciers italiens avec un petit groupe d'une dizaine de Hongrois. L'entreprise diversifiant ensuite son recrutement étranger, les transalpins ne sont plus que 75 en 1931 représentant 26% des étrangers mais ils redeviennent majoritaires en 1936. Plusieurs Piémontais sont également recrutés par la *verrerie Trunel* à Epinac.

Encore faible à la fin des hostilités, la présence italienne dans l'Yonne s'accroît fortement après 1920. Le nombre de transalpins est multiplié par près de 6 en 10 ans, passant de 512 en 1921 à plus de 2000 en 1926, 3000 en 1931 puis revenant à 2700 en 1936. Les principaux employeurs sont les exploitants de carrières (Loret et Lejeune, Fèvre, Polliot et Cie...), les entreprises de maçonnerie, les entrepreneurs forestiers, les établissements Gaillard (traitement du bois) à Saint-Florentin, la sucrerie de Brienon, la Société Anonyme des Ciments de Vassy ou encore le fabricant de machines à bois Guilliet à Auxerre qui en 1923, en période de forte expansion, embauche une centaine de travailleurs originaires de Parme et du Piémont, après avoir fait appel au Service de la main-d'œuvre étrangère<sup>189</sup>. Dès lors, les Italiens se comptent par dizaines dans de nombreuses communes vers la fin des années 1920. A Villeneuve-sur-Yonne, ils passent de 7 à 300 entre 1921 et 1926, à Saint-Florentin, Migennes, Sens, ils sont entre 150 et 170 à la fin des années 1920 et ils frôlent la centaine à Tonnerre en 1931. Sans compter les villes proches des carrières de pierre : en 1931, Lézinnes en compte 130, Ravières 90, Ancy-le-Franc, Chassignelles et Massangis environ 70. Mais la plupart de ces communes, sauf Auxerre et Sens, voient leur population italienne s'effondrer durant les années 1930 voire dès la fin des années 1920. Dans toutes les communes proches des carrières, les transalpins par exemple ne dépassent pas la trentaine en 1936. A cette date, ils ne sont plus que 67 à Saint-Florentin, à la suite de la réduction du personnel étranger de l'usine Gaillard.

Avec moins de 230 Italiens en 1921, la Nièvre accueille toujours la plus faible population italienne de Bourgogne. Mais celle-ci croît toutefois atteignant 660 personnes cinq ans plus tard et se stabilisant à environ 1050 personnes à partir de 1931<sup>190</sup>. Hormis le bâtiment, aucun secteur ne se détache dans l'emploi des transalpins. Ceux-ci se dispersent dans les mines, carrières, industries chimiques et autres tuileries... A La Machine, les

1.0

<sup>&</sup>lt;sup>188</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 225

<sup>189</sup> Guilliet. Histoire d'une entreprise, 1847-1979, Société des sciences historiques de l'Yonne, 1986.

<sup>&</sup>lt;sup>190</sup> Le Préfet de la Nièvre cite le chiffre de 1.165 Italiens dans un rapport du 15 janvier 1937.

effectifs italiens sont faibles, oscillant entre 10 et 40 personnes durant les années 1920, ces travailleurs étant pourtant considérés comme d'excellents piqueurs au rocher. Certains sont recrutés par un vieil ouvrier sarde envoyé en 1919 à cet effet dans sa région natale, d'autres après s'être présentés au bureau d'embauchage de la Mine. Mais l'entreprise rechigne à utiliser l'intermédiaire du Commissariat à l'émigration de l'Etat italien, les modalités de recrutement étant trop contraignantes.

L'immigration italienne en Bourgogne compte toujours plus de femmes jusqu'en 1936. A cette date, elles atteignent 2.100 en Côte-d'Or, 900 dans l'Yonne, 345 dans la Nièvre. La Saône-et-Loire fait exception où le maximum de 1360 est atteint dès 1926. Mais la proportion de femmes qui varie dans l'ensemble entre 27 et 38 % dans la région n'est guère plus élevée qu'à la fin du XIXe siècle. L'évolution est sensiblement la même dans tous les départements : les taux progressent entre 1921 et 1926 puis ils déclinent légèrement et remontent vers le milieu des années 1930 atteignant en 1936 un tiers environ dans l'Yonne et la Nièvre et 38% en Saône-et-Loire et en Côte-d'Or. Cette évolution en dents de scie s'explique par l'arrivée d'une nouvelle vague de célibataires masculins au cours des années 1920 et par les effets de la crise du début des années 1930 (licenciements, quotas, expulsions) qui frappent, comme précédemment la crise des années 1880-1890, plus durement les célibataires.

La présence patronale se renforce et touche plusieurs secteurs. Citons dans le bâtiment, les travaux publics et l'exploitation de la pierre, Joseph Fontana à Dijon, Ravetto à Auxonne, André Foglia et Corado Coli à Montbard, Marchi à Auxerre qui exploite durant les années 1930 la carrière de Dornecy dans la Nièvre. Dans les scieries, on peut mentionner en Côte-d'Or les frères Pianetti, arrivés dans les années 1920 de San Giovani Bianco et qui travaillent d'abord comme bûcherons avant d'établir une scierie à Recey ou bien Pierre Romano né en 1905 à Martina Olbi lequel arrive dans les années 1930 à Bure-les-Templiers où il exerce l'activité de négociant en bois puis fonde une scierie après s'être marié avec une française <sup>191</sup>. Dans l'Yonne, Vincezo Russo dirige également une exploitation forestière à Villiers-Saint-Benoît au début des années 1920 mais il est expulsé pour coups et blessures. Ces petites entreprises familiales offrent des possibilités d'emploi aux ouvriers migrants italiens qui circulent sur le territoire français et peuvent même jouer un rôle dans l'introduction des transalpins en France. En 1934 par exemple un certain

<sup>&</sup>lt;sup>191</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 117.

Pierre Siri, établi à Nevers, sollicite l'office départemental de la main-d'œuvre de la Nièvre pour introduire dix compatriotes scieurs de long pour fabriquer des traverses en forêt<sup>192</sup>.

On assiste en outre à un élargissement des zones de provenances, le Piémont ne fournissant plus l'essentiel des migrants comme au XIXe siècle. En Côte-d'Or, les Italiens du Châtillonnais par exemple, employés pour beaucoup dans l'industrie sylvicole, proviennent de 39 communes en 1921, 117 en 1926, 170 en 1931, 183 en 1936<sup>193</sup>. Ils sont originaires en grande partie des provinces de Bergame en Lombardie (communes de Valtorta notamment puis de San Giovanni Bianco), d'Udine dans le Frioul (Forni-di-Sopra, Porpetto) de Belluno en Vénétie, de Pistoia en Toscane (communes de Pistoia<sup>194</sup>, Piteglio, Schignano)<sup>195</sup>. En 1926, 41% des transalpins de l'Yonne proviennent de la province de Vénétie, notamment la commune de Belluno<sup>196</sup>. Au niveau des sites industriels, on trouve des zones de départ surreprésentées mais jamais semble-t-il de concentration de migrants provenant d'une unique micro-région. Par exemple les Italiens embauchés à la cimenterie de Crugey viennent souvent de villages proches de la province de Bologne mais aussi de la région de Pistoia. De même dans la Nièvre, les mineurs italiens de la Machine sont essentiellement originaires de trois aires : les villages miniers du sud-ouest de la Sardaigne, le Trentin-Frioul et le Canavese.

Alors qu'une partie de l'immigration italienne arrivée au cours du XIXe siècle s'est progressivement fixée en Bourgogne et insérée dans la société locale, de nouveaux arrivants semblent également se stabiliser dans la région, comme par exemple les mineurs de La Machine. Mais d'autres, souvent célibataires, perpétuent à leur tour les pratiques de mobilité développées par le passé. Les circuits sont très diversifiés mais on repère certains itinéraires assez fréquentés, par exemple des manœuvres italiens effectuent des circuits passant par Venarey (tuilerie, scierie, cimenterie...), les Laumes, Montbard (SMMA) en Côte-d'Or et Ravières (carrière) dans l'Yonne durant lesquels ils travaillent quelques mois

<sup>&</sup>lt;sup>192</sup> Certains autres tout en habitant à l'extérieur de la région exploitent des chantiers et y envoient leurs ouvriers, tel Vincent Bonandrini patron naturalisé français installé à Champigny-lès-Langres en Haute-Marne, lequel fait travailler en 1933 sur un chantier de la voie PLM près de Saint-Pierre-le-Moutier 43 Italiens, 3 Polonais, un Ukrainien et 19 Français, ce qui consterne le syndicat.

<sup>&</sup>lt;sup>193</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 104.

<sup>&</sup>lt;sup>194</sup> Sur la tradition d'émigration agricole et forestière de cette commune, on peut consulter le site en ligne du Centro Pistoiese di documentazione per l'emigrazione. L'émigration touche 10% des habitants de la commune en 1871, 35% en 1907.

<sup>&</sup>lt;sup>195</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 105.

<sup>&</sup>lt;sup>196</sup> Idem, p. 115.

dans les entreprises. Dans le bûcheronnage, les séjours sont plus courts : Marco Genini né à Brembilla (province de Bergame) en 1894 travaille de mars à mai 1921 à Lanthes en Côte-d'Or avant de gagner Pagny-le-Château où il travaille jusqu'au mois de novembre. Il quitte la région ensuite se dirigeant vers Monts en Indre et Loire.

Evoquons enfin le circuit que le manœuvre Giovani Cardini, né en 1904 à San Fior, province de Trévise, effectue antérieurement à son arrivée en Côte-d'Or. Il se déplace en 1928 et 1929, c'est-à-dire dans une période de chômage où l'embauche est plus difficile, ce que laissent deviner des séjours très courts. Il arrive en France après avoir signé un contrat de quatre mois avec les mines de Valleroy en Meurthe et Moselle à compter du 25 novembre 1928. A son terme, il gagne La Buisse en Isère le 29 mars ; le 3 avril, il séjourne dans la commune toute proche de Voreppe attiré probablement par les cimenteries. Mais il n'y reste que quatre jours et part pour Auris toujours dans l'Isère, sûrement pour chercher du travail aux mines de charbon de l'Herpie qui emploient alors une main-d'œuvre italienne et polonaise<sup>197</sup>. Moins d'un mois plus tard, il revient à Voreppe où il ne séjourne que 26 jours. Le 12 juin, nouveau départ mais pour Beaune en Côte-d'Or cette fois, se dirigeant vraisemblablement vers les mines de Saône-et-Loire.

#### Les Espagnols

A la suite des retours massifs de 1919<sup>198</sup>, l'immigration espagnole croît de nouveau durant les années 1920 jusqu'au reflux du début des années 1930. Non organisée, du fait de l'hostilité des autorités espagnoles, elle n'atteint toutefois pas dans la région les proportions des immigrations polonaise ou italienne. Les Espagnols passent ainsi en Bourgogne de 2510 en 1921 à 3300 en 1926 et 3900 en 1931 mais ils ne sont plus que 2750 en 1936.

La Saône-et-Loire en compte le plus grand nombre en 1921, plus d'un millier, mais ils ne cessent de décliner ensuite pour revenir à 550 en 1936. En 1926, les secteurs qui arrivent en tête en nombre d'actifs sont tous industriels : la métallurgie (87 actifs), les mines (83), les carrières (56), les terrassements et constructions en pierre (82 actifs). Au Creusot se concentrent environ 230 Espagnols en 1921 mais les trois quarts quittent la ville durant les deux années suivantes ; à la suite de nouvelles arrivées, ils sont une centaine vers 1926, leur nombre oscillant ensuite en dents de scie jusqu'en 1938. Moins nombreux, ceux

<sup>198</sup> Guy Hermet cite le chiffre de 101.000 retours en 1919 avancé par l'ambassade d'Espagne à Paris, *Les Espagnols en France*, Les Editions ouvrières, p. 25.

<sup>&</sup>lt;sup>197</sup> Anne et Michel Legros, *Histoire des anciennes mines et gites de l'Oisans*, p. 127.

de Montceau-les-Mines ne sont que 70 en 1921; ils connaissent ensuite une évolution comparable à celle du Creusot: baisse et stagnation de 1922 à 1925, hausse en 1926 jusqu'à une centaine environ, chute vers 1930, légère remontée à partir de 1936.

Dans les trois autres départements en revanche, l'immigration espagnole augmente durant les années 1920, celle-ci étant davantage répartie entre agriculture (travaux forestiers surtout) et industrie. L'Yonne enregistre la plus forte croissance, avec une population espagnole qui quadruple presque durant les années 1920, passant de 300 en 1921 à 850 en 1926 et 1150 en 1931 puis revenant à 770 en 1936. Avec 265 actifs en 1926 l'agriculture et plus précisément le bûcheronnage est le principal secteur d'activités <sup>199</sup>, loin devant le « terrassement et la construction en pierre » (48 actifs en 1926). Parmi les employeurs, on peut citer les marchands de bois *André Duraton* à Pontigny ou *Lesire, Provot & Tixier* à Saint-Fargeau, ainsi que La *Société des Ocres de France* qui fait temporairement appel à eux vers le milieu des années 1920, l'expérience ne la satisfaisant guère du fait de « la médiocre adaptation de la main-d'œuvre étrangère à nos travaux de toutes sortes ».

Dans la Nièvre, la population espagnole double en l'espace de dix ans passant de 550 en 1921 à 690 en 1926 et 1100 en 1931 mais elle chute ensuite de près la moitié en 5 ans. Une partie travaille comme bûcherons (en 1926, les Espagnols sont les étrangers les plus nombreux dans l'agriculture et la forêt avec 129 actifs) tandis que d'autres se dispersent entre les aciéries d'Imphy, des entreprises de travaux publics comme la *Société Générale d'Entreprises à Garchizy* en 1919 ou encore la verrerie de Saint-Léger-des-Vignes...

En Côte-d'Or, l'immigration ibérique croît moins fortement. Elle atteint 600 personnes en 1921, près de 900 en 1931 et revient à 730 cinq ans plus tard. Les Espagnols sont employés surtout dans le bûcheronnage (l'agriculture et les forêts comptent 233 actifs en 1926), la métallurgie, le terrassement, les verreries, les briqueteries et tuileries. Parmi les employeurs, on peut mentionner la verrerie du *Petit Bernard* à Dijon, les *Grandes Briqueteries de Bourgogne* à Rouvray et surtout la *SMMA* à Montbard qui en embauche environ 500 en 1919-1920 et en occupe toujours plus de 300 durant les années 1930. Les ouvriers espagnols de la SMMA, dont beaucoup sont accompagnés de leur femme et de leurs enfants, sont essentiellement des ouvriers peu ou pas qualifiés, manœuvres en majorité, frappeurs et autres débardeurs ; mais certains exercent des métiers plus spécialisés

-

<sup>&</sup>lt;sup>199</sup> Les Espagnols sont à cette date plus nombreux dans l'agriculture et la forêt icaunaise que les Italiens mais moins que les Polonais et les Belges.

tels que forgerons, mécaniciens, mouleurs et même électriciens. En 1919, les manœuvres qui quittent l'usine se dirigent vers plusieurs horizons, les chantiers américains de Beaune, l'entreprise *Gardet* à Velars, l'usine *Berliet* à Vénissieux et la *Verrerie ouvrière* de cette commune où travaillent plusieurs espagnols<sup>200</sup>, l'entreprise *Rivollier* dans le Rhône...

Une caractéristique de l'immigration espagnole en Bourgogne, on vient de le voir, est la place importante des bûcherons, et ce dès l'année 1918. Ainsi en mai 1918 certains d'entre eux sont objet d'une tentative de débauchage à Mars-sur-Allier dans la Nièvre de la part d'un exploitant forestier parisien qui envoie un de leurs compatriotes sur place pour les attirer vers sa coupe de bois à Mirebeau-sur-Bèze. Des introductions de bûcherons espagnols sont souvent rejetées par les offices de placement mais cette migration se poursuit malgré tout : en 1936, 12 encore sont autorisés par la Préfecture de Côte-d'Or à se rendre à Montbard pour travailler chez les exploitants Naudot et Richard. Les bûcherons espagnols circulent en Bourgogne par petits groupes, comprenant souvent des membres d'une même fratrie, ou en couple avec leur compagne, ne travaillant généralement que quelques mois seulement dans les coupes de bois. En janvier 1929, cinq hommes, originaires de Penaparda, près de la frontière portugaise, arrivent ainsi à Gacogne dans le Morvan nivernais ; en avril ils se dirigent vers Arrans en Côte-d'Or embauchés par un certain Hernandez, d'où ils repartent vers la mi-mars. Parmi eux quatre membres de la même famille, dont trois âgés de 46 et 47 ans.

Quelques immigrés espagnols, souvent naturalisés, acquièrent le statut d'exploitants forestiers, comme Pierre Cuderch né en 1887 à Caralps, hameau pyrénéen frontalier, demeurant à Dijon à la fin des années 1920, Hernandez à Montlay-en-Auxois en Côte-d'Or ou encore Crisigone Delgado et Martin Esposito Dimatrio qui habitent en famille en 1927 dans deux hameaux de la Nièvre. Des recruteurs espagnols parcourent également la région, tel Bruno Sanchez, naturalisé en 1928 et demeurant à Alfortville, qui opère depuis 1927 dans l'Yonne et la Nièvre entre autres <sup>201</sup> pour le compte d'un exploitant forestier d'Avallon nommé Crottes. Les autorités ne l'apprécient guère, l'homme ayant embauché à plusieurs reprises des travailleurs espagnols en situation irrégulière et ayant fait miroiter des salaires fictifs de 30 francs par jour.

<sup>&</sup>lt;sup>200</sup> Sur les immigrés espagnols et italiens recrutés à la Verrerie ouvrière de Vénissieux ou à Berliet, voir Maurice Corbel, *Vénissieux du village à la cité industrielle*, Messidor, 1983, p. 102-115. Egalement la biographie du militant Luciano Allende dit « Toto », dans le *Dictionnaire international des militants anarchistes*, site en ligne.

<sup>&</sup>lt;sup>201</sup> Ses activités semblent s'étendre au Cher, au Calvados et à l'Aisne.

Autre caractéristique de l'immigration espagnole, leur place dans le petit commerce alimentaire, phénomène on l'a vu déjà engagé vers la fin du XIXe siècle. Plusieurs Espagnols sont épiciers et marchands de primeurs, tel Mayol établi à Dijon au 44 rue Piron jusqu'en 1925, date à laquelle il semble retourner dans son pays ou encore Paul Comas installé d'abord à Sens pour vendre fruits et légumes puis qui fonde à Montbard l'épicerie fine « Au jardin d'Espagne »<sup>202</sup>. A chaque recensement, ce sont ainsi les Espagnols qui arrivent en tête dans la catégorie des commerces dits « mal désignés » (produits agricoles, liquides, comestibles), devant les Italiens pourtant bien plus nombreux qu'eux. En 1936, on en dénombre 54 en Côte-d'Or dont 10 femmes et 69 en Saône-et-Loire dont 12 femmes.

Evoquons encore la croissance régulière des femmes hispaniques qui se prolonge jusqu'en 1930 sauf en Saône-et-Loire où elle s'interrompt avant. En 1931, la Nièvre en compte ainsi près d'un demi millier<sup>203</sup>, l'Yonne 440, la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire, 300. Leur proportion ne cesse de croître entre 1921 et 1936. Elle se situe déjà entre 26 et 31 % en 1921 et dépasse 40 % en 1936 dans trois départements (Yonne, Saône-et-Loire, Nièvre). Des statistiques préfectorales concernant la Nièvre précisent que les Espagnoles forment près de 42% des 389 adultes en 1934 et 40 % des 334 adultes en 1936. Les mineurs représentent quant à eux 41,5% de l'ensemble de la population espagnole de la Nièvre en 1934, 44 % en 1936.

Comme beaucoup de migrants, les Espagnols sont fort mobiles. Durant les années 1920 de nombreux célibataires misérables continuent de traverser l'Yonne en direction ou en provenance de la capitale. Mais des familles circulent aussi, parfois même depuis longtemps. Un Espagnol natif de Finestrat (province d'Alicante) opérant en 1926 chez Letelier à Crugey comme chef mineur parcourt ainsi la France avec son épouse depuis au moins seize années. Ses six enfants présents à Crugey, âgés de 4 à 16 ans, sont tous nés en France au cours d'un vaste périple du sud au nord passant entre autres par Thourotte dans l'Oise (vraisemblablement du fait de la verrerie Saint-Gobain). On pourrait encore citer ce bûcheron originaire de Rueda qui séjourne avec son épouse trois mois à Beaulieu en Côted'Or à la fin de l'année 1923 puis part travailler quelques mois vers Louesme à une trentaine de kilomètres, le couple continuant ensuite sa route vers la Haute-Marne proche. Ou encore ce briquetier qui travaille 8 mois entre 1923 et 1924 aux Grandes Briqueteries

<sup>&</sup>lt;sup>202</sup> Paul Passé, « Montbard, la rue Edme Piot vers 1930 », Les Amis de la cité de Montbard, n° 52, 2003, p. 7.

<sup>&</sup>lt;sup>203</sup> Selon une enquête préfectorale de 1934, les Espagnols de la Nièvre se décomposent en 226 hommes, 163 femmes et 276 enfants. En 1936, un rapport du préfet avance les chiffres de 199 hommes, 135 femmes et 268 enfants. Si l'on s'en tient au

de Bourgogne à Rouvray puis part vers le Gard où demeurent beaucoup de ses compatriotes.

A partir de 1937, la Bourgogne accueille également de nombreux réfugiés, adultes et enfants. La Nièvre en reçoit 800 en 1937 qui sont dispersés entre les communes des régions de Château-Chinon, Luzy, Corbigny. Un convoi de vieillards, de femmes et d'enfants en provenance de Catalogne arrive encore vers la fin du mois de janvier 1939. Ils sont environ 1450, logés de diverses façons : 546 chez l'habitant, 100 dans des hôpitaux, 804 dans des immeubles inhabités dont 229 au château de Serre à Parigny-la-Rose, 104 au château de Salorges à Corancy. En Côte-d'Or, environ 800 réfugiés espagnols arrivent également par contingents à partir du mois de mai 1937. Les groupes sont répartis entre Clénay, Montbard, Beaune (où ils sont accueillis en 1937 dans le bâtiment inoccupé de l'ancienne maison d'arrêt), Châtillon-sur-Seine, Arnay-le-Duc... Mais les plus gros contingents se trouvent surtout au centre de réfugiés de Villers-les-Pots (550 réfugiés dorment au premier étage d'une ancienne faïencerie) et à Dijon où plus de 500 Espagnols logent entre autres au refuge municipal Sadi Carnot et à l'ancienne gare de tramways la Boudronnée. Ils bénéficient du soutien de plusieurs associations de gauche souvent proches du Parti Communiste, tels le Comité Inter-Régional d'Entraide Franco-Espagnol (CIEFE), ainsi que d'habitants.

Ces réfugiés reçoivent des secours de l'Etat de 10 à 9 francs par jour puis 8 à 7 francs par jour après août 1937. Si certains parviennent à trouver du travail, souvent d'ailleurs eux aussi dans le bûcheronnage<sup>204</sup>, tous ne restent pas en Bourgogne : certains sont rapatriés vers l'Espagne, d'autres vers des camps, telles ces trois femmes envoyées à Rieucros en mai 1940 par les autorités de la Nièvre pour avoir refusé des travaux agricoles à Ourroux, d'autres encore vers d'autres régions de France.

Parmi les réfugiés espagnols séjournant en Bourgogne entre 1939 et juin 1940, il convient encore d'évoquer ceux qui viennent travailler dans les Compagnies de travailleurs étrangers (CTE) établies par le gouvernement français. Provenant de camps du Sud de la France, ils travaillent dans des conditions souvent difficiles pour l'armée à Cravant (65ème CTE), Chemilly (66ème) ou Vincelles (67ème) dans l'Yonne, à Chalon-sur-Saône (142ème) ou Nevers (114ème). Le témoignage que Porfirio Ayerdi a livré à son petit fils offre quelques détails sur les conditions de travail à Cravant : « *Dix jours après son arrivée à Rivesaltes*.

<sup>&</sup>lt;sup>204</sup> Tel le militant de la CNT réfugié en France Luis Blanco. Instituteur à Badalone, il se reconvertit dans le bûcheronnage après son arrivée en Côte-d'Or. Voir aussi Julian Arrondo, ancien de la colonne Durutti, qui travaille comme ouvrier forestier en Côte-d'Or à la Libération et qui s'installe à Dijon.

On lui a demandé s'il voulait partir volontaire dans une C.T. E [...] Mon grand-père préférait être actif et ne pas rester au camp à ne rien faire. Il est donc parti [...] pour Cravan dans l'Yonne où se situait le siège de la C.T.E. Près de là, à Vincelles-Vincellotes, les travailleurs avaient pour mission de construire des hangars dans la plaine. Ces hangars auraient dû servir plus tard à assembler des avions militaires dont les pièces étaient construites sur la colline avoisinante. Travailler sur la colline lui procurait de la nourriture en grande quantité, (ce qui n'était pas le cas dans les camps), mais surtout, cela lui permettait de participer à la guerre et de continuer son combat contre son ennemi de toujours : le fascisme. Les repas étaient convenables mais les conditions de vie étaient toujours aussi rudes : ils dormaient à même le sol et, malgré l'hiver glacial, ils travaillaient plus de dix heures par jour pour un salaire bien maigre. Mon grand-père a travaillé dans ce camp du mois de janvier 1940 jusqu'au mois de juin. Durant cette brève période, pas un seul hangar n'a pu être construit entièrement, car, une fois de plus, la retraite est venue interrompre leurs activités ».

Ces CTE seront transformés sous l'Occupation le 27 septembre 1940 en GTE afin de regrouper les étrangers « en surnombre dans l'économie nationale ». La Saône-et-Loire compte ainsi le GTE n° 552 à Pontanevaux, commune de La Chapelle de Guinchay. Plus de 200 personnes y sont regroupées, avec pour activité principale, des travaux de concernant le bûcheronnage et de carbonisation dans les bois alentours<sup>205</sup>.

#### Les Portugais

L'immigration portugaise se maintient elle aussi en Bourgogne après la première guerre mondiale : les Portugais sont déjà 1600 en 1926 et 2600 en 1931 avant de revenir à 1500 cinq ans plus tard. Disséminés par petits groupes, ils exercent essentiellement des tâches peu qualifiées de manœuvres. Ils sont relativement nombreux en Saône-et-Loire où ils passent de 550 en 1926 à environ un millier en 1931 pour se limiter à 450 en 1936, soit une baisse importante de plus de 50%. On en repère une trentaine aux faïenceries de Digoin au début des années 1930, d'autres chez Schneider au Creusot, d'autres encore aux forges de Gueugnon. Dans l'Yonne, ils culminent à près de 700 en 1931 puis leur nombre baisse de 44% en l'espace de 5 ans. En Côte-d'Or, ils sont 520 en 1931 et un peu plus de 400, 5 ans plus tard, soit une baisse de 21% ; ils se dispersent entre les usines à chaux et cimenteries (Malain, Crugey...), la SMMA à Montbard, la distillerie de Brazey-en-

-

<sup>&</sup>lt;sup>205</sup> Jean-Yves Boursier, p. 51-52.

Plaine... Quant à la Nièvre, la population portugaise y est sensiblement aussi importante qu'en Côte-d'Or mais le reflux des années 1930 y est plus fort.

Les manœuvres du Creusot semblent plutôt originaires du nord du Portugal (Braga, Mazarefes, Ramalheiro...). Certains arrivent directement du dépôt d'Hendaye, d'autres après avoir déjà été embauché en France, tel cet ouvrier qui a travaillé 4 mois en 1924 comme manœuvre à la *Société Chimique des Usines du Rhône* à Roussillon dans l'Isère puis un mois à la *SMMA* à Montbard avant d'être embauché en septembre au Creusot. En 1923, plusieurs manœuvres portugais ne restent que peu de temps chez Schneider et partent de leur plein gré au bout de quelques semaines, notamment en direction de Bourges<sup>206</sup>.

Les Portugais sont très présents dans le bûcheronnage<sup>207</sup>, embauchés souvent par les mêmes patrons que les bûcherons espagnols. En novembre 1928 et mars 1929 un petit groupe arrive ainsi en Côte-d'Or muni de sauf conduits délivrés à Hendaye. Ces Portugais sont recrutés par l'exploitant forestier espagnol, déjà évoqué, Pierre Cuderch pour aller travailler dans des coupes à Bouilland, Collonges-les-Bévy ou Val Suzon mais certains sauf-conduits mentionnent curieusement des contrats de travail d'un an pour la cimenterie Poliet et Chausson à Beffes dans le Cher. L'un de ces ouvriers prétend avoir été sollicité au Portugal par l'intermédiaire de son oncle lui-même ouvrier chez Cuderch. Peu satisfaits semble-t-il des conditions de logement et de nourriture, plusieurs d'entre eux partent travailler comme casseurs de pierre dans les carrières du Jura, Sampans puis Panessières pour le compte d'un autre patron espagnol Manuel Llorcat demeurant dans ce département à Nogna. En septembre, Cuderch continue à utiliser cette filière portugaise et il fait venir un nouvel ouvrier en lui faisant souscrire un contrat de travail de six mois. Muni d'un sauf conduit délivré à Hendaye, l'homme est envoyé dès son arrivée dans les forêts de Val Suzon près de Dijon mais se plaignant lui aussi d'être mal nourri et mal logé, il quitte rapidement son patron.

L'immigration portugaise est nettement plus masculine que l'immigration espagnole. Les femmes quoiqu'en légère progression ne dépassent pas 80 sauf en Saône-et-Loire où elles sont près 200 en 1931. En revanche, la proportion de femmes portugaises progresse régulièrement, le reflux des années 1930 touchant là encore davantage les célibataires. En 1936, la part des femmes par rapport à l'ensemble des Portugais atteint

<sup>&</sup>lt;sup>206</sup> Jean-Pierre Frey, op. cit., p. 76 et 77.

<sup>&</sup>lt;sup>207</sup> On peut lire à ce sujet, la biographie en ligne de Daniel Auduc, conseiller municipal à Montchanin, qui évoque son grand père portugais venu en France en famille et travaillant comme bûcheron.

ainsi 26% en Saône-et-Loire, 23% dans la Nièvre, 20 % dans l'Yonne et 18 % en Côte-d'Or.

#### L'Europe de l'Est : Polonais, Russes, Tchécoslovaques, Yougoslaves

Le courant d'Europe de l'Est et orientale est d'abord représenté par les Polonais. Appelés en masse par l'industrie, leur nombre croît sans cesse et très fortement surtout au début des années 1920. En 1921, ils sont déjà 2100, la plupart résidant en Saône-et-Loire. Puis leur nombre s'élève à 12600 en 1926 — devenant alors la première immigration régionale devant les Italiens - et près de 19.000 en 1931 avant de décroître pour revenir à moins de 17000 en 1936, du fait de la crise économique et des expulsions. Mais les conséquences de cette crise en terme de nombre de départs diffèrent en fonction des départements. Dans l'Yonne et en Côte-d'Or où l'immigration polonaise est plus dispersée et plus diversifiée professionnellement entre travailleurs industriels et agricoles, le niveau global de l'immigration ne chute pas, contrairement aux deux autres départements où les Polonais sont bien plus concentrés dans quelques villes industrielles.

La Saône-et-Loire est de loin le premier département polonais de Bourgogne. Ils sont déjà plus de 1500 en 1921 et culminent à 12600 en 1931. Ils déclinent ensuite, revenant à 10200 en 1936. L'agglomération montcellienne en accueille le plus grand nombre pour travailler dans les mines : ils passent de 1380 en 1921 à 7300 en 1926 et 8600 en 1931 pour revenir à 7700 en 1936 ; leur proportion par rapport à la population étrangère est énorme : 69% en 1921, 77% en 1926, 85% en 1936<sup>208</sup>. C'est une population particulièrement jeune : sur les communes de Saint-Vallier, Sanvignes, Montceau-les-Mines, entre 1921 et 1936, la tranche d'âge des 0 à 19 ans oscille entre 42 et 47% tandis que celle des plus de soixante ans passe de 0,3 à 1,1%. Au Creusot où l'immigration on l'a vu était traditionnellement plus forte, la population polonaise quoiqu'importante est moindre qu'à Montceau : moins d'un millier en 1925, près de 2200 en 1931. Deux grands secteurs d'emplois de l'immigration polonaise dominent ainsi en Saône-et-Loire : les mines (près de 3000 actifs en 1926) et la métallurgie (environ 1100 actifs en 1926). Très loin derrière figure le bâtiment et le terrassement (une centaine d'actifs en 1926). Les Polonais arrivent pour beaucoup directement de Pologne par convois spéciaux de chemin de fer, à l'issue de voyages qui durent plusieurs jours. D'autres ont déjà travaillé en France dans l'industrie ou comme travailleurs agricoles. Les femmes qui veulent travailler, ne pouvant

<sup>208</sup> Daniel Ducellier, op. cit., annexes, p. 4.

être embauchées chez Schneider ou dans les mines, trouvent de l'emploi dans diverses entreprises, la briqueterie du Bois Bretoux près de Montchanin ou les établissements de textile Gerbe à Saint-Vallier. En 1921, la première vague d'immigrés est composée en grande partie de familles westphaliennes tandis que dans les années suivantes arrivent davantage d'adultes seuls (célibataires, veufs, hommes ayant laissé leur femme au pays).

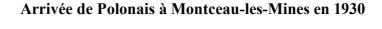




Photo reproduite dans l'ouvrage de Brigitte Balorin-Lagoutte, *Polonais d'hier et d'aujourd'hui au Creusot et à Montchanin, 1925-1980*, sl, 1993.

En Côte-d'Or, les Polonais sont en revanche peu nombreux en 1921 (un peu plus d'une centaine) mais ils atteignent environ le millier cinq ans plus tard et plus de 2100 en 1931, n'augmentant quasiment pas après cette date. Un grand nombre, contrairement à la Saône-et-Loire, travaille dans l'agriculture (403 actifs en 1926). D'autres, mais moins nombreux, opèrent dans la métallurgie, souvent comme manœuvres. On en rencontre à

Lacanche en 1929, à l'usine SOMUA de Montzeron, chez Arthur Dandelot à Châtillon-sur-Seine. A Dijon, *Pétolat* en embauche 25 par l'intermédiaire du SMOE mais deux frères l'un ajusteur, l'autre tourneur disparaissent rapidement, annonçant qu'ils partent pour le Maroc. C'est encore la SMMA à Montbard qui en embauche le plus, 800 environ entre 1924 et 1931, quelques uns on l'a vu réussissant à faire venir leur famille avec l'aide de l'entreprise. Vers 1933, ils y sont soutenus par un missionnaire polonais, l'abbé Unzlicht. Certains Polonais séjournent en situation irrégulière dans le département mais réussissent tout de même à être employés dans des secteurs en manque de bras comme le terrassement. Un ouvrier polonais entré en France le 24 août 1928 muni d'un contrat de travail d'un an avec les mines de Giraumont en Meurthe-et-Moselle est ainsi embauché, sans contrat de travail, par Ventalon à Arnay-le-Duc pour travailler comme manœuvre payé à la tâche sur un chantier de la voie PLM. Quelques autres trouvent de l'embauche auprès d'artisans, tel ce Polonais qui œuvre pour un charron dijonnais. Dans le secteur agricole, les femmes sont particulièrement nombreuses. En 1933 l'inspectrice du Comité de protection des femmes avance le chiffre de 62 ouvrières polonaises introduites depuis le début de l'année, 44 par l'office de main-d'œuvre agricole et 18 par l'office de placement gratuit. Le département compte selon elle un total de 353 Polonaises.

La Nièvre connaît elle aussi une forte progression de l'immigration polonaise après 1921 du fait essentiellement de la demande des mines de La Machine. La croissance est comparable à celle de la Côte-d'Or : de 330 en 1921, ils passent à un peu moins d'un millier en 1926 et environ 2200 en 1931. En revanche, le reflux est brutal puisqu'ils reviennent à moins de 1800 cinq ans plus tard. Les mines sont de loin le premier employeur (302 actifs en 1926) devant l'agriculture (75 actifs en 1926). A La Machine, les premiers convois amènent des ouvriers polonais en provenance de divers horizons. Régis par des contrats de six à douze mois, ils sont passés par les centres de regroupement de Varsovie, Chestowova, Poznan. Presque tous sont manœuvres, anciens cultivateurs en Pologne, alors que les Houillères souhaitent une part de spécialistes (boiseurs, piqueurs) mais les ouvriers qualifiés westphaliens, et posnaniens croissent progressivement. Quand ils quittent La Machine, les Polonais partent généralement vers les grands centres miniers, les manœuvres pouvant également se diriger vers d'autres usines. En 1930, les destinations annoncées par les partants sont dans l'ordre décroissant le Nord-Pas-de-Calais, Paris (en fait des villes comme Saint-Denis, Aubervilliers ou Billancourt), le Doubs (vraisemblablement du fait de l'ouverture d'un chantier) puis dans une moindre mesure la Loire et l'Alsace-Lorraine. Sur le long terme, certains lieux semblent privilégiés, notamment parce qu'une population

polonaise plus ou moins importante y séjourne : Monceau-les-Mines notamment mais aussi la mine de Faymoreau en Vendée. Les départs semblent particulièrement nombreux vers le milieu des années 1930. Les Polonais qui sont encore 1800 en 1934 à La Machine (856 hommes, 405 femmes et 605 enfants) ne sont qu'un peu plus de mille deux ans plus tard selon le Préfet.

Le flux polonais touche aussi l'Yonne. Leur croissance y est constante et ils sont environ 2500 en 1936. L'Yonne est le département de Bourgogne où les Polonais sont le plus concentrés dans l'agriculture : ce secteur compte 500 actifs polonais en 1926, très loin devant la construction et le terrassement (80 actifs en 1926).

L'immigration polonaise compte une part toujours croissante de femmes mais les rythmes diffèrent en fonction des départements. En Saône-et-Loire, le nombre de femmes polonaises augmente surtout durant la période 1921 et 1926, passant de 530 à 3560 individus; il culmine ensuite à 4600 en 1931. Dans la Nièvre, il progresse également après 1921 mais se stabilise à partir de 1931 entre 660 et 700. En Côte-d'Or et dans l'Yonne l'évolution est plus régulière. Entre 1926 et 1936, les femmes passent respectivement de 250 à 835 et de 380 à 1030. En proportion, les femmes polonaises atteignent des taux élevés qui culminent tous en 1936, après le reflux du début des années 1930 : 36,3% en Côte-d'Or, 39% dans la Nièvre, 42% dans l'Yonne, 42,5% en Saône-et-Loire.

Les Russes connaissent une forte progression en Bourgogne durant les années 1920 passant de 240 en 1921 à 1550 en 1926, 1840 en 1931 avant de revenir à moins de 1500 en 1936. Anciens officiers de l'armée impériale pour la plupart, ils arrivent en France après avoir parfois séjourné dans d'autres pays, Pologne, Turquie, Bulgarie, Yougoslavie<sup>209</sup>. Ils sont employés en grande partie dans l'industrie, la métallurgie notamment, où une partie d'entre eux parvient à acquérir une certaine qualification. Ils se dirigent surtout vers la Saône-et-Loire, en deux vagues (1922-1924 et 1927) qui les font passer d'une soixantaine en 1921 à près de 900 cinq ans plus tard puis à plus de 1100 en 1931, constituant, à ce moment là, la troisième immigration du département derrière les Polonais et les Italiens ; ils déclinent ensuite quelque peu mais sont encore 820 en 1936. C'est la métallurgie qui les emploie massivement. En 1926, ce secteur compte 589 actifs, très loin devant les mines qui en comptent seulement 25. Schneider au Creusot en emploie un grand nombre à partir de

\_

<sup>&</sup>lt;sup>209</sup> Comme en témoigne une demande de regroupement familial de Russes de Montbard. Leurs épouses sont nées à Marino Selo (Croatie), Véliko Tarnovo ou Kustandil (Bulgarie)...

1919, quelques uns réussissant, semble-t-il, à devenir chefs d'atelier<sup>210</sup>. Les manœuvres russes chez Schneider gagnent de 12 à 13 francs par jour. Certains sont passés auparavant par la Société Anonyme de galvanisation de Denain-Lourches et par des usines de la région parisienne.

Les Russes sont nettement moins nombreux dans les autres départements. Dans la Nièvre, ils passent d'une quarantaine en 1921 à 190 en 1931, la moitié environ travaillant aux aciéries d'Imphy. En Côte-d'Or, ils culminent à plus de 230 en 1931. Quelques industriels en emploient en petit nombre comme Letellier à Crugey qui embauche en 1921 un comptable originaire de Tiflis (ex. Tbilissi en Géorgie) lequel séjourne dans la commune avec son épouse. En revanche certaines entreprises métallurgiques en recrutent plus massivement. Le fabricant de wagons Pétolat à Dijon emploie ainsi durant les années 1920 des manœuvres – y compris certaines de leur épouse – payés environ 13 francs par jour et des ajusteurs ; mais c'est, encore une fois, la SMMA à Montbard qui en embauche le plus : plusieurs dizaines vers 1921 et même 450 à la fin des années 1920 où certains reçoivent un salaire de 700 francs par mois. Quelques autres s'engagent auprès des fermiers ou des vignerons ou exercent des activités de subsistance comme ce tsariste « aux manières distinguées » qui élève pendant quelques temps des volailles de race à Saint-Rémy près de Montbard. Dans l'Yonne, les Russes sont 350 en 1926 puis ils se stabilisent autour de 300. Quelques uns opèrent dans le bûcheronnage mais une grande partie s'oriente vers la métallurgie sénonaise, les petits ateliers mécaniques et surtout l'entreprise Fichet, tel ce natif d'Odessa embauché vers la fin des années 1920 comme « manœuvre spécialisé » ; l'homme est payé en 1935 27 francs par jour puis en 1937, après être parvenu à passer « professionnel sur machines », 54,80 francs pour une journée de huit heures.

L'immigration russe est en grande partie masculine, même si plusieurs enfants naissent de couples russes au début des années 1920 à Dijon, Montbard ou au Creusot... Les maxima féminins sont particulièrement faibles : 31 en 1926 dans la Nièvre, 35 en 1936 en Côte-d'Or, 84 en 1936 dans l'Yonne ; la Saône-et-Loire fait exception avec 234 femmes en 1931. En proportion les femmes ne dépassent quasiment jamais un quart de l'immigration russe entre 1921 et 1936 mais les évolutions dans les différents départements sont dissymétriques. En Saône-et-Loire et dans l'Yonne où les Russes sont les plus

<sup>&</sup>lt;sup>210</sup> Ces travailleurs reçoivent la visite de personnalités religieuses de l'émigration russe comme Evgraph Kovalesky ou Marie Skobtsov venue leur faire une conférence sur Dostoïevksi.

nombreux, la proportion des femmes est croissante alors qu'en Côte-d'Or la proportion de 1936 s'établit au niveau de celle de 1921 et qu'elle est même inférieure dans la Nièvre.

D'ampleur comparable à celle de l'immigration russe, l'immigration yougoslave commence à croître en Bourgogne au début des années 1920, avant même l'accord de 1926 entre la SGI et le gouvernement de Belgrade, mais elle se développe surtout entre 1926 et 1931 où elle passe d'un peu plus de 500 à 1800 individus ; elle baisse ensuite d'un peu moins d'un tiers (soit 650 personnes) en cinq ans. Transitant souvent par le dépôt de Toul, les Yougoslaves sont employés dans de nombreux secteurs industriels ainsi que dans l'agriculture. Parmi eux beaucoup de manœuvres mais aussi, dans la mine notamment, des ouvriers expérimentés.

Moins d'une centaine en 1926, en Saône-et-Loire, ils sont 620 en 1931 mais seulement 230 cinq ans plus tard. Quelques uns sont recrutés par les Houillères de Blanzy (Montceau-les-Mines en compte une soixantaine en 1931) et beaucoup par les faïenceries de Digoin après 1926; en 1931 au nombre de 130, ils sont majoritaires dans cette usine parmi les étrangers devant les Italiens. La Nièvre en accueille également : plus de 150 déjà en 1926, 550 en 1931 et 350 cinq ans plus tard. Les mines de La Machine sont le principal employeur : les effectifs sont irréguliers avec des pics en 1926 (162 mineurs) et en 1929 (265 mineurs). 80 à 90% sont des Slovènes originaires d'une région montagneuse et minière comprise entre Ljubljana et Zagreb. Mineurs expérimentés, passés auparavant pour certains par d'autres mines de France ou de Westphalie, ils sont recrutés à partir de 1923 par l'intermédiaire de recruteurs faisant partie du personnel ouvrier de l'entreprise.

L'Yonne accueille 120 Yougoslaves en 1926, 320 en 1931, 285 en 1936. La Côte-d'Or en compte à peu près autant : 160 en 1926, plus de 310 en 1931 et 280 en 1936. Peu qualifiés, ils trouvent de l'emploi comme manœuvres dans le terrassement, par exemple chez Detouillon où ils gagnent 3,50 francs par mois en 1927, l'extraction de la pierre, chez Fèvre et Cie à Corgoloin ou Civet à Comblanchien, ou encore les cimenteries, comme celle de Letellier à Crugey qui en recrute une vingtaine vers 1930, originaires pour beaucoup de Vrelo en Serbie. Certains ont déjà travaillé en France tels ces trois manœuvres serbes embauchés par Civet en 1929 après avoir été licenciés par la *Société des Forces Motrices de la Truyère*, usine de Brommat, dans l'Aveyron. D'autres sont recrutés directement en Yougoslavie. En 1928, un certain Hory entrepreneur à Dijon fait ainsi viser au Ministère du travail plusieurs contrats d'ouvriers yougoslaves et envoie la liste nominative au consulat de France à Zagreb. Mais ce recrutement donne lieu à un trafic (les contrats sont maquillés

et revendus par un recruteur frauduleux opérant des allers retours entre la Yougoslavie et la France).

L'immigration yougoslave est fortement masculine. Dans l'Yonne et la Côte-d'Or, le nombre de femmes progresse mais il n'atteint qu'une soixantaine de personnes en 1936. En revanche, en Saône-et-Loire et dans la Nièvre où les concentrations sont plus fortes et davantage liées au secteur industriel, les femmes yougoslaves sont plus nombreuses : 150 en Saône-et-Loire en 1931, 130 dans la Nièvre en 1936. A La Machine notamment l'immigration a une nette dimension familiale. En 1934, elle se compose de 216 hommes, 91 femmes et 121 enfants. La proportion de femmes augmente quant à elle dans tous les départements. En 1931, elle varie entre 12% (Côte-d'Or, Yonne) et 20% (Nièvre, Saône-et-Loire). Mais ce taux s'élève en 1936 du fait d'arrivées de conjointes et de départ de célibataires : 19% dans l'Yonne, 21% en Côte-d'Or, 36% dans la Nièvre et 40% en Saône-et-Loire.

Avec moins de 250 personnes, concentrées surtout en Saône-et-Loire, l'immigration tchécoslovaque est encore très faible en Bourgogne en 1921, et ce malgré la convention bilatérale du 20 mars 1920 relative à l'émigration entre les gouvernements de Paris et Prague. C'est semble-t-il après les pourparlers de 1922 entre le Comité Central des Houillères de France et le gouvernement de Prague que ce courant migratoire se développe atteignant 1140 individus en 1926 puis un maximum de 1650 en 1931 avant de décliner à 1240 en 1936.

C'est la Saône-et-Loire qui accueille le plus de Tchécoslovaques durant les années 1920 : 200 en 1921, 460 cinq ans plus tard mais seulement 210 en 1936. Entre 60 et 90 travaillent aux houillères de Blanzy entre 1925 et 1932 mais ils quittent brutalement les mines en décembre 1932<sup>211</sup>. Une vingtaine d'autres œuvre aux faïenceries de Digoin vers 1930. Quasi inexistants dans la Nièvre en 1921, les Tchécoslovaques sont 260 en 1926 et 220 dix ans plus tard. Ils se dirigent vers les entreprises de métallurgie et les mines de La Machine. Originaires majoritairement de la région montagneuse des Tatras en Slovaquie<sup>212</sup>, les quelques dizaines de mineurs embauchés dans cette commune par les Houillères, par l'intermédiaire du CCHF, ne séjournent en général guère longtemps. Dans l'Yonne, la

\_

<sup>&</sup>lt;sup>211</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 226.

<sup>&</sup>lt;sup>212</sup> « La grande majorité des lieux d'origine [...] sont concentrés dans une assez petite zone du nord-ouest de la Slovaquie, la région montagneuse des Tatras ou bien non loin de là dans l'extension morave de la Silésie (Ostrava, Teschen). Quelques contrats enfin ont été établis à Uzhorod, c'est-à-dire dans la ruthénie subcarpatique annexée à l'Ukraine après la seconde guerre mondiale», David Peyceré, op. cit., p.105.

progression est comparable à celle de la Nièvre avec une population qui passe de 2 en 1921 à 270 en 1931 et qui stagne ensuite.

Mais c'est en Côte-d'Or que l'immigration tchécoslovaque connaît la plus forte croissance passant d'une trentaine d'individus en 1921 à près de 200 en 1926 et 700 en 1931. En 1936, ils sont encore près de 550 dans ce département. Les uns travaillent dans des usines, souvent là encore peu durablement, comme la SMMA – plus d'une centaine y est embauchée durant les années 1920 -, les Verreries du Petit Bernard à Dijon, la cimenterie Letellier à Crugey vers 1925. Mais beaucoup d'hommes et de femmes exercent l'activité d'ouvrier agricole. Dans les années 1930, entre trente et quarante contrats sont signés chaque année entre femmes tchèques et exploitants agricoles. Elles sont 112 ouvrières agricoles en 1933 dans le département, 130 en 1935, peut-être plus encore en 1936. A l'instar des Polonaises, elles travaillent dans des conditions difficiles pour de faibles salaires. Une jeune « bonne tchécoslovaque » âgée de 20 ans embauchée le 23 mars 1929 par un exploitant agricole de Mornay s'enfuit au bout d'un mois, par l'intermédiaire de son frère qui vient d'Argenteuil la chercher en auto, après avoir reçu son premier salaire soit 160 francs payé sous forme « d'achats divers ». Il semble que quelques familles soient également recrutées dans les campagnes comme l'atteste l'exemple de cette famille tchécoslovaque composée du père, de la mère et d'une petite fille de 8 ans, qui en février 1931 « erre lamentablement » près de Boudreville selon le sous-préfet à la suite de son congédiement par un agriculteur de la commune.

L'arrivée progressive des ouvrières agricoles provoque une hausse constante du nombre de femmes dans 3 départements sur 4. En 1936, elles sont 200 en Côte-d'Or, plus de 100 dans la Nièvre, 120 dans l'Yonne alors qu'elles étaient absentes ou presque de ces départements en 1921. En Saône-et-Loire en revanche, où leur présence est davantage liée à celle des travailleurs industriels, leur nombre régresse dans les années 1930 du fait des départs de 1932. Leur proportion croît partout fortement atteignant en 1936 38% en Côte-d'Or et entre 45 et 47% dans les autres départements.

#### Les Belges et les Suisses

Durant les années 1920, la population belge stagne globalement en Bourgogne autour de 2.400-2.600 individus puis elle revient à environ 2.100 individus en 1936. Ces chiffres masquent toutefois un tarissement progressif quasi général du courant belge dans la région, l'Yonne exceptée. Dans la Nièvre, les Belges dépassent encore 500 en 1921, mais ils déclinent régulièrement pour ne plus atteindre que 220 individus en 1936. Même décrue

en Saône-et-Loire où ils passent de 440 en 1921 à 130 en 1936. La baisse touche également la Côte-d'Or mais de façon moins prononcée : ils déclinent de 600 au début des années 1920 à moins de 500 en 1936. En revanche dans l'Yonne, où ils commençaient déjà à affluer à la fin du XIXe siècle, ils s'accroissent fortement passant de 750 en 1921 à 1.600 en 1931. A cette date l'immigration belge est la seconde du département derrière les Italiens.

Dans l'Yonne et dans une moindre mesure en Côte-d'Or et dans la Nièvre, la grande majorité des Belges travaille dans l'agriculture. En 1926, l'Yonne compte ainsi 506 actifs dont 365 hommes dans ce secteur, la Côte-d'Or 160 et la Nièvre 62. En Saône-et-Loire en revanche, les Belges délaissent logiquement l'agriculture au profit des mines (48 actifs), de la métallurgie (23 actifs) et du bâtiment (13 actifs). Observons que l'Yonne et dans une moindre mesure la Côte-d'Or comptent un grand nombre de chefs d'entreprise belges, pour beaucoup exploitants agricoles. En 1936, on recense ainsi parmi les Belges actifs de l'Yonne 284 ouvriers, 199 chefs d'entreprise, 11 employés. La population belge de Côted'Or compte quant à elle à la même date 111 ouvriers, 79 chefs d'entreprise, et 14 employés. Sous l'effet des retours en Belgique, des déplacements et des naturalisations, les femmes belges ne cessent de décliner en Bourgogne passant entre 1921 et 1936 de 300 à 200 en Côte-d'Or, de 240 à 80 dans la Nièvre, de 205 à 55 en Saône-et-Loire. L'Yonne fait exception avec au contraire une population féminine belge qui double entre en 1921 et 1931, atteignant à cette date 664 individus, sans que l'on puisse déterminer la part d'arrivées de Belgique et d'autres départements français. La proportion des femmes belges est relativement élevée dans la région, entre 43% et 50% en 1921 mais elle décline partout y compris dans l'Yonne. En 1936, elle varie entre 37% dans la Nièvre et 42% en Côted'Or.

L'immigration suisse connaît dans tous les départements de Bourgogne un certain accroissement après la guerre, vraisemblablement dû au retour de migrants qui avait quitté la France pendant le conflit. Les Suisses passent ainsi d'un peu moins de 2000 individus en 1921 à près de 3.500 en 1926. Mais cette population décline partout après cette date revenant à 2.600 individus en 1931 et 2.400 en 1936. On peut y voir l'effet du tarissement des flux et du vieillissement de la population, de retours mais aussi des naturalisations puisque les Suisses avec les Belges sont les groupes qui demandent et obtiennent le plus de naturalisations durant l'entre deux guerres.

La Côte-d'Or est toujours le premier département suisse de Bourgogne. Les Suisses doublent quasiment en 5 ans, passant de 1.000 à près de 2.000 entre 1921 et 1926. Jusqu'à cette date, ils forment la deuxième immigration de Côte-d'Or derrière les Italiens. Ils déclinent ensuite et reviennent à moins de 1400 en 1936, représentant alors la troisième population étrangère du département derrière les Italiens et les Polonais. Les Suisses en Côte-d'Or travaillent majoritairement dans les secteurs où ils étaient déjà présents au XIXe siècle, à savoir l'agriculture (463 actifs en 1926) et dans une moindre mesure l'industrie laitière, la métallurgie, le bâtiment ainsi que le commerce qui emploient chacun environ 60 à 70 actifs en 1926. Dans l'Yonne, ils passent d'environ 450 à 700 individus entre 1921 et 1926 mais ils sont moins de 500 à partir de 1931. C'est là encore l'agriculture qui les emploie majoritairement (240 actifs en 1926) et en bien moins grand nombre la métallurgie et le commerce. En Saône-et-Loire, ils passent de 430 à près de 600 entre 1921 et 1926 puis reviennent à moins de 400 en 1936. Ils s'emploient surtout dans l'agriculture et la métallurgie (environ 70 actifs chacun en 1926). Dans la Nièvre enfin ils ne franchissent les 200 individus qu'en 1926, la plupart travaillant dans l'agriculture et la métallurgie (une trentaine d'actifs chacun en 1926). Le nombre de femmes suisses s'accroît entre 1921 et 1926 atteignant à cette date les maxima de 750 en Côte-d'Or, 240 en Saône-et-Loire, 230 dans l'Yonne, 87 dans la Nièvre. Le déclin est général ensuite et elles ne sont plus en 1936 que 500 en Côte-d'Or, 150 en Saône-et-Loire, 135 dans l'Yonne, 60 dans la Nièvre.

L'immigration suisse revêt toujours ces deux facettes de travailleurs peu qualifiés et de spécialistes. On trouve ainsi encore des manœuvres suisses dans l'industrie tels ce charretier d'une vingtaine d'années embauché à la *Société anonyme des plâtrières d'Ivry en Montagne* de 1923 à 1925, ce tuilier occupé à Saint-Léger-Triey en 1921 ou encore ce domestique de ferme qui vient du Jura travailler en Côte-d'Or à la fin des années 1920. Mais dans la métallurgie, les Suisses sont plus qualifiés et reçoivent des salaires relativement élevés. Un décolleteur suisse employé chez Fichet à Sens gagne ainsi en 1939 54 francs par journée de 8 heures de travail.

#### Les Maghrébins

L'immigration maghrébine se maintient en Bourgogne durant l'entre deux guerres, jouant souvent le rôle de main-d'œuvre d'appoint en période de pénurie sur le marché du travail. Il est difficile toutefois d'en évaluer l'ampleur, étant donné la forte mobilité qui la caractérise. Les recensements comptabilisent environ un millier « d'Africains, sujets français d'Afrique du Nord » dans la région jusqu'au début des années 1930 – uniquement

des hommes. Par la suite, leur nombre chute de près de la moitié entre 1931 et 1936. Plus précisément, on peut distinguer trois phases d'embauche des Maghrébins : les années 1920 et dans une moindre mesure les années 1927-1928 où l'immigration est restreinte par les pouvoirs publics et l'année 1939.

En Saône-et-Loire, les Maghrébins sont près de 450 en 1926 mais leur nombre baisse environ d'un tiers durant les dix années suivantes. Schneider au Creusot notamment continue de faire appel à eux surtout au début des années 1920 sans que l'on retrouve les niveaux atteints en 1917. En 1924, la ville compterait ainsi 282 Algériens et 241 Marocains mais leur nombre s'effondre deux ans plus tard où ils ne sont plus qu'une vingtaine en tout en 1926. Arrêtons-nous ici sur les Marocains. Les premiers arrivent dès 1919, suivis par quelques centaines d'autres durant les années 1923 et 1924 avant la chute brutale de 1925. Ils sont embauchés aux aciéries et aux laminoirs, la plupart du temps comme manœuvres ou chauffeurs, à partir de contrats de 6 mois ou d'un an. Originaires pour beaucoup du sud du Maroc, ils sont passés auparavant par de nombreux sites industriels, notamment les mines de la Loire (Roche-la-Molière, Montrambert), les mines d'Anzin, la région parisienne (Bobigny...), les Hauts fourneaux et laminoirs de la Sambre à Hautmont dans le Nord... Il n'est pas rare qu'ils reviennent travailler au Creusot, une ou deux années après avoir quitté l'entreprise, phénomène assez fréquent chez les travailleurs maghrébins que l'on retrouve par exemple chez les mineurs de La Machine. En 1924, un grand nombre quitte volontairement l'usine, les uns affirmant vouloir retourner au Maroc, d'autres partir vers d'autres villes industrielles comme Paris ou Saint-Etienne, d'autres encore rejoindre la Belgique. La présence marocaine ne disparaît pas toutefois. Sous l'Occupation, en 1943, un camp pour travailleurs marocains est ainsi établi à Montchanin. Dans le secteur des mines, les Houillères de Blanzy continuent de contourner les ouvriers nord-africains, sauf en 1927-1928 et en décembre 1939 où une cinquantaine puis une centaine sont recrutés<sup>213</sup>.

Dans la Nièvre, les maghrébins sont environ 240 en 1926, moins de 200 en 1931 et seulement 70 en 1936. La plupart sont embauchés par la société Schneider aux mines de La Machine. Dès 1919, elle recrute, par l'intermédiaire du SOTC qui souhaite disperser les chômeurs nord-africains de Paris, une quarantaine de Marocains, préférés aux Kabyles en raison d'un rendement jugé moins mauvais. Ils sont payés 5 francs par jour, déductions faites des diverses retenues pour nourriture et ordinaire. Si certains quittent rapidement les lieux en raison des mesures de rapatriement du gouvernement de l'hiver 1919, le

\_

<sup>&</sup>lt;sup>213</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 226.

recrutement se poursuit malgré tout et les Marocains sont 268 au début de 1922. Leur nombre diminue quelque peu ensuite mais il remonte pendant la crise de 1927-1928, la société Schneider faisant appel à eux par divers moyens pour compenser la limitation de la main-d'œuvre slave. « Venus clandestinement soit après passage à Saint-Etienne<sup>214</sup>, soit directement à la Machine » explique la direction au préfet, ils sont embauchés après avoir été préalablement envoyés à l'office de placement de Nevers, lequel leur procure une autorisation provisoire d'embauchage. Après avoir atteint le seuil de 171 à la fin de l'année 1927, les effectifs marocains déclinent pour deux raisons : d'abord les départs de plus en rapides des nouveaux arrivés, La Machine jouant en fait le rôle de « plaque tournante » dans l'optique de régulariser une situation ou retrouver rapidement du travail ; ensuite les plus grandes difficultés de recrutement, la mine n'étant plus autorisée à embaucher des Marocains en situation irrégulière à partir de 1928. Les Marocains qui passent par La Machine sont tous originaires du sud du pays, le plus souvent du Sous, et presque tous berbères. A leurs côtés, figurent quelques « Kabyles » 215; embauchés en moins grand nombre, ils sont environ une guarantaine à la fin de l'année 1928 et une guinzaine à la fin de l'année 1932.

L'Yonne compte environ 230 Nord-Africains dans les années 1930, un peu plus que la Côte-d'Or qui n'en reçoit que 160 en 1926, 180 en 1931 et 140 en 1936. Mais les faibles chiffres de ce dernier département masquent l'énorme recrutement qu'opère la *SMMA* à Montbard. Les Maghrébins, présents surtout entre 1919 et 1930, représentent en effet environ 40% des embauches durant l'entre deux guerres. Environ 1.500 sont recrutés en 1919 et 1920 (un quart de l'ensemble des recrutements), 1.900 les deux années suivantes, 1.400 entre 1924 et 1931, mais seulement 140 entre 1932 et 1939. Ces ouvriers sont fortement mobiles, surtout au début des années 1920 où la majorité d'entre eux ne demeure pas plus de six mois dans l'entreprise, l'usine semblant jouer elle aussi le rôle de « plaque tournante » évoqué précédemment ; par la suite leur durée d'emploi s'allonge parallèlement à la réduction des effectifs, liée à la crise économique. A la différence des mines de La Machine, les Maghrébins de la *SMMA* sont en grande majorité des Algériens, Kabyles le plus souvent, originaires des communes d'Akbou, Ouzellaguen, Dra el Mizan, Fort National, Aït Bessem, mais aussi des arabes du Constantinois et du sud (originaires de

<sup>&</sup>lt;sup>214</sup> Le lien semble avéré chez les Marocains entre Saint-Etienne et les mines de la Loire et La Machine.

<sup>&</sup>lt;sup>215</sup> Nous reprenons ici et par la suite la désignation utilisée par les entreprises ou les autorités sans pouvoir préciser la provenance précise de ces migrants.

M'sila notamment)... Les Marocains sont surtout présents en 1919 et 1920 où 117 sont embauchés ; par la suite leur nombre chute brutalement à moins d'une dizaine. Ces Marocains comptent une majorité de musulmans ainsi que 21 juifs<sup>216</sup>. Ce sont en grande partie des berbères ruraux, originaires comme au Creusot ou à La Machine du sud du Maroc. Tous ces travailleurs maghrébins de la *SMMA* exercent quasi exclusivement la profession de manœuvres. Si les jeunes sont présents, un tiers d'entre eux est âgé de 30 à 40 ans et même 6% de plus de 40 ans. Ils se composent en majorité d'hommes mariés ayant laissé leur femme au pays. Le plus grand nombre semble provenir directement de leur pays d'origine mais ils seraient environ 40% entre 1919 et 1939 à avoir travaillé auparavant dans des grandes entreprises métallurgiques, chimiques ou autres de Marseille, Lyon (Berliet), Paris, Clermont-Ferrand (Michelin)...

#### Les Chinois

L'immigration chinoise en Bourgogne qui comprend encore environ 4000 personnes en 1921, uniquement des hommes, s'effondre ensuite pour ne plus représenter que 200 individus en 1926 puis stagne durant les années 1930. La Saône-et-Loire industrielle en reçoit de loin le plus grand nombre : 3200 en 1921, embauchés presqu'exclusivement chez Schneider au Creusot, quelques autres étant dispersés dans diverses entreprises comme les forges de Gueugnon. La Saône-et-Loire est alors le premier département de France par le nombre de Chinois, loin devant la Meuse et la Seine. Ils ne sont plus toutefois que 160 en 1926 puis une centaine 5 ans plus tard. La Nièvre compte 410 Chinois en 1921 employés en majeure partie aux mines de la Machine, une cinquantaine en 1926, une vingtaine dix ans plus tard. 280 travaillent dans l'Yonne en 1921 dont plusieurs aux carrières de Massangis et d'autres disséminés chez divers employeurs tel ce jeune homme travaillant comme garçon de café à Gurgy; il n'en reste plus que 3 en 1926 puis après une légère remontée une quinzaine cinq ans plus tard. En Côte-d'Or, le nombre des Chinois chute également brutalement passant de 170 en 1921 - employés pour beaucoup à la SMMA - à 5 en 1926 puis il croît là encore légèrement pour atteindre 25 en 1931.

L'immigration arrivée au cours de la première guerre mondiale est rejointe au début des années 1920 par une immigration numériquement plus faible, celle des « étudiants

\_

<sup>&</sup>lt;sup>216</sup> Remarquons à ce sujet que des juifs marocains étaient déjà employés en 1917 au dépôt des travailleurs coloniaux à Dijon.

ouvriers », placés auprès des écoles et entreprises par le *Comité Franco-Chinois de Patronage* qui fusionne dans les années 1920 avec *l'Association Amicale Franco-chinoise*. En Bourgogne, ces « étudiants-ouvriers » chinois se dispersent entre plusieurs usines et établissements scolaires : les collèges d'Avallon, de Clamecy, de Cosne-sur-Loire, de Châtillon-sur-Seine, d'Auxonne, de Beaune, de Cluny, le lycée de Nevers, les établissements *Schneider* au Creusot, les ateliers de locomotives de Nevers à Varennes-lès-Nevers, la *Société des fonderies et ateliers de construction de Fourchambault et La Pique, la SMMA* à Montbard, les *Aciéries et Fonderies d'Auxonne* ainsi que quelques usines de Chalon-sur-Saône... Ces étudiants ouvriers sont particulièrement revendicatifs et politisés (ils comprennent de futurs dirigeants du Parti Communiste Chinois). Ceux du Creusot accusent en septembre 1921 les autorités chinoises de trahir l'ancienne cause du mouvement *Travail-Etudes* en défendant une éducation élitiste, puis participent le même mois à la marche de protestation des étudiants ouvriers chinois sur Lyon.

#### Les autres migrants

Quasiment tarie dans l'immédiate après guerre, l'immigration allemande et autrichienne se renforce à partir de 1920 du fait des bouleversements politiques et de la montée du nazisme. Le phénomène touche surtout les Allemands. Entre 1921 et 1936, ils passent de 70 à 330 en Saône-et-Loire, de 50 à 220 en Côte-d'Or, d'une dizaine à une centaine dans la Nièvre, d'une vingtaine à 70 dans l'Yonne. Notons que la présence patronale germanique n'a pas totalement disparu. Joseph Steinmeyer, entrepreneur autrichien dirige ainsi à Montceau-les-Mines une entreprise qui compte, en 1932, 300 ouvriers dont une cinquantaine d'étrangers. Il demande sa naturalisation en février 1932<sup>217</sup>.

Evoquons également les Arméniens. Ils se dirigent surtout vers la Saône-et-Loire où ils sont un groupe d'environ 80 personnes dans les années 1930. Dès les années 1920, certains arrivés à Marseille en compagnie de leur famille sont effet recrutés pour aller travailler à Digoin à la faïencerie, avec promesse de logement, de travail et d'obtention d'un lopin de terre. On peut enfin mentionner les Somalis recrutés par Schneider au Creusot par la SMMA à Montbard, laquelle en emploie 160 en 1921-1923 et une centaine encore au début des années 1930.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>217</sup> Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 224.

#### 3°) Les immigrés face à la crise et la protection du travail national L'intervention des pouvoirs publics

Durant l'entre deux guerres, les dépressions économiques et les tensions sociales, notamment celle de la fin des années 1920, sont l'occasion pour les pouvoirs publics de mettre en place un dispositif renforçant le contrôle des étrangers et réduisant les flux en limitant leur possibilité d'emploi. Dès 1919, l'Etat limite l'entrée des travailleurs étrangers en France aux ouvriers des mines, du bâtiment, des produits chimiques, des verreries et de l'agriculture. En 1920, les ouvriers étrangers ne sont admis à pénétrer sur le territoire national que s'ils sont porteurs d'un contrat d'embauchage régulier ou s'ils sont pourvus de ce contrat dans un bureau d'immigration ou à un commissariat spécial de la frontière. Tout travailleur étranger doit être pourvu de sa carte d'identité et de circulation (verte ou chamois) et du récépissé de cette carte. La loi du 11 août 1926 conditionne ensuite la remise de la carte d'identité portant la mention « travailleur » à l'obtention d'un contrat de travail ; il est désormais interdit d'employer un étranger non muni de cette carte et de l'occuper dans une autre profession que celle mentionnée sur la carte pendant un délai d'un an après la délivrance de celle-ci. Quelques mois plus tard, le chômage qui affecte plusieurs secteurs industriels à partir de novembre 1926 amène l'Etat, avec le consentement d'une grande partie de la classe politique et de la population, à réduire drastiquement l'entrée des ouvriers étrangers. En 1928, alors que les frontières sont quasiment fermées aux ouvriers slaves, la lutte est également menée contre l'immigration clandestine nord-africaine. Le 10 août 1932, une nouvelle loi dite « de protection de la main-d'œuvre nationale » contingente la main-d'œuvre étrangère, avec des taux variables en fonction des secteurs et des professions. Après l'épisode du Front populaire, le contrôle des étrangers est renforcé avec les décrets loi de mai 1938 du gouvernement Daladier.

Localement, l'admission officielle d'un travailleur étranger ou le renouvellement d'une carte d'identité est le fruit d'une procédure complexe où interviennent, sans systématiquement se concorder, la préfecture et l'Office départemental de placement mais aussi éventuellement la sous-préfecture, l'inspecteur divisionnaire du travail, le maire... La tendance est globalement la même, les offices départementaux de placement et les préfectures bloquent par leurs avis défavorables transmis au Ministère du travail beaucoup de demandes d'embauche de travailleurs étrangers et empêchent la transformation de statut d'ouvrier agricole en ouvrier industriel. Les préfectures peuvent même refuser le changement de catégorie à d'anciens ouvriers agricoles embauchés par une entreprise

industrielle. En Côte-d'Or par exemple la plupart des avis favorables délivrés de 1934 à 1936 concernent en fait l'agriculture. Les offices interviennent aussi dans la régularisation des étrangers ou de membres de leur famille. Celui de la Côte-d'Or, n'en accorde que 62 dont 33 avis défavorables en 1932 et 141 en 1933. Mais le contrôle s'assouplit en 1936 et les régularisations remontent à 394 en 1936 dont 93 avis défavorables. 1936 semble marquer un certain relâchement de l'étau. Il est significatif de voir cette année la préfecture de la Nièvre demander à certains maires de communes rurales d'intervenir auprès d'employeurs locaux pour qu'ils augmentent le salaire d'étrangers.

#### Les industriels

Quelques entrepreneurs, peu nombreux semble-t-il, passent devant le tribunal correctionnel pour emploi d'étrangers sans carte d'identité. Il est vrai que les entreprises, dans des secteurs comme les carrières, les mines, les travaux publics ou la métallurgie, n'approuvent pas toutes, loin s'en faut, un tel dispositif. En janvier 1927, la direction des carrières Civet à Ravières dans l'Yonne proteste contre le refus du Ministre du Travail de laisser revenir en France des ouvriers italiens. Aux Mines de Blanzy où les entrées d'étrangers, polonais notamment, sont bloquées, un ingénieur appuie une demande d'introduction de 250 ouvriers polonais en affirmant, en octobre 1928, qu'il « y a lieu de favoriser une introduction limitée d'ouvriers étrangers permettant une assimilation progressive par la mine et de ne pas attendre une situation plus tendue qui nécessiterait une ingestion massive défavorable au rendement et à la sécurité »<sup>218</sup>. En novembre 1928, c'est au tour de la direction des mines de La Machine de solliciter l'appui du préfet auprès du Ministère du Travail pour pouvoir garder une trentaine d'ouvriers marocains, étant donné la « décroissance continue de nos effectifs depuis le mois de juin et l'impossibilité de recevoir Polonais, Serbes ou Tchécoslovaques depuis juin, à la suite de la fermeture des frontières, malgré nos demandes réitérées ».

En 1929 et au début des années 1930, plusieurs patrons, entrepreneurs de cimenteries et de carrières notamment – continuent de solliciter les préfectures pour que leurs ouvriers étrangers puissent renouveler leur carte d'identité ou passer à la catégorie d'industriel mais les réponses sont souvent négatives. En juin 1929, l'entrepreneur de travaux publics Claude Barlet à Beaune essuie un refus du bureau de placement de Dijon

<sup>&</sup>lt;sup>218</sup> Cité par Françoise Meunier-Vonné, op. cit., p. 223.

dans sa demande visant à obtenir la classification en ouvrier d'industrie d'un ancien ouvrier agricole polonais, embauché depuis peu dans son entreprise.

La loi de 1932 sur le contingentement est loin de rassurer les chefs d'entreprise. En Côte-d'Or, la fixation des taux donne lieu à des protestations dans la métallurgie de la part des directeurs des usines *Pétolat*, *SMMA* et *Coste Caumartin*. Les proportions maxima d'étrangers sont finalement établies avec retard par un arrêté du Ministère du travail et de la prévoyance sociale du 9 octobre 1933 : 5 à 10 % dans le bâtiment, 0% dans les professions annexes du bâtiment (plâtriers, peintres, menuisiers...), 5% dans la métallurgie, 1 à 2% dans le textile.

La récrimination des entreprises ne s'atténue pas ensuite, d'autant plus que l'absence constatée d'ouvriers français au niveau local n'est pas une condition suffisante pour leur permettre de recruter des étrangers, l'office de placement pouvant étendre la recherche à une autre région de France. Ainsi, en septembre 1936, l'entreprise de travaux publics *Drouard frères* à Paris demande à l'office de la Nièvre l'autorisation d'embaucher des « épinceurs de pavés mosaïque » (façonneurs) et des débiteurs de pavés pour la carrière de Montreuillon, tout en assurant occuper des Français dans les emplois non spécialisés ». L'office reconnaît dans un courrier au préfet ne pas disposer de tels ouvriers mais il transmet l'offre à l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre à Lyon « en vue de sa compensation par des candidats d'une autre région ».

Beaucoup de chefs d'entreprise n'appliquent pas en fait la loi, d'où de nombreux rappels à l'ordre des préfectures. En 1929, la préfecture de Côte-d'Or fait remarquer à *Pétolat* à Dijon qu'il n'a pas envoyé ses nouveaux ouvriers polonais au commissariat de police pour régulariser leur situation et demander une carte d'identité. Elle menace même de poursuites judiciaires quelques chefs d'entreprise pour infraction à la loi du 11 août 1926 : l'exploitant de carrières *Cartalade* à Comblanchien qui emploie un ouvrier en rupture de contrat avec sa précédente entreprise ou encore, par l'intermédiaire du maire de Saint-Jean de Losne, la *Société des forges et aciéries de Commercy*.

Ceci étant quand elles sont confrontées à une baisse de la production, les entreprises cherchent souvent à compresser en priorité les effectifs des étrangers, notamment les célibataires les moins qualifiés ou ceux dont le rendement est jugé trop faible, soit en les licenciant soit en ne remplaçant pas ceux qui quittent l'entreprise. A la fin de 1926 à Saint-Jean-de-Losne, sur 100 ouvriers de la métallurgie 17 sont renvoyés, tous Polonais. A Montbard les 25 ouvriers mis au chômage par la SMMA sont composés de 15 Polonais, 8 Italiens, 2 Tchécoslovaques. Frappée de plein fouet par la crise à partir de 1929 – son

chiffre d'affaires baisse de 58% entre 1929 et 1934- cette entreprise accroît ensuite ses licenciements et les fait porter en majorité sur le personnel étranger. Celui-ci est ensuite de moins en moins recruté, surtout les manœuvres maghrébins et polonais, le personnel français redevenant majoritaire dans les années 1930.

Dans la Nièvre, les réactions patronales sont comparables. A La Machine, les ouvriers slaves supportent l'essentiel de la diminution des effectifs de 1931, les effectifs français ne baissant que de 7% en 1931 et 1932. En 1932 à Nevers, la *Compagnie générale de construction et d'entretien de matériel de chemins de fer* se satisfait d'avoir pu réagir aux effets de la crise qui l'affecte depuis septembre 1931, en ne licenciant sur un effectif de 1600 personnes qu'une cinquantaine d'ouvriers parmi lesquels « aucun chef de famille et au maximum une quinzaine de nos nationaux ». Attitude que la « délégation des ateliers » n'approuve d'ailleurs pas puisqu'elle demande que les licenciements portent d'abord sur les pensionnés civils et militaires qui possèdent une retraite, dans un second temps sur les agents dont la retraite est la plus élevée ; et enfin, si la baisse de la production s'aggrave encore, que soit effectué en priorité une réduction des heures de présence.

Mais les licenciements peuvent être aussi l'occasion de se débarrasser d'ouvriers français jugés trop rebelles. Par exemple, les 16 ouvriers licenciés par les Verreries du Petit Bernard à Dijon en mai 1928 par suite de « manque de commandes ou de mauvaise conduite » se composent de deux Tchécoslovaques, un Polonais, trois Espagnols et 9 Français.

#### Les maires

Autres acteurs importants du contrôle des étrangers, les mairies. Pas plus que les entreprises, elles n'appliquent à la lettre la réglementation complexe concernant les étrangers. C'est notamment le cas de plusieurs mairies de petites communes de Côte-d'Or en 1929. La mairie de Chazelles explique avoir rencontré « des difficultés à la reconstitution d'un dossier du fait de la mort du secrétaire de mairie » lequel de surcroît « avait eu le tort de délivrer des récépissés de demandes de carte sans exiger toutes les pièces nécessaires ». Une institutrice, secrétaire de mairie à Blessey, reconnaît que trois dossiers de demandes de cartes d'identité émanant d'Italiens ont dû être égarés, car « pendant que je faisais ma classe, la mairie restait ouverte à toutes les personnes qui désiraient consulter soit le cadastre, soit d'autres papiers. Les intéressés ont signé leur dossier et si je ne les ai pas envoyés de suite, c'est par oubli». La mairie d'Orain ne restitue

pas dans les temps à un étranger les papiers personnels (passeport) qui lui ont été transmis en vue de la délivrance d'une carte d'identité...

Les rappels à l'ordre des préfectures s'adressent donc aussi aux maires. Celle de Côte-d'Or tance le maire de Crugey, lui expliquant qu'il ne doit pas servir d'intermédiaire pour les versements effectués à la poste par les étrangers pour s'acquitter de la taxe obligatoire. Elle demande au maire de Lacanche pourquoi des Polonais entrés en France le 11 juillet n'ont payé la taxe que le 29 août...Elle fait remarquer au maire d'Arnay-le-Duc qu'il aurait du signaler le cas d'un ouvrier en situation irrégulière avant de lui délivrer un récépissé. Les remarques de la préfecture soulignent la pression faite sur les maires en matière de contrôle des étrangers : « Il y avait lieu de connaître 1° ce qu'est devenu le sauf conduit ; 2° la nature du contrat de travail ; 3° s'il s'est rendu dans la localité où l'appelait son contrat et s'il y a demandé une carte d'identité ; 4° de quelle façon il a été embauché par l'entreprise Ventalon ».

Les réponses des maires prennent d'ailleurs souvent la défense des étrangers. Le maire de Lacanche explique que les Polonais étant arrivés sans argent et n'ayant reçu leur salaire à l'usine que le 27 août, ils n'ont pu payer leur taxe que le 29 août. « Il n'y a donc eu aucune mauvaise volonté de leur part et c'est la raison pour laquelle, je ne leur ai pas infligé la pénalité de retard ». En août 1929, le maire de Pouilly-sur-Saône fait part au préfet de son irritation devant de telles tracasseries : « Je puis simplement vous dire que certains des étrangers ayant soutenu avoir reçu des renseignements trop vagues ou même erronés de la mairie et de la municipalité, ils n'y avaient plus rien compris, et attendaient la fin de l'année pour le renouvellement de leur carte d'identité. J'ai cru qu'étant donné la complication de toute cette réglementation, ils pouvaient bénéficier d'un doute et se mettre en règle sans verser de pénalités. Il faut reconnaître que nous avons un peu trop, en France, le génie de la complication, que nous avons malheureusement besoin de la maind'œuvre étrangère, et que lorsqu'il s'agit d'excellents sujets comme ceux qui font l'objet de votre lettre du 16 août, une large tolérance serait peut-être dans l'intérêt même du pays ». En décembre, c'est cette fois le maire de Saint-Jean-de-Losne qui prend la défense d'un ouvrier tchécoslovaque à qui une carte de travailleur industriel a été refusée par l'office de placement : « La carte en cours expire le 31 décembre courant. Quelle sera la situation de cet étranger? Il s'est soumis aux formalités concernant son séjour et son emploi et faute d'agrément de sa demande, il sera déclaré contrevenant ». Les maires peuvent d'ailleurs aussi répliquer à des syndicats. Durant l'été 1929 une dizaine de maçons grévistes du bâtiment à Cercy-la-Tour dans la Nièvre, affiliés au syndicat unitaire, réclament une

augmentation de salaire et le renvoi des étrangers, prétextant que les ouvriers maçons de Cercy sont assez nombreux. Le maire leur répond que « vu les nombreux travaux à faire dans sa commune, il n'y a aucun inconvénient à envoyer à Cercy des ouvriers français ou étrangers »<sup>219</sup>.

### 4°) Entre soi et insertion : une frontière poreuse L'entre soi

Les pratiques d'entre soi développées par les immigrés, que nous avons déjà abordées pour la période du XIXe siècle, se poursuivent durant l'entre deux guerres et se métamorphosent parfois. Le regroupement entre étrangers et le renforcement des relations qui l'accompagne représentent une forme de sécurité pour beaucoup de migrants qui rappelons-le arrivent seuls ou collectivement en Bourgogne sans parler le français, sans connaître les cultures et les modes de vie de la France.

Cette vie collective se manifeste encore, mais plus qu'au XIXe siècle, au travers des modes d'habitat. Un grand nombre d'ouvriers étrangers se regroupent dans les logements construits par les entreprises. Il peut s'agir d'abord de dortoirs collectifs, parfois transformés en logements cloisonnés, établis en plus ou moins grand nombre près des sites industriels. Au Creusot, plus de 3.000 étrangers seraient encore logés en 1921 dans les cantonnements rues Anatole France, d'Harfleur, Lapérouse. Sans compter ceux du Monnetois sur le chemin d'Ecuisse au Breuil, établi en 1923, de la gare de Montchanin (russes blancs) et de Mazenay<sup>220</sup>. Dans le bassin de Blanzy, de nombreux mineurs polonais célibataires habitent le camp Saint-Paul à Sanvignes-les-mines. A La Machine, la direction de la mine construit dès 1919 pour les ouvriers marocains, dans un coin du carreau des Glénons, des bâtiments « Adrian » dont certains seront ensuite en partie habités par des Polonais, d'autres baraquements sont érigés à une extrémité de la cité des Minimes. A Montbard, les Maghrébins et Espagnols logent au début des années 1920 dans les baraquements provisoires, route de Semur et dans un immense dortoir de plusieurs centaines de places qui semble toujours en place en 1930<sup>221</sup>. A Dijon vers la fin des années

<sup>219</sup> AD Nièvre, M 6226.

<sup>&</sup>lt;sup>220</sup> Jean-Pierre Frey, op. cit., p. 430.

<sup>&</sup>lt;sup>221</sup> Lydia Lazaro, op. cit., p. 103. Voir également *1914-1918*, *L'aéronautique pendant la guerre mondiale*, sous la direction technique de M. Marchis, Maurice de Brunoff, 1919 [texte en ligne].

1920, l'entreprise Pétolat loge également une partie de ses ouvriers étrangers dans des baraquements, installés route de Langres, à proximité de l'usine.

Ce type de logement enclavé favorise dans une certaine mesure une vie collective entre immigrés de même provenance et/ou de même culture, avec une forte interconnaissance entre habitants, comme le montre le témoignage d'un fils d'émigrés polonais sur son enfance au cantonnement La Pérouse au Creusot : « Nous étions huit enfants : cinq garçons et trois filles. Les parents s'étaient mariés en Pologne et nous étions nés au Creusot. La cité était entourée de fils de fer barbelés, pour délimiter l'emplacement réservé aux Polonais. A la porte du cantonnement, il y avait un garde, avec le téléphone, qui contrôlait les entrées et s'occupait du fonctionnement de la cité. C'est qu'il y avait des risques de bagarres à la cité. Les Polonais n'aimaient pas voir arriver des intrus, et les gendarmes du Creusot refusaient d'intervenir à l'intérieur du cantonnement. Les Polonais faisaient eux-mêmes leur police. A la cité, tout le monde se connaissait. C'était un ensemble de baraquements tous semblables, avec cinq familles par baraquement. Le sol était bétonné et les murs passés à la chaux. Tous étaient construits sur le même plan. Il y avait une cuisine sans évier car l'eau était à l'extérieur, une grande pièce et deux chambres»<sup>222</sup>. Un autre témoignage confirme cette vie communautaire mais en rejette la responsabilité sur les figures d'encadrement que sont le prêtre et l'instituteur : « Les Polonais qui habitaient en ville s'intégraient beaucoup plus à la vie française que ceux des cités. Nous, on allait en ville avec nos parents faire les courses mais c'était tout. Quand le dimanche matin arrivait, on allait tous à la messe polonaise. Mais on était groupés, trop enfermés sur nous-mêmes. Justement, c'était le curé et l'instituteur polonais qui avaient formé exprès ces sociétés polonaises pour garder l'esprit polonais » (juif 273).

Mais les entreprises construisent aussi de nouvelles « cités », à destination notamment des familles, parfois à côté ou à la place des cantonnements. Ces cités ouvrières sont loin d'être homogènes sur le plan de l'architecture et du confort. En Saône-et-Loire, elles sont nombreuses dans le bassin minier, habitées en grande partie par les immigrés polonais : les Baudras, érigée entre 1913 et 1920 ; les Essarts, construite entre 1906 et 1923 ; les Gautherets à Saint-Vallier et Sanvignes, la plus vaste de Bourgogne établie à partir de 1921 et qui accueille 2300 Polonais en 1931 ; les Quarts (ou Quartz), près de Montchanin, terminée vers 1920. A Digoin sont établies les cités « des Donjons » et « Foch » construites par la faïencerie vers les années 1920. La première abrite, en 1931, 38

-

<sup>&</sup>lt;sup>222</sup> Cité par Brigitte Ballorin-Lagoutte, op. cit., p. 26-27.

foyers de faïenciers, dont 17 foyers italiens et seulement 9 français tandis que la cité Foch accueille, à la même époque, surtout des Yougoslaves. A Montbard, une grande partie des ouvriers étrangers qui affluent dans les années 1920 à la *SMMA* logent « cité des Fays » édifiée avant guerre. Quelques familles étrangères, notamment russes, résident en outre cité de la Marne<sup>223</sup>. A La Machine, *Schneider* fait passer le parc de logements de 408 en 1918 à 885 en 1939 ; il construit notamment la cité des Minimes, 380 logements de deux à quatre pièces, érigés dans leur presque totalité entre 1923 et 1929. Dans l'Yonne, l'entreprise de traitement du bois *Gaillard* construit à Saint-Florentin une « cité » pour ses ouvriers polonais, tchèques et surtout italiens... Environ 400 personnes y vivent dans les années 1930 ; une école y est ouverte avec enseignement d'un instituteur nommé par la ville<sup>224</sup>. D'autres bâtiments pour ouvriers étrangers sont érigés à Diges par la *Société des Ocres de France*.

Dans les cités ouvrières du bassin de Blanzy, les immigrés polonais vivant seuls adoptent souvent des modes d'habitat différents des familles mais qui n'en demeurent pas moins « communautaires ». Beaucoup sont pensionnaires dans une famille de compatriotes, celle-ci généralement n'accueillant pas plus de quatre locataires du fait de l'exiguïté du domicile. L'autre solution est de se regrouper au sein de baraques, à 10, 15 ou même 36!

La cité des Minimes à La Machine comprend également des « maisons pensions » tenues par des familles. Munies généralement de 15 ou 20 lits pour célibataires, d'une petite cantine faisant office de café, elles servent de lien entre célibataires et familles migrantes.

En ville mais aussi dans les communes rurales proches des usines, les étrangers peuvent se regrouper au sein de certains hôtels. A Dijon, les hôtels du 4 boulevard de Strasbourg ou du 26 de la rue du Lycée sont par exemple très fréquentés par les Italiens. Au 55 rue Monge, un autre hôtel-restaurant, tenu par un antifasciste italien notoire, Joseph Travo, loge également plusieurs ouvriers italiens mais aussi d'autres étrangers tel cet Espagnol qui y réside en 1928 avant de se rendre à Crugey. A l'usine de Montzeron, de nombreux Polonais habitent l'hôtel-restaurant de la commune. Les étrangers peuvent aussi

<sup>&</sup>lt;sup>223</sup> Peut-être, le préfet fait-il allusion à cette cité quand soutenant en 1929 la demande de regroupement familial de quatre ouvriers russes, il explique qu'« ils bénéficient chacun d'une habitation de deux pièces et d'un salaire de 700 francs par mois ».

<sup>&</sup>lt;sup>224</sup> François Genreau et Guy Martin, « Un site de traitement des bois, les établissements Gaillard à Saint Florentin », *Géographie 89*, n° 26, juin 1993, p. 67-77.

<sup>&</sup>lt;sup>225</sup> Daniel Ducellier, op. cit., p. 10.

se réunir dans des appartements ou maisons louées à une entreprise ou à des habitants. A la Machine, par exemple les Algériens choisissent d'habiter dans de vieilles maisons de « la Basse Meule », assez loin du camp Marocain. .

On assiste donc durant l'entre deux guerres dans les communes d'immigration à un relatif accroissement de la séparation spatiale en matière d'habitat entre français et étrangers. Le phénomène ne touche pas que le bassin houiller et ses cités polonaises. A Digoin, en 1936, les cités Foch et des Donjons sont surtout habitées par les étrangers tandis que les cités du Tonkin, du Four à Chaux et de la Faïencerie, construites avant la guerre, ne logent en grande majorité que des Français. Même opposition à Montbard en 1926 entre la cité des Fays qui accueille familles italiennes, espagnoles, portugaises et russes (mais apparemment pas de célibataires maghrébins qui logent plutôt en dortoirs) et la cité de Verdun, plus récente, où n'habitent quasiment que des Français. Dans une ville comme Dijon, les séparations sont moins nettes et la mixité plus grande. Mais les Italiens, Polonais, Espagnols et autres, ont tendance à se concentrer dans certains quartiers : le secteur de la Préfecture et de la rue Jean-Jacques Rousseau (notamment la Cour du mouton), les rues Condorcet, Monge, Berbisey, Tivoli et la ruelle du Mouton, les quartiers des Tanneries, de Varennes. Plusieurs de ces rues, ruelles et cours vétustes du centre ville et de la périphérie accueillaient d'ailleurs déjà les migrants au milieu du XIXe siècle. Les Italiens sont également nombreux au quartier de la Maladière; des cours d'italien et de civilisation italienne sont d'ailleurs donnés dans l'école publique du quartier avec l'aide du consulat d'Italie.

La vie associative est une autre manifestation de l'entre soi des immigrés. Pour la première fois apparaissent en Bourgogne des groupements officiels d'étrangers dont la durée de vie est plus ou moins longue. Au Creusot, où Schneider soutient les associations qui font preuve d'un certain conservatisme, les groupements étrangers fleurissent : associations polonaises comme le groupe de gymnastique *Sokol* en 1921 puis le club de foot *Odra*, la *Mutuelle de Saint-Stanislas* en 1924, les *Scouts* en 1928, l'*Amicale théâtrale* en 1931, les *Femmes du Rosaire* en 1932, les *Anciens combattants polonais* en 1935... associations russes comme la *Société Russe du Creusot* fondée en 1939. A La Machine, les Polonais montent des associations pour beaucoup identiques à celles du Creusot<sup>226</sup> tandis que les Yougoslaves constituent dans les années 1930 une association amicale et mutualiste dite Sainte-Barbe qui réunit 80 personnes à la fin de 1936. A Dijon, une association

\_

<sup>&</sup>lt;sup>226</sup> Sainte-Barbe, Femmes du Rosaire.

d'étudiants Egyptiens est créée dès 1930 avec pour siège le café de la Rotonde place Darcy, suivie en 1931 par la Colonie espagnole de Dijon et de la Côte-d'Or puis en 1937 par une section de la Ligue espagnole des droits de l'Homme. Mais ce sont surtout les Italiens qui s'organisent dans cette ville. Les plus anciennes associations sont d'une part la Société Italienne de Secours mutuel créée dès 1915 pour aider les Italiens en difficulté; des entrepreneurs du bâtiment de Côte-d'Or comme Pouletti, Lonatti, Ravetto y participent mais elle ne semble pas réussir à se structurer véritablement. L'association culturelle Dante Alighieri, d'autre part, formée en 1922. Toute une nébuleuse associative fasciste encadrée par le consulat de Dijon se constitue ensuite : le Fascio créé en 1926 auquel est adjoint une section féminine, les anciens combattants italiens<sup>227</sup>, les groupements sportifs *Dopolavoro* et Associazione polisportiva italiana, les groupes de jeunesse Balilla et Avanguardisti... Ces groupements défendent l'italianité, reprochant aux Italiens naturalisés leur attitude profrançaise, incitant même parfois les femmes à aller accoucher en Italie mais ils sont peu étoffés et ne semblent pas avoir de fortes capacités mobilisatrices. Des groupements italiens anti-fascistes, tout aussi faiblement implantés parmi les immigrés italiens, se forment en réaction, comme la section italienne de la Ligue des Droits de l'Homme.

#### Harmonie municipale polonaise à La Machine 1932



\_

<sup>&</sup>lt;sup>227</sup> Une autre association d'anciens combattants italiens, pro-fasciste, est créée en 1935 dans la Nièvre.

#### Photo Harmonie de La Machine

Evoquons encore les fêtes et bals qui sont l'occasion pour les étrangers de se retrouver, de partager des émotions liées au pays qu'ils ont quitté. C'est par exemple, la fête nationale polonaise célébrée en mai dans le bassin minier de Blanzy et à La Machine. Jour de congé pour les Polonais, elle donne lieu à un défilé avec musique de la fanfare polonaise locale, représentation théâtrale... La « fête des raisins » est pratiquée par les yougoslaves de La Machine dans les bals qu'ils organisent. Plus démonstrative et retentissante, la parade des Chinois initiée pour la première fois en 1917 à La Machine et au Creusot et qui se prolonge au début des années 1920 avec lanternes et dragons en papier et même banquet.

Toutes ces pratiques d'entre soi révèlent à la fois des besoins de rencontres, de vie collective des migrants et l'attachement à une culture de provenance mais remarquons qu'elles sont aussi favorisées par des structures d'encadrement, le consulat, les prêtres, les instituteurs migrants, les entreprises. D'où leur relative fragilité. A La Machine, beaucoup des associations étrangères commencent à décliner dès le milieu des années 1930.

#### **Brassage et insertion**

Le développement de pratiques d'entre soi n'empêche pas le mouvement de brassage social et culturel de se poursuivre sous différentes formes<sup>228</sup>. On pourrait même dire que les pratiques d'entre soi, d'insertion dans l'environnement social local et d'acculturation à la société française loin de s'opposer s'intriquent dans beaucoup de situations. L'image de migrants arrivant massivement et vivant en vase clos, dans des communautés fermées ne peut être généralisée. Concernant l'habitat et plus précisément les cités ouvrières, on peut observer par exemple qu'il en existe où les populations françaises et étrangères sont relativement mêlées, comme à La Machine. Dans cette commune, il existe en outre des lieux publics mixtes utilisés par les ouvriers aussi bien français qu'étrangers : les commerces, certains cafés et « bals »...

L'école publique est également un des lieux de l'intégration des enfants de migrants mais la scolarité peut s'avérer parfois traumatisante, notamment dans le contexte de l'accroissement des tensions internationales. Un fils d'Italien ayant grandi à Epinac se souvient de la mise à l'écart suscitée par les origines italiennes et la condition ouvrière de

<sup>&</sup>lt;sup>228</sup> La CGTU notamment essaye de toucher les travailleurs étrangers en diffusant de nombreux tracts en langue étrangère.

sa famille : « Vêtements fait de bric et de broc par une mère qui se tuait à la tâche, absorbée qu'elle était, dès l'aurore et parfois bien avant, jusque tard dans la nuit ou plutôt les premières heures du jour suivant, pour vêtir, blanchir, nourrir et soigner tout son monde. Sarcasme des petits camarades du genre "un Français est plus fort que cinq Boches ou dix Italiens.", pas d'argent de poche pour acheter les caramels, le chewing-gum et les billes (je dois me contenter de regarder jouer les autres), brimades de l'instituteur qui n'aime pas les "petits Macaronis", pas d'argent pour payer les activités de loisir à l'école donc interdit de coopérative scolaire et de construction de modèles réduits d'avion. Pour ces derniers, je me contente de regarder les autres construire et lancer leur avion, de courir pour le leur rapporter dès l'atterrissage, ceci dans l'espoir d'être récompensé par la permission de le lancer moi-même au moins une fois. Pas de gym parce que je n'ai pas de short adéquat. Pendant la séance de gym le samedi après-midi je ronge mon frein en arpentant la cour de l'école attendant que les autres rentrent du stade».

En matière de relations conjugales, les couples mixtes continuent de se former en Bourgogne, encore que cette attitude diffère en fonction des contextes sociaux, professionnels et familiaux. Les mariages mixtes sont relativement nombreux avec les Belges, Suisses et, après les vagues d'arrivées de célibataires, les Italiens et les Polonais. Auxerre par exemple compte en 1921, 10 ménages mixtes sur 15 ménages dont le chef est italien, 14 en 1926 et 19 en 1931. En 1926 dans les communes proches des carrières de l'Yonne, sur 45 ménages comprenant un Italien 20 sont mixtes. Globalement toutefois, les mariages mixtes d'Italiens dans l'Yonne se raréfient après 1926 sous le poids des couples arrivés d'Italie<sup>229</sup>. Au Creusot, on compte 195 mariages mixtes franco-polonais entre 1925 et 1939. Dans le bassin de Blanzy, ces mariages sont relativement nombreux au tout début de l'immigration quand les rares migrantes polonaises sont des épouses ou des jeunes. En 1921, ils représentent 67% des mariages de polonais célébrés à Montceau-les-Mines et 50% de ceux célébrés à Sanvignes-les-Mines. Ils décroissent ensuite fortement pour progresser de nouveau à la fin de l'entre deux guerres. Il faut toutefois attendre 1954 pour voir à Montceau-les-Mines les mariages mixtes franco-polonais dépasser de nouveau les mariages entre Polonais<sup>230</sup>. De façon générale, les unions entre un Polonais et une Française sont nettement majoritaires au sein des couples franco-polonais dans l'agglomération montcellienne (seules 67 unions entre une Polonaise et un Français ont lieu entre 1929 et 1939). A Digoin en revanche, les mariages mixtes sont rares, sauf dans le milieu des faïenciers, entre Françaises et étrangers. Ce qui ne signifie pas que le milieu du travail

<sup>&</sup>lt;sup>229</sup> Gérald Contini, op. cit., p. 20, 33 et 36.

<sup>&</sup>lt;sup>230</sup> Catherine Juif, op.cit., p. 319.

engendre automatiquement des mariages mixtes : aucun mariage n'a lieu par exemple au sein du personnel de la *SMMA* à Montbard entre un ouvrier maghrébin et une Française dans l'entre deux guerres.

Il est vrai qu'il faut aussi prendre en compte le concubinage. Cette pratique touche des migrants de diverses provenances ; on l'observe par exemple dans le quartier misérable qui se développe aux lisières de Dijon autour du chemin de la Charmette dans les années 1920 mêlant une population de Français et d'étrangers... Plusieurs couples mixtes sont recensés en 1926. Certains sont mariés tel ce peintre italien du nom de Rondolotto - dont nous aurons l'occasion de reparler – uni à une Dijonnaise travaillant à la biscuiterie Pernot ; mais d'autres ne le semblent pas comme ce terrassier algérien, originaire de Batna, vivant avec une femme de chambre née à Dijon ou ce cimentier italien habitant avec une jeune femme née à Auxonne.

On peut aussi évoquer comme manifestation de l'insertion des migrants, la croissance des naturalisations qui touche essentiellement les Belges, les Suisses et les Italiens et dans une moindre mesure les Polonais<sup>231</sup>.

Mentionnons également la participation des étrangers à la vie politique et syndicale. Globalement, ceux-ci semblent peu concernés par ces activités. En tout cas, ils n'inquiètent pas les autorités. En 1932, le Préfet de la Côte-d'Or observe « qu'une grande partie des étrangers se désintéresse des questions syndicales et évitent d'adhérer à des groupements politiques ». En 1939, le préfet de Saône-et-Loire ajoute qu' « aucune organisation à tendance séditieuse, communiste ou révolutionnaire n'existe dans les agglomérations de travailleurs étrangers ». Le docteur Laroche, observateur de la vie polonaise à Montceau, estime toutefois que 20% des travailleurs polonais du bassin minier sont inscrits à la CGT en 1930 mais ils y sont peu actifs. Il est vrai qu'il existe des différences culturelles dans l'appréhension des syndicats, les Polonais, qui pour beaucoup ont travaillé en Westphalie en Allemagne, attendant davantage d'assistance des syndicats. Ceci contribue peut-être à expliquer pourquoi ils adhèrent moins à la CGTU plus révolutionnaire, laquelle axe pourtant son discours sur les droits égaux entre Français et étrangers et organise diverses réunions, notamment en mars 1933<sup>232</sup>. Parmi les Polonais du bassin minier, figurent quelques syndicalistes qui jouent un rôle de passeur entre groupes et cultures différents, affichant une volonté d'insertion au mouvement ouvrier français. Dès 1928, ils se cotisent

\_

<sup>&</sup>lt;sup>231</sup> La Saône-et-Loire par exemple compte 12 naturalisés polonais en 1926, 47 en 1931, 219 en 1936.

<sup>&</sup>lt;sup>232</sup> Elles réunissent 75 personnes à Sanvignes, une centaine à Montceau.

pour acheter un drapeau ressemblant à celui des Français et ils le brandissent en tête lors des manifestations. En 1930, l'affiche qui appelle au défilé de la Sainte-Barbe est bilingue et une pancarte revendicative est confectionnée demandant le droit de vote des étrangers<sup>233</sup>.

Les immigrés participent en outre à certaines grèves. En juin 1919, 900 ouvriers dont 280 étrangers, la plupart Espagnols, cessent le travail à la Société Générale d'Entreprise à Garchizy travaillant pour l'installation du matériel roulant<sup>234</sup>. En 1924, à la suite de la propagande de la CGTU, des bûcherons espagnols se réunissent à Saint-Fargeau dans l'Yonne. En juillet 1925, à la verrerie de Saint-Léger-des-Vignes, une dizaine d'ouvriers espagnols quittent l'usine pour se rendre dans des verreries du sud-ouest, en solidarité avec la grève déclenchée pour le maintien d'un ouvrier, secrétaire du syndicat unitaire. En mai 1928, à la verrerie du *Petit Bernard* à Dijon cette fois, des Espagnols membres du Parti Communiste sont licenciés, en compagnie de quelques autres étrangers. On retrouve des Espagnols impliqués dans la grève des bûcherons à la coupe de bois de La Fourchotte, près de Brion dans l'Yonne, en mars 1933. Les terrassiers étrangers ne restent pas à l'écart des mouvements sociaux. En décembre 1927, 120 ouvriers, quasiment tous étrangers, de l'entreprise Drouard frères se mettent en grève sur un chantier de la ligne PLM entre Tonnerre et Saint-Florentin. En mars 1930, la société Gautruche est frappée par un arrêt de travail d'une trentaine d'ouvriers (25 Français et 5 Polonais) parmi les 40 qui travaillent à la réfection de la voie ferrée en gare de Sennevoy. En 1930, 8 ouvriers, dont 6 Français et 2 Italiens cessent le travail sur un chantier de la gare de Flogny.

En matière d'engagement, il est intéressant aussi de constater comment des associations étrangères prennent fait et cause en 1939 pour l'attachement à la France, la fraternité entre les peuples alors que la guerre se profile, telle à Montceau l'*Union Populaire Italienne*, une structure dirigée par un mineur italien et dont le président d'honneur est le maire de la ville. Dans un appel paru dans la presse, elle affirme : « Les Italiens de Montceau proclament leur attachement à la France, leur amitié envers le peuple français et leur volonté de s'unir à lui dans la lutte pour la paix ».

Le parcours de certains militants étrangers montre comment peuvent se concilier mobilité géographique et professionnelle, socialisation étendue, volonté d'engagement politique et choix de devenir français. Arrêtons nous sur l'exemple, déjà évoqué à propos de La Charmette à Dijon, de l'italien Joseph Rondolotto. Après être entré enfant en France

<sup>&</sup>lt;sup>233</sup> Françoise Meunier Vonné op. cit., p. 258.

<sup>&</sup>lt;sup>234</sup> Fourchambault, cité ouvrière, p. 91

en 1902, il voyage comme beaucoup d'Italiens, séjournant notamment à Lyon puis à Saint-Claude dans le Jura. Mobilisé en Italie en 1914, il fait la campagne contre l'Autriche, obtenant la médaille militaire et la croix de guerre italienne. Démobilisé, il revient en France, à Lyon, où son père tient un commerce. En 1920, il arrive à Dijon où il travaille chez divers entrepreneurs<sup>235</sup>. Il se marie une première fois en 1922 avec une Française dont il a deux fils, puis, après avoir divorcé en 1930, une seconde fois en 1933 avec une autre française avec laquelle il vivait en concubinage puis, après le décès de celle-ci, une troisième fois toujours avec une française. Entre temps, en 1928 et 1929, il s'exhibe un moment comme lutteur et acrobate dans les théâtres et les cinémas de la ville. Il demande la nationalité française qu'il obtient en juin 1930. De mai 1936 à septembre 1939, il travaille à la maison Terrot où il est affecté spécial durant la guerre. Après l'armistice, il œuvre comme peintre chez Locatelli, trouve ensuite de l'emploi chez Pfister puis aux établissements frigorifiques réquisitionnés par les Allemands. Membre du Parti communiste clandestin, il gagne le maquis en novembre 1943, alors qua nationalité française lui a été retirée par le gouvernement de Vichy. Dans la résistance, il est d'abord soldat au groupe Bernard de Villy-en-Auxois puis combat au groupe Tarzan d'Aignay-le-Duc. A son retour du maquis, il contracte un engagement dans l'armée française, pour la durée des hostilités.

#### L'engagement dans la Résistance

L'engagement dans la résistance auquel aboutit le parcours de Rondolotto est loin d'être exceptionnel parmi les étrangers. Ce combat contre l'occupant mêle des migrants qui souhaitent rejoindre ensuite leur pays et d'autres qui envisagent de rester en France. En Saône-et-Loire, on trouve de nombreux ressortissants d'Europe de l'Est dans les maquis, Polonais bien sûr mais aussi Yougoslaves, Soviétiques, Tchécoslovaques... Des Italiens y figurent aussi, comme ces jeunes hommes issus des familles de carriers transalpins de Buxy, ainsi que des Arméniens tel ce coiffeur installé à La Guiche depuis 1938<sup>236</sup>. Notons que les Polonais sont quasiment les seuls étrangers à pouvoir mettre en place des structures de résistance sur une base nationale. Dans le bassin minier, deux groupes d'idéologie

<sup>&</sup>lt;sup>235</sup> Notamment chez *Champy*. *Communaudat* et *Vernay* [Vernet?].

<sup>&</sup>lt;sup>236</sup> Lire sur les Polonais dans la Résistance en Saône-et-Loire, Jean-Yves Boursier, *Chroniques du maquis,* 1943-1944. Paris : L'harmattan, 2000. L'auteur estime exagéré le chiffre de 150 Polonais ayant rejoint la Résistance en Saône-et-Loire au milieu de l'année 1943, avancé par Gaston Laroche, *On les nommait les étrangers*, Les éditeurs français réunis, 1965, p. 173.

différentes sont ainsi créés par des mineurs polonais : le *POWN Monika* (Organisation polonaise de la lutte pour l'indépendance en France) créé en juillet 1941 à Montceau-les-Mines et qui appartient au « courant de Londres »<sup>237</sup>, et le 9ème régiment *Valmy*, constitué en 1944, et d'obédience communiste (membre de la MOI).

Les maquis des autres départements sont également renforcés d'étrangers. En Côted'Or, le maquis *Morane* accueille une dizaine d'étrangers dont six Espagnols, un Portugais et trois Italiens dont Lotito Savino arrivé en France à l'âge de 5 ans<sup>238</sup>, le maquis FTPF Madagascar regroupe en 1944 des Français, des Alsaciens-Lorrains déserteurs, quelques Russes et Polonais<sup>239</sup>. Le maquis international *Maxime Gorki*, formé en juin 1944 par un officier soviétique, rassemble des évadés des camps allemands, une quarantaine de soviétiques, près d'une centaine d'Espagnols<sup>240</sup> ainsi que quelques Polonais, Français et Italiens. Le maquis Orzel Brialy (Aigle blanc en polonais) formé fin février 1944 est composé d'une cinquantaine de Polonais, de quelques Russes et de Français<sup>241</sup>. Le maquis Blonde à Recey-sur-Ource comprend lui aussi une dizaine de Soviétiques... Le maquis Valmy du Beaunois reçoit en août 1944 le renfort d'au moins trois dizaines de Polonais et d'une dizaine de Russes tous déserteurs de la Wehrmacht<sup>242</sup>. Le groupe ARA, établi non loin de Nesle est rejoint en juin 1944 par une dizaine de Sénégalais et un Dahoméen, la plupart délivrés du camp de Cunfin dans l'Aube où ils effectuaient des travaux forestiers<sup>243</sup>. Le centre de Villers-les-Pots où les Espagnols sont regroupés en différents partis (Parti Communiste Espagnol dont le premier groupe est formé à Dijon en 1940, Parti Socialiste d'Espagne, Confédération Nationale du Travail) jouent en outre un rôle important en matière de soutien à la Résistance<sup>244</sup>. Il faut encore mentionner ces 14 Hollandais (des étudiants, un instituteur, un journaliste, un employé de bureau...) fusillés à Dijon en mars

<sup>&</sup>lt;sup>237</sup> C'est-à-dire qu'il reconnaît l'autorité du gouvernement provisoire exilé à Londres. Cette organisation met en place des filières d'évasion et effectue un travail de propagande, ne passant à l'action armée qu'en 1944.

<sup>&</sup>lt;sup>238</sup> Voir « Noces de diamant pour M. et Mme Savino », *Le Bien Public*, 13 juillet 2004.

<sup>&</sup>lt;sup>239</sup> Ginette et Léon Bertrand, Lune de Miel avec un Héros. 2 Lendemains d'évasion. Journal de marche du « capitaine malgache », témoignages. [texte en ligne]

<sup>&</sup>lt;sup>240</sup> Gilles Hennequin, Résistance en Côte-d'Or, tome 2, p. 197-203 tome 6, p. 87.

<sup>&</sup>lt;sup>241</sup> Idem. tome 2, p. 205.

<sup>&</sup>lt;sup>242</sup>Idem., tome 6, p. 103, 112-113.

<sup>&</sup>lt;sup>243</sup> Idem., tome 6, p. 94-96.

<sup>&</sup>lt;sup>244</sup> Idem., tome 2, p. 194. Sur les Espagnols dans la Résistance en Côte-d'Or, idem., tome 1, p. 139.

et avril 1942 ainsi que ces quatre Algériens (dont trois musulmans)<sup>245</sup> et ce Marocain décédés dans les mêmes conditions le 31 juillet 1944 également à Dijon.

Dans l'Yonne, le maquis *Vauban* intègre un petit groupe de six Maghrébins, lesquels auraient auparavant été envoyés dans une exploitation forestière par la préfecture de l'Yonne. Des Italiens prennent également part au maquis *Bourgogne*<sup>246</sup>... Notons que parmi les prisonniers, allemands, italiens, russes détenus par la résistance en 1944, certains connaissent une fin tragique. Ainsi en août, en représailles de deux camarades assassinés et mutilés, la compagnie FFI d'El Fortas<sup>247</sup> fusille 5 de ses 35 prisonniers de guerre (deux Russes et trois Allemands) dans une carrière de Chablis<sup>248</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>245</sup> Avec également un dénommé Arsène Zomochi né à Constantine.

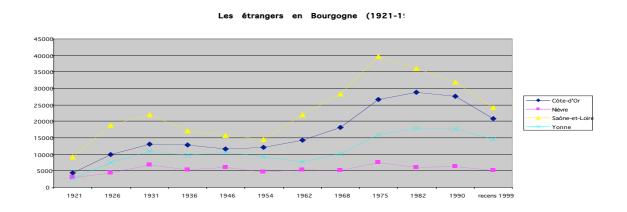
<sup>&</sup>lt;sup>246</sup> Sur le dénommé Frassetto, voir Raymond Roussel, « Evasion, solidarité en chaîne », BSSHY, 136<sup>e</sup> volume, 2004, p. 158-159

<sup>&</sup>lt;sup>247</sup> Surnom de son chef, le lieutenant Cardonnet.

<sup>&</sup>lt;sup>248</sup> « Le Journal de marche d'une compagnie », BSSHY, tome 134, 2002, p. 233. La compagnie reçoit en octobre « 4 Marocains et Algériens » affectés spécialement à la garde du commandant Verneuil, op. cit., p. 234.

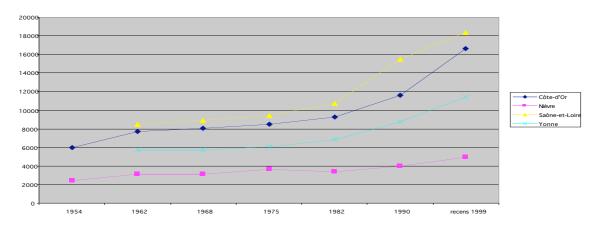
# Quatrième partie. L'après guerre: flux et reflux

## Aspects de l'immigration en Bourgogne (graphiques et cartes)

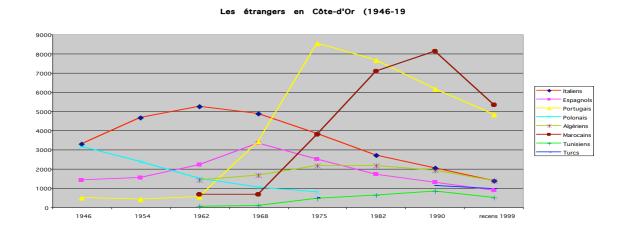


Tous les départements de Bourgogne connaissent durant l'après guerre, et surtout pendant les années 1970, une nouvelle vague d'immigration, plus forte encore que celle des années 1920. La Saône-et-Loire industrielle reste le département le plus captif, malgré un affaissement de l'immigration). 1975 marque le début d'un long mouvement de baisse de la population étrangère en Bourgogne, lié notamment à la crise économique qui démarre vers le milieu des années 1970, aux mutations industrielles, aux mesures de restriction de l'immigration des autorités et aux naturalisations.

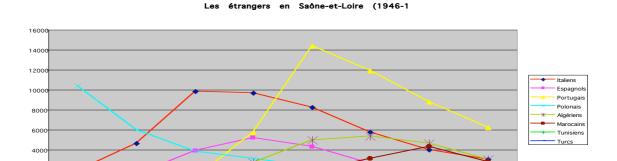
Français par acquisitions en Bourgogne (1954-19



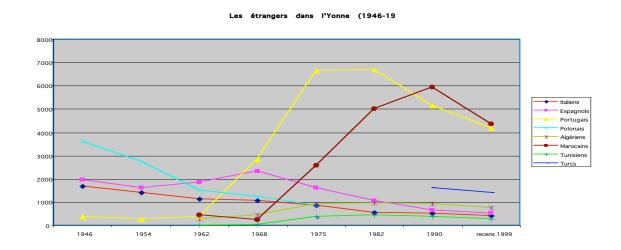
Outre la réduction des flux, l'accroissement des étrangers devenus français par acquisition, qui s'accroît fortement après 1981 dans trois départements sur quatre, est une des explications de la baisse de la population étrangère en Bourgogne.



En terme d'amplitude, les migrations portugaise et marocaine se détachent nettement en Côte-d'Or durant la seconde moitié du XIXe siècle atteignant des sommets comparables. Viennent ensuite les Italiens, les Espagnols et les Algériens. Toutes les populations étrangères finissent le siècle en baisse, notamment les Marocains dont la chute est très forte entre 1990 et 1999.

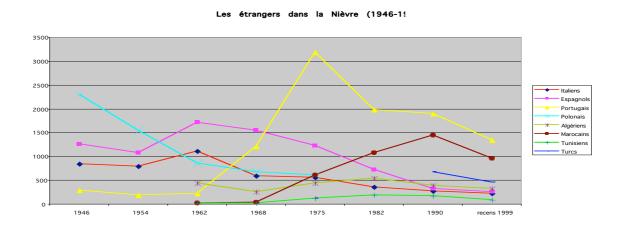


Le flux principal vers la Saône-et-Loire est comme en Côte-d'Or constitué par les Portugais mais on trouve ensuite les autres migrations d'Europe du sud (Italiens et Espagnols) puis les Algériens. En 1999, les écarts d'amplitude entre migrations d'Europe du sud et du Maghreb sont fortement réduits.



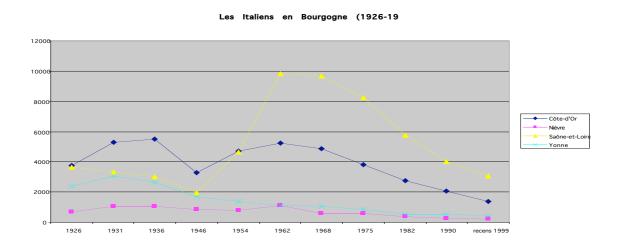
Les Portugais progressent après 1962 et constituent à partir du début des années 1970 la principale population étrangère. Ils sont dépassés en nombre au cours des années 1980 par les Marocains qui connaissent une croissance presque aussi forte après 1968, profitant de l'industrialisation plus tardive de l'Yonne. Après 1990, on retrouve toutefois une baisse

plus accentuée chez les Marocains que chez les Portugais. Au sein des migrations d'Europe du sud, les Espagnols sont, à la différence de la Côte-d'Or et de la Saône-et-Loire, plus nombreux que les Italiens. On peut noter que les Turcs qui ne déclinent que très légèrement à la fin du siècle forment la troisième composante étrangère du département en 1999.

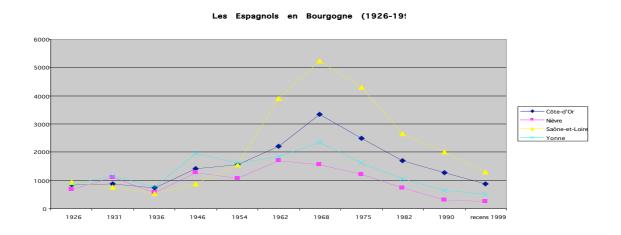


Les Portugais représentent comme en Côte-d'Or, en Saône-et-Loire et dans l'Yonne le principal flux durant l'après guerre, les Espagnols occupant la seconde place durant les années 1950 et 1960. La population marocaine connaît après 1968 une forte croissance jusqu'en 1990 ; elle forme depuis la fin des années 1970 la seconde composante étrangère du département. Comme dans l'Yonne, les Turcs constituent la troisième composante étrangère en 1999.

# Les étrangers d'Europe du sud en Bourgogne

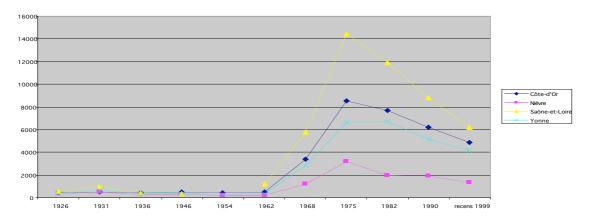


L'immigration italienne connaît après la guerre la plus forte phase de croissance de son histoire. Elle concerne surtout la Saône-et-Loire où les transalpins sont appelés en nombre dans l'industrie (métallurgie, mines, céramique, bâtiment) et dans une moindre mesure la Côte-d'Or. Ils décroissent en revanche dans l'Yonne dès les années 1950. A partir de 1962, le tarissement du flux donne lieu à une réduction continuelle de la population italienne.



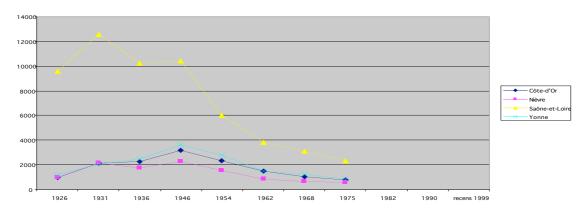
Après la guerre l'immigration espagnole connaît elle aussi la phase de croissance la plus forte de son histoire, du fait de l'arrivée d'une nouvelle vague de travailleurs industriels et agricoles. Elle prend après 1962 le relais de l'immigration italienne mais jusqu'en 1968 seulement où elle se tarit à son tour. La population espagnole décline alors régulièrement.





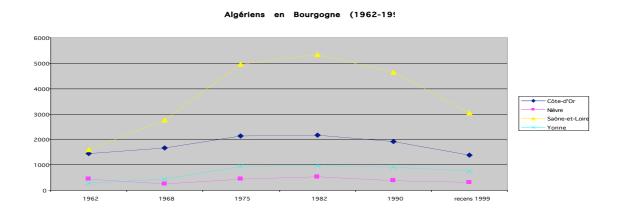
L'immigration portugaise connaît un fort essor après 1962, qui compense progressivement l'arrêt des flux de travailleurs italiens et espagnols. Composé d'ouvriers industriels et agricoles, les migrants portugais se dirigent en premier lieu vers la Saône-et-Loire mais aussi vers la Côte-d'Or ainsi que l'Yonne. A partir de la crise de 1975, tous les départements connaissent une baisse de la population étrangère, mais celle-ci est plus prononcée en Saône-et-Loire en raison notamment du déclin de Creusot-Loire puis de la fermeture de l'entreprise en 1984.

Polonais en Bourgogne (1926-197

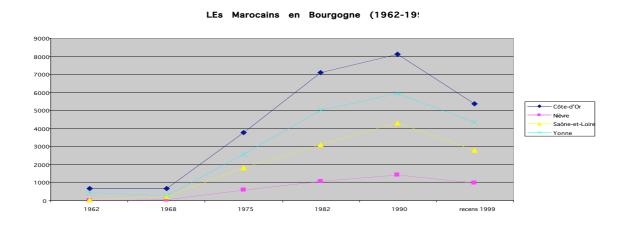


La population polonaise est en déclin régulier depuis l'après guerre au point de ne plus apparaître après 1975 dans les publications de l'INSEE relatives au recensement. Ce phénomène est lié au tarissement des flux, aux acquisitions de nationalité française et aux décès. Aucun département n'est épargné par cette décrue, mais c'est en Saône-et-Loire où les Polonais avaient été massivement appelés durant l'entre deux guerres qu'elle est la plus remarquable..

### Les migrants du Maghreb en Bourgogne

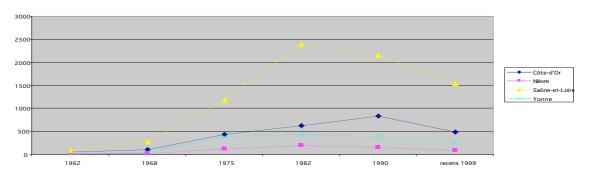


La Bourgogne connaît dès l'après guerre un essor des migrants algériens dans tous les départements mais surtout en Saône-et-Loire (il n'apparaît qu'en 1962 sur le graphique). L'interruption de cette hausse a lieu en 1982, après donc celle de l'immigration portugaise. La population algérienne connaît depuis cette date une baisse régulière, plus accentuée, là encore, en Saône-et-Loire.



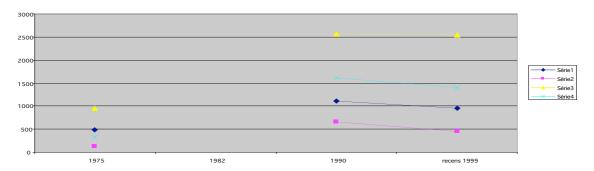
L'immigration marocaine s'accroît plus tardivement que l'immigration algérienne mais le flux est plus important et plus long. Il faut attendre 1990 pour voir la population marocaine commencer à décroître et ce dans tous les départements. A la différence des Algériens et des migrants d'Europe du Sud, les Marocains délaissent la Saône-et-Loire au profit de la Côte-d'Or et de l'Yonne.





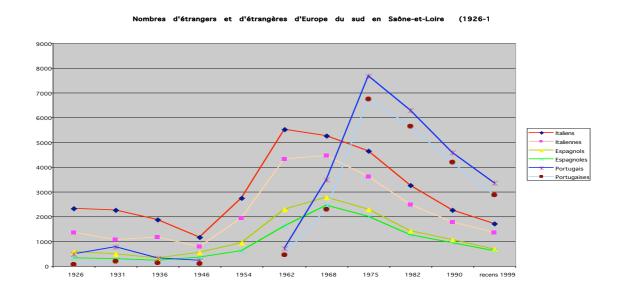
L'immigration tunisienne en Bourgogne progresse surtout après 1968 sans atteindre les niveaux des autres migrations du Maghreb. Les migrants tunisiens se dirigent surtout vers la Saône-et-Loire et plus précisément l'agglomération de Chalon-sur-Saône.

Les Turcs en Bourgogne (1975-19



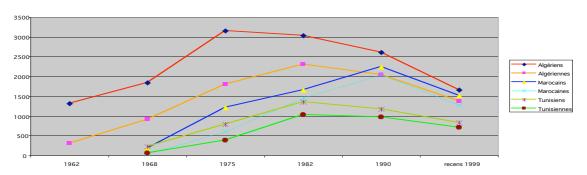
L'immigration turque en Bourgogne se développe après 1970 plus tardivement donc que les migrations d'Europe du sud et du Maghreb. Elle connaît à son tour une baisse qui démarre en 1990 mais qui est encore mesurée en 1999. Elle s'implante surtout en Saône-et-Loire (Mâcon notamment) et dans l'Yonne (Sens).

# Etrangers et étrangères en Bourgogne

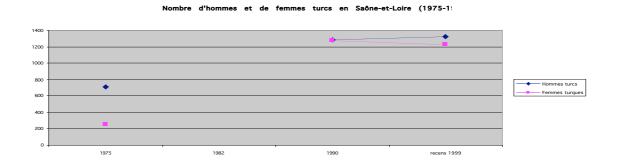


On note un essor de l'immigration féminine après la guerre qui touche les trois migrations d'Europe du Sud. 1962 marque après la guerre, l'écart maximum entre nombre d'hommes et de femmes chez les Italiens et les Espagnols. Mais les Italiennes et les Espagnoles représentent alors respectivement déjà près de 44% et 41% des ressortissants de chacune de ces deux migrations. Chez les Portugais, l'écart entre nombre d'hommes et de femmes est maximum en 1968, les femmes représentant alors déjà près de 40% de l'ensemble des Lusitaniens.

#### Nombres d'étrangers et d'étrangères du Maghreb en Saône-et-Loire (1962



Les migrations algérienne, marocaine et tunisienne sont fortement masculines jusqu'au milieu des années 1970. En 1975, la proportion des femmes n'atteint ainsi respectivement que 36,2%, 33,6% et 32,6%. On assiste toutefois ensuite à un accroissement de la population féminine dû à l'immigration familiale; les proportions respectives de femmes passent en 1982 à 43,1%, 46,7% et 43,3%. En 1999, ces taux ont peu évolué: respectivement 45,6%, 45,4% et 46,1%



Apparue en 1970 en Saône-et-Loire, l'immigration turque est encore fortement masculine en 1975. A cette date les femmes ne représentent que 26% de l'ensemble de la population turque. Mais l'écart se réduit fortement par la suite, du fait de l'immigration familiale, au point de disparaître quasiment en 1990.

# I) Flux, spatialisation et emploi

## 1945-1975 : 30 années de croissance de l'immigration

Après, la seconde guerre mondiale, l'immigration en Bourgogne entame un nouveau mouvement de croissance longue qui part d'un niveau relativement bas, puisque le conflit a entraîné une baisse importante du nombre d'étrangers dans tous les départements de la région (en 1946, ceux-ci au nombre de 44.700 n'ont pas encore retrouvé leur niveau de 1936). Cette progression dure environ jusqu'au début des années 1980 mais dès le milieu des années 1970 les flux s'interrompent et la population étrangère est surtout alimentée par le regroupement familial. Si l'on se base sur les chiffres des recensements, souvent inférieurs à ceux des préfectures<sup>249</sup>, les étrangers sont en Bourgogne plus de 40.000 en 1954, un peu moins de 50.000 en 1962, près de 62.000 en 1968 et culminent à près de 90.000 en 1975<sup>250</sup>. Soit une progression de 25% entre 1962 et 1968 et de 41% entre 1968 et 1975. Leur part dans la population bourguignonne passe parallèlement de 2,9% en 1954 à 6,3% en 1975<sup>251</sup>. Selon l'Office National de l'Immigration (ONI), organisme public créé en 1945 qui prend en charge l'introduction de la main-d'œuvre étrangère munie de contrats de travail, il rentre en Bourgogne, entre 1946 et 1975, en moyenne 3.050 étrangers par an, avec un maximum de 6.000 en 1969. Mais la demande des entreprises est telle durant les années 1950 et 1960 que de nombreux étrangers viennent dans la région avec des passeports touristiques valables trois mois et parviennent à se faire régulariser ensuite. Cet essor de l'immigration est dû à plusieurs causes.

D'abord la croissance industrielle liée au contexte économique favorable («les trente glorieuses ») qui entraîne une augmentation de la production des entreprises et pousse celles-ci à faire appel à l'immigration faute de trouver suffisamment de travailleurs français. En outre, beaucoup de nouvelles entreprises s'implantent en Bourgogne durant les années 1960, du fait notamment du mouvement de déconcentration industrielle lancé durant les années 1950. De 1968 à 1974, 157 grands établissements (50 salariés et plus) se créent dans la région dans la plupart des secteurs industriels<sup>252</sup>. Dans l'Yonne, des

<sup>&</sup>lt;sup>249</sup> Sur la comparaison entre chiffres du recensement et les statistiques administratives, on peut se reporter à Marc Camus, « Les étrangers en Bourgogne », *Dimensions économiques de la Bourgogne* (désormais *DEB*), n° 44, mars-avril 1985, p. 11.

<sup>&</sup>lt;sup>250</sup> Insee, *Tableaux de l'économie bourguignonne*, 1996, p. 51.

<sup>&</sup>lt;sup>251</sup> Simone Baroin, « L'immigration en Bourgogne », *DEB*, n ° 11, octobre-novembre 1979, p. 13

<sup>&</sup>lt;sup>252</sup> Robert Génix, « La crise et les grands établissements industriels », *DEB*, n° 32, mars-avril 1983, p. 5.

équipementiers de l'automobile se fixent dans le triangle Joigny-Saint-Florentin-Auxerre, profitant de la proximité de l'autoroute A6, achevée en 1967<sup>253</sup>. A Saint-Clément dans l'agglomération de Sens s'établit en 1965 la *SEIMA* (Société de Signalisation Automobile)<sup>254</sup>. A Saint-Florentin se fixent en outre les entreprises d'aluminium *Alusuisse* en 1969 (300 salariés en 1973) et sa filiale *Boxal* dès 1966. A Chalon-sur-Saône, plusieurs entreprises de la région parisienne s'installent sur la nouvelle zone industrielle édifiée vers 1949, notamment l'entreprise *Kodac-Pathé* qui emploie 1500 personnes en 1972<sup>255</sup>.

Ensuite le développement des grandes villes, en matière de logements et d'équipements et l'essor des infrastructures routières provoque un fort essor du BTP, secteur qui fait beaucoup appel à la main-d'œuvre étrangère. Si l'on ajoute à ce tableau, le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'agriculture (industrie sylvicole et culture de la betterave notamment), on comprend la croissance continuelle des étrangers actifs jusqu'au milieu des années 1970, lesquels sont en Bourgogne plus de 23.200 en 1962, près de 29.000 en 1968 et près de 39.000 en 1975, en augmentation de 24% entre 1962 et 1968 et de près de 35% entre 1968 et 1975<sup>256</sup>. Entre 1954 et 1975 leur part par rapport à l'ensemble des actifs passent de 3,8% à 6,3% dans la région. Il s'agit majoritairement comme durant l'entre deux guerres de travailleurs peu qualifiés. En 1968, les manœuvres forment 29 % des étrangers actifs au niveau régional, les ouvriers spécialisés 23%, les ouvriers qualifiés 20%. Cette même année, un manœuvre sur 5 et un OS sur 12 en Bourgogne sont étrangers.

#### L'implantation spatiale des étrangers

C'est toujours la Saône-et-Loire qui accueille le plus grand nombre d'étrangers. Ils passent de 16.000 en 1946 à 22.000 en 1962 (ils retrouvent alors leur niveau de 1931) et

153

<sup>&</sup>lt;sup>253</sup> De 1954 à 1974, près de 15.000 emplois industriels ont été créés dans l'Yonne, Jean -Charles Guillaume, «Les mutations économiques du département de l'Yonne de 1931 à 1982 », *Géographie 89*, n° 5, décembre 1982, p.35.

<sup>&</sup>lt;sup>254</sup> 3000 salariés sont encore employés en 1970 dans une vingtaine d'établissement de l'agglomération sénonaise, Raphael Brun, *Economie industrielle de l'Yonne*, *Cahiers de l'institut d'économie régionale Bourgogne-Franche Comté*, n° 33, décembre 1981, p. 72.

<sup>&</sup>lt;sup>255</sup> Eugène Leclerc, *Chalon-sur-Saône en 1972, son expansion et son avenir*, APAUC, 1983, p. 8. Voir également sur la décentralisation dans cette ville, Jean-Claude Douroux, *Etude spécifique. Démographie, ressources en main-d'œuvre et perspectives d'emploi dans le triangle Chalon-sur-Saône, Le Creusot, Montceau-les-Mines*. Ministère des affaires sociales. Fonds national de l'emploi. Echelon régional de l'emploi de Dijon. Novembre 1967.

<sup>&</sup>lt;sup>256</sup> Simone Baroin, « Les étrangers en Bourgogne en quatre cartes », *DEB*, n° 10, juillet-août 1979, p. 39.

28.400 en 1968 (autant que dans la Côte-d'Or et l'Yonne réunis) puis culminent à près de 40.000 en 1975. La plupart se regroupent dans les villes industrielles : en 1968, Le Creusot en compte 4.600 (11% de la population)<sup>257</sup>, Montceau-les-Mines 3.600 (7%), Mâcon 2.160 (5,5%), Chalon-sur-Saône 1880 (3,7%) et Autun 1820 (8,8%). Au cours de la décennie suivante, leur accroissement concerne surtout Chalon-sur-Saône et Mâcon du fait du développement urbain de la première et de l'industrialisation de la seconde. En 1982, Chalon-sur-Saône accueille ainsi 5.800 étrangers, Le Creusot plus de 5.100, Mâcon près de 5.000, Autun et Montceau-les-Mines 2.600, Digoin 2.040 et Torcy 1.360<sup>258</sup>. Ces villes se différencient par leurs actifs étrangers. Mâcon en 1975 a le plus fort pourcentage d'étrangers actifs du fait de son essor industriel, Montceau-les-Mines le plus faible en raison du déclin des houillères.

La Côte-d'Or connaît un flux moins important mais plus long : les étrangers passent de 11.600 en 1946 à plus de 18.000 en 1968 et culminent a 28.700 en 1982<sup>259</sup>. Dijon en capte la plus grande partie, 8700 en 1968 qui représentent la plus forte population étrangère de toutes les villes de Bourgogne ; ils sont plus de 11.000 en 1975 dans cette commune, loin devant Chenôve et sa ZUP (1500), Auxonne (900), Beaune et Châtillon-sur-Seine (environ 700 chacune). Durant la fin des années 1970, la population étrangère s'accroît encore dans certaines villes notamment à Chenôve qui compte près de 3.400 étrangers en 1982.

L'Yonne arrive en troisième position. La population étrangère atteint près de 11.000 personnes en 1946, environ le même niveau qu'en Côte-d'Or, mais elle s'affaisse ensuite jusque vers 1962 avant de croître de nouveau pour atteindre plus de 10.000 personnes en 1968 et un maximum de près de 18.000 en 1982. En 1968, Sens et son pôle industriel autour de la construction mécanique compte 1.400 étrangers tandis qu'Auxerre demeure toujours peu captive avec seulement 816 étrangers<sup>260</sup>. En 1975, Sens est toujours

<sup>&</sup>lt;sup>257</sup> Recensement de 1968, sondage au quart. La ville comptait 1650 étrangers en 1954 et 3400 en 1966, selon Madeleine Guyon, *La population et la main-d'œuvre étrangère au Creusot*, DES, Université de Dijon, sd, p. 10.

<sup>&</sup>lt;sup>258</sup> Nous reprenons ici les chiffres des recensements quinquennaux publiés par l'INSEE. Les chiffres de la Préfecture sont mentionnés dans la brochure du SSAE, *Enfants de Migrants en milieu scolaire à Chalon-sur-Saône*, juin 1980, p. 3-4.

<sup>&</sup>lt;sup>259</sup> La préfecture de Côte-d'Or recense à cette date 32.300 étrangers, chiffre cité par Irène Régnier, « Etude du regroupement familial en Côte-d'Or », *Plein droit*, n° 12, novembre 1990.

<sup>&</sup>lt;sup>260</sup> Auxerre ne compte en 1950 que 1,7% d'étrangers, Charles Bettelheim, *une ville française moyenne* : *Auxerre en 1950. Etude de structure sociale et urbaine*. Paris : Armand Colin, 1950, p. 86.

en tête (2.400 étrangers) devant Auxerre (1650), Saint-Florentin et Joigny (un peu moins de 1.200 chacune), Avallon (730) et Migennes (650). L'essor se poursuit durant la fin des années 1970, sauf à Joigny : en 1982, on compte 3.200 étrangers à Sens, 2.700 Auxerre, 1.700 à Saint-Florentin et un millier à Migennes.

La Nièvre attire toujours quant à elle peu d'étrangers. Leur progression y est en outre moins forte que dans les autres départements : ils passent de 6.214 en 1946 à un pic de 7.500 en 1975, avec là encore un affaissement entre 1946 et 1968<sup>261</sup>. De 1968 à 1973 inclus, le nombre de travailleurs étrangers introduits ou régularisés par l'ONI n'est que de 1.830, ce qui représente 7,5% du total de la région Bourgogne<sup>262</sup>. Nevers compte de loin la plus forte population étrangère du département laquelle passe de 930 en 1968 à 1.500 en 1975 et franchit le seuil de 2.500 en 1990 ; les autres étrangers se regroupent dans quelques villes anciennement industrialisées comme Fourchambault, qui en compte près d'un millier en 1975 mais seulement 650 en 1982 ainsi que La Machine qui en accueille 290 en 1975 et plus que 185 en 1982.

L'immigration en Bourgogne se concentre on le voit dans quelques villes : des pôles urbains comme Dijon et dans une moindre mesure Chalon-sur-Saône, des villes moyennes anciennement industrialisées telles Le Creusot et Montceau-les-Mines, d'autres dont l'industrialisation est plus récente comme Saint-Florentin, Mâcon ou qui connaissent un nouvel essor industriel comme Autun<sup>263</sup>, de petites villes situées sur des aires industrielles, notamment Torcy, près du Creusot, des villes de grand ensemble comme Chenôve dans l'agglomération dijonnaise. Cette concentration urbaine des étrangers se manifeste dans tous les départements. Dans la Nièvre en 1975, 65% des étrangers se regroupent dans 13 communes seulement<sup>264</sup>.

## L'emploi

<sup>&</sup>lt;sup>261</sup> Interrompu par une légère remontée au début des années 1960.

<sup>&</sup>lt;sup>262</sup> Jean-Bernard Charrier, *Géographie de la Nièvre*, CRDP, 1976, p. 57.

<sup>&</sup>lt;sup>263</sup> Dominique Girard, « Autun, l'essor industriel récent d'une ville ancienne », *Géographie et recherche*, n° 2 mai 1972, p. 20-30.

<sup>&</sup>lt;sup>264</sup> Jean-marie Leblon, « Les étrangers dans la Nièvre », *Hommes et migrations*, Documents, vol. 1085, 1985, p.15.

Les grands secteurs d'emploi durant les quatre décennies d'après guerre sont sensiblement les mêmes que durant l'entre deux guerres. Le BTP d'abord qui emploie 9.500 étrangers en 1968 soit un tiers de l'ensemble des actifs étrangers. Parmi les nombreuses entreprises qui les recrutent, dont le siège est en Bourgogne ou en région parisienne, citons *Dehé* à Dijon ou *Terrade* à Chalon-sur-Saône dans les années 1950, *Jean Lefebvre* dans l'Yonne dans les années 1970, *Bruyère* vers 1979 (chantiers du TGV)...

Le secteur industriel (hors BTP) ensuite qui occupe en 1968 11.250 étrangers, soit près de 40% des travailleurs actifs étrangers. En tête vient l'industrie métallurgique. Citons pour la période 1950-1980 la Société des forges et ateliers du Creusot (SFAC) créée en 1949<sup>265</sup>, plus grosse entreprise de Bourgogne (près de 9.000 salariés au 30 juin 1967) qui emploie environ 1.200 étrangers vers le milieu des années 1960 ; occupés majoritairement dans la métallurgie lourde (forges, aciéries, fonderie, laminoirs), ils représentent 15 à 25% des ouvriers professionnels et 30 à 50% des ouvriers spécialisés et manœuvres<sup>266</sup>. D'où ce sentiment de relégation évoqué par d'anciens travailleurs étrangers de l'entreprise : « le travail qu'on faisait était très sale, très lourd. On travaillait avec les Français mais on avait toujours les mauvaises places parce qu'on était étranger, les Français avaient toujours les places au pont où il faisait moins chaud, c'était moins dur, ou sinon ils étaient chefs d'équipe, ou encore vérificateurs » 267. Ensuite une constellation d'entreprises qui emploient des étrangers en moins grand nombre : en Saône-et-Loire les forges de Gueugnon, en Côte-d'Or Vallourec (ex SMMA) à Montbard, la SEB à Selongey, les Ateliers mécaniques d'Is-sur-Tille (AMI) qui opèrent avec succès le virage du plastique (casiers à bouteilles) durant les années 1960, New Holland à Dijon dont le personnel étranger est majoritaire vers la fin des années 1970<sup>268</sup>, dans la Nièvre la Société mécanique du Nivernais...

Les nombreuses carrières de pierre situées dans tous les départements de la région continuent également de faire appel à la main-d'œuvre étrangère, de même que la céramique (faïences, tuileries...) où les tâches de manutention sont nombreuses et les

<sup>&</sup>lt;sup>265</sup> La SFAC reprend plusieurs activités de la société Schneider au Creusot, à Montchanin et à Chalon-sur-Saône. En 1970, elle fusionne avec la Compagnie des ateliers et forges de la Loire pour créer Creusot Loire.

<sup>&</sup>lt;sup>266</sup> Madeleine Guyon, op. cit., p. 23-25.

<sup>&</sup>lt;sup>267</sup> Centre de Francophonie de Bourgogne, *Mémoires d'émigrés*, 2005, p. 63.

<sup>&</sup>lt;sup>268</sup> Gabriel Ndibo-Zaoro, *L'industrie dans l'agglomération dijonnaise*, maîtrise géographie, université de Bourgogne, juin 1983, p. 78.

salaires peu élevés, notamment les entreprises de Saône-et-Loire (*Faïenceries de Sarreguemines* à Digoin, *Cérabati* à Paray-le-Monial et Ecuisses, *Chèze* à Palinges, *tuileries Perrusson* à Ecuisses, *Grande Tuilerie de Bourgogne* à Montchanin...), qui souffrent de surcroît des salaires plus élevés de la métallurgie<sup>269</sup>.

La confection et le textile qui s'appuient traditionnellement sur la main-d'œuvre féminine ne disposent pas non plus de réservoir ouvrier suffisant dans les années 1950-1975, aussi de nombreuses entreprises de ce secteur font-elles appel aux travailleurs ou travailleuses étrangers <sup>270</sup>: *Gerbe* à Saint-Vallier, qui en occupe 46 sur 350 salariés en 1957 ainsi que, dans les années 1970, la *Nouvelle Société Cotonnière de Côte-d'Or (NSCCO)* à Trouhans, la *STERAM* à Dijon, *Gerly* à Pougues-les-Eaux<sup>271</sup>...

Certaines entreprises d'agro-alimentaire, notamment celles situées en milieu rural, ont également recours à la main-d'œuvre étrangère : dans l'Yonne, la fromagerie *Paul Renard* à Flogny-la-Chapelle, commune qui compte 275 étrangers en 1975 soit 24% des 1.137 habitants, ou bien *La Chaillotine* (volailles) à Chailley, non loin de Saint-Florentin, entreprise qui occupe au début des années 1980 une main-d'œuvre majoritairement féminine et en grande partie étrangère (un tiers de l'ensemble des salariés)<sup>272</sup>.

Dans le secteur minier, les houillères de Blanzy qui réduisent drastiquement l'embauche à partir des années 1950 continuent épisodiquement à engager des étrangers jusqu'au milieu des années 1970. Ceux-ci sont toutefois nettement moins nombreux que durant l'entre deux guerres (plus que 11% en 1961)<sup>273</sup>.

L'agriculture (culture betteravière notamment mais aussi vendanges) ainsi que l'industrie sylvicole continuent enfin de faire appel à la main-d'œuvre étrangère permanente ou saisonnière. En 1968, 3.468 étrangers travaillent dans l'agriculture bourguignonne soit 12% de l'ensemble des actifs étrangers. A la fin des années 1970, c'est

<sup>&</sup>lt;sup>269</sup> L'INSEE note en 1961 que les salaires relativement bas distribués par les entreprises de céramique « découragent les travailleurs même sans spécialité qui préfèrent se diriger vers les industries des métaux aux salaires plus rémunérateurs ».

<sup>&</sup>lt;sup>270</sup> En 1966, dans la région du Creusot, les offres non satisfaites sont toujours très supérieures à la demande dans le textile et la confection, lesquels emploient environ 132 étrangers.

<sup>&</sup>lt;sup>271</sup> Voir également le témoignage d'une immigrée italienne ayant travaillé à la fabrique de bas « Beggy » vers Autun, Centre de francophonie de Bourgogne, op. cit., p. 47.

<sup>&</sup>lt;sup>272</sup> Alain Bataille et François Genreau, « La Chaillotine », *Géographie* 89, n° 8, juin 1984, p. 19

<sup>&</sup>lt;sup>273</sup> Jean-Claude Douroux, op. cit., p. 87. Les Houillères de Blanzy embauchent 1944 personnes en 1948, 256 en 1950, 85 en 1965. Le site d'exploitation de Darcy cessera toute activité le 30 avril 1992.

l'Yonne qui reçoit le plus grand nombre de saisonniers, employant à elle seule la plupart des vendangeurs étrangers qui viennent dans la région<sup>274</sup>.

# Le tarissement et le reflux postérieurs à 1970

La croissance de l'immigration est stoppée à partir des années 1970, et ce pour de nombreuses raisons. D'abord le ralentissement économique qui commence à poindre dès 1971 et qui s'accélère avec la crise de 1974, poussant les entreprises à se séparer d'une partie de leur main-d'œuvre peu qualifiée et à développer l'automatisation. Ensuite, les mesures gouvernementales prises en 1973 et 1974 destinées à suspendre l'entrée des travailleurs étrangers en France, mesures qui n'affectent toutefois pas la venue des familles des travailleurs migrants. Ajoutons à cela, l'arrêt de l'émigration décidée en 1973 par le gouvernement algérien, le dispositif d'aide financière au retour mis en place par le gouvernement français en 1976, les aides à la réinsertion instituées par l'Algérie<sup>275</sup> et enfin le mouvement des acquisitions de la nationalité française qui perdurent et s'accroîssent même à partir du début des années 1980. Les habitants déclarant être français par acquisition sont ainsi en Bourgogne 25.800 en 1968, 27.600 en 1975, 32.000 en 1982, 40.000 en 1990, 51370 en 1999. Les naturalisations touchent après la guerre surtout les Polonais, Italiens et Espagnols mais elles s'étendent progressivement à la plupart des groupes étrangers. Les naturalisés natifs du Maroc triplent par exemple en Bourgogne entre 1990 et 1999.

Dans ce contexte de crise, les réductions d'effectifs sont massives, notamment dans les bassins d'emploi du Creusot et de Sens. Certains secteurs sont particulièrement touchés, en particulier le BTP dont les effectifs chutent dans les grandes villes entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980<sup>276</sup>, ainsi que le textile et la métallurgie. Les fermetures d'usine se multiplient. Sur les 790 grands établissements industriels installés en Bourgogne en 1968, 206 cessent leur activité dans les treize années suivantes, dont 72

<sup>&</sup>lt;sup>274</sup> « L'immigration en 1980 », *DEB*, n° 23, septembre-octobre 1981, p. 33.

<sup>&</sup>lt;sup>275</sup> L'aide au retour instaurée entre 1977 et 1981, « le million des émigrés » ne séduit que 3515 Algériens, mais les accords franco-algériens de 1981 et les aides à la réinsertion instaurées en 1984 accroissent ces départs, estimés par patrick Weil à 76.876 entre 1977 et mai 1988, Patrick Weil, la France et ses étrangers (1938-1991), Paris : Calmann-Lévy, 1991, annexe 7.

A Mâcon, le BTP résiste jusqu'en 1975 où il perd près de 400 emplois, Pierre Audibert, op. cit., p. 9. Durant les neuf premiers mois de 1984, ce secteur perd 1.200 emplois en Bourgogne, la baisse s'accélérant par rapport à 1982 et 1983, DRTE-INSEE, « L'emploi en Bourgogne en 1984 » *DEB*, n°43, février 1985, p. 1.

appartenant au BTP. Dans l'industrie (BTP exclu), un grand établissement sur quatre ferme ses portes entre 1968 et 1981<sup>277</sup>. Parmi les dépôts de bilan d'usines, citons par exemple dans la métallurgie *Coste* à Lacanche au début des années 1970, *Boxal aérosols* et *Galvacentre* à Saint-Florentin après 1975<sup>278</sup> et surtout Creusot Loire en 1984, qui emploie encore en 1977 12% des effectifs salariés de l'ensemble de la Saône-et-Loire. Dans le textile, les fermetures sont également nombreuses, *Jacquard* et *Savo* au Creusot, *Garnier-Luneau* à Montceau-les-Mines, *STERAM* à Dijon.... Le chômage s'accroît fortement en Bourgogne: en 1984 (une des pire années en la matière), il atteint près de 10% de la population active.

Cette crise économique et les décisions politiques qui l'accompagnent affectent les entrées de travailleurs étrangers. Dès 1972, elles baissent de 20% en Bourgogne. Si en janvier et février 1974, 559 étrangers sont encore introduits dans la région par l'ONI., ils ne sont plus pendant les deux premiers mois de 1975 et 1976 que respectivement 27 et 52. C'est désormais l'immigration familiale, les réfugiés politiques, les étudiants et l'accroissement naturel qui alimentent l'essor de la population étrangère. En 1975 près de la moitié des étrangers entrés en Bourgogne sont des membres de familles d'immigrés et 20% sont des étudiants ou des stagiaires<sup>279</sup>. Sous l'effet des départs, des décès et des acquisitions de nationalité française, le nombre total d'étrangers dans la région revient ainsi de 90.000 en 1975 à 83.400 en 1990, 64.600 en 1999 et 63.000 en 2004. En matière d'emploi, la part des actifs étrangers se réduit dans de nombreux secteurs : dans le BTP, elle passe de 20% en 1975 à 15% en 1982 et de 10 à 8% dans l'industrie<sup>280</sup>. Entre 1975 et 1982, la population active étrangère a perdu plus de 4.000 actifs en Bourgogne<sup>281</sup>.

Tous les départements ne sont cependant pas affectés au même moment par ce tarissement et ce reflux. La Saône-et-Loire et la Nièvre sont touchées dès le milieu des années 1970 du fait du déclin de leurs grands pôles industriels. Entre 1975 et 1999, leur population étrangère passe respectivement de 39.730 à 24.200 personnes et de 7.485 à

<sup>&</sup>lt;sup>277</sup> Robert Génix, op. cit., p. 5.

<sup>&</sup>lt;sup>278</sup> Raphael Brun, Economie industrielle de la Saône-et-Loire, Cahiers de l'institut d'économie régionale Bourgogne-Franche Comté, n° 29, octobre 1979, p. 33.

<sup>&</sup>lt;sup>279</sup> En Côte-d'Or, les étudiants étrangers diminuent d'ailleurs fortement après 1975 : 903 en 1975, 317 en 1991.

<sup>&</sup>lt;sup>280</sup> Marc Camus, op. cit., p.11.

<sup>&</sup>lt;sup>281</sup> Martine Noblot, « Etrangers en Bourgogne, stabilité », *DEB*, n° 38, mars-avril 1984, p. 20.

5.000 personnes, soit des réductions de 40% et 33 %. En revanche le nombre d'étrangers en Côte-d'Or et dans l'Yonne ne diminue qu'à partir du début des années 1980. Entre 1982 et 1999, il régresse respectivement de 28.800 à 20.900 et de 6.100 à 5.000 personnes (baisses de 37% et 18%).

Au niveau des communes, la plupart des villes anciennement industrialisées voient leur population étrangère diminuer fortement à partir de 1975 (Le Creusot, Gueugnon, Digoin, en Saône-et-Loire, Fourchambault, La Machine dans la Nièvre, Lacanche en Côted'Or) ou de 1982 (Montceau-les-Mines). En revanche des communes de l'Yonne comme Saint-Florentin ou Joigny où les industries sont implantées plus tardivement (années 1960) et dans des secteurs plus dynamiques connaissent une augmentation de leur population étrangère jusqu'en 1990. A cette date, Saint-Florentin compte 26% d'étrangers soit le plus fort taux de Bourgogne. Dans les grandes villes mêlant secondaire et tertiaire comme Chalon-sur-Saône, Mâcon, Nevers ou Dijon, la baisse de le la population étrangère n'intervient également qu'à partir de 1990 de même que dans les communes de la banlieue dijonnaise comme Quetigny, Longvic ou Chenôve.

# 2°) L'évolution des provenances

La Bourgogne connaît après guerre une évolution des provenances migratoires. D'abord une phase de forte hausse des migrations d'Europe du sud – de l'Italie et d'Espagne d'abord puis du Portugal - et d'Algérie. Ensuite une croissance, également forte, de l'immigration marocaine suivi par l'essor d'un flux provenant de Turquie.

#### L'Europe du sud : Italiens, Espagnols et Portugais

Les Italiens

La population italienne connaît après guerre une nouvelle phase de croissance en Bourgogne et ce dans tous les départements. Elle passe de 7.776 en 1946 à 11.540 en 1954 et culmine à plus de 17.300 en 1962. A partir de cette date, la progression est stoppée. Ainsi l'ONI n'introduit ou ne régularise en Bourgogne que 479 Italiens en 1962, 289 en 1963 et 100 en 1969, alors qu'ils étaient un millier en 1961. Le tarissement des arrivées, les départs, les décès et les acquisitions de nationalité française font revenir la population italienne à 16.200 en 1968, 9.400 en 1982, 5.050 en 1999 et 4.000 en 2004. Ils représentent en 1999 la composante étrangère la plus âgée de la région : 56% sont âgés de 60 ans et plus.

C'est la Saône-et-Loire qui en accueille le plus grand nombre durant toute la seconde moitié du XXe siècle. Leur croissance est très forte jusqu'au début des années 1960, nettement plus élevée que durant l'entre deux guerres. En l'espace de seize ans, leur nombre est ainsi presque multiplié par 5, passant de près de 2.000 en 1946 à un peu moins de 10.000 en 1962. A cette date, ils sont deux fois et demie plus nombreux que lors du pic de 1926 et forment la première composante étrangère du département. Ils déclinent ensuite régulièrement – et fortement durant la période 1975-1982 - revenant à un peu plus de 3.000 en 1999. Durant l'après guerre, les Italiens se dirigent surtout vers les villes où ils séjournaient déjà par le passé, le Creusot en tête où ils sont plus de 1.500 en 1966 ainsi qu'Autun où ils forment un tiers des étrangers en 1972. En 1975, le communes les plus « italiennes » du département sont toujours Le Creusot (1.490) et Autun (810), suivies par Chalon-sur-Saône (520), Montceau-les-Mines (510) et Mâcon (370)... En 1999, ils ne sont plus que 540 au Creusot mais ils forment toujours la première composante étrangère de la ville. A Autun, Montceau-les-Mines et Chalon, ils ne dépassent pas 200 et sont entre 100 et 120 à Mâcon, Paray-le-Monial et Saint-Vallier.

Le second département par le nombre d'Italiens est la Côte-d'Or mais la progression y est nettement plus faible qu'en Saône-et-Loire. Ils atteignent 3.300 en 1946 et 5.250 en 1962 puis reviennent à 4.900 en 1968 et 1.370 en 1999. Aucune commune n'échappe à cette baisse : à Dijon, ils passent entre 1975 et 1999 de 1.605 à 450. Les autres communes où les Italiens dépassent la quarantaine en 1999 sont Chenôve (80) ainsi que Châtillon et Beaune (moins d'une cinquantaine)

Dans l'Yonne la population italienne s'élève à 1.700 personnes en 1946 mais à la différence des deux départements précédents, le flux se tarit très rapidement. Le département ne compte plus que 1.050 transalpins en 1968 et 400 en 1999 dont une cinquantaine résident à Sens et une trentaine à Auxerre. La Nièvre n'accueille quant à elle que 840 Italiens en 1946. Ils augmentent très légèrement dans la décennie suivante atteignant 1.110 personnes en 1962 puis déclinent continuellement pour ne plus comprendre que 220 personnes en 1999 dont une quarantaine résidant à Nevers.

La vague d'Italiens qui arrive en Bourgogne après guerre se disperse dans de nombreux secteurs industriels. Le bâtiment toujours<sup>282</sup> mais aussi la métallurgie avec la *SFAC* au Creusot qui en embauche beaucoup dans les années 1950 dont certains arrivés

<sup>&</sup>lt;sup>282</sup> Ils sont par exemple une soixantaine dans ce secteur au Creusot au milieu des années 1960.

directement d'Italie<sup>283</sup>, les *Forges de Gueugnon* où en 1981 les anciens salariés italiens composent encore la majorité des 205 étrangers<sup>284</sup> ou encore les *Ateliers mécaniques d'Issur-Tille* (*AMI*)<sup>285</sup>. La céramique, avec les *Faïenceries de Sarreguemines* à Digoin qui font appel à des Calabrais durant l'après guerre (124 Italiens sont toujours employés en 1974). Les mines également, les *Houillères de Blanzy* continuant à occuper des transalpins durant les années 1960 et 1970 (3,4% des effectifs en 1961).

Beaucoup de transalpins s'embauchent aussi dans l'agriculture. Dans les années 1950, ils forment notamment la grande majorité des centaines d'ouvriers introduits par l'ONI pour la récolte de la betterave en Côte-d'Or<sup>286</sup>. L'industrie sylvicole en recrute également. En 1947, la Direction départementale de la population émet ainsi le souhait que soit créé un service social à l'intention des ouvriers agricoles et des nombreux italiens (un millier environ) « éparpillés dans les forêts autunoises et qui, vu leur éloignement, ignorent souvent [leurs] droits en matière de lois sociales »<sup>287</sup>. Remarquons également la présence de plusieurs exploitants agricoles transalpins, notamment en Saône-et-Loire (ils sont encore une quarantaine dans ce département en 1975).

En 1975, la main-d'œuvre agricole saisonnière transalpine s'étant fortement réduite, la part des ouvriers de l'industrie est prépondérante, avec une composante plus forte de « contremaîtres et d'ouvriers qualifiés » qu'au sein des autres migrations (47,2% en Côte-d'Or, 39% en Saône-et-Loire). On note également le maintien d'une frange patronale relativement importante (110 patrons de l'industrie et du commerce en Côte-d'Or, 190 en Saône-et-Loire).

#### Les Espagnols

<sup>&</sup>lt;sup>283</sup> Voir l'exemple de Dominique Vitone qui à 19 ans arrive en provenance d'Oria, province de Brindisie, après avoir pris contact avec un camarade ouvrier à la *SFAC*, Centre francophonie de Bourgogne, op. cit., p. 43-48

<sup>&</sup>lt;sup>284</sup> Vincent Richard, « Une importante entreprise en milieu rural : les forges de Gueugnon », *Géographie et Recherche*, n° 44, décembre 1982., p. 68.

<sup>&</sup>lt;sup>285</sup> Laure Ozon-Grisez, Michel Valentin, *L'aventure Ami-Linpac*, Société d'histoire Tille/Ignon, 2007, p. 32. Voir également p. 61 le témoignage de Séraphine Demarchi, fille d'un immigré sicilien.

<sup>&</sup>lt;sup>286</sup> Selon les rapports d'activité de l'assistante sociale du SSAE, 559 betteraviers sont introduits par l'ONI en Côte-d'Or en 1957, 660 en 1958, 737 en 1959, 982 en 1960.

<sup>&</sup>lt;sup>287</sup> Rapport d'activité du SSAE, cité par Verena Meienberg, « Le SSAE en Bourgogne et en Franche Comté », *Accueillir*, n° 188-189, janvier-avril 1993, p. 15.

La population espagnole est forte de plus de 5.500 individus en Bourgogne en 1946, soit le double du niveau de 1936. On peut expliquer cet écart important – qui touche tous les départements de Bourgogne - par l'arrivée des réfugiés durant la fin des années 1930 et par de nouvelles migrations dans l'immédiate après guerre. L'ONI ne pouvant jusqu'aux accords franco-espagnols de 1956 les recruter officiellement et régulièrement, du fait des difficultés créées par Madrid<sup>288</sup>, ceux-ci arrivent souvent clandestinement en Bourgogne et sont régularisés après coup. Leur nombre progresse dans la région jusqu'en 1968 où ils atteignent près de 12.500 individus, prenant ainsi le relais de l'immigration italienne. Cette situation est toutefois de courte durée puisque les flux se tarissent à partir de la fin des années 1960 et qu'ils reviennent à 9.625 en 1975 et 3.000 en 1999, avec là encore une population vieillissante composée pour moitié environ de personnes âgées de 60 ans et plus.

La Saône-et-Loire en accueille le plus grand nombre : plus de 1.500 en 1946 et plus de 5.000 en 1968 mais seulement 1.300 en 1999. Le Creusot, principale ville de destination des migrants espagnols dans le département en compte un peu moins d'un millier en 1966 dont 258 oeuvrant dans la métallurgie et un nombre nettement plus faible dans le bâtiment. En 1999, cette commune qui n'accueille plus que 336 Ibères demeure toujours la première ville « espagnole » de Saône-et-Loire devant Mâcon (184), Chalon-sur-Saône (112) et Autun (84).

En Côte-d'Or, les Espagnols sont dans l'immédiate après guerre quasiment aussi nombreux qu'en Saône-et-Loire (1.420 en 1946). Le département s'appuie lui aussi fortement sur eux dans les années 1960 : en 1963, ils forment la moitié des 741 étrangers introduits officiellement dans le département surtout pour les besoins du bâtiment. En 1968, leur nombre s'élève à 3.300 (dont 480 à Dijon). Ils régressent ensuite continuellement, repassant sous les 900 en 1999. A cette date, Dijon en compte un peu plus de 300, Chenôve 56, Châtillon 28...

Dans l'Yonne, les Espagnols sont plus nombreux après la guerre qu'en Saône-et-Loire et qu'en Côte-d'Or : au nombre de 2.000 en 1946, ils représentent alors la seconde composante étrangère du département derrière les Polonais. Ils progressent ensuite moins fortement qu'en Côte-d'Or, culminant à 2.350 en 1968. En 1999, ils ne sont qu'un peu plus de 500, une cinquantaine résidant à Auxerre et une quarantaine à Sens.

Dans la Nièvre, la population espagnole n'est pas marginale après la guerre : forte de 1.300 personnes en 1946, elle se place là aussi en seconde position parmi les étrangers

-

<sup>&</sup>lt;sup>288</sup> Guy Hermet, op. cit., p. 30-31.

derrière les Polonais. Mais elle n'augmente guère ensuite atteignant dès 1962 un pic de 1.710 personnes. Les Espagnols diminuent régulièrement après cette date pour ne plus représenter que 255 personnes en 1999 dont une cinquantaine habitant Nevers.

Après la guerre, les Espagnols sont toujours fortement présents dans l'agriculture et notamment les métiers sylvicoles. Une enquête démographique sur le village d'Asnièressous-Bois dans l'Yonne effectuée en 1946 note ainsi avec surprise la présence « d'une véritable petite colonie de Portugais (8) et d'Espagnols (16) », ces derniers employés dans le bûcheronnage<sup>289</sup>. Dix ans plus tard en Côte-d'Or, face à la grosse pénurie de maind'œuvre dans le forestage, beaucoup d'Espagnols sont régularisés en qualité de bûcherons. En 1975, les salariés agricoles espagnols sont encore environ 300 en Bourgogne dont 110 dans l'Yonne et 100 dans la Nièvre<sup>290</sup>. En 1980, de nombreux vendangeurs saisonniers venant travailler dans l'Yonne sont Espagnols. Les secteurs industriels attirent aussi les migrants espagnols, le bâtiment notamment ainsi que la métallurgie, la SEB à Selongey dans les années 1950 par exemple et surtout la SFAC au Creusot. Cette entreprise embauche durant les années 1960 des Espagnols dont certains arrivés directement d'Espagne, tel cet électricien, monteur de moteurs électriques, venu des Asturies avec un groupe de compatriotes et qui a relaté dans un témoignage ses difficultés d'adaptation professionnelle : « Alors pour m'expliquer ce que je devais faire, c'était le problème de la langue! Je ne comprenais pas [...]. Il m'a donné une grosse tenaille [son voisin de travail]. On faisait des plaques pour les tourelles de char, la partie ronde qui tourne [...] mais quand on arrivait avec la plaque à la machine, lui me faisait signe de balancer... mais après pour lancer la plaque je ne savais pas faire, alors la plaque tombait ; le pauvre! Moi j'ai souffert, mais lui il était dans tous ses états; il disait « mais c'est anormal qu'on amène des gens qui ne comprennent pas le français, on ne peut rien leur expliquer »<sup>291</sup>. Si beaucoup d'Espagnols commencent à travailler comme manœuvres, plusieurs réussissent toutefois à obtenir une qualification. En 1975, la part des « contremaîtres et ouvriers qualifiés » par rapport à l'ensemble des ouvriers est relativement élevée chez les migrants espagnols : 35 % environ en Saône-et-Loire, 37 % dans la Nièvre, 50 % en Côte-d'Or.

<sup>&</sup>lt;sup>289</sup> J. Tricart, «Exemple d'évolution d'une société rurale en « milieu répulsif » : Asnières-sous-bois (Yonne) », *Population*, 4<sup>ème</sup> année, n° 1, janvier-mars 1949, p. 504.

<sup>&</sup>lt;sup>290</sup> 50 en Côte-d'Or et 35 en Sâone-et-Loire.

<sup>&</sup>lt;sup>291</sup> Témoignage de Juan, Centre de francophonie de Bourgogne, op. cit., p.79-92.

### Les Portugais

L'arrivée des Portugais en Bourgogne s'inscrit dans cette énorme vague de départs du Portugal qui s'effectue de 1960 à 1973. On avance le chiffre de 1,4 millions d'émigrants fuyant la misère et le régime salazariste durant cette période, sur un total d'environ 9 millions d'habitants. Leur principale destination est la France<sup>292</sup>. En Bourgogne, ils passent de 1.460 en 1946 à près de 3.300 en 1962, puis prenant le relais des migrants italiens et espagnols, ils s'accroissent très fortement atteignant 13.250 personnes en 1968 et culminant à environ 33.000 en 1975, représentant alors 36,5 % de l'ensemble des ressortissants étrangers de la région<sup>293</sup>. A cette date ils représentent de loin la plus grosse composante étrangère de Bourgogne (plus d'un tiers des étrangers). Après 1975, leur déclin est toutefois continu : ils reviennent à 28.300 en 1982 du fait notamment de retours au pays<sup>294</sup> puis16.600 en 1999, 14.000 en 2004. C'est une population qui vieillit mais qui demeure nettement moins âgée que les Italiens et Espagnols du fait d'arrivées plus tardives : en 1999, la part des portugais âgés de 60 ans et plus n'est que de 17 %.

L'immigration portugaise dans les années 1960 est constituée en partie de nombreux migrants clandestins qui traversent la frontière en fraude par l'intermédiaire d'un réseau de passeurs, lesquels se chargent de les acheminer moyennant le paiement de sommes élevées (dans le cas du Creusot, 1000 à 1.500 francs, parfois plus). Beaucoup sont ensuite régularisés en obtenant dans un premier temps une carte de résidents temporaire. Muni de cette carte, ils se rendent au consulat à Lyon où on leur accorde un passeport qui leur permet d'aller chercher leur famille au Portugal<sup>295</sup>.

Le premier département par le nombre de Lusitaniens est la Saône-et-Loire. Encore très peu nombreux en 1946, ils sont déjà près de 1.200 en 1962, près de 6.000 en 1968 et 14.500 en 1975. En 1972, à Autun ils représentent déjà environ près d'un tiers des étrangers. Leur nombre décline ensuite fortement dans l'ensemble du département, revenant à 12.000 en 1982 et 6.230 en 1999, la fermeture de Creusot Loire ayant entraîné

<sup>&</sup>lt;sup>292</sup> La population portugaise y passe de 20.000 personnes en 1958 à plus de 700.000 en 1974.

<sup>&</sup>lt;sup>293</sup> 35.000 selon les statistiques préfectorales, Simone Baroin, op. cit., p. 6.

<sup>&</sup>lt;sup>294</sup> Plusieurs rapports et articles des services sociaux en Bourgogne attestent de ce mouvement de retour. Rappelons que 40 % des 70.000 demandeurs de l'aide financière du gouvernement français de 1976 sont Portugais, *Population*, 50<sup>ème</sup> année, n° 2, mars-avril 1995, p. 516.

<sup>&</sup>lt;sup>295</sup> Madeleine Guyon, op. cit., p. 14. Voir également le témoignage de Victor, portugais embauché à la SFAC, Centre de francophonie de Bourgogne, op. cit., p.72.

un certain nombre de retours au pays<sup>296</sup>. En 1999, les Portugais se concentrent surtout à Mâcon (un millier), Le Creusot (740), Chalon-sur-Saône (340), Gueugnon (250)...

En Côte-d'Or, les Portugais stagnent autour de 4 à 500 personnes jusqu'en 1962 puis ils progressent nettement : ils sont 3.500 en 1968 et culminent à plus de 8.500 en 1975. Dijon en accueille un grand nombre (près d'un millier en 1968) mais aussi des communes limitrophes : en 1970, au « Vieux Ouetigny », les étrangers, qui représentent un quart de la population active du village, sont en majorité portugais<sup>297</sup>. Hors de l'agglomération, ils s'établissent dans certaines petites communes où ils forment parfois des groupes importants comme à Leuglay. La population portugaise diminue ensuite dans le département pour revenir à environ 5.000 en 1999. Dans l'Yonne, le rythme de l'évolution et les étiages sont comparables : de moins de 400 jusqu'en 1962, ils atteignent 2.900 en 1968 et stagnent autour de 6.700 de 1975 à 1982, avant de revenir à 4.200 en 1999. Dans la Nièvre, leur nombre décolle après 1962 pour franchir les 1200 personnes en 1968 et culminer à 3.200 personnes en 1975 ; une forte baisse les fait revenir ensuite à moins de 2.000 personnes en 1982, c'est dire que la population portugaise perd plus de 1.200 personnes dans ce département en l'espace de sept ans, du fait vraisemblablement des compressions d'effectifs des sites industriels et des retours au pays. La population se stabilise après 1982 puis décline de nouveau pour revenir 1340 personnes en 1999 dont 242 résidant à Nevers.

On retrouve dans l'implantation lusitanienne en Bourgogne le phénomène de capillarité spatiale des Italiens à partir de la fin du XIXe siècle. En 1975, les Portugais représentent ainsi de 80 à 100 % des étrangers dans quelques cantons ruraux comme Sennecey-le-Grand, Saint-Léger-sous-Beuvray, Tramaye et Liernais en Côte-d'Or. Dans une trentaine d'autres situés dans les quatre départements mais surtout dans le sud de la Saône-et-Loire et le long de l'axe Corbigny, Tannay, Clamecy, ils forment de 50 à 79 % des étrangers<sup>298</sup>...

Les Portugais investissent majoritairement le BTP et différents secteurs industriels. Parmi les nombreux employeurs qui font appel à eux, on peut citer dans la métallurgie les forges de Gueugnon qui en embauchent 120 de 1970 à 1974<sup>299</sup> et *New-Holland* à

<sup>&</sup>lt;sup>296</sup> Mission locale avenir jeunes du Creusot in *Accueillir*, n° 188-189, avril 1993, p. 57

<sup>&</sup>lt;sup>297</sup> J. Danrey, « Quetigny, un essai d'urbanisation contrôlée d'une commune rurale », *Revue de l'économie du Centre Est*, p. 22.

<sup>&</sup>lt;sup>298</sup> « Les étrangers en Bourgogne en quatre cartes », *DEB*, n° 10, juillet-août 1979, carte 4.

<sup>&</sup>lt;sup>299</sup> Vincent Richard, op.cit., p. 68.

Dijon durant les années 1970. Dans la céramique, les Faïenceries de Sarreguemines à Digoin où ils sont 240 en 1974. Dans les plastiques, Ami-Linpac à Is-sur-Tille à partir de la fin des années 1960<sup>300</sup>. Dans le textile et la confection la NSCCO qui en engage une trentaine en 1969, Gerly à Pougues-les-Eaux dans la Nièvre qui emploie en 1973 120 jeunes portugaises sur 386 salariés, soit 31 % de l'effectif<sup>301</sup>. Dans l'agro-alimentaire, La Chaillotine à Chailley... Au sein des ouvriers, la part des « contremaîtres et ouvriers qualifiés » est plus faible que chez les migrants italiens ou espagnols : entre 23% et 25 % dans les quatre départements de la région. Si l'immigration portugaise est essentiellement ouvrière, elle comporte une frange de petits entrepreneurs, dans le secteur du bâtiment notamment ou dans le nettoyage industriel. En 1975, 100 patrons du commerce et de l'industrie portugais sont recensés en Bourgogne dont 35 dans l'Yonne et 25 en Côted'Or<sup>302</sup>. En 1999, Dijon compte 32 artisans portugais, Mâcon 20... Outre l'industrie, l'agriculture s'appuie également fortement sur les Lusitaniens. La Bourgogne compte 800 salariés agricoles portugais en 1975 dont 315 en Côte-d'Or et 190 dans l'Yonne<sup>303</sup>. En 1980, ils forment la majorité des saisonniers agricoles de la région. Une des caractéristiques enfin de l'immigration portugaise est la place importante des femmes domestiques. Le phénomène est surtout remarquable en Côte-d'Or du fait des offres de l'agglomération dijonnaise : en 1975, ce département compte ainsi 205 « gens de maison et domestiques ».

#### L'Europe de l'Est : les Polonais

Après le flux massif de l'entre deux guerres, la population polonaise de Bourgogne décroît régulièrement, du fait de retours vers la Pologne, des acquisitions de nationalité française et des décès d'une population vieillissante. Au nombre d'environ 19.000 au sortir de la seconde guerre mondiale, les Polonais ne sont plus que 7.700 en 1962, et 4.600 en 1975 formant alors la sixième composante étrangère de la région. A cette date plus de 6700 Polonais sont devenus français<sup>304</sup>. Les Polonais n'apparaissent plus ensuite dans les statistiques publiées par l'INSEE sur la Bourgogne. En 1975, ils comptent une forte

<sup>&</sup>lt;sup>300</sup> Laure Ozon-Grisez, Michel Valentin, op. cit., p. 49.

<sup>&</sup>lt;sup>301</sup> Marie-France Gribet, *L'activité industrielle dans le Val de Loire*, Lille : atelier de reproduction des thèses, université Lille III, 1982, p. 523.

<sup>&</sup>lt;sup>302</sup> 20 en Saône-et-Loire et autant dans la Nièvre.

<sup>&</sup>lt;sup>303</sup> Ils sont moins nombreux dans les deux autres départements : 160 dans la Nièvre et 130 en Saône-et-Loire.

<sup>304</sup> Catherine Juif, op. cit., p. 383.

proportion de retraités (1.700 contre seulement 1.000 personnes actives), dont un quart composé d'anciens agriculteurs et 38% d'anciens salariés du secteur public dont beaucoup de mineurs.

En 1954, la Saône-et-Loire compte un peu plus de 6.000 Polonais ayant gardé leur nationalité d'origine et 2.439 naturalisés dont 65% de moins de 25 ans. Les Polonais demeurent encore la composante étrangère la plus nombreuse du département, regroupés surtout dans les villes de Montceau-les-Mines et du Creusot. Au début des années 1970, le mouvement de hausse des acquisitions de nationalité française et de baisse des ressortissants étrangers s'est poursuivi : en 1975, 2.300 individus sont restés Polonais tandis que 3.020 sont devenus français. Dans les autres départements la baisse est également régulière. Dans l'Yonne, ils passent de 3.600 en 1946 à 2.760 en 1954, 1.510 en 1962 et 875 en 1975. Ils résident à cette date dans de nombreux cantons, plutôt du nord du département (employés pour certains dans l'agriculture) ainsi que dans les aires urbaines de Sens et Auxerre. En Côte-d'Or, leur nombre qui s'élève à 3.100 en 1946 régresse à 2.360 en 1954, 1.500 en 1962 et 800 en 1975. Ils habitent majoritairement dans l'agglomération dijonnaise, les cantons de Genlis, Nuits-Saint-Georges, Beaune et la région de Châtillonsur-Seine et Montbard. Après la guerre, des Polonais travaillent comme ouvriers agricoles auprès des viticulteurs de la Côte. D'autres, parmi lesquels quelques petits producteurs d'oignons de la plaine de la Saône, acquièrent quelques terrains dans la région de Gevrey et y plantent des vignes<sup>305</sup>. Dans la Nièvre ils sont 2.300 en 1946 mais seulement 1.530 en 1954 et 610 en 1975. Ils se concentrent dans la ville, anciennement minière, de La Machine.

Les Polonais actifs en 1975 sont encore massivement ouvriers (65%) mais moins cependant que l'ensemble des étrangers (85%) ; ils s'emploient plutôt dans l'industrie (50%) (mines et métaux en Saône-et-Loire) mais peu dans le bâtiment et les travaux publics (9% seulement) à la différence des Maghrébins et des Portugais ; 23% travaillent dans le tertiaire et 17% dans l'agriculture (salariés mais aussi exploitants), soit une proportion plus forte que l'ensemble des bourguignons (13%)<sup>306</sup>. Dans les années 1950, les femmes polonaises en Saône-et-Loire travaillent souvent comme domestiques chez des

<sup>&</sup>lt;sup>305</sup> Témoignage fourni par Henri Magnien, vigneron à la retraite.

<sup>&</sup>lt;sup>306</sup> Anne-Marie Dussol, « Les Polonais en Bourgogne », *DEB*, n° 11, octobre-novembre 1979, p. 14-18.

particuliers ou bien comme ouvrières dans des domaines comme la bonneterie, l'industrie de la chaussure, le commerce<sup>307</sup>.

## Le Maghreb : Algériens, Marocains et Tunisiens

#### Les Algériens

La population algérienne croît en Bourgogne depuis l'après guerre jusqu'au début des années 1980, passant en 20 ans de près de 4.000 individus en 1962 à 10.300 en 1982. Après cette date, elle diminue dans tous les départements, revenant à 6.510 en 1999 (dont 21% âgés de 60 ans et plus), 5.000 en 2004.

La Saône-et-Loire industrielle est dès l'après guerre le département bourguignon qui en accueille le plus grand nombre (près de 500 au Creusot en 1956 mais leur nombre fléchit pendant la guerre d'Algérie<sup>308</sup>). Ils sont ensuite dans ce département 1.610 en 1962, 2.760 en 1968 et 5.360 en 1982 puis déclinent régulièrement, dépassant toutefois encore les 3.000 en 1999. En 1975, les Algériens se concentrent surtout à Chalon-sur-Saône (915), Le Creusot (855), Mâcon (530), Montceau-les-Mines (220), Autun (150) et Gueugnon<sup>309</sup>. La baisse est ensuite générale mais inégale. Elle est forte à Châlon-sur-Saône et au Creusot qui n'accueillent plus en 1999 que 610 et 470 Algériens ; en revanche Mâcon compte encore à cette date 500 Algériens, Montceau-les-Mines 310 (nettement plus qu'en 1975), Autun 142 et Gueugnon 125.

En Côte-d'Or, la présence algérienne est également ancienne. Ils sont 260 environ en 1949 entre 5 et 600 au milieu des années 1950<sup>310</sup>. Ils connaissent ensuite une forte progression, atteignant 1.637 individus en 1962, plus de 2.100 en 1968 (dont 500 à Dijon<sup>311</sup>) et près de 3.500 en 1982, avant de décliner du fait des départs<sup>312</sup> et des acquisitions de

<sup>&</sup>lt;sup>307</sup> Catherine Juif, op. cit., p. 206-208. En 1957, Gerbe à Saint-Vallier emploie 30 Polonais hommes et femmes sur 350 salariés.

<sup>&</sup>lt;sup>308</sup> Madeleine Guyon, op. cit., p. 5.

<sup>&</sup>lt;sup>309</sup> Les chiffres d'étrangers à Gueugnon en 1975 ne sont pas publiés par l'INSEE. L'étude *Enfants de migrants à Chalon-sur-Saône* publiée en 1981 mentionne pour ces communes les chiffres d'étrangers par nationalités émanant de la Préfecture.

<sup>&</sup>lt;sup>310</sup> 500 pour la seule ville de Dijon en 1955 selon A M Luchini, *L'agglomération dijonnaise, essai de sociologie*, manuscrit, sd. Le recensement de 1954 mentionne 540 musulmans originaires d'Algérie en Côte-d'Or dont 360 à Dijon.

<sup>&</sup>lt;sup>311</sup> J. Giroux, « Les mouvements de population entre 1962 et 1968 dans l'agglomération dijonnaise » *Géographie et Recherche*, n° 3, 1972, p 26 à 39.

<sup>&</sup>lt;sup>312</sup> « En 1979, l'immigration en provenance de l'Algérie avait été très faible et compensée par des retours au pays », *L'immigration en Côte-d'Or*, archives ANAEM.

nationalité française pour revenir à 2.412 en 1999. A cette date, Dijon compte un peu plus d'un millier d'Algériens, Chenôve près de 400, Beaune 150, Longvic 80... Dans l'Yonne, les étiages sont nettement inférieurs : les Algériens sont moins de 300 en 1962 et moins d'un millier en 1975, stagnant ensuite à ce niveau jusqu'en 1990 puis revenant à 750 en 1999. Seules deux villes de ce département accueillent plus d'une centaine d'Algériens en 1999 : Sens (183) et Auxerre (131). Peu nombreux dans la Nièvre, ils culminent à 550 en 1982 et régressent à 330 en 1999, dont plus de la moitié habitant Nevers .

De l'après guerre aux années 1980, les Algériens sont employés surtout dans les entreprises de travaux publics, telles que Sade (canalisations) ou Dehé, entreprise parisienne à qui est confiée de nombreux chantiers en Bourgogne, durant les années 1950 ou encore Jean Lefebvre dans l'Yonne pendant les années 1970. Après la guerre, la maind'œuvre algérienne des travaux publics est parfois recrutée directement en Algérie pour des travaux urgents, ce qui occasionne des contestations une fois leur arrivée en Bourgogne. C'est ainsi que Dehé doit faire face en 1955 à la grève sur un chantier de Mailly-la-Ville de 22 Algériens originaires de la région de l'ex Orléansville (El Asnam puis Chlef) qui demandent une hausse de leur salaire et le remboursement de leurs frais de voyages comme cela le leur avait été promis. Si ces travailleurs ne séjournent que provisoirement sur le chantier, il peut arriver aussi que la venue d'ouvriers algériens donne lieu ensuite à une implantation locale. A Selongey, vers la fin des années 1950, un groupe en partie originaire de la région de Béni-Saf, parvenant en Côte-d'Or au cours de son parcours migratoire, se fait embaucher comme manœuvres par l'Entreprise générale de construction créée par le dirigeant de la SEB Frédéric Lescure. Profitant ensuite de la présence de l'usine, ils parviennent progressivement à faire venir leur famille si bien qu'ils constituent un ensemble de 66 personnes en 1959 (22 hommes, 14 femmes, 30 enfants).

Beaucoup d'Algériens opèrent également dans la métallurgie. En Côte-d'Or dès 1949, la *SMMA* à Montbard en emploie 16 et les établissements *Coste* à Lacanche 24. En Saône-et-Loire en 1955, 80 travaillent aux *Forges de Gueugnon*, environ le même nombre à la *SFAC* au Creusot. Dans les années 1950, quelques autres oeuvrent dans la céramique (*Cérabati* à Ecuisses, tuileries de Saône-et-Loire et de Côte-d'Or...) et dans les verreries de Chalon-sur-Saône (*Verreries mécaniques de Bourgogne* ou *Aupècle*<sup>313</sup>). Les carrières de pierre offrent un autre débouché à la main-d'œuvre algérienne (carrières de Saulieu après guerre et carrières de Comblanchien depuis les années 1950 jusque vers les années 1980...).

<sup>&</sup>lt;sup>313</sup> Verrerie fermée en 1959.

Notons encore qu'en Saône-et-Loire une trentaine d'Algériens sont recensés comme ouvriers mineurs en 1975, employés vraisemblablement par les *Houillères de Blanzy*. Les ouvriers algériens sont dans l'ensemble peu qualifiés. En 1975 la part des « contremaîtres et ouvriers qualifiés » par rapport à l'ensemble des ouvriers est d'environ 30 % dans l'Yonne (où ils sont il est vrai peu nombreux), 24% en Côte-d'Or et 19% en Saône-et-Loire.

#### Les Marocains

La population marocaine en Bourgogne croît plus tardivement mais nettement plus fortement que la population algérienne. Elle compte environ 1.200 personnes de 1962 à 1968, concentrées essentiellement dans l'Yonne et la Côte-d'Or, puis connaît une forte augmentation atteignant 16.300 personnes en 1982 et culminant à près de 20.000 en 1999 (dont seulement 9% âgés d'au moins 60 ans), avant de revenir à 13.500 en 1999 et 11.000 en 2004.

A la différence des Algériens qui séjournent majoritairement en Saône-et-Loire, les Marocains se dirigent d'abord vers la Côte-Or. Encore très peu nombreux à la fin des années 1940 (le service de la main-d'œuvre en recense une vingtaine en 1949), ils sont près de 700 en 1962 et environ un millier vers la fin des années 1960. Ils croissent beaucoup plus fortement ensuite et atteignent 3.800 personnes en 1975, près de 7.100 en 1982 (deuxième composante étrangère du département derrière les Portugais) et plus de 8.100 en 1990 avant de revenir à 5.350 en 1999. Entre 1975 et 1978 plus de 2.500 Marocains arrivent en Côte-d'Or au titre du regroupement familial. Les Marocains en Côte-d'Or se concentrent traditionnellement dans l'agglomération dijonnaise, surtout depuis l'arrivée dans la ville vers 1965 d'anciens tirailleurs des 4ème et 5ème RTM<sup>314</sup> en garnison en Allemagne. D'environ 900 en 1968<sup>315</sup>, ils passent à 6.000 dans cette agglomération en 1982. En 1999, la seule ville de Dijon compte plus de 2.500 Marocains, Chenôve un millier, Longvic, Beaune et Quétigny entre 230 et 250 chacune et Montbard 155.

Le second département est l'Yonne où l'augmentation est très forte depuis la fin des années 1960. La population marocaine compte 440 personnes en 1962, un peu moins en 1968 puis fait un bond atteignant 2.600 personnes en 1975, plus de 5.000 en 1982 et près de 6.000 en 1990, avant de revenir à 4.350 en 1999. Les Marocains dans l'Yonne résident

<sup>&</sup>lt;sup>314</sup> Régiments de tirailleurs marocains.

<sup>&</sup>lt;sup>315</sup> J. Giroux mentionne 896 Marocains en 1968 à Dijon, « Les mouvements de population entre 1962 et 1968 dans l'agglomération dijonnaise », *Géographie et Recherche*, n° 3, p. 26 à 39.

essentiellement à Auxerre, Sens, Saint-Florentin (ce qui explique le plus fort taux d'étrangers de cette commune dans toute la Bourgogne en 1990) et Migennes. En 1999, ces villes en accueillent respectivement un millier, 800, 600 et 280.

En Saône-et-Loire, l'industrie fait peu appel aux Marocains après guerre. La population marocaine demeure très faible durant les années 1950 et 1960, ne comprenant en 1968 que 220 individus. Elle progresse nettement ensuite atteignant 1.830 individus en 1975, 3.100 en 1982 et 4.300 en 1990 puis revenant à 2.790 en 1999. Les Marocains se regroupent surtout à Mâcon, Chalon-sur-Saône et Montceau-les-Mines mais on ne retrouve pas de concentration comparable à celle de Dijon. En 1999, les Marocains sont un millier à Mâcon, 770 à Chalon-sur-Saône, 300 à Montceau-les-Mines et une centaine au Creusot. Dans la Nièvre, ils ne dépassent pas la cinquantaine jusqu'en 1968 mais ils sont 600 en 1975, plus de 1.000 en 1982 et culminent à 1430 en 1990 avant de revenir à 950 en 1999 dont 570 résidant à Nevers.

Les Marocains travaillent comme la plupart des Maghrébins souvent dans le BTP. Mais la métallurgie en recrute également beaucoup : en 1968, dans l'agglomération dijonnaise, plusieurs anciens combattants sont occupés comme OS sur machines par une entreprise métallurgique dépendant des établissements *Peugeot*. La métallurgie montbardoise (*Vallourec*, *Métal déployé*) et surtout les entreprises d'aluminium de Saint-Florentin en embauchent également dans les années 1970... Les ouvriers marocains sont parmi les moins qualifiés. En 1975, la part des « contremaîtres et ouvriers qualifiés » par rapport à l'ensemble des ouvriers d'industrie est très faible : 20% en Saône-et-Loire, 19% en Côte-d'Or et 17% dans l'Yonne. Beaucoup d'autres sont occupés dans l'agriculture, notamment dans l'Yonne. Le recensement de 1975 indique ainsi près de 200 salariés agricoles marocains dans ce département, autant que les Portugais, et une cinquantaine en Côte-d'Or. Dans ce département, la société *Geisweiller et fils* de Nuits-Saint-Georges voulant relancer en 1972 le vignoble à Bévy, près de Gevrey-Chambertin, recrute au Maroc, par l'intermédiaire d'un chef de culture, des ouvriers viticoles chargées de planter des vignes sur 3000 parcelles remembrées, faute de trouver une main-d'œuvre locale.

#### Les Tunisiens

La population tunisienne est globalement faible en Bourgogne. Légèrement supérieure à 400 personnes en 1968, elle progresse toutefois après 1970 atteignant 2.125 personnes en 1975 et culminant à 3.630 en 1982 ; elle régresse après 1990 pour revenir à 2.400 individus en 1999. La caractéristique de l'immigration tunisienne est sa

concentration en Saône-et-Loire où elle passe de moins de 300 en 1968 à 1.200 en 1975 et 2.400 en 1982, décroissant ensuite, surtout après 1990, pour revenir à 1.540 en 1999 (dont seulement 7% âgés d'au moins 60 ans). La plupart des Tunisiens du département se concentrent à Chalon-sur-Saône, ville qui en accueille encore près d'un millier en 1999<sup>316</sup>. Une grande partie d'entre eux est originaire du village de Menzel Kamel (arrière pays de Monastir), ces migrants ayant constitué un vaste réseau de transfert de pièces détachées de moteurs d'automobiles entre la France et la Tunisie<sup>317</sup>.

Dans les autres départements, les Tunisiens sont nettement moins nombreux. En Côte-d'Or, ils passent d'une centaine en 1968 à 830 en 1990 puis reviennent à moins de 500 en 1999 dont 190 résidant à Dijon et entre 40 et 60 à Beaune, Chenôve et Longvic. Dans l'Yonne, ils culminent à près de 450 en 1982 puis reviennent à 260 en 1999 habitant surtout Sens (72) et Auxerre (48). Dans la Nièvre, ils ne dépassent pas 200 de la fin des années 1940 à 1999, la plupart habitant Nevers.

#### Les Turcs

L'immigration ouvrière turque apparaît en France en 1970 à la suite d'accords d'immigration entre la France et la Turquie. Cette migration prend très vite une certaine ampleur en Bourgogne sans connaître, à la différence des autres migrations, de reflux significatif durant les années 1980. En 1975, les Turcs sont déjà 1900 dans la région (2,1% de l'ensemble des étrangers). Ils atteignent ensuite 5.950 personnes en 1990 et reviennent à 5.360 en 1999 et 5.000 en 2004. C'est une immigration au départ fortement masculine mais les membres de familles de travailleurs turcs introduits par l'ONI s'accroissent très vite, représentant de 1975 à 1978 près de 17% de l'ensemble des familles entrées dans la région. C'est la population migrante la plus jeune de Bourgogne avec un taux de personnes âgées d'au moins 60 ans de seulement 3,5% en 1999. Remarquons que cette migration est également alimentée dans les années 1980 par l'arrivée de plusieurs réfugiés kurdes<sup>318</sup>.

La Saône est Loire en accueille le plus grand nombre. D'un peu moins d'un millier en 1975, ils passent à 2.560 en 1990 et se stabilisent à ce niveau jusqu'en 1999. Les Turcs se concentrent surtout dans ce département à Mâcon qui en compte 1.100 en 1999,

<sup>&</sup>lt;sup>316</sup> Mâcon et Le Creusot n'en comptent respectivement que 114 et 88 à cette date.

<sup>&</sup>lt;sup>317</sup> Voir Institut de recherches sur la Maghreb Contemporain, *Correspondances, bulletin d'informations scientifiques*, n° 68, octobre-décembre 2001, p. 14.

<sup>&</sup>lt;sup>318</sup> En Côte-d'Or, 12% des réfugiés proviennent de Turquie en 1991.

beaucoup habitant depuis les années 1980 au sein de la cité de La Résidence<sup>319</sup>. Ils viennent majoritairement d'une province rurale, proche de la ville de Yozgat en Anatolie centrale. Dans les autres communes, les niveaux sont nettement moins élevés : en 1999, entre 220 et 190 résident à Chalon-sur-Saône, au Creusot et à Autun, 170 à Montceau-les-Mines et 55 à Digoin.



# Fête turque à La Résidence (Mâcon vers 1992)

Photo SSAE Bourgogne

Le second département est l'Yonne où les Turcs passent de 325 en 1975 à 1.610 en 1990, régressant ensuite légèrement pour revenir à 1.410 en 1999. A cette date deux communes se détachent par leur présence turque : Sens qui accueille 440 Turcs soit 31% des Turcs du département et Migennes (212 Turcs) ; viennent ensuite Auxerre et Joigny (140 chacune) et Avallon (110)...

En Côte-d'Or, les Turcs sont près de 500 en 1975, légèrement plus nombreux que dans l'Yonne, mais leur progression est plus faible ensuite puisqu'ils ne culminent qu'à

<sup>2.1</sup> 

<sup>&</sup>lt;sup>319</sup> Lire sur les Turcs à La Résidence, deux articles de la revue *Accueilli*r, janvier-avril 1993 : « Nous sommes tous des médiateurs », p. 48-50 et Marie-Madeleine Passot, « Nous n'avons pas à remplacer les travailleurs sociaux », p. 51-52. Une étude sociologique sur les Turcs de la commune a récemment été menée par l'association Elelé basée à Paris.

1.120 en 1999. En matière d'implantation urbaine, on ne retrouve pas un phénomène de concentration équivalent aux deux départements précédents. En 1999, Dijon vient en tête mais avec seulement 254 Turcs (22% de l'ensemble des Turcs du département) devant Chenôve (90). A noter qu'une ville éloignée de l'agglomération dijonnaise comme Châtillon-sur-Seine compte le même nombre de Turcs que Chenôve, ceux-ci représentant la première composante étrangère de la ville. Les Turcs sont également fortement présents dans la région de Saint-Jean-de-Losne depuis leur arrivée à Trouhans en 1970. Dans la Nièvre, les Turcs passent de 120 en 1975 à 664 en 1990 puis reviennent à 452 en 1999. A cette date, la moitié d'entre eux réside à Nevers.

Les Turcs sont employés dans les années 1970 dans différents domaines industriels. En Saône-et-Loire, certains sont embauchés vers 1974 par les *Houillères de Blanzy*, d'autres travaillent dans des entreprises de métallurgie ou de céramique. En Côte-d'Or, 80 d'entre eux sont recrutés en 1970 par la *NSCCO* pour travailler aux filatures de Trouhans. Un courant d'immigration se constitue ensuite dans cette aire donnant lieu à l'implantation de nombreuses familles turques à Trouhans, Brazey-en-Plaine et Saint-Jean-de-Losne. Cette population se maintient malgré les déboires de l'usine et sa fermeture au milieu des années 1990, plusieurs Turcs investissant le secteur du bâtiment. En 1982, Trouhans compte 125 Turcs, Brazey 119. Le forestage est un autre débouché professionnel pour les Turcs de Bourgogne qui prennent le relais des bûcherons d'Europe du sud. Remarquons enfin que l'immigration turque compte un certain nombre de chefs d'entreprise dans le bâtiment ou le forestage ainsi que plusieurs commerçants dans la restauration. Mâcon notamment compte 28 commerçants turcs et 18 artisans en 1999<sup>320</sup>.

# Les autres migrants

Parmi les autres migrants, on peut citer les Yougoslaves qui sont relativement nombreux en Côte-d'Or: ils passent de 227 en 1954 à 510 en 1968 et 905 en 1975. Vallourec à Montbard en embauche plusieurs à la fin des années 1960 et de nouveau une trentaine en 1971<sup>321</sup>. Les Russes sont également quelques centaines après guerre, installés surtout en Saône-et-Loire (la plupart au Creusot) et dans l'Yonne. Mais leur nombre ne cesse de décroître. Entre 1946 et 1962, il passe respectivement dans ces deux départements

<sup>&</sup>lt;sup>320</sup> On notera l'importance des Turcs inscrits dans la catégorie « inactifs, divers autres » 718 sur 1204.

<sup>&</sup>lt;sup>321</sup> Sur un de ces ouvriers, Vlastimir Joskimovic, récemment naturalisé français, lire « Vous êtes français », *Le Bien Public*, 3 mars 2006.

de 640 à 270 et de 330 à 180. Les Asiatiques sont également présents mais demeurent globalement peu nombreux. Dans les années 1970, ils sont surtout représentés par les réfugiés laotiens, cambodgiens et vietnamiens, lesquels constituent en 1977 et 1978 43% des entrées d'étrangers au titre de travailleurs permanents. Certains réfugiés parviennent à trouver de l'emploi en Bourgogne. En juin 1976, La Société mécanique du Nivernais, en pleine phase d'expansion, embauche ainsi des réfugiés cambodgiens venant d'un camp constitué à leur intention aux environs de Moulin... En 1990, les Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens sont 1.670 en Bourgogne dont 780 en Côte-d'Or et 636 en Saône-et-Loire. En 2004, la Bourgogne compte environ 3.000 Asiatiques, toutes nationalités confondues. Les ressortissants d'Afrique noire sont également peu nombreux. Il s'agit essentiellement de réfugiés et d'étudiants mais il peut arriver qu'une délocalisation d'entreprise vers la Bourgogne amène un petit groupe de travailleurs africains. Une dizaine de familles sénégalaises et maliennes arrivent par exemple à Chalon-sur-Saône en 1985 lorsque l'entreprise Kodac de Vincennes regroupe ses productions sur la ville<sup>322</sup>. En 1990 un millier de ressortissants de l'Afrique noire francophone sont recensés en Bourgogne dont 585 en Côte-d'Or et 225 dans l'Yonne. En 2004, l'ensemble des Africains (hors Maghreb) sont au moins le triple. Il faut encore mentionner une migration de l'après guerre numériquement très faible mais qui a été étudiée dans les années 1950 comme exemple de « migration de valeur », celle des agriculteurs hollandais de l'Yonne, au nombre de 530 en 1954.

# 3°) Le logement

### Les logements de l'après guerre

Les migrants étrangers qui arrivent en Bourgogne durant l'après guerre sont confrontés à la grave crise du logement qui affecte la France à cette époque. D'où une variété de modalités d'habitat qui n'est pas sans rappeler la période de l'entre deux guerres.

Beaucoup de travailleurs célibataires habitent durant les années 1950 des logements collectifs, construits souvent par les entreprises, dénommés « cantonnements », « baraquements », « cantines », « dortoirs »... En Saône-et-Loire durant les années 1950, des Nord-Africains (la plupart Algériens) sont logés dans les « baraques » du Bois de Menuse près de Chalon-sur-Saône appartenant à la chambre de commerce ou au

<sup>&</sup>lt;sup>322</sup> Alain Gauthier, « Du cas individuel à l'action collective », *Accueillir*, n° 188-189, avril 1993, p. 42.

« cantonnement de Saint-Clément » à Mâcon, à la « cantine » de l'entreprise Cérabati à Ecuisses. Les forges de Gueugnon hébergent aussi une partie de leurs travailleurs algériens en dortoirs mais l'entreprise prévoit en 1955 de mettre en place des bâtiments en dur et d'ouvrir un « foyer nord-africain »... Au Creusot, Algériens, Italiens, Espagnols et autres migrants venus travailler à la SFAC après la guerre découvrent le surpeuplement et la promiscuité des « cantonnements » Manby, Maillot, Magenta ou encore le cantonnement ONCOR<sup>323</sup> place de la Molette... Dans cette ville, des préfabriqués sont ensuite construits aux Riaux pour les travailleurs célibataires où les conditions de logement sont un peu meilleures (deux ou trois lits par chambre)<sup>324</sup>. A Digoin, une partie des célibataires portugais recrutés par la faïencerie loge vers la fin des années 60 à l'hôtel Girard, rue Bartoli, racheté par l'entreprise et aménagé en dortoirs. Vers 1957-58 s'ouvrent également dans ce département les foyers CANASEL<sup>325</sup> qui hébergent essentiellement – mais pas uniquement – des Nord-Africains : foyers de Fontenailles à Mâcon (150 Nord-Africains et 20 Italiens en septembre 1958), de Montceau-les-Mines, dans le quartier des Chavannes, de Montchanin, de Saint-Jean-des-Vignes près de Chalon-sur-Saône... Le CANASEL semble se transformer par la suite en Comité d'Action Sociale pour les Travailleurs Déplacés (CASTD) qui gère notamment le foyer Jean-Mathey à Mâcon, hébergeant en grande majorité des ouvriers nord-africains jusqu'à sa fermeture en 1990<sup>326</sup>.

A Dijon, les célibataires étrangers et notamment les Algériens sont également souvent logés en dortoirs collectifs durant les années 1950. En 1954, un algérien est ainsi hébergé au dortoir de la « cité Terrot »<sup>327</sup> après avoir habité à la Brasserie des sports, place du 30 octobre. Les « foyers » et « asiles » sont également mis à contribution pour les célibataires algériens : asile municipal Viardot, foyer de la Manutention géré par la Société de l'assistance par le travail (SDAT)<sup>328</sup>, foyers Chateaubriand et Maladière ou encore « foyer clandestin » de l'avenue du Maréchal Liautey. Certains de ces asiles et foyers

-

<sup>&</sup>lt;sup>323</sup> Organisation Nationale des Cantonnements Ouvriers pour la Reconstruction.

<sup>324</sup> Centre de francophonie de Bourgogne, op. cit., p. 16, 44. Egalement, Madeleine Guyon, op. cit., p. 32

<sup>&</sup>lt;sup>325</sup> Comité d'Action pour les Nord-Africains en Saône-et-Loire.

<sup>&</sup>lt;sup>326</sup> Voir sur ce sujet, Michel Simier, « La difficile fermeture d'un foyer-ghetto », *Accueillir*, n° 188-189, janvier-avril 1993, p. 13. Le conseil d'administration du CASTD est composé en 1990 selon l'auteur de la Préfecture, de la DDASS de la ville de Mâcon et de l'association Le Pont.

Ensemble d'habitations construit par l'entreprise pour son personnel.

<sup>&</sup>lt;sup>328</sup> La SDAT est fondée en 1903 et reconnue d'utilité publique en 1906 ; le foyer de la manutention s'agrandit entre 1955 et 1957 avec la construction de nouvelles chambres.

seront par la suite modernisés ou reconstruits. Le nouveau foyer Viardot, créé en 1976<sup>329</sup>, continuera notamment d'accueillir une population exclusivement nord-africaine (288 personnes en 1992).

En ce qui concerne les familles, certaines habitent après guerre dans des cités d'urgence, comme les familles algériennes du Creusot<sup>330</sup>. Dans d'autres communes, elles logent dans des bâtiments moins précaires construits par les entreprises. C'est le cas dans la petite commune rurale de Selongey, selon un rapport d'un fonctionnaire de la Préfecture. Les constructions et immeubles appartenant à la *SEB* logent en 1959 des Français, des immigrés européens (Italiens en majorité mais aussi Espagnols et Polonais) ainsi que les familles d'Algériens<sup>331</sup>, ces dernières réparties « sans aucune discrimination [...] un peu partout ». En pleine guerre d'Algérie, l'auteur du rapport se félicite d'ailleurs de cette dissémination qui les empêche « de reconstituer leur mechta de Douar d'Algérie ».

L'autre solution, pratiquée souvent par les familles d'immigrés d'Europe du sud, est l'achat à bas prix et la restauration de vieilles maisons. C'est ce que font par exemple dans les années 1960 des Espagnols et Italiens dans les vieux quartiers du centre du Creusot (Saint Laurent, les Baraques)<sup>332</sup> puis des Portugais dans le quartier des Riaux au début des années 1970<sup>333</sup>. A Digoin, les Portugais recrutés par la faïencerie restaurent également de vieilles bâtisses dans la périphérie de la ville<sup>334</sup>.

Les familles les plus pauvres sont réduites quant à elles à la construction de baraques provisoires. Plusieurs sont établies autour de Dijon, dans les zones de La Charmette ou de Montmuzard. Ces ensembles de bicoques, plus ou moins agglomérées, dénommes bidonvilles seront détruits vers 1970. On retrouve d'ailleurs des conditions de logement aussi misérables dans les campagnes. Une assistante sociale du service social de la main-d'œuvre étrangère allant en 1956 à la rencontre de bûcherons espagnols en Côte-

<sup>333</sup> Geneviève Burgaud, « Mieux se connaître pour mieux vivre ensemble », Accueillir, n° 188-189, janvieravril 1993, p. 56.

<sup>&</sup>lt;sup>329</sup> Lors de son ouverture en 1976, le foyer Viardot, abrite tous les travailleurs migrants logeant jusque là au foyer d'accueil Sadi Carnot, Laurent Aubry, *Le retour au pays des travailleurs maghrébins de la première génération vivant en foyer. Entre illusions et espoirs.* Mémoire IRTESS, juin 1999.

<sup>&</sup>lt;sup>330</sup> Madeleine Guyon, op. cit., p.31, évoque au Creusot des baraquements construits pour les sinistrés de la dernière guerre et servant de logement aux Algériens dans les années 1950.

<sup>&</sup>lt;sup>331</sup> Constituées, on l'a vu, à la suite du recrutement de *l'Entreprise générale de construction*.

<sup>332</sup> Madeleine Guyon, op. cit., p. 32.

<sup>&</sup>lt;sup>334</sup> Renseignements fournis par Paul Chaussard, auteur de l'ouvrage *La faïencerie de Digoin*, Groupe 71 : 1990.

d'Or est surprise de rencontrer des « enfants à demi-nus dans des maisons en ruine ou des huttes de branchage manquant du plus strict nécessaire » 335.

## Bidonville de la Charmette (Dijon) vers 1969



27 Z : Fonds Geoffoy

Photo Archives municipales de Dijon

Les souvenirs d'un migrant italien parti en 1948 de Pesaro, à l'âge de 8 ans, rejoindre son père embauché l'année précédente aux carrières de pierre près de Cluny est à cet égard édifiant : « Mon père a obtenu la permission de nous faire venir à Sainte-Cécile-la-Valouze, fallait voir ça dans quel taudis on vivait tous. Ce n'était même pas une maison, c'était une grange que mon père avait un peu aménagée. Je ne me souviens pas s'il y avait de l'électricité, en tout cas, il n'y avait pas de salle de bains ou d'eau courante. Ca je n'aime pas trop m'en souvenir. Je ne sais pas comment on a fait pour vivre [...]. Après,

179

<sup>&</sup>lt;sup>335</sup> Verena Meienberg, op. cit., p. 13.

mon père a trouvé un emploi plus stable à la mine, à Montceau. Et puis en 1951, on est allé vivre aux Gautherets, un coron comme dans le nord, une cité de la mine. Là on était bien, avec un bout de jardin pour les lapins et les légumes. Toutes les maisons pareilles, qu'on soit contremaître ou mineur, français, polonais ou italien. On se sentait bien. Là on a commencé a avoir une vie sociale »<sup>336</sup>.

## Le temps des grands ensembles : 1950-1980

A partir du milieu des années 1950, plusieurs grands ensembles sont bâtis en Bourgogne. Dijon notamment voit s'édifier entre 1953 et 1955 le grand ensemble des Grésilles et sa barre Billardon puis au milieu des années 1960 la ZUP de la Fontaine d'Ouche. C'est également durant les années 1960 que sont lancés les travaux de la ZUP de Chenôve, à la périphérie de Dijon. A Chalon-sur-Saône sont érigés entre 1954 et 1964 la cité des Aubépins puis la Cité du stade au nord de la ville... Durant les années 1960, Auxerre s'agrandit de la ZUP Sainte-Geneviève, Sens de la cité des Chaillots tandis que Le Creusot connaît ses premiers HLM...

Au départ, la plupart de ces nouveaux logements accueillent une population de classes moyennes et d'ouvriers parmi lesquels les étrangers sont peu nombreux<sup>337</sup>. Il est significatif à ce sujet de constater que les premières enquêtes de l'INSEE (début des années 1970) sur les grands ensembles de l'agglomération dijonnaise n'évoquent pas la population étrangère <sup>338</sup>. Mais ces cités connaissent ensuite des phénomènes de concentration d'immigrés, parallèlement au départ des classes moyennes françaises. De plus en plus habitées par des populations en situation de précarité, elles revêtent progressivement une image négative qui va de pair avec leur détérioration matérielle.

En 1977, La Grande Pâture à Nevers par exemple est déjà considérée « comme un quartier maudit, zone de délinquance et d'immoralité ». Isolée, cette cité compte à l'époque

-

<sup>&</sup>lt;sup>336</sup> Témoignage de François Sullo, en ligne sur le site de l'Université de Portsmouth (Grande Bretagne).

<sup>&</sup>lt;sup>337</sup> Sauf dans quelques cas comme les HLM du Creusot au milieu des années 1960 : « L'office de HLM réserve 85% des logements aux ouvriers et employés de la SFAC. Cependant, il faut noter que si les Polonais, les Espagnols et les Italiens s'adaptent en général assez bien à ce genre de logement, les Algériens éprouvent des difficultés à y rester et même à y entrer», Madeleine Guyon, op. cit., p. 31. Pour l'auteur, la faible présence des Algériens dans les HLM de la ville est dûe à « des questions de civilisation. Ici, tout dépend du degré d'évolution de la femme algérienne ».

<sup>&</sup>lt;sup>338</sup> A. Doré, « Le peuplement d'un quartier neuf de Dijon, La Fontaine d'Ouche », *Revue de l'Economie du centre Est*, janvier-juin 1972, p. 204-218. Egalement « Les conditions de vie dans un grand ensemble, Fontaine d'Ouche », *DEB*, n°3, mars 1975; « La vie dans un grand ensemble, la ZUP de Chenôve », *DEB*, n° 6 juillet-août 1976 ainsi que Josiane Guerino, « Vivre dans une ZUP », *DEB*, n° 8, mars-avril 1979.

570 étrangers (13,5% de la population) dont beaucoup de Marocains<sup>339</sup>; des bâtiments ne sont habités que par des étrangers et certaines classes comptent plus d'un quart d'enfants étrangers<sup>340</sup>. Ce type de concentration s'étend ensuite à de nombreuses cités : au milieu des années 1990 la part des étrangers par rapport à l'ensemble de la population est de 37% aux Aubépins à Chalon-sur-Saône, 29% aux Grésilles (périmètre de l'opération Habitat et vie sociale), 25% dans la ZUP de Chenôve<sup>341</sup> tandis que les HLM des Riaux au Creusot comptent une forte population maghrébine et turque. Au début des années 2000, dans le quartier turc de La Résidence à Mâcon, deux classes d'écoles maternelles sont composées intégralement d'enfants turcs<sup>342</sup>. Le phénomène de dévalorisation symbolique interne et externe des quartiers HLM reste toutefois à nuancer, comme le montre l'étude de Gérard Lambert sur les relations sociales au sein du quartier Saint-Laurent à Cosne-sur-Loire<sup>343</sup>.

A partir de la fin des années 1970, plusieurs logements collectifs urbains habités par des immigrés et leur environnement sont l'objet d'une politique de « réhabilitation » et de rénovation menée dans le cadre de différents programmes et opérations structurant la Politique de la ville : Habitat et Vie Sociale (HVS) mis en place en 1977<sup>344</sup>, Banlieue 89, Développement social des quartiers (DSQ), Contrats de ville et d'agglomération, Grands projets de ville (GPV)... Cette politique comprend des destructions qui touchent plusieurs quartiers : les Grésilles à Dijon (Epirey, les Lochères et Billardon disparaissent respectivement en 1992, 1999 et 2003<sup>345</sup>), Le Mail à Chenôve (notamment la barre Charles

\_

<sup>&</sup>lt;sup>339</sup> Qui seront progressivement rejoints par des Turcs.

<sup>&</sup>lt;sup>340</sup> Jacqueline Richard, «La population étrangère dans un quartier d'une ville de Bourgogne : les travailleurs immigrés dans le quartier de la grande pâture à Nevers », *Cahiers de géographie de Dijon*, n° 5 novembre 1977, pp. 49-55

<sup>&</sup>lt;sup>341</sup> Marc Camus, op.cit., p. 11-14.

<sup>&</sup>lt;sup>342</sup> Intervention de Gaye Petek à la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (assemblée nationale, 14 juin 2005).

<sup>&</sup>lt;sup>343</sup> Gérard Lambert, Nationalités et origines rurales en HLM (quand les enfants métissent la ville). Monographie du quartier Saint-Laurent à Cosne-sur-Loire. Mémoire Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1989.

<sup>&</sup>lt;sup>344</sup> Après la ZUP de Chenôve, la ZUP des Grésilles est l'objet d'une réhabilitation dès le début des années 1980, dans le cadre du dispositif HVS, « Dijon, les quartiers se dépeuplent », *DEB*, n° 35, septembre-octobre 1983, p. 18. Lire également, Christine Barcon, *Quel bilan pour les zones franches urbaines*, mémoire de fin d'études, IEP Lyon, 2001.

<sup>&</sup>lt;sup>345</sup> Gougeot Karine et Taboury Sylvain, *Billardon, Histoire d'un grand ensemble*, Créaphis, 2004, 489 p.

Péguy détruite en 2004)<sup>346</sup>, Le Plessis à Montceau-les-Mines (tour P foudroyée en 2004)<sup>347</sup>, bâtiments de Saint-Florentin<sup>348</sup>...

### Réfugiés politiques et foyers

Aux fovers pour travailleurs immigrés qui voient le jour dans les années 1970 comme le foyer Soundiata de Vergigny dans l'Yonne viennent s'ajouter ensuite les structures pour réfugiés politiques comme les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) et les centres provisoires d'hébergement (CPH), sans compter les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) qui accueillent parfois des réfugiés. Citons entre autres les CADA de Dijon, Châtillon-sur-Seine, Chantenay-Saint-Imbert géré par la Fédération des Œuvres Laïques depuis 1988, Digoin ainsi que les CPH de Quétigny, Clamecy, Autun, Joigny. Ces centres sont de plus en plus peuplés du fait de la croissance des demandes d'asile politiques. Celles déposées à la préfecture de la Nièvre sont par exemple 10 en 1998, 31 en 1999, 48 en 2000, 116 en 2001 dont la moitié cette année émanant de ressortissants de pays de l'ancien bloc soviétique<sup>349</sup>. Un CADA comme celui de Digoin, créé en 1993, accueille, en 2001, 112 réfugiés dont une moitié de résidents venant d'Afrique (Rwanda, République Démocratique du Congo, Nigéria) et 40% des pays de l'Est (Arménie, Russie, Géorgie) ; beaucoup sont arrivés en famille (44% des hébergés sont des mineurs). Il prend aussi en charge à cette époque un groupe de 70 Kosovars arrivé en 1999 et hébergés dans les chambres du foyer Sonacotra proche<sup>350</sup>. Les recensements traduisent parfois l'afflux des étrangers dans ces centres ainsi que des formes d'implantation locale. A Chantenay-Saint-Imbert par exemple la population étrangère passe de 17 étrangers en 1975 à 66 en 1990 et 82 en 1999.

-

<sup>&</sup>lt;sup>346</sup> Voir notamment sur la destruction de la barre Charles Péguy à Chenôve en 2004, « Une page de l'histoire de Chenôve s'est tournée », Le Bien Public, 27 février 2004 ainsi que le documentaire de Jean-Marc Bordet (unité production vidéo de la municipalité) sur la destruction de l'immeuble Charles Péguy.

<sup>&</sup>lt;sup>347</sup> Voir entre autres sur les destructions dans l'agglomération Le Creusot-Montceau, le dossier « Politique de la ville » sur le site de Géoconfluences (film montrant la destruction de la tour P du quartier du Plessis) ainsi que le récent *Contrat urbain de cohésion sociale*, communauté urbaine Creusot-Montceau.

<sup>&</sup>lt;sup>348</sup> Kheira Bouziane et Maddy Guy, *Quel habitat social en Bourgogne dans une société en évolution*? Conseil économique et social. Bourgogne. 2006.

<sup>&</sup>lt;sup>349</sup> Article du *Journal du centre* en annexe du mémoire de Sandrine Ravier, *La régularisation oui, mais pas au prix de la perte d'autonomie*, IRTES Bourgogne, 2002 [sur les résidents du CHRS d'Imphy].

<sup>&</sup>lt;sup>350</sup> Caroline Sanchez, *Du Kosovo à la France, les familles albanaises face à l'épreuve de l'exil*, mémoire IRTESS Bourgogne, juin 2001, p. 19-20.

### Mouvement associatif et logement

Le mouvement associatif d'aide aux étrangers commence à se développer dès l'après guerre en Bourgogne, animé par des étrangers ou par des Français de différents milieux et obédiences. Dès les années 1948-1949 se met en place à Dijon, à l'initiative de l'antifasciste italien Giuseppe Travo, une section du Centre d'action et de défense des immigrés (CADI), proche du Parti communiste. A parti des années 1950, de nouveaux groupes participent dans cette ville au soutien des étrangers, en matière de logement et d'alphabétisation, mais dans une optique moins politisée d'assistance. En 1953, quelques dijonnais mettent en place le «Foyer nord africain», après avoir vu des travailleurs algériens logés dans le baraquement en bois de l'avenue Maréchal Liautey, mis à disposition par une entreprise de travaux publics. L'association ouvre alors un foyer dans un baraquement de la rue des Argentières, acquis auprès des Domaines, où elle donne des cours de français deux soirs par semaine<sup>351</sup>. Au même moment se crée dans cette ville l'Amicale de l'Afrique du Nord en Bourgogne dans l'objectif de mettre en place un « centre de renseignements, d'éducation et d'instruction ». Au début des années 1960, ces structures sont en relation avec le Bureau d'intervention sociale qui sert entre autres de bureau de placement pour nombre de travailleurs nord-africains.

Quelques années après, l'Association d'Aide aux Migrants, (ADAM future ASTI), qui regroupe des bénévoles de différentes obédiences<sup>352</sup> prolonge sur les chantiers et au sein des centres sociaux (Longvic, Maladière) cette activité d'alphabétisation et d'aide aux étrangers. Elle participe après mai 1968 au mouvement de défense des mal logés qui se développe sur l'agglomération, en direction notamment des habitants des bidonvilles de La Charmette et Montmuzard. Son journal *La Côte-d'Alerte* consacre plusieurs articles à ce sujet ainsi qu'un numéro spécial en mars 1972 sur les foyers dijonnais Manceau et Viardot. Des associations dijonnaises soutiennent également en 1970, la lutte engagée par le curé de la paroisse de Trouhans, l'abbé Garnier, contre les conditions de logement des ouvriers turcs appelés par la *NSCCO* à Trouhans pour travailler à la filature. Relayée par la presse locale puis par les médias parisiens, ce mouvement revêt progressivement une ampleur

<sup>&</sup>lt;sup>351</sup> A l'aide de la méthode « Ali apprend le Français » mis en place par les Etudes sociales nord-africaines.

<sup>&</sup>lt;sup>352</sup> Catholiques progressistes et militants d'extrême gauche.

nationale et donne lieu à plusieurs articles et émissions radiophoniques, à un documentaire filmé et à la publication d'un ouvrage<sup>353</sup>.

Le mouvement associatif se développe également en Saône-et-Loire. En 1949 des associations comme l'Entraide Française à Mâcon et Chalon-sur-Saône ou Solidaridad Espanola sont régulièrement sollicitées par l'assistante sociale chargée du Service social de la main-d'œuvre étrangère. En 1967 est créé à Châlon-sur-Saône *l'Association pour l'Accueil des Immigrés*, laquelle assure l'année suivante une étude sur les conditions de logement des migrants dans la ville. Elle se transforme par la suite en ASTI.

Par la suite, outre la question du logement, c'est l'obtention des papiers et la lutte contre les expulsions qui va occuper de nombreuses associations, notamment la section dijonnaise de la *Ligue des Droits de l'homme*. Plus récemment, c'est la solidarité avec les enfants d'immigrés menacés d'expulsion qui a mobilisé de nombreux groupes d'habitants dans toute la Bourgogne regroupés dans les collectifs du *Réseau Education Sans Frontière*.

### Conclusion

Cette étude a mis en relief la permanence, l'ampleur et la diversité des migrations ouvrières, les grandes phases de flux liées à l'appel de l'industrie et des campagnes et les grands mouvements de baisse, liés aux crises politiques, économiques et sociales : années 1846-1850, tournant du XIXe siècle, années 1930 et période postérieure à 1980. Elle a montré comment l'industrie et l'agriculture n'ont eu de cesse de faire appel à des migrants de diverses origines. Or force est de constater l'écart entre cette réalité historique et l'image d'enracinement dans un terroir donnée de la région et de ses habitants par nombre de publications locales. Même si plusieurs travaux universitaires sur l'histoire des étrangers ont été menés depuis quelques années, notamment à l'Université de Bourgogne, si des études d'histoire locale commencent à évoquer ici le travail, là le logement des étrangers, si sur internet plusieurs enfants d'immigrés, devenus chefs d'entreprise ou élus, retracent le parcours de leurs parents italiens, polonais ou portugais..., la connaissance sur l'histoire des étrangers dans la région reste encore profondément alvéolaire.

Ces migrations ont donné lieu à un vaste mouvement d'intégration qui s'est effectué dans les villes et les campagnes et que symbolisent des parcours exemplaires d'enfants de modestes familles immigrées de Bourgogne, devenus ensuite patron de grande entreprise

\_

<sup>&</sup>lt;sup>353</sup> Carnets de voyage d'un réalisateur yougoslave en France, 1970 (film). et L'Affaire de Trouhans, Paris : Le Seuil, 1973, écrit par l'abbé Garnier et la journaliste Nicole Lauroye.

industrielles ou personnalité politique<sup>354</sup>. N'omettons pas toutefois que cette intégration s'est bâtie sur des larmes et du sang, sur des formes de relégation et de discrimination dans le travail, l'habitat ou l'école qui n'ont pas encore disparu de nos jours.

-

<sup>&</sup>lt;sup>354</sup> Jean-François Roverato, dirigeant du groupe Eiffage, fils d'un immigré italien établi à Dijon comme ébéniste après avoir exercé les métiers d'ouvrier et de manutentionnaire, voir « Le patron du groupe de construction Eiffage, n'a jamais oublié ses origines dijonnaises », *Journal de Saône-et-Loire*, 25 avril 2006. Ou encore Rachida Dati, actuelle Ministre de la justice, fille d'immigrés algériens établis dans la cité du Stade à Chalon-sur-Saône.

# Bibliographie

## 1°) Etrangers

Conseil économique et social, « L'immigration en Bourgogne », *Regards sur la Bourgogne*, n° 22, juillet-août 2001.

Baroin Simone, «L'immigration en Bourgogne», *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 5 juin 1976.

Baroin Simone, « Etrangers et naturalisés, quel apport pour la Bourgogne », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 4, 1978, pp.

Baroin Simone, « Les étrangers en Bourgogne en quatre cartes », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 10, juillet-août 1979, pp.

Baroin Simone, «L'immigration en Bourgogne», *Dimensions économiques de la Bourgogne*, N° 11, octobre-novembre 1979, pp.

Baroin Simone, «Les étrangers et leur logement», Dimensions économiques de la Bourgogne

Baroin Simone, «L'immigration en 1980 », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n°23, septembre-octobre 1981.

Baroin Simone, « *Immigration, 1981* », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 30, novembre-décembre 1982.

Barthélémy Brigitte, « 85.000 étrangers en Bourgogne en 1971 », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 6, 1972, p. 7-14.

Brunet Carole, *L'antisémitisme en Bourgogne et la persécution des juifs, 1939-1945*, maîtrise histoire, Université de Bourgogne, 1996.

Chabard Sébastien, Kennel Florence, Gauthier Xavier, « Bourgogne, carrefour du monde » in *Bourgogne : le magazine du patrimoine, de l'histoire et de l'art de vivre*, n° 47, déc. 2002, p. 20-51.

Delattre G., « 13.000 étrangers vivent en Côte-d'Or... », Le Bien public, 12 août 1959.

« Les travailleurs étrangers en Côte-d'Or », Le Bien public, 7 septembre 1967.

Camus Marc, « Les étrangers en bourgogne », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 44 mars-avril 1985, p. 11-14.

Camus Marc, « Combien d'étrangers en Bourgogne », La lettre de Bourgogne, n° 490, 1985.

Camus Marc, «70% des étrangers recensés en Bourgogne vivent dans 32 communes seulement », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 82, 1991, p. 19-23.

Chiffre Jean, « Contribution à l'étude de la population étrangère en Bourgogne », *Cahiers de géographie de Dijon*, n° 5, 1977, p. 44-46

DDASS de la Côte-d'Or, Plan départemental d'accueil des nouveaux arrivants de Côte-d'Or, 2006-2008.

DDASS de l'Yonne, *Plan départemental d'accueil des primo arrivants du département de l'Yonne*, novembre 2004.

Debrand Jean-Claude, Humbert Annie, « Les travailleurs immigrés en Bourgogne : qualification et localisation », Dimensions économiques de la Bourgogne, mars 1977 n° 3.

Debrand Jean-Claude, « Les travailleurs immigrés en bourgogne : emploi et chômage », *Bulletin régional d'information. Travail-Emploi-Bourgogne* (Dijon, direction régionale du travail. Echelon régional de l'emploi), n° 15, mars 1981.

« Etrangers : 46.000 ressortissants de la CEE en Bourgogne », *La lettre de Bourgogne*, n° 641, 19 07 1988.

Etat numérique des étrangers, en résidence dans le département, au 31 décembre 1980, Auxerre, Préfecture, 1981.

Derainne Pierre-Jacques, «Les ouvriers migrants du chantier du tunnel ferroviaire dit "de Blaisy" (Côte-d'Or) 1845-1851», *Annales de Bourgogne*, tome 72, 2000, pp. 297-318.

Fasild *Intégration et double discrimination des femmes immigrées en Bourgogne*, diagnostiques territoriaux stratégiques dans les domaines de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, septembre 2006.

Fasild, Insee, « Atlas des populations immigrées en Bourgogne », *Dimensions*, novembre 2004.

Gribet Marie-Françoise, L'activité industrielle dans le Val de Loire entre Digoin et l'agglomération de Nevers, thèse, université Lille 3, 1982.

Ibral Najat, Les étrangers en Côte-d'Or, des années 30 à la guerre. Maîtrise histoire université Bourgogne, 1996.

*Informations migrants. Côte-d'Or.* Dijon : association départementale d'aide aux migrants 1972 (les numéros 3 et 4 portent le titre Gazette de l'ADAM).

Lazaro Lydia, *Les ouvriers étrangers en Côte-d'Or sous la troisième république*, maîtrise histoire Université Bourgogne, 1997.

« Le CFTM (centre de formation des travailleurs migrants) élargit son champ d'activités et accueille son nouveau directeur », *Bien Public*, 29 mars 1986.

« Les différentes actions entreprises en faveur des immigrés en Saône-et-Loire », *Entre Saône-et-Loire* n° 16, juillet 1977, p. 69-71.

« L'immigration en Bourgogne », La lettre de Bourgogne, n° 797, 5 novembre 1991.

Malnar Anne, *La question de la transmission chez le migrant*, Université de Bourgogne, DESS, psychologie clinique et psychopathologique, 1995.

Nompain Aleth, Les étrangers en côte-d'Or de 1931 à 1936, DES, géographie, Dijon, 1967.

Observatoire économique de la Bourgogne, Insee. «L'immigration en Bourgogne», *Dimensions* n° 5, juin 1976 : étude et statistiques.

Regnier Irène, « Etude du regroupement familial en Côte-d'Or, *Plein droit*, n° 12, novembre 1990.

Statistique des étrangers résidant en Côte-d'or au 31 décembre 1980, Dijon, Préfecture, 1981.

# 2°) Etrangers par nationalités

## Algériens

Régnier Irène, Approche du devenir social des jeunes issus de l'immigration familiale : le cas des Algériens dans une zone rurale semi-industrialisée en Bourgogne, Mémoire (dir Anne-Marie Goguel) pour l'obtention du diplôme des Hautes Etudes des pratiques Sociales : Université de Dijon, Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées : 1983.

Régnier Irène, Approche du devenir social des jeunes issus de l'immigration algérienne, Paris : L'Harmattan, 1986.

### **Allemands**

Carlier Claude, « Les débuts de la coopération aéronautique franco-allemande : le groupe O, 1945-1960 », colloque *Les relations économiques franco-allemandes 1945-1960*, Institut historique allemand de Paris, 1997.

Derainne Pierre-Jacques« Migrations de travail, conflits et sociabilités : l'exemple des ouvriers allemands en France, sous la monarchie de Juillet et la seconde République » in Deutsche Handwerker, Arbeiter und Dienstmädchen in Paris. Eine vergessene migration im 19. Jahrhundert, Oldenbourg, 2003, pp. 121-142.

### Américains,

Perriaux Lucien, *Le camp américain de Beaune*, centre beaunois d'études historiques, 1980, 33p.

### **Britanniques**

Billot Lucette, *Les ouvriers gallois dans les forges de la Nièvre et du Cher de 1820 à 1860*, étude dactylographiée, archives départementales de la Nièvre, dépôt 1981.

Thuillier Guy, Georges Dufaud et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie, en Nivernais au XIXe siècle, Paris : SEVPEN, 1959.

Idem, Les ouvriers des forges nivernaises au XIXe siècle, Paris : Comité d'histoire de la sécurité sociale, 2002.

Taupenot Lucien, « Des voyageurs et immigrés britanniques dans l'Autunois aux XVIIIe et XIXe », *Images de Saône et Loire*, n° 57, 1984, pp. 4-5.

### Chinois

Barman Geneviève Barman et Duloust Nicole, *Etudiants-ouvriers chinois en France*, 1920-1940, Catalogue des archives conservées au Centre de recherches et de documentation sur la chine contemporaine de l'EHESS, Paris : éditions de l'EHESS, 1981.

Méline Pierre, Jacques Christine, *Trois siècles d'activité à la poudrerie de Vonges, 1691-1991*. SNPE Vonges, 1991.

### **Espagnols**

Campanico Luis, *Les réfugiés espagnols en Côte-d'Or de 1937 à 1945*, maîtrise, Université de Bourgogne, 2001.

Demartinecourt Stéphanie, *La emigracion espanola en Francia durante el siglo XX*, Université de Bourgogne, maîtrise, LEA, espagnol, 200 ?

Geoffroy Guy, Le Pain de l'exil: un journalier andalou en France, Paris: l'Harmattan, 1988.

Suzeau Elisabeth, *Les immigrés espagnols dans la Nièvre au XIXe siècle et au début du XXe siècle*, Maîtrise Espagnol, Clermont-Ferrand, 1994.

Suzeau Elisabeth, *Les immigrés espagnols dans la Nièvre au XXe siècle (1920-1940)*, DEA, dir. Jean-Marie Lavaud, Université de Bourgogne, 1997.

### Hollandais

Delattre G., « M. Cateau consul des Pays Bas... », Le Bien public, 19 août 1959.

G. Lecarpentier, «Les agriculteurs hollandais dans l'Yonne », *Population*, 4<sup>ème</sup> année, n°1, janvier-mars 1949, pp. 163-168.

Mansuy Jacques, *Une immigration de valeur : les Hollandais dans l'Yonne*, mémoire de stage, Ecole normale d'administration, 1955.

- J. Proveux, *Les familles néerlandaises dans le Sénonais*, Diplôme d'études supérieures, Université de Paris, 1960-1961.
- J. Proveux, « Les Néerlandais dans le Sénonais, un exemple de migration rurale », *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques*, section de géographie, LXXXI, 1970.

### Italiens

Contini Gérald, *Contribution à l'histoire de l'immigration. Les Italiens en Bourgogne* (1870-1945) maîtrise, Université de Bourgogne, 1999.

Delattre G., « M. Massoneri, consul d'Italie... », Le Bien public, 18 août 1959.

Derainne Pierre-Jacques, «Migration et travail des entrepreneurs piémontais du chantier de tunnel ferroviaire de Blaisy (Côte-d'Or), 1845-1851» in *Petites entreprises et petits entrepreneurs étrangers en France* (19ème-20ème siècles), Actes des journées d'études des 23 et 24 octobre 2003, Paris : Editions Publibook, 2006.

Gennevoy Robert, « Gentilhommes verriers italiens à la verrerie de Longchamp », *Pays de Bourgogne*, n° 103, 1978, p. 125-129

Hart Charles E., *Un émigré de la Val Sesia (Italie) à Nevers (Nièvre*). Issy-les-Moulineaux : l'auteur, 1998.

Perruchet Nathalie, L'intégration en Saône-et-Loire des émigrés d'origine italienne et de leurs enfants pendant l'entre-deux guerres : l'expérience de l'école primaire. Maîtrise de psychologie, Dijon, 1997.

Pouleau A, Le Bassin de Comblanchien, maîtrise, Université de Dijon, 1964.

### **Marocains**

Laverne Marie-Josèphe, « L'amertume des tirailleurs marocains », *Accueillir, revue du Service social d'aide aux émigrants*, n° 188-189, janvier-avril 1993, p. 39-40.

Moutarif Abdelkrim, Les Marocains au Creusot entre les deux guerres : cantonnement et rapports à l'espace urbain, DEA, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris Val de Marne, 1985.

### **Polonais**

Barre de Nanteuil (de la), *Historique des unités combattantes de la résistance (1940-1944). Côte d'or ; Saône et Loire*. Ministère de la défense. Etat major de l'armée de terre. Service historique, 1976.

De Platter (Abbé), « Polska sur Nièvre », Le Margotin, n° 2, mars 1980.

Balorin-Lagoutte Brigitte, *Polonais d'hier et d'aujourd'hui au Creusot et à Montchanin,* 1925-1980, sl, 1993.

Debowski Annabelle, L'immigration polonaise à Montceau-les-Mines dans l'entre-deux guerres, dir : Jean Pierre sylvestre et Michèle Dion, 2005. Mémoire de Master, 1<sup>ère</sup> année : mondes modernes et contemporains. Sociologie : Dijon, 2005.

Ducellier Danielle, L'immigration polonaise dans le bassin de Blanzy dans l'entre deux guerres, maîtrise, histoire, Université de Bourgogne, 1980.

Dussol, Anne-Marie, « Les Polonais en Bourgogne », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, N° 11, octobre-novembre 1979.

Fabre, L.-A., « Préludes à l'immigration de la main-d'œuvre polonaise en Bourgogne », Bulletin de la société forestière de Franche-Comté et Belfort, n° 1, mars 1909. Tiré à part, 3 p.

Garcon Gabriel, Les catholiques polonais en France, thèse université de Lille III.

Juif Catherine, Les Polonais de Saône et Loire, intégration sociale, assimilation 1939-1980, thèse Lyon II, dir : Yves Lequin, 1994.

Guyot Philippe, Knockaert Corinne, « 1856, l'administration judiciaire impériale contre Jean Brawacki, médecin à Saint-Sauveur en Puisaye », *Bulletin de l'association d'études, de recherche et de protection du vieux Toucy*, n° 59, décembre 1988, p. 2-9.

Miroz Jacques, *L'immigration polonaise en Bourgogne au XXe siècle*, Dijon : association culturelle franco-polonaise, Warszawa, 1979.

Parczynski Joseph-André, *Warszawa en Bourgogne*. Dijon : Association culturelle francopolonaise / Clea, 2004.

Parczynski Joseph-André, Le petit polak de la cour du mouton, éditions cléa, sd.

Waquet Suzanne, Les Polonais de l'exil dans la Nièvre, Association Bourguignonne des sociétés savantes, 54<sup>ème</sup> congrès Nevers, 12-12 juin 1983, actes du congrès, 1985, pp. 119-138.

### Russes

Dumontet Cyrille, *Vie et problèmes de quelques éléments de l'émigration russe blanche au Creusot. Etude ethnologique*. Maîtrise, Université Lyon II, 1980.

Bertrand, Ginette et Léon, Lune de miel avec un héros. Lendemain d'évasion, journal de marche du « capitaine Malgache », guerre 1939-1945 [texte en ligne].

Voyard, René, « L'histoire des Russes blancs de Paray », *Echos du passé*, n° 91, 2002, p. 4-13.

### Suédois

« Suédois : un modèle d'intégration à double sens », *Le Bien Public Magazine*, dimanche 18 mars 2007.

### **Suisses**

Delattre G., « M. François, consul de Suisse... », Le Bien public, 29 et 30 août 1959

### **Tunisiens**

Oger Elodie, *Le processus d'intégration chez les femmes tunisiennes immigrées en France*. Maîtrise de sociologie, Dijon 2003.

« Positions de recherches : Réseaux migratoires et transactions autour de la mécanique usagée à partir de Mensel Kamel (région de Monastir) », Institut de recherches sur la Maghreb Contemporain, *Correspondances, bulletin d'informations scientifiques*, n° 68, octobre-décembre 2001.

### **Turcs**

Garnier Raymond, L'affaire de Trouhans, Le Seuil, 1973.

Passot Marie-Madeleine, «Nous n'avons pas à remplacer les travailleurs sociaux», », *Accueillir, revue du Service social d'aide aux émigrants*, n° 188-189, janvier-avril 1993, p. 51-52.

# 3°) Immigrés par lieux

### Blanzv

Notel Patrick, « Malades et blessés de la mine de Blanzy, de la fonderie du Creusot et du canal du Nivernais », « Etrangers décédés lors de la construction du canal de Bourgogne et du Charollais », *Nos Ancêtres et nous*, n° 47, troisième trimestre 1990, p. 20-21.

Lagrange Frédéric, *La société des mines de Blanzy en 1927*, Collection Mémoires de la mine et des mineurs du Bassin de blanzy, Association La mine et les hommes, Blanzy, 1996.

### Chalon-sur-Saône

Association pour la promotion et l'accueil des immigrants, *Etude démographique de la population étrangère à Chalon-sur-Saône*, 1961-1968, dactyl. 1968.

Bibliothèque municipale de Chalon-sur-Saône, *Enfants d'autres pays à Chalon-sur-Saône*, Exposition du 13 au 21 novembre 1979.

Leclerc Eugène. *Chalon-sur-Saône en 1972, son expansion, son avenir*, Chalon-sur-Saône : APAUC, 1983.

Raymond Rousset, *L'eldorado des exilés du labeur* (coupures de presses conservées à la bibliothèque de Chalon-sur-Saône), 1969-1970.

Service social d'aide aux émigrants, Mâcon, *Enfants de migrants en milieu scolaire à Chalon-sur-Saône*, Chalon-sur-Saône : 1981.

Vedrenne Martine [généalogiste], Les étrangers en 1887 à Chalon-sur-Saône, sd.

### Digoin

Chaussard Paul La faïencerie de Digoin, Macon: Groupe 71, 1990.

### Dijon

Voutey Maurice, La Pâte et le levain, Editions de l'Armançon, 1999.

Ndibo-Zaoro Gabriel, *L'industrie dans l'agglomération dijonnaise*, maîtrise de géographie, Université de Bourgogne, 1983.

### Imphy

La Révolution industrielle dans la Nièvre, l'exemple d'Imphy au XIXe siècle. Recueil de documents choisis et commentés par Alain-Noël Grisot. Dossier documentaire n° 9, 1996.

Imphy, un certain regard. Les Annales des pays nivernais, Camosine, n° 130, 2006.

### La Machine

Sougy Nadège, Le traitement et la commercialisation du charbon à La machine (Nièvre) de 1845 à 1974, thèse Paris 1, 2004.

Gribet Marie-Françoise, « La Machine, ville minière de la Nièvre », *Pays de Bourgogne*, n° 187, mars 2000.

Gribet Marie-Françoise, «L'activité minière à La Machine ou le mythe d'une reconversion » in *Recherches de géographie industrielle. Mémoires et documents*, année 1973, volume 14, Editions du centre national de la recherche scientifique, 1974.

Peyceré David, Les mineurs étrangers en France entre les deux guerres : l'exemple de La Machine (Nièvre) de 1913 à 1940, thèse, Ecole nationale des Chartes, 1988.

### Le Creusot, Montceau-les-mines

Marie-Anne Demonfaucon, *Recherches sur la ville du Creusot et sa population de 1786 à 1836*, DES, Université de Bourgogne, 1955.

Du Bary et al. Antoine, La rupture, 1982.

Frey Jean-Pierre, Le Creusot, société et urbanistique patronale. 1 Gestion de la maind'œuvre et réorganisation des pratiques de l'habitat, 1870-1930, Institut de sociologie urbaine, 1982.

Frey Jean-Pierre, La ville industrielle et ses urbanités, la distinction ouvriers employés. Le Creusot, 1870-1930, Pierre Mardaga, sd.

Guyon Madeleine, *La population et la main-d'œuvre étrangère au Creusot*, DES, ss la direction d'Armengaud, Université de Bourgogne, 1967.

Meunier-Vonné Françoise, *Les étrangers dans le bassin minier du Creusot-Montceau-les-Mines au XIXe et XXe*, doctorat EHESS, 1986.

Deschampt Max, « Les jeunes immigrés au Creusot : études comparatives de la formation professionnelle en S.E.S. et en C.E.T. et de l'insertion dans la vie active : comment les jeunes perçoivent-ils leur formation, leur insertion ? : Comment sont-ils perçus par les enseignants, les employeurs ? », Mémoire : Diplôme de directeur d'établissement spécialisé : Ministère de l'éducation, Centre national d'études et de formation pour l'enfance inadaptée : Suresne. Centre de recherche et d'études pour la diffusion du français : Saint-Cloud.

1976, 141-44 p. ; 30 cm.

France, société pluri-ethnique. Quelques recherches sur l'immigration 1985/90. Mission interministérielle de la recherche et de l'expérimentation (MIRE).

### Moloy

Filhol Emmanuel, « Les Tsiganes en France une mobilité sous haute surveillance (XIXe et XXe siècles) » in 130ème congrès du Comité des travaux scientifiques et historiques, Voyages et voyageurs, La Rochelle, 18-23 avril 2005 (à paraître).

Mangin Noël, « Des Barbelés oubliés par l'histoire, le camp d'internement de Labergement-lès-Moloy (septembre 1941-décembre 1942) ».

### Montbard

Bretin Michel, *Le logement social en Bourgogne ; les cités ouvrières*, maîtrise géographie, Université de Bourgogne, 1987.

Marizy Christophe, *L'industrialisation en milieu rural côte-d'orien*, maîtrise géographie, Université de Bourgogne, 1972.

### Morvan

Fany Lecoux Coste, L'installation de nouveaux arrivants étrangers dans le parc naturel régional du morvan : une analyse à partir de données notariales et d'une enquête de terrain. Travail d'étude et de recherche sous la direction de Mme Emmanuelle Renaud-Hellier et M. Mohammed Illal, Master de géographie, Dijon, 2006.

### **Nevers**

Richard Jacqueline, « La population étrangère dans un quartier d'une ville de Bourgogne : les travailleurs immigrés dans le quartier de la Grande Pâture à Nevers », *Cahiers de géographie de Dijon*, n° 5, 1977, p. 49-55.

### Nièvre

Leblon, J.M., « Les étrangers dans la Nièvre », *Hommes et migrations*, Documents, vol. 1085, 1985, p. 15-23.

### Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes

Peschanski Denis, Les Tsiganes en France, Paris: CNRS, 1994.

### Yonne

Denizot, Jean-Claude, Yonne (89). La place des populations étrangères dans le département, Cefisem, 1993, 11 p.

# 4°) Immigrés par thèmes

### **Ambulants**

Pierre Haasé, « Notes et réflexions à propos d'un registre de police en 1869-1870 à Vézelay », Association Bourguignonne des sociétés savantes, 52<sup>ème</sup> congrès, 12-14 juin 1981, actes du congrès, 1982, pp. 225-236.

### Conflits du travail

Derainne Pierre-Jacques, « Travail, migration, conflit et territorialisation : l'exemple du chantier de Blaisy (Côte-d'Or), 1845-1851 », Producteurs de territoire, conjonctures, acteurs, institutions XIXe-XXe siècles, *Territoires contemporains*, *Les Cahiers de l'IHC*, n° 7, Editions Universitaires de Dijon, 2003, pp. 27-38.

### **Entreprises**

Bouabane Noureddine, Contribution à l'histoire de l'immigration nord africaine en Bourgogne : l'exemple des maghrébins de la société métallurgique de Montbard Aulnoye (1919-1939), maîtrise, Université de Bourgogne, 1999.

Calabre Henri, « Du Haut de la Prée. Les anciennes carrières un patrimoine industriel », *Le Bien public*, 10 octobre 2003.

Genreau François et Martin Guy, « Un site de traitement des bois, les établissements Gaillard à Saint Florentin », *Géographie 89*, n° 26, juin 1993, p. 67-77.

Guillaume Jean-Charles, *Guilliet, histoire d'une entreprise, 1847-1979*, Auxerre : Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 1986.

Guillaume Jean-Charles, « La production de pierre de taille dans l'Yonne : l'exemple de la société Rocamat », *Géographie 89*, n° 26, juin 1993.

Guillaume Jean-Charles, *Le travail de l'ocre dans l'auxerrois, 1763-1966*, Auxerre : Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne/ Ed. de l'Armançon, 1997.

Michel Stéphanie, La faïencerie en Charolais, 1845-1945, les entreprises de Charolles et Digoin et leurs liens avec la région, maîtrise histoire, Université de Bourgogne, 1997.

### **Entrepreneurs**

Guillaume Jean-Charles, « De Biestrzykow (Pologne) à Brichoux (Auxerre). Brichoux, trois aventures industrielles », *Géographie 89*, 1995.

### **Etudiants**

Comité de patronage des étudiants étrangers, son action pendant l'exercice scolaire 1922-1923, Université de Dijon, 1922.

« Plus de quatre cents étudiants étrangers suivent les cours de vacances de l'université de Dijon », *Le Bien public*, 1<sup>er</sup> septembre 1959.

# Foyers, centres d'accueil, d'hébergement...

Aubry Laurent, Le retour au pays des travailleurs maghrébins de la première génération vivant en foyer. Entre illusions et espoirs. Mémoire IRTESS, juin 1999.

Brion David, « Les établissements accueillant des adultes et des familles en difficulté sociale : caractéristiques, résidents et personnel en 2004 », DRASS Bourgogne, novembre 2006.

Brohmi Hamid, *Pour une étude interculturelle des populations migrantes vieillissantes originaires du Maghreb. Etude et pistes pour l'action sanitaire et sociale en foyer.* (étude réalisée dans les foyers et résidences de Bourgogne et Franche-Comté à la demande du CORES Bourgogne).

« La Sonacotra bouscule les murs », Les Dépêches, 20 09 1986.

« La Sonacotra n'est plus ce qu'elle était », *Bien Public*, 20 09 1986.

Rifad Khalid, *Vieillissement d'immigrés maghrébins en foyers de travailleurs : le dilemme*, mémoire, IRTESS, Dijon, 1993.

Sanchez Caroline, *Du Kosovo à la France, les familles albanaises face à l'épreuve de l'exil*, mémoire IRTESS Bourgogne, juin 2001.

Simier Michel, « La difficile fermeture d'un foyer ghetto », *Accueillir, Revue du Service social d'aide aux Emigrants*, n° 188-189, janvier-avril 1993, pp. 53-54.

### **Grands ensembles**

Gougeot Karine et Taboury Sylvain, *Billardon, Histoire d'un grand ensemble*, Créaphis, 2004, 489 p.

### Guerre 1914-1918

La Saône et Loire pendant la guerre 1914-1918. Documents choisis et présentés par Michelle Marguin, Mâcon : CDDP, 1984.

14-18, le département de la Nièvre dans la grande guerre. Recueil de documents choisis par Maurice Valtat, Direction des Archives départementales, 1990.

### Harkis

Pétonnet Colette, L'intégration des harkis de Vanvey et de Baigneux-les-Juifs à la société française, Paris, institut d'ethnologie, 1972.

### Internement

Jean-Yves Boursier, Un camp d'internement vichyste : le sanatorium surveillé de La Guiche, L'Harmattan, 2004.

### Jeunes issus de l'immigration

Baroin Simone, « Les enfants d'immigrés en Bourgogne », *Dimensions économiques de la Bourgogne*, n° 16, août-septembre 1980.

Denizot Jean-Claude, Lecomte Jean-Michel, Sandon Joëlle, *Accueillir un enfant étranger*, Centre régional de documentation pédagogique de Bourgogne, 1992.

Noël Olivier, Représentations et études des discriminations raciales. Enquête auprès d'intermédiaires publics et associatifs et de jeunes du bassin d'emploi de Nevers, Note d'étude, ISCRA, juin 2005.

Zambou Jalal, La place de l'islam dans l'identité des jeunes d'origine maghrébine : une enquête dans le quartier des Grésilles à Dijon, université de Bourgogne, maîtrise sociologie, sous la direction de Jean-Pierre Sylvestre, 2005.

### Réfugiés

Fédération des œuvres laïques, réfugiés politiques et demandeurs d'asile dans la Nièvre, sl, sd.

Guyot P., Knockaert C., « Jean-Guillaume Brawacki », *Bulletin de la société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, tome 121, 1989, p. 127-143.

### Prisonniers de guerre

Reyroles Paul, Les prisonniers de guerre étrangers pendant la période révolutionnaire et l'Empire, Dijon, 1967, 36 p. [publié dans les Mémoires de l'académie des sciences, arts et belles lettres de Dijon, tome 119, 1966-1969]

### Résistance

Association pour la recherche sur l'Occupation et la résistance dans l'Yonne (ARORY), *La Résistance dans l'Yonne*, 2004 (CD Rom).

Aumis Alexandra, *Histoire et mémoire des étrangers dans la résistance en Côte-d'Or et Saône et Loire*, Maîtrise histoire, Université Bourgogne, 1998.

Aumis Alexandra, « Histoire et mémoire des étrangers dans la résistance en Côte-d'Or et Saône et Loire », *Territoires contemporains*, n°7, 2<sup>ème</sup> semestre 1999, p. 93-96.

Boursier Jean-Yves, *Chroniques du maquis, FTP du camp Jean-Pierson et d'ailleurs*, L'Harmattan, 2000.

Gilles Hennequin, La Résistance en Côte-d'Or, vol 1 à 6.

### Soldats coloniaux

Aouamri Akram, 1940 : les massacres des soldats coloniaux en Bourgogne par les forces allemandes, maîtrise histoire, Université de Bourgogne, 2005.

Bailly Robert, Occupation hitlérienne et résistance dans l'Yonne, ANACR Yonne, 1984.

Idem, Les feuilles tombèrent en avril, témoignages et documents sur la résistance dans l'Yonne en liaison avec l'Aube et la Côte-d'Or, Paris : éditions sociales, 1985 (1<sup>ère</sup> éd. 1977).

Diey Michel, Historique du drame et de la présence des tirailleurs sénégalais à Châtillonsur-seine, sd.

Lanoizelée Louis, *En pays nivernais, La Machine et sa houillère*, Nevers : Imprimerie de la Garge, 1985.

« Les massacres de tirailleurs sénégalais dans le Châtillonnais, juin 1940 », Les Dépêches, 9, 24 et 8 juin 1985.

### Santé

Prévention, sida et IST auprès des populations migrantes en Bourgogne, compte-rendu de la journée d'échanges d'expériences à destination des professionnels travaillant auprès des populations migrantes, 16 juin 2004, Cores de Bourgogne, septembre 2004.

# **Filmographie**

Krsto Papic, Carnets de voyage d'un réalisateur yougoslave en France, 1970.

Marino Jean-Luc, Sainte Bernardette et les musulmans, 2004.

Carpentier Ligea et al., Ces paysages de la Bourgogne, construits par les migrants, ENESAD, 2008.

# Nouvelles sources d'archives sur les étrangers en Bourgogne

Nous présentons ici quelques sources d'archives publiques et privées qui n'avaient pas été pris en compte dans le guide des sources réalisé par *Génériques* et publié en 1999. Concernant les Archives départementales, nous ne présentons ici que celles qui ont réalisé de nouveaux instruments de recherche (inventaires, répertoires) relatifs à l'histoire des étrangers, à savoir les Archives départementales de la Côte-d'Or et de la Saône-et-Loire.

# **ARCHIVES PUBLIQUES**

# A ARCHIVES DEPARTEMENTALES

# Archives départementales de la Côte-d'Or

8 rue Jeannin 21000 Dijon

Tél: 03 80 63 66 98

# Archives communales déposées E dépôt

### Bèze

E dépôt 74

**2 I 8** Etrangers: états nominatifs, sd (1888); réfugiés espagnols, 1846.

**2 I 9** Demande d'admission en France du sieur Poutz, 1888-1889.

## Billy-lès-Chanceaux

E dépôt 78

F 4/2 Etat des étrangers qui ont fait viser leur certificat d'immatriculation (une

page). 1903

### **Brochon**

E dépôt 113

**2 I 1** Registre de contrôle des étrangers. Registres des demandes de cartes d'identité des étrangers. 1898-1938

## **Broin**

## E dépôt 115

**4 H 1** Règlement du 8 mai 1859 concernant les prisonniers de guerre autrichiens à céder aux cultivateurs.

### Chanceaux

## E dépôt 148

F 1/4 Etat nominatif par nationalité des étrangers, 1889 (2 p.)

# Champdôtre

E dépôt 144

**I 13/1** Etrangers. 1853

# Chaumes-lès-Baigneux

E dépôt 166

H 4/3 Séquestre des valeurs et propriétés appartenant à des particuliers allemands et autrichiens. 1914

# **Diancey**

E dépôt 237

F 5/1-3 Statistiques des étrangers, mendiants, indigents. 1841

## **Etevaux**

E dépôt 264

**1 H 4** Jeunes gens étrangers, 1913-1946.

**2 J 2** Passeports pour l'intérieur. 1820-1890

**2 J 4** Police des étrangers, 1898-1930.

## Francheville

E dépôt 292

I 3/7 Correspondance relative au séjour des étrangers. 1870

# Gilly-lès-Citeaux

E dépôt 305

**2 J 4** Réfugiés étrangers. 1841-1852

### **Gevrolles**

E dépôt 304

E 3/2 Circulaire sur le mariage des étrangers. 1855

# Les Goulles

E dépôt 311

I 2/3 Demandes de cartes d'identité d'étrangers, 1938 (1 cahier)

I 2/5 Délivrance de cartes d'identité aux étrangers, 1920, 1934 (3 p.)

# Marigny le Cahouët

E dépôt 385

H 12/1 Expulsion des étrangers ennemis. 1870

## **Moloy**

# E dépôt 420

I 4/3 et 4 Police des étrangers : correspondance. 1887-1891

I 4/5 Certificats d'immatriculation des étrangers. 1888-1901

I 4/6 Contrôle des étrangers : registre d'inscription. 1909-1935

I 4/7 Contrôle des étrangers : départs et arrivées. 1924-1938

### Normier

# E dépôt 462

2 I 4 Etrangers : contrôle des départs et des arrivées. 1918-1925

# Série J

1 J0 139 14<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens : récit par le capitaine Lionel Germain, commandant de la 5<sup>ème</sup> compagnie. 1940

# Fonds de la résistance

**6.J** 

### **Dépôt de M. Lombard (1961-1972)**

6 J 31 Activités des maquis en Côte-d'Or : rapport du colonel Nicolas, commandant les partisans russes, 17 septembre 1944 (3 feuillets dactylographiés).

Liste des résistants tant français qu'étrangers fusillés à Dijon depuis juin (en fait du 31 août 1940 au 31 juillet 1944). Cette liste a été établie au cours de l'Occupation par le Cabinet du maire de Dijon (2 feuillets dactyloraphiés).

### Don de M. Gounand (1988)

Déportés français arrêtés en Côte-d'Or (444 fiches), déportés étrangers arrêtés en Côte-d'Or (16 fiches), déportés juifs étrangers arrêtés en Côte-d'Or (22 fiches) et français et étrangers internés arrêtés en Côte-d'Or (132 fiches) de 1941 à 1945.

- Déports français arrêtés à Dijon (314 fiches), déportés étrangers arrêtés à Dijon (17 fiches), internés français arrêtés à Dijon, internés étrangers arrêtés à Dijon (6 fiches), internés comptabilisés en Côte-d'Or mais dont le lieu d'arrestation est inconnu (57 fiches) de 1941 à 1945.
- Déportés juifs français arrêtés à Dijon (64 fiches), déportés juifs français arrêtés en Côte-d'Or (39 fiches), déportés juifs étrangers arrêtés à Dijon (43 fiches), internés juifs français arrêtés à Dijon (4 fiches), internés juifs étrangers arrêtés à Dijon (une fiche). Adhérents aux partis de collaboration (sd).

## Don de M. Chevalier (2002)

6 J 88/11 Enquête sur la mort de deux résistants russes, sd.

# Centre de bois de Dijon : exploitation forestière, militaire, guerre de 1914-1918 Sous-série 24 J

- 24 J 7 Personnel. Etats nominatifs (1918-1919). Listes d'effectifs (1918-1919). Travailleurs portugais (1918). Prisonniers de guerre : listes des malades (1918). 1916-1919
- 24 J 32 Personnel. Dépenses (1918). Prisonniers de guerre : listes, contrôle des journées de travail, primes et centimes de poche (1917-1919). Travailleurs russes : liste, journées de travail, paie et primes (1917-1918). 1917-1919

# Société métallurgique de Montbard Aulnoye, personnel, 1896-1955 85 J

« Documents épars sauvegardés, au moment de la liquidation des archives de l'entreprise, par Mme Corinne Dauron, dans le cadre de ses recherches sur les populations immigrées de Montbard, dans l'entre deux guerres et durant la seconde guerre mondiale ». Don de M. Daniel Dauron après le décès de son épouse, 20 juillet 2006.

Contenu : 3 registres du personnel (rubriques par ordre alphabétique dans chaque registre) et fiches individuelles du personnel classées par année d'admission dans l'entreprise ; séries très fournies pour les années 1918-1930 et 1940-1947).

# Série M

Administration générale du département, Sous-série réglementaire 1 M **1 M 200** Sujets politiques, surveillance des étrangers et des anarchistes, mesures de sûreté, 1925-1933.

Surveillance des étrangers : suggestion de Camille Servat, conseiller général des Basses-Pyrénées relatives au danger de « l'invasion pacifique étrangère » en France, 1926.

# Plébisictes, élections Sous-série réglementaire 3 M

**3 M 48** Vérification de la capacité électorale. Etablissement et révision des listes électorales pour la condamnés, les aliénés, les militaires ayant acquis la nationalité française : instructions et circulaires (1887-1925) ; correspondance (1929-1939). 1887-1939

# Agriculture, Eaux et forêts, Sous-série réglementaire 7M

**M 13 I i art 2** Main-d'œuvre agricole assurée par l'emploi des militaires (1855-1889) et des civils étrangers (1925). 1855-1925

SM 351-7 Activité des marchands de bestiaux italiens : enquête (1928).

SM 9792 Emploi de main-d'œuvre étrangère pour l'exploitation des coupes de bois. 1925-1934

SM 10001 à 10029 Sauf-conduits des étrangers entrés en France. 1924-1925.

SM 10007 Tchécoslovaques. 1924-1925
 SM 10013 Espagnols. 1924-1925
 SM 10014 Portugais. 1924-1925
 SM 100020 à 23 Italiens. 1924-1925

SM 22422 Ressortissants italiens : correspondance avec le consulat d'Italie.

1939

SM 22450 Réfugiés espagnols : fichier. 1936-1939

SM 8580-8582 Réfugiés espagnols. Instructions ; circulaires ; fiches (groupes de

Vénarey-lès-Laumes, Beaune, Arnay-le-Duc) ; listes de réfugiés. Recherches, organisation de l'accueil. Rapatriements : demandes et mesures prises. Situation des réfugiés. Sauf-conduits personnels.

1937-1939

### Travail et main-d'œuvre

# Sous-série réglementaire 10 M

- Surveillance (1881-1883); incidents avec des travailleurs français : rapports de police, correspondance (1882-1903). Départ d'ouvriers italiens face à l'hostilité française (1897-1903). Surveillance des ouvriers italiens dans les chantiers de l'arrondissement de Semur (1881-1886). Hostilité à l'égard des ouvriers italiens sur le chantier de construction de la ligne de chemin de fer de Châtillon-sur-Seine à Is-sur-tille (1881). Tensions entre ouvriers français et italiens sur le chantier de la construction de la ligne de chemin de fer Is-sur-Tille à Gray (1887-1888). Incidents entre ouvriers français et italiens sur le chantier de construction de la ligne de tramway de Vaurois à Baigneux-les-Juifs (1894); hostilité des ouvriers français à l'égard des Italiens sur le chantier de Veuvey-sur-Ouche (1894). Incidents entre ouvriers français et italiens sur le chantier du canal de la Marne à la Saône (1895-1898). Incidents entre ouvriers français et Italiens sur le chantier de construction de la ligne Dijon-Epinac (1901-1902). 1881-1903
- Main-d'oeuvre étrangère : instructions, enquêtes, états nominatifs (1915-1920) ; circulaires, correspondance, rapports (1931-1940). Entreprises de Côte-d'Or appartenant à des étrangers ou employant des ouvriers étrangers : enquête, rapports de police (1912-1913). Théâtre municipal de Dijon, emploi d'artistes étrangers (1927). Projets d'offices d'assistance envers les travailleurs nord-africains (1927-1931). 1912-1940
- 20 M 1 à 3 Etrangers suspects : dossiers individuels, A-Z. 1914-1919
- **20 M 4** Surveillance des étrangers : réglementation ; correspondance. 1914-1918
- 20 M 5 Surveillance des étrangers : délivrance des permis de séjour ; enquêtes, affaires diverses. 1916-1922
- **20 M 6 à 8** Surveillance des étrangers : instructions ; dossiers. 1914-1917
- 20 M 9 Contrôle des étrangers : délivrance et visas des certificats d'immatriculation (états mensuels). 1914
- **20 M 16-798** Expulsions et refoulements d'étrangers ; étrangers détenus passibles d'expulsion : dossiers individuels ; arrêtés d'expulsion après condamnation ; certificats d'arrêts d'expulsion ; fiches de renseignements. 1870-1932
- **20 M 529** Délivrance de passeports destinés aux étrangers : fiches de renseignements. 1870
- **20 M 341** Relations extérieures, consuls étrangers : avis de nomination. 1820-1925
- 20 M 1270 Réfugiés étrangers (allemands dont Badois, Espagnols, Hongrois, Italiens, Piémontais, Polonais) : délivrance de passeports à des étrangers expulsés. Surveillance de police exercée sur des étrangers suspects. 1829-1856

# Intendance régionale de police, puis secrétariat général pour la police 40 M (prov)

**40 M 71** Cartes d'identité, circulaires (sécurité des documents, nord-africains, forains). Février-mars 1944

**40 M 375** Nomades internés sous l'occupation allemande, enquêtes, novembre 1944-février 1946

**40 M 376** Etrangers, enquêtes sur les ressortissants et mesures d'expulsion, novembre 1944-août 1946.

1090 W 58 Timbre Nansen, droit perçu au moment de la délivrance ou du renouvellement de la carte de séjour : demandes de timbres, modèles de formulaires, envois d'états, circulaires, instructions (1934-1954) ; listes d'étrangers ayant acquitté ce droit (1950-1954).

# Population économie statistiques (sous-série réglementaire 6M)

SM 19584 Contrôle des étrangers naturalisés ou dont la demande a été ajournée ou rejetée. 1939-1940

# Série U

# Trbunal de Châtillon-sur-Seine Affaires correctionnelles Dossiers de procédure

U VIII cd 112 Défaut de carte d'identité d'étranger, Siri Assunto, 24 juin 1941.

U VIII cd 113 Défaut de visa de carte d'étranger, Guglielminetti Laurent, 11 novembre 1941.

U VIII cd 114 - Abandon de chantier forestier, Pes Florencio, Pes Paul, Ganche Octave, 27 janvier 1942

- Défaut de visas sur carte d'étranger, Carpentieri Antonio, 24 mars 1942 [IAA]<sup>355</sup>.

- Recel, Pioli Alberio, 24 mars 1942.

- Défaut de visas sur carte d'étranger, Lavina Anselmo, 24 mars 1942. [IAA].

\_

<sup>&</sup>lt;sup>355</sup> IAA: intervention des autorités allemandes

- Id. Ferigo Alfieri, 24 mars 1942 (intervention des autorités allemandes).
- Vol, Gluzak Zofie, 25 mars 1942.
- Défaut de visas sur carte d'étranger, Belli Oresto, 26 mai 1942
- Défaut de visas sur carte d'étranger, Gigguda Pietro, 26 mai 1942 [IAA].
- Vol, Zanchi Maria, 9 juin 1942 [IAA].
- Défaut de carte d'identité d'étranger, Dieu Irma, 9 juin 1942 [IAA].
- Id. Rolet Marcel, 9 juin 1942 [IAA].

### U VIII Cd 115

- Défaut de visas sur carte d'étranger, Dretti Guiseppe, 9 juin 1942 [IAA].
- Abandon de travail forestier, procédure contre divers, 14 juillet 1942
- Défaut de visas sur carte d'étranger, Prandi Marie, 28 juillet 1942 [IAA].
- -Id. Bonfanti Battista, 28 juillet 1942 [IAA].
- -Majoration illicite, Oulmi Mouloud, 8 juillet 1942.
- Incendie volontaire, Zanellato Angélo, 27 octobre 1942 [IAA].
- Défaut de visas sur carte d'étranger, Bachenis Giovani , 27 octobre 1942 [IAA].
- Défaut de visas sur carte d'étranger, Graglia Pascale, 22 décembre 1942 [IAA].

### U VIII Cd 116

- Défaut de visas sur carte d'étranger, Benedetti Gino, 26 janvier 1943
- Défaut de visas sur carte d'étranger, Léni Dominique, 13 avril 1943
- Id. Zunino Assunto, 13 avril 1943
- Emploi d'étrangers en situation irrégulière, Léni Antonio, 11 mai 1943

### U VIII Cd 117

- Coups réciproques, Rei José et Ikotniki Jean, 25 mai 1943
- Rupture de contrat de travail, Lijo Manuel et Agulia Antonio, 22 juin 1943
- Abandon de travail, Regazzoni Raymond, 27 juillet 1943
- Evasion d'un camp forestier, Joliot Henri, 27 juillet 1943

### U VIII Cd 118

- Evasion d'un chantier forestier, Baralinot André, Juillet 1943
- Défaut de visas sur carte d'étranger, Pessein Mario, 24 août 1943
- Falsification d'une carte de ravitaillement, Wieczoreck Jean, 24 août 1943
- Abattage d'arbres, Migliorini Italo et Alexandro, 9 novembre 1943
- Abattage clandestin, Cardini Marius et Mathieu César, 23 novembre 1943

### U VIII Cd 119

- Défaut de carte d'étranger, Prioli Florent, 22 février 1944

- Chasse sans permis, Zumino Guido et Bersuat Léon, 28 mars 1944
- Défaut de renouvellement de carte d'étranger, Bee Hacynthe , 28 mars 1944
- Id. Manzoni Elisabeth, 28 mars 1944
- Hausse illicite, Roetlisberger Ernest, 9 mai 1944

U VIII Cd 120 - Chantage et complicité, Tshannen Fritz, 27 mars 1945

U VIII Cd 121 - Outrage à maire (Ampilly-le-Sec), Teresiak Joseph, 12 juin 1945

U VIII Cd 123 - Vol et recel de bois, Jacobelli, mai 1949

U VIII Cd 124 - Incendie volontaire, Gracia, octobre 1949

Vols et recels, Desmas, Gay, Chambellant, novembre 1949
Délits de chasse, Christmann et autres, novembre 1949

- Défaut de soins à enfants, Gérard, Goudot, novembre 1949

U VIII Cd 125 - Titre de séjour périmé, Vetro, janvier 1950

- Infraction à la police des chemins de fer, Masanoff, janvier 1950

- Fraudes alimentaires, Musbaum, mars 1950

- Infraction à la police des étrangers, Koller, mai 1950

U VIII Cd 126 - Attentats aux mœurs, Romilio, août 1953. 1950-1953.

U VIII Cd 128 - Outrages à la force publique, Ete, novembre 1951

-Outrages publics à la pudeur, Smyk, novembre 1951

# 3 U Tribunal de première instance de Dijon

# Affaires correctionnelles Dossiers correctionnels

U IXce 449 Emploi d'ouvriers étrangers non munis de carte d'identité de travailleurs, Marcel Uhr, 22 avril 1932.

U IXce 451 Embauchage d'étrangers sans carte d'identité et non inscription sur registre spécial, Maurice Courtat, « travaux publics », 11 janvier 1933

U IXce 457 Usurpation d'état civil, infraction à arrêté d'expulsion et usage de carte d'identité ne lui appartenant pas, Alexis Conto, 23 mars 1935.

U IX ce 476 Infraction à arrêté d'expulsion, Angelo Viola, 17 novembre 1938.

- U IXce 478 Infraction à la loi sur les étrangers, Giuseppe Simonelli, scieur de long, 8 juin 1939. Vol de gaz et défaut de carte d'identité d'étranger, Gaston Schoonjans, plombier à Dijon, 13 juillet 1939.
- U IX ce 486 Infraction à arrêté d'expulsion, abandon de poste requis civil, Sergio Sabatini, 8 juillet 1940.
- U IXce 487 Transport de correspondance à destination d'étrangers, Pierre Funck, 18 septembre 1940. Infraction à arrêté d'expulsion, Marie Stéphany, 18 septembre 1940. Idem, Madeleine Zimma, 26 septembre 1940.
- U IXce 504 Défaut de carte d'identité d'étranger, Gabrielle Neher, 18 janvier 1940. Idem, Jenny Loenwenthal, 26 janvier 1940.
- U IXce 505 Infraction à arrêté d'expulsion, Oreste Caporale, 22 février 1940. Défaut de carte d'étranger, Maria Senar, 23 février 1940. Défaut de carte d'identité et abandon de résidence assignée, Luck Sospedra, 23 février 1940.
- U IX ce 508 Infraction aux lois sur les étrangers, usage de faux passeports, complicité, assistance à étranger en situation irrégulière, Branislaw Marinkovitch, 11 juillet 1940.
- U IX ce 526 Défaut de visa sur carte d'identité d'étranger, Mariana Kizemianowska, 6 juin 1941.
- U IX ce 527 Défaut de carte d'identité d'étrangère, Marie Arezzini [intervention des autorités allemandes], 18 juin 1941. Hausse illicite, ouverture de commerce, infraction aux lois sur les denrées soumises au rationnement, Abraham Raya, Marguerite Ulhen [IAA, 18 juin 1941].
- U IX ce 528 Défaut de récépissé de carte d'étranger, Garcia Souza, 26 juin 1941. Création de commerce sans autorisation, Gino Vivarelli, 27 juin 1941. Défaut de visa sur carte d'identité d'étranger, Edmond Colonello [IAA], 27 juin 1941.
- U IX ce 531 Infraction à loi sur les étrangers, souteneur, Roger Bassetti [IAA], 30 juillet 1941.
- UIX ce 537 Défaut de carte d'identité d'étranger, Joseph Kecler, 27 novembre 1941.
- U IX ce 539 Défaut de visa sur carte d'identité d'étranger, Antoine Requero, 16 janvier 1942.
- U IX ce 540 Infraction à arrêté d'expulsion, Manuel Garcia, 11 février 1942.
- U IX ce 542 Défaut de carte de commerçant d'étranger, Giovanni Massuco, 12 mars 1942.
- UIX ce 543 Emplois d'étrangers en situation irrégulière, Georges Aubry, 26 mars 1942. Vols, Janine Madjecka, Marie Brzezomska, 31 mars 1942.

- U IX ce 546 Infraction à arrêté d'expulsion, François Lepever [IAA], 13 mai 1942.
- U IX ce 553 Défaut de carte d'identité d'étranger, Fernando Barquilla, 10 septembre 1942.
- U IX ce 554 Défaut de visa avec carte d'identité d'étranger, Manuel Bonavida, 8 octobre 1942.
- U IX ce 555 Défaut de carte d'identité d'étranger, Celestino Minozzi [intervention des autorités allemandes], 21 octobre 1942. Défaut de déclaration de véhicule automobile, Savero Marcone [IAA], 21 octobre 1942. Emploi d'étranger en situation irrégulière, Sloggia Mariano [IAA], 21 octobre 1942. Vol, Maria Pedrozzi [IAA], 23 octobre 1942. Idem, Michel Maffiodo. Idem, Antoine Napoli. Coups, blessures, Ramiro Zapater, 28 octobre 1942.
- U IX ce 559 Infraction à arrêté d'expulsion, Louis Warpelin, 3 décembre 1942.
- U IX ce 560 Vol, Osana Tchardakian, 17 décembre 1942. Vols, complicité, recel, infractions aux lois sur le rationnement, Ahmed Ben Mohamed, Abdel Kader Ben Mohamed, 17 décembre 1942. Défaut de visa de carte d'identité d'étranger, Linda Zaghis, 18 décembre 1942. Défaut d'autorisation de circuler, Antoine Tomozyk, 31 décembre 1942.
- U IX ce 564 Défaut de visa sur carte d'identité d'étranger, Paoli Ongaro [IAA], 3 février 1943. Fraude sur la qualité, Athanase Artemenko, 4 février 1943.
- U IX ce 568 Défaut de visa de carte d'identité d'étranger, Alfred Fontanini [IAA], 15 avril 1943.
- U IX ce 570 Défaut de carte d'identité d'étrangère, Marie Mozzola [IAA], 5 mai 1943. Evasion d'un chantier forestier, Mathias Manavez, 13 mai 1943.
- U IX ce 580 Infraction à arrêté d'expulsion, Odino Salina, [IAA], 22 octobre 1943.
- U IX ce 585 Infraction à arrêté d'expulsion, Eugène Vodopia [intervention des autorités allemandes], 7 janvier 1944. Défaut de carte d'identité de commerçant étranger, Antonio Giacomel [IAA], 14 janvier 1944.
- U IX ce 588 Défaut de carte d'identité d'étranger, Ladu Pabenriski, 2 mars 1944. Idem Karlo Frigerio [IAA], 3 mars 1944. Défaut de visa de carte d'identité d'étranger, Pierre Bal, 10 mars 1944.
- U IXce 591 Défaut de renouvellement de visa, carte d'identité d'étranger, Santiago Lozano-Molina, 21 avril 1944. Infraction à loi sur les étrangers, Alexandre Lioutikof, 27 avril 1944.
- U IX ce 592 Infraction aux lois sur le séjour d'étrangers en France, Jean Bougaien, 4 mai 1944. Avortement, complicité, Antonia Siprelli..., 4 mai 1944.

- U IXce 593 Défaut de renouvellement de carte d'identité d'étranger, Lina Martini, 17 mai 1944. Infraction aux lois sur étrangers, José Perfoutau Guallard, 17 mai 1944.
- U IXce 599 Défaut de visa sur carte d'identité d'étranger, 5 octobre 1944 [intervention des autorités allemandes] Hore Estie; idem, Sandro Petri; idem, Gennaro Diaferia. Idem, 11 octobre 1944, Giuseppe Debernard. Infraction à la réglementation sur police des étrangers, Riccardo Fabbri [intervention des autorités allemandes], 13 octobre 1944. Idem, Dario Pelizza. Vol, Ygualdo Julian, 26 octobre 1944.
- U IX ce 603 Défaut de visa sur carte d'identité d'étranger, Caroline Casta, 21 décembre 1944. Vol, Emilia Cholewa, 28 décembre 1944.
- U IXce 635 Infraction à la réglementation sur la circulation des étrangers, Walter Schmidt (juif allemand déporté membre des FFI), 1<sup>er</sup> mars 1945. Avortement et complicité (renseignements sur l'organisation de la résistance à Semur), Frida Marpelli 19 avril 1945. Idem, Hachour Hannouz, Yolande Garbellini.
- U IX ce 637 Défaut de carte d'identité d'étranger et usage de fausse carte d'identité (fausse carte dans le dossier), Hans Bausenhard, 26 juillet 1945. Usage frauduleux de carte d'identité d'étranger (suspect de collaboration), Arnauld Jäger, 25 octobre 1945.
- U IXce 640 Infraction à arrêté d'expulsion, Albert Teper, 7 septembre 1945.
- U IX ce 641 Défaut de carte d'identité d'étranger (dégradation civique pour menées anti-nationales, Emilio Centeno, 6 février 1946.
- UIX ce 644 Usage de fausse carte d'identité d'étranger, Rolf Schmiedel (ex officier SS).

#### **Parquet**

**UIX dg6-7** Mariages avec des étrangers, 1929-1938

#### Tribunal de première instance de Semur en Auxois Sous-série réglementaire 3U

U X ce art 34 Infraction au code du travail des étrangers, Albert Bouchard, entrepreneur de travaux publics, 19 janvier 1938

U X ce art 39 Emploi d'étranger sans carte d'identité, Paul Baut, 20 mai 1941.

U X ce art 44 Emploi d'étranger en situation irrégulière, Francis Puchot, 3 novembre 1942. Sans autorisation de circuler, Basile Sniejko, 17 mars 1942. Idem, Léon Probencker, 15 décembre 1942.

U X ce art 45 Emploi d'étranger en situation irrégulière, Albert Bouchard, 2 février

1943. Idem, Roger Montaudon, 16 mars 1943.

U X ce art 54 Défaut de carte d'identité d'étranger, Arnex, avril 1948. Abandon de

famille, Vodopya, juin 1948

#### Série V

#### Cultes, fonds de l'Evêché

2 V

2 V 53 Répertoire alphabétique des prêtres étrangers porteurs du celebret. 1844-

1864

#### Série X

# Administration hospitalière Sous-série réglementaire 1 X

**3 X 11 b 1** Hospice d'Alise-Sainte-Reine : admission de réfugiés polonais. 1848

#### Série Z

#### Sous préfecture de Chatillon-sur-Seine

Sous-série 2 Z

2 Z 2 r 2 Circulation des étrangers et des Français à l'intérieur et dans la zone des armées : instructions générales, réglementation. 1914-1920

### Sous-préfecture de Montbard

Sous-série 3 Z

3 Z 15 r 1 Affaires relatives au cantonnement des troupes américaines. 1918-1922

### Sous-préfecture de Beaune

Sous-série 6 Z

6Z 12 r 1 Cantonnement des troupes américaines : Américains à Beaune, Université américaine, hôpitaux américains de Beaune et d'Allerey, main-d'œuvre étrangère, grèves, surveillance. 1919-1922

**6 Z 20 r 1** Surveillance des étrangers pendant la guerre. 1914-1918

## Série SM

### Commissariat central de Dijon SM 20928-20940, W 21039-21072

SM 20929/201	Thomas Gauvrys : assassinat de sa logeuse, Marie Jadlowska, 1925
<b>SMS0929/435</b> livres.	Pascale Esposite, Luigi Troppa : émission de faux billets de 500 1926
SM 20929/445	Edmond Lindenfels : poursuites contre un déserteur allemand, 1926.
SM 20930/584	Giuseppe Travo, antifasciste : menaces de mort contre le consul d'Italie à Dijon, demande de naturalisation 1927-1928, 1931.
SM 20930/602	Pali Chiado : fascisme (surveillance d'un individu considéré comme fasciste), 1927.
SM 20931/1037	« Verreries de Dijon » : licenciements provoquant une manifestation, fraudes, 1928, 1942.
<b>SM 20931/1107</b> le	Egon Holzer : recel d'objets et plus particulièrement de bijoux dont prix est mentionné dans la déclaration du plaignant, 1928.
<b>SM 20931/1261</b> par	Italo Joseph Rondolotto : violences, privé de la nationalité française le gouvernement de Vichy, 1928, 1943-1945.
SM 20932/1903	Pierre Vovna, urkrainien communiste : expulsion de France, 1929.
SM 20933/2928	Henri Chevallet : affaires diverses dont le meurtre d'un juif allemand, marchand forain comme lui (1936), 1930, 1936.
<b>SM 20933/3156</b> d'assassiner	Rinaldo Schiavi, signalé comme anarchiste : il aurait tenté le roi d'Italie et Mussolini, 1929-1930.
SM 20933/3195	Affaires diverses dont Jean-Baptiste Pinelli, signalé comme communiste, 1941.
SM 20934/4480	Joseph Ciwoski, assassinat de sa femme, 1931.
SM 20934/3945	Abadjan Girayr : exercice illégal de l'art dentaire, 1930.
SM 20934/5278 à	Drago Knezevitch, Anton Konstaynncheck: recherche pour hold up Paris, 1932.

SM 20934/5370	Carlo Norgia, Joseph Sardi, Palmico Parisi: antifascistes, 1932.
SM 20934/5385	Hassen Cheloüfa, Raya el Dine El Jundi, Mohamed Hamade : membres de la ligue des Syriens républicains, 1932.
SM 20934/6081	Marie Chaussard, Dragutin Kecman, Lazo Jovicic (complices): meurtre, 1932.
SM 20935/7170	Luig Anzanel : déserteur de l'armée italienne, 1932-1933.
SM 20935/7566	Antoine Della Vedova, Silvino Garcia, tracts antimilitaristes, 1933.
SM 20935/8291	Alexis Popoff: violences, travailleur volontaire en Allemagne, 1934, 1941-1946.
SM 20935/8797	Attentat commis contre le roi de Yougoslavie : contrôles et recherches dans le milieu yougoslave, 1934.
SM 20935/8984	Isidro Bonfill, Daniel Quintana, Vicente Segura, Pedro Tudela : membres de la Fédération Anarchiste Ibérique, 1934.
SM 20935/9042	Antoine Diana : communiste, infraction à la police des chemins de fer. Distribution de tracts antifascistes et antimilitaristes, 1934-1935.
SM 20936/9364	Francesco Fodriga : déserteur de l'armée italienne, 1935.
SM 20936/10231	François Decoeur, Edgar Lehmann (citoyen allemand suspect), Jacob Maselcho: violences, 1935, 1942.
SM 20936/10515	Joachim Bonomo: coups, fasciste, 1936, 1938-1946.
SM 20936/10568	Giovanni Piazza : membre des milices espagnoles. Infraction à la loi sur le séjour des étrangers, 1936, 1938.
SM 20936/11096	Charles Wild: blessures involontaires, disparu en Allemagne, 1936, 1942-1947.
<b>SM 20936/11175</b> par	Bordega : fondateur d'un groupement à tendance marxiste-léniniste un individu soupçonné d'être un agent de la police italienne, 1936.
SM 20936/11215	Charles Von Buren: homicide involontaire. Membre du parti socialiste SFIO, tracts antimilitaristes, 1929, 1936, 1939.
SM 20936/12031	Richard Bergeretti, licencié à la suite de grèves, 1937.
SM 20936/12185	Alexandre Kaatz, allemand de confession israélite : soupçonné d'espionnage, 1937-1940, 1945.

SM 20937/12558	Fernand Wutrich: défaut de renouvellement d'une carte d'identité d'étranger, suspect, abus de confiance, 1938, 1940, 1946, 1948.
SM 20937/12721	Irka Chabaroff, Kurt Krause, Marthe Kuntz, Davoust Monchizadels : propagande hitlérienne.
SM 20937/12859	Henriette Bassard, Alphonse Battistini, Marie-Joseph Bouquet, Angele Paolini, William Thomas: pillage d'un magasin tenu par un israélite, rue du Bourg. Divers, 1938, 1945.
SM 20937/13144	Erich Simons, israélite allemand : nouvelle méthode thérapeutique du cancer par la « poudre de Tréphone », suspect, 1938-1939.
SM 20937/13395	Mario Alfieri, mentionné comme étant ex-milicien : affaires diverses, 1938, 1949.
SM 20937/13495	Simon Feinberg, isrélite allemand : réfugié politique, 1938.
SM 20937/13529	Romeo Bonaretti : militant fasciste, 1938.
SM 20937/13578	Adolf Bogner, Hermann Wuthrich: soupçonnés d'espionnage, 1938.
SM 20937/13690	Balbine Kirschner, israélite allemande : demande d'autorisation de séjourner en France, 1938.
SM 20937/13705	Fritz Tobias : réfugié allemand, 1938-1939.
SM 20937/13764	Anna Offenberger, israélite allemande : demande de permission de résider en France.
SM 20937/13772	Siegrfried Bickart : israélite allemand, 1938-1945.
SM 20937/13773	Ludwig Bicler, universitaire autrichien : demande de permission de résider en France
SM 20938/13843	Maurice Weiss : suspecté de trafic de fausses pièces d'identité et de passeports, 1938.
SM 20938/13844	Victor Weiss, autrichien : réfugié politique, 1938.
SM 20938/13846	Benno Kornfeld, origine hongroise allemande : désire s'installer en France, 1938.
SM 20938/13889	Bernardo Andreani : suspecté d'être communiste italien, expulsé d'URSS, 1938.
SM 20938/13902	Auguste-Franziska Heller, allemande mariée à un israélite : demande d'autorisation de séjour, 1938.
SM 20938/13903	Adolfo Nicolazzi, Italien : milicien rapatrié d'Espagne, 1938-1939.

SM 20938/13906 Ernst Stener, Autrichien israélite : sollicite l'autorisation de venir en France, 1938. SM 20938/13968 Zélik Frajberg, Polonais israélite : engagé volontaire le 4 juin 1940 au COA à Dijon, 1939, 1946. SM 20938/13978 Pietro Belle : militant fasciste, membre des brigades internationales en Espagne (1937), 1939. Luchvit, Tchécoslovaque : de tendance francophile et germanophobe, SM 20938/14006 demande d'autorisation provisoire de séjour, 1939. Adolf Goldstein, israélite, autrichien : demande d'autorisation de SM 20938/14007 séjour, 1939. SM 20938/14026 Milo Knoll, Mauriz Splitter: israélites, réfugiés ex-Autrichiens, 1939. SM 20938/14033 Moiach Ribsztain, ressortissant polonais israélite : sollicite l'autorisation de résider en France, 1939. SM 20938/14038 Ernst Fraenkel: sollicite l'autorisation de résider en France, 1939. SM 20938/14055 Gerhard Bratel, israélite allemand : sollicite l'autorisation de résider en France, 1939. SM 20938/14073 Hans Glaszer, israélite allemande : sollicite l'autorisation de venir en France, 1939. SM 20938/14074 Berthe Raab, Autrichienne : sollicite l'autorisation de séjourner en France, 1939. Siegfried Rosenthal, israélite allemand : demande d'autorisation de SM 20938/14086 séjour, 1939. SM 20938/14116 Mathis Lerner, ressortissant polonais israélite : objet d'un arrêté d'expulsion pour avoir eu une attitude francophobe. Ex-volontaire à la Légion et ex-milicien (1939). Propriétaire d'un immeuble où un local est occupé par des dirigeants de la Ligue française, 1938, 1944. Idek et Chana Obarzanek: refoulés, 1938. SM 20938/14126 Edmond Franck: renseignements. Jean Fischl, ex-Autrichien israélite : demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20938/14147 Max-Louis Thalmann, israélite allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20938/14228 Jules Caneri, détective privé : se renseigne sur l'attitude politique de sujets italiens, 1939.

SM 20938/14252	Hermann Steigbügel, Sophie Kalter, israélites allemands : demande d'autorisation de séjourner en France, 1939.
SM 20938/14253	Friedrich Biehl : réfugié allemand à la suite du plébiscite de la Sarre, 1938.
SM 20938/14254	Arnold Heiblum, israélite autrichien : demande d'autorisation de séjour, 1938.
SM 20938/14294	Arthur, Ruth et Rosalie Bockmann, Martha Mann, israélites allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14297	Marie Heymann, allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939. Walter Levy, allemand : attitude suspecte à la mobilisation, 1939.
SM 20938/14326	Samuel Braumann, israélite allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14327	Jacob Baumann, israélite allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939
SM 20938/14329	Joseph Bercovici, Roumain : propagande communiste, 1939.
SM 20938/14331	Moritz, Berta et Helga Becker, Allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14348	Max et Herbert Lyon : réfugiés allemands, 1935-1939
SM 20938/14367	Pietro Picarreta: suspect, 1939.
SM 20938/14369	Isidore Hess, Rosa Mayer, Allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14413	Johanna David, israélite allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939. Max David, israélite allemand : renseignements, déclaration de réintégration de sa ville, 1940, 1944
SM 20938/14432	Luigi De Biaso : attitude anti-française, 1939.
SM 20938/14473	Richard et Albert Haas, israélites allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14474	Ludwig, Elsa et Julius Blattner, Elisabeth Mann (Allemands) : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14476	Bertbold Souder, Allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14477	Clémentine Feiner, Allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939.

SM 20938/14478	Guiseppe Gennari, Italien: membre des brigades internationales espagnoles en 1936, 1939.
SM 20938/14481	Jan Banach, Polonais : ex-volontaire à la Légion et ex-milicien, 1939.
SM 20938/14486	Sara Hofstetter, ex-Autrichienne : demande d'autorisation de séjour, 1939
SM 20938/14490	Moritz Glatteau, ex-Autrichien israélite : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14491	Markus et Sehna Heim, Allemands israélites : demande d'autorisation de séjour, 1939. Markus Heim : en Suisse depuis la déclaration de la guerre où il "travaille" pour la France, 1940
SM 20938/14506	Gaston Giovanni, Italien: suspect, 1939.
SM 20938/14518	Friedrich Feis, Allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20938/14521	Douchan Lekitch, Yougoslave: terroriste, 1939.
SM 20938/14534	Onesto Barbini (plaignant) : vol de voiture, 1939. Onesto Barbini Consul d'Italie et Edmée Leuthreau : victimes d'un attentat, 1944-1953. 1935-1953.
SM 20939/14535	Léonhard et Johanna Weinstock, Allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939-1940
SM 20939/14545	Angelo Dezan, Italien: ex-milicien, 1939
SM 20939/14548	Gerhard Friedlander, autrichien : autorisé à séjourner au centre de reclassement de Martigny (Vosges),1939.
SM 20939/14551	Marguerite Popiel, He, nri Spielmann, ex-autrichien : demande d'autorisation de séjour,1939.
SM 20939/14552	Gertrude Hannou, allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14554	Isidore Thal, israélite : suspecté d'avoir tenu des propoos déplacés sur le compte des officiers français, 1940. Max Kopeliowitsek : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14569	Franz Wiener, allemand : réfugié politique, 1939.
SM 20939/14571	Gerda Kietzmann : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14572	David Malz : ressortissant allemand, au camp de concentration de Marmagne, 1939.

SM 20939/14592	Lucien Kadouch, Zermatti: tentative d'escroquerie et trafic d'influence, 1939. Lucien Kadouch: renseignements, 1954
SM 20939/14594	Jean-Jacques Kiefe, allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939-1940
SM 20939/14626	Hans Heller, autrichien israélite : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14643	Curt Weiss, allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14644	Rudolph Wimmer, allemand: renseignements, 1939-1940.
SM 20939/14645	Théodore Claus Wolfsohn, allemand : demande d'autorisation, 1939.
SM 20939/14646	David Schiffelohimm, Feige Schapira, israélites autrichiens : réfugiés, 1939.
SM 20939/14648	Gerda Scherrer, allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14649	Hugo Bach, allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14680	Erich Roth : réfugié autrichien, 1939.
SM 20939/14681	Siegmund Dahl, Maria Fuchs, israélites allemands : israélites allemands autorisés à séjourner au centre de reclassement de Martigny-les-Bains (Vosges), 1939.
SM 20939/14691	Irma Bock, allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14700	Toni-Sara Cohn, allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14708	Paul Meyer, Irma Bauer, allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14711	Otto et Hans Goldschmidt, Hedwig Jaroczynski, Ida Meyerson, israélites allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14712	Léo Herz, allemand : gérant de la société Ox-hydro, 1940. Hert, David, Klara Herz, allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14720	Siegfried Luft, Franziska Rader, allemands : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/14749	Giovanni-Battista Angioletti : italien suspect, 1939.
SM 20939/14757	

Albert et Dora Rieser, allemands : demande d'autorisation de séjour, SM 20939/14767 1939. SM 20939/14768 Bernat Reismann, tchécoslovaque : demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14780 Sylvain Metzger: suspect, 1939. Amalie et Sidonie Moses, allemandes : demande d'autorisation de SM 20939/14787 séjour, 1939. SM 20939/14806 Georges Marquerie: conférence concernant la défense passive, 1939. SM 20939/14808 Jean Popper, Markita et Pavla Popperova, Tchécoslovaques : autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14817 Karl Harand: déserteur allemand disparu, 1939. SM 20939/14818 Rizie Scheine Gross: demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14825 Joseph Probst, allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14846 Elisa Gomez-Pinto: réfugiée espagnole, 1939. SM 20939/14850 Selma Mauser, allemande : demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14869 Léopold Winter, ex-autrichien : demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14897 Simche et Sime Gittet Lyner, ex-autrichien : demande d'autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14898 Joseph Gabel : autorisation de séjour au centre de Martigny-les-Bains (88) délivrée à un ressortissant autrichien, 1939. SM 20939/14953 Attilio Geri: expulsion d'un ressortissant italien ayant mené une propagande anti-française, 1939. SM 20939/14959 Joseph Tomek, Agnès Tomkova, Tchécoslovaques : renseignements en vue d'une autorisation de séjour, 1939. SM 20939/14966 Félix Frohmann, allemand: informateur bénévole, 1939. SM 20939/14972 Isidor Weiss, israélite allemand : demande d'autorisation de séjour, 1939 SM 20939/15002 Karl Bloch, allemand israélite : entrée clandestine en France, interné au camp de rassemblement de Touillon, 1939. Lina et Susi Bloch, allemandes israélites : entrée clandestine en France. Non-autorisées à séjourner dans ce pays, 1939.

SM 20939/15005	Marie Adler, ex-autrichienne : autorisée à séjourner en France, 1939.
SM 20939/15041	Heinrich Leisen, allemand: attitude pro-allemande, 1939.
SM 20939/15043	Milian, Simon, Lotte et Heniz Bonem : réfugiés sarrois, 1939-1940
SM 20939/15084	Tirzah Rueck, allemande : autorisation de séjour, suspecte, 1939- 1940
SM 20939/15099	Moral Roberts, réfugié espagnol : expulsé pour vol, 1939.
SM 20939/15102	Ellryda Maintok, polonaise : demande d'autorisation de séjour, 1939.
SM 20939/15154	Pelegrin Serrat-Estruch : réfugié politique espagnol, ancien membre du POUM, expulsé, 1939-1940
SM 20939/15229	Fritz Grass, allemand : interné au camp de Marmagne, 1939.
SM 20939/15230	Mathilde Neber : réfugiée allemande, 1939-1940
SM 20939/15246	François Burg, tchécoslovaque : réfugié, 1939.
SM 20939/15250	Erich Weiss, ex-autrichien : réfugié, 1939.
SM 20939/15270	Nathan Thalmann, israélite allemand : interné au camp de Marmagne, 1939-1940
SM 20939/15270 SM 20939/15279	
	1939-1940
SM 20939/15279	1939-1940  Joseph Laga, polonais : interné au camp de Vernet (Ariège), s. d.  Félix Mann, israélite allemand : interné au centre de rassemblement
SM 20939/15279 SM 20939/15301	Joseph Laga, polonais : interné au camp de Vernet (Ariège), s. d.  Félix Mann, israélite allemand : interné au centre de rassemblement de Montbard, 1939-1940. 1939-1954.  Julius Moses, israélite allemand : interné au camp de Marmagne,
SM 20939/15279 SM 20939/15301 SM 20940/15321	Joseph Laga, polonais : interné au camp de Vernet (Ariège), s. d.  Félix Mann, israélite allemand : interné au centre de rassemblement de Montbard, 1939-1940. 1939-1954.  Julius Moses, israélite allemand : interné au camp de Marmagne, 1939.  Léo Herz, allemand : dispensé du camp de rassemblement pour raison de santé, 1939.Léo, Irma (Eichenbronner), Eva, Ernest Herz :
SM 20939/15279 SM 20939/15301 SM 20940/15321 SM 20940/15340	Joseph Laga, polonais : interné au camp de Vernet (Ariège), s. d.  Félix Mann, israélite allemand : interné au centre de rassemblement de Montbard, 1939-1940. 1939-1954.  Julius Moses, israélite allemand : interné au camp de Marmagne, 1939.  Léo Herz, allemand : dispensé du camp de rassemblement pour raison de santé, 1939.Léo, Irma (Eichenbronner), Eva, Ernest Herz : demande de naturalisation, 1945.
SM 20939/15279 SM 20939/15301 SM 20940/15321 SM 20940/15340	Joseph Laga, polonais : interné au camp de Vernet (Ariège), s. d.  Félix Mann, israélite allemand : interné au centre de rassemblement de Montbard, 1939-1940. 1939-1954.  Julius Moses, israélite allemand : interné au camp de Marmagne, 1939.  Léo Herz, allemand : dispensé du camp de rassemblement pour raison de santé, 1939.Léo, Irma (Eichenbronner), Eva, Ernest Herz : demande de naturalisation, 1945.  Joseph Mejinsky : suspecté de propagande communiste, 1940.  Americo Cipriani, italien : expulsé pour propos anti-français, 1939-

Jules Reither, allemand : réfugié. Interné au camp de Langres. SM 20940/15419 Disparu, 1939-1940. Eugène Reither, allemand : réfugié. Interné au camp de Langres, 1939-1946. SM 20940/15433 Richard Klein : réfugié allemand. Libéré du camp de concentration de Montbard, 1940. SM 20940/15458 Montserrat de Munter : réfugiée espagnole, 1940. Antonio Navarro Munoz: réfugié espagnol, 1940. SM 20940/15465 Franz Munster, allemand : engagé dans la Légion étrangère, 1940. SM 20940/15566 Louis Kirch: réfugié allemand, Sarrois, 1940. SM 20940/15579 SM 20940/15590 Salomon, Elsa, Hella, Ruth Baum, allemands: réfugiés sarrois, 1940. SM 20940/15615 Jankiel Anglister : réfugié polonais. Interné au camp de Marmagne, 1940. SM 20940/15623 Lino Moulines, espagnol : membre de l'ex-armée républicaine espagnole. Membre du POUM. SM 20940/15717 Luba Kuslinaitc : réfugiée lithuanienne israélite, 1940. Max Mayer, allemand : interné au camp de Marmagne, 1940. SM 20940/15792 SM 20940/15799 Giovanni Piazza : membre des milices espagnoles, interné au camp de Rieucros puis du Vernet, 1940-1943. SM 20940/15880 Erich Suhler: allemand, 1940. SM 20940/15881 Jenny Loewenthal: allemande, 1940. SM 20940/15885 Franciszek Okonowski: naturalisation, interprète à la Standortkommandantur. 1940,1945. SM 20940/15912 Lise Tradelius, allemande : suspecte dirigée sur un centre de rassemblement, 1940. SM 20940/15937 Claire Rosenstoch, allemande : séquestre de biens ennemis, 1940. SM 20940/15947 Savino Catarina: vol de sucre. Parti comme volontaire en Allemagne, 1940,1945. Genaro Diaferia Membre du maquis liberté (1944), engagé au régiment Bourgogne (1944), 1946. SM 20940/16454 Salah Dries : hausse illégitime des prix, membre de la Ligue française, 1940, 1945.

### Dosssiers d'enquêtes judiciaires. 1940-1948 Dossiers dits « ville », numérotés 17136-37099 par le service producteur

W 21039/17527	Carlo Cirillo, communiste ?, 1944.
W 21039/17611	Ahmed Chial, communiste, membre de la LVF en 1941. Inculpé de trahison, 1940, 1945.
W 21039/18042	Singh Narayan, ressortissant anglais : interné à la grande caserne de Saint-Denis (Seine), 1941.
W 21039/18528	Robert Cavalieri, Gaertner: faits de collaboration, 1945.
W 21040/19122	Paula Albarado: violation de domicile, 1947.
W 21040/19448	Angelo Bertoldo, Louis Bresson: marché noir, 1942. Abandon de famille, membre de la Gestapo.
W 21041/20470	Gustave Judenkirsch : soupçonné de propagande communiste, déporté politique, 1941, 1942-1945.
W 21041/20514	Roger Nicolier, Attilio Libanoti : mentionnés comme résistants, 1944-1946.
W 21041/20650	Eric Rebsamen, Suisse : demande de sauf-conduit, atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, 1941, 1945.
W 21041/21057	François Gahler, allemand : interprète au Heeres-Kraftfahr, park 523 : demande de carte d'identité, 1941.
W 21041/21514	Alexandre Klein : ne s'est pas fait sur le contrôle des israélites étrangers, 1941-1945.
W 21041/21650	Antoine Munch : déserteur et insoumis, 1941-1942.
W 21042/22043	Salomon Unger: trafic de marchandises, 1942.
W 21042/22313	Charles Rosenromch : emprisonné par avoir essayé de franchir la ligne de démarcation, transféré en camp de concentration, 1942.
W 21042/22495	Charles Rosenromch : demande de transfert dans le camp de concentration annulée, 1942.
W 21042/22546	Elias Braoude, Salomon Jacknovitz, Heroz Zysmann, juifs : détenus au fort d'Hauteville, transférés au camp de concentration de Pithiviers, 1942
W 21042/22563	Hermann Przedecki : demande de transfert en camp de concentration, 1942

W 21042/22748	Abdérahmann Kaïa : travailleur volontaire en Allemagne, 1942-1945
W 21042/22766	Ernest Schmiliver, juif : inculpé d'évasion, 1942. Anselm et Angelino Schwarzwald, Tonny Stourdze, Maurice Weill, Abraham Tzelgoff, Albert Robchild, Jacques Plotzizki, juifs : internés au fort d'Hauteville, demande de transfert en camp de concentration, 1942
W 21042/22902	Ali Ben Mohamed : franchissement clandestin de la ligne de démarcation, 1942
W 21042/23171	Guiseppe Caarivas, Gérald Souweine, juifs : condamné pour avoir franchi la ligne de démarcation au camp de concentration, 1942
W 21042/23322	Pascal Razimorvsky, juif : emprisonné, transféré en camp de concentration, 1942
W 21042/23372	Salomon Kanterowich, juif : emprisonné pour avoir voulu traverser la ligne de démarcation, transféré en camp de concentration, 1942
W 21042/23402	Anse Eliel, juif : emprisonné pour avoir franchi la ligne de démarcation, transféré au camp de concentration, 1942
W 21042/23417	Albert Dachnitza, juif : soupçonné de vouloir franchir la ligne de démarcation, conduit immédiatement au camp de concentration, 1942. 1940-1961.
W 21043/23437	Ozmu Rubin, juif : exercice d'une profession interdite aux juifs, transféré en camp de concentration, 1942
W 21043/23438	Zelander Manfred, juif : emprisonné, transféré au camp de concentration.
W 21043/23489	Joseph Hora, Jseno Herskovies, Georges Goldenberg, Isaac Zeliszewski, Léon Bimblich, Aron Szpirglas: emprisonnés, transférés en camp de concentration, 1942
W 21043/23496	José Pallares : vol, audition, membre de la résistance, 1942, 1946.
W 21043/23663	Félix Ephraim, Léopold Kaufmann, Roger Gradvohl, juifs : emprisonnés, transférés en camp de concentration, 1942.
W 21043/23704	Julius Heyum, Philippe Bacherach, Karl Hilferding, juifs : emprisonnés, transférés en camp de concentration, 1942.
W 21043/23765	Armand et Leib Berlinerbau, Fred Lighststone, Michel Klein, Lucien Levy, Charles Hirsch, Simon Klein, Gustave Weil, Bernard Finkelstein, André Ulmann: emprisonnés, transférés en camp de concentration, 1942.
W 21043/23808	Sidney Seligmann, juive : transférée en camp de concentration, 1942.

W 21043/23845 Julian Nathanblut, Jacques Kirszner, Charles Francblu, David Saktreger, juifs : emprisonnés, transférés en camp de concentration, 1942. W 21043/23970 Pierre Polac, Heinz Kalenscher, Nachman Szpanbok, Yvette Goldfarb, juifs : emprisonnés, transférés en camp de concentration, 1942. W 21043/26460 Herszlick Zeller, Basza Rodal, Zicha et Renée Zeller, juifs : recherchés, 1943. W 21043/26666 Kohler, Klein, Hess, De Beaurepaire : vol, marché noir, séquestration, violences, 1943. Attentat par explosif rue Musette, 1943. 1932-1951. Stéphan Kubucha: evadé du camp de Gurs, 1943. W 21044/ 26755 W 21045/29610 Boleslow Szyszkowski: détenu par les autorités allemandes, 1944. W 21046/30504 Ermano Bernasconi: tué par des soldats allemands, 1944. W 21046/30517 Carlo Margaroli: tué par une sentinelle allemande, 1944. W 21046/31800 Aloïse Budai : volontaire pour l'Allemagne en 1941, 1944 W 21046/31929 Marguerite Gagliano, Anna Parczynoki: intelligences avec l'ennemi, 1945 W 21046/31936 Si-tayeb Hocini: usage de faux billets, 1944 W 21046/32033 Hans Grudmann: espionnage, 1944 Yvan Zadiziensky: prisonnier de guerre, évadé, ayant appartenu au W 21046/32489 FFI. 1944. W 21046/33376 Hermance Diacono: trahison, 1945 Anacheto Ellosi: propos anti-français durant l'Occupation, 1945. W 21046/33519 Salih Bihitch: résistant, membre des FFI. 1945. W 21049/33950 W 21049/33951 Carmen Hernandez, Jean-Louis Vairet, Emilie Thetaz: renseignements (3 dossiers). 1945 Marguerite Boileau, Louis Léoni, Anna Lytka, Georges Watteaux, W 21049/33964 Jules Pont, Georges Roblet, Salvador Roig, Joseph Sevez, Olga Termanini: renseignements. 1945 W 21049/33997 Locatelli : membre de la Ligue française. 1945

W 21049/34003	Grundrich : réclamation au sujet de l'exécution de son mari par des résistants, 1945.
W 21049/34069	Mohamed Slimani : déporté politique en Allemagne, 1945
W 21049/34070	Branlie Larandogoitia : membre du maquis de Châtillon, 1945.
W 21049/34158	Mansouri-Raba : membre de la milice, 1945
W 21050/34314	Walter Schutz: intelligence avec l'ennemi, 1945.
W 21050/34318	Artin Serbestian : inculpé de collaboration, 1945
W 21050/34358	Joseph Kluska : activité anti-française, 1945
W 21050/34401	Sarkis Hamchikian : agent de liaison dans la résistance, 1945
W 21050/34423	Mario Cattarin : résistant, 1945
W 21050/34456	Stanislas Pavlac, Jean Boudet Gheusi, Mathilde Bonat : intelligences avec l'ennemi (3 dossiers), 1945.
W 21050/34505	Nicolas Diesperfoff: résistance, 1945
W 21050/34507	Arnold Poestinger, Gaston Crucq : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, 1945.
W 21050/34542	Nicolas Glavatsky : agent recruteur des associations de Russes blancs, 1945.
W 21051/34614	Erwin Witmann: trahison, 1945
W 21051/34620	Joseph Kuntz : relations avec l'ennemi, 1945
W 21051/34628	Roger Baer: intelligences avec l'ennemi, 1945-1947
W 21051/34641	Bruno Battaglia : dénoncé aux Allemands, 1945
W 21051/34666	Antoine Franciskiti : déporté politique, 1945
W 21051/34672	Pierre Testard, De Weishaupt, Ernest Reinhardt, Louis André, Meynard, Maria Bassanelli : intelligences avec l'ennemi, 1946
W 21051/34677	Gottlieb Gatz : devait travailler pour le SD, 1946
W 21051/34695	Thomas Ramponi : FFI, 1946
W 21051/34700	Zalewsky, Pirot, Marlin : vol, détention de marchandises ayant appartenu aux armées alliées et trafic d'essence, 1946

W 21051/34729	Mohamed Abel El Kader : FFL à Alep, 1946
W 21051/34756	Georges Hahm : agissements contre la sûreté de l'Etat, 1946
W 21051/34768	Berthold Hollaender: FFI groupe « Poulain », 1946
W 21051/34775	Hendrika Pluin : déportée par les Allemands, 1946
W 21052/34828	Paquita Perez : réfugiée espagnole, 1946.
W 21052/34841	Charles Nowotny: interprète pour l'armée d'Occupation, 1946
W 21052/34909	Adam Skudbuck : membre du SD, 1946.
W 21052/34917	Jean-Jacques Vermez, Maria Schlicht, Geneviève Meunier : condamnés à la dégradation nationale, 1946
W 21052/34920	Kramer, Wilhem Dorn : crimes de guerre, 1946-1947
W 21052/34972	Ohler, Telschon: gardiens de camps de concentration, 1944
W 21052/34976	Raymond Weite : chef de maquis « Marane », 1946-1947
W 21052/34981	Marcel Koehrer : membre du groupe de Résistance n° 4, 1946
W 21052/34984	Gustave Hentz : arrêté par les Allemands, 1946. Edwige Schwartz : interprète à la Kreischkommandantur, 1946.
W 21052/35062	Evasion des PG allemands par voie ferrée, 1946
W 21052/35074	Ruthella Saatweber : interprète. Secrétaire à la Feldkommandantur de Nevers, 1946
W 21052/35158	Georges Lety, Marc Berthollet, Pierre Mickiewiez, Edward Kusiak : trafic d'essence, 1946
W 21052/35166	Raymond Wolfer : SS lieutenant "France Combattante" arrêté par les Allemands, 1946.
W 21053/35289	Kany et autres : mauvais traitement sur les ouvriers étrangers.
W 21053/35313	Epoux Max-Khan : déporté à Auschwitz en 1942, 1947
W 21053/35368	René Zeller, Emme Ricci femme Zeller : trahison, 1947
W 21053/35435	Boudjema Soudani, Mohamed Medjhoune, Mohamed Toumi : trafic de fausses cartes de pain, 1947
W 21053/35483	Alfthan Gunar et autres : crimes de guerre, 1947

W 21053/35525 Denise Cyperhcha née Ebestein : audition pour l'arrestation de son mari en 1944 pour résistance, 1947 W 21053/35554 Binr: intelligence avec l'ennemi, 1947 W 21053/35611 Alexandre Dei, Salah Bouhalas : trafic de tickets de rationnement, 1947 W 21054/35767 Bernhard Krasnow: entrée clandestine en France, 1947 W 21054/35853 Aloïs Oldendorf: crimes de guerre, 1947 W 21054/35867 Hadj Benahmed, Mohamed Belguessan : trafic de fausses cartes de pain, 1947 Tony Willig: agent de la Gestapo, exécuté par la Résistance, 1947 W 21054/36115 Zelma Klajmann, Antoine Amoros: emission de faux billets de banque étrangers, 1948 W 21054/36121 Manseur Dris: trafic de faux billets de sucre, 1948 W 21054/36145 Achim Tobler et autres : mauvais traitements à prisonniers de guerre et travailleurs étrangers, 1948. W 21054/36210 Rehbinder, Pulette : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, 1948 W 21054/36238 Suzanne Holveck femme Wagner: enquête sur ses agissements sous l'Occupation, 1948 W 21054/36245 Hector Calamaro, Jean Amoretti et autres : homicide volontaire, complicité, vol et recel qualifié, 1948-1949 W 21054/36329 Michel Adolf et autres : crimes de guerre, 1948 W 21054/36330 Anton Dolata: crimes de guerre, 1948 W 21054/36331 Otto Diehl: crimes de guerre, 1948 W 21054/36356 Travo: plainte pour violation de domicile et vol. Membre et principal animateur des associations "Comité italien de Libération nationale"; "Italie Libre"; "Centre d'action et de défense des immigrés"; "Section socialiste unifiée des anciens combattants italiens". Demande de renseignements, 1948-1949 Heinz et Rotraut Hofmann: activité suspecte, 1949 W 21054/36376 Else Grabner: crimes de guerre, 1949 W 21054/36447 W 21054/36702 Frtiz Suhren, Hans Pflaum: crimes de guerre, 1949-1950

W 21054/37029 Ahmed Aliet, Messaoud Ouarab, Ziane Belaïdi: trafic de fausses

cartes et tickets de pain, 1948

W 21054/37069 Eugène Martin, Nail Malmdi, Marguerite André, René Lelièvre :

trafic de fausses cartes de tickets de pain, 1948

**W 21054/37099** Baghdad Hadj: trafic de fausses cartes de pain, 1948. 1945-1952.

#### Dossiers d'enquêtes judiciaires 1946-1971

Dossiers dits "Commissariat central ", numérotés 1 à 34887 par le service producteur. D'abord cotés aux Archives départementales de la Côte-d'Or (après tri sélectif et analyse nominative) 42 M 30-47 puis recotés W 21055-21072

W 21055/21 Heinrich Benthien : prisonnier de guerre surpris en flagrant délit de

vol, 1946

W 21055/26 Ohler, Telschav et autres : gardiens de camps de concentration, 1960.

W 21055/40 Ludwig Kraemer, Erkelenz, Wilhelm Dorn: crimes de guerre, 1946-

1947

W 21055/83 Sibhila Rohlano, ressortissante allemande : renseignements, 1946

W 21055/106 Wladislaw Oczykowski, Paul Boéhm: interprète, collaboration,

1946-1955

**W 21055/216** Trahison, Bigi Ferraute, 1946.

W 21055/290 Hans Dieter Schneider : levée d'arrêté d'expulsion prise à son

encontre le 26/09/38, lettre anonyme le signalant pour activités suspectes, renseignements suite à une demande de naturalisation,

1947-1950. 1945-1960.

W 21056/291 Frantz Doran : prisonnier de guerre allemand évadé, 1946

W 21056/294 Gabriel Szymkowiak : condamné à mort et exécuté, 1946.

W 21056/448 Ruela Zlotowieg : de confession israélite, arrêtée et déportée en 1942,

1946-1951. Maurice Zlotowicz : fermeture administrative de son magasin, rectification d'orthographe des noms après naturalisation,

plainte pour vol de numéraires, 1947-1961

W 21056/465 Dante Zuliani : demande de renseignements pro-fasciste avant la

guerre, 1946

W 21056/508	Pietro Manas et Rosa Musci femme Manas : demande de naturalisation refusée suite à des sentiments francophobes en 1946, acceptée en 1953. 1946-1953
W 21056/653	Kimsburg : décédé à Auschwitz en 1942. Enquêtes. 1946-1948.
W 21056/740	Giovanni Ferrari : demandes d'autorisation de séjour et de naturalisation : refusées car douteux du point de vue nationale. 1946-1954
W 21056/747	Sacha Lakritz, Juif polonais, réfugié en zone libre durant la guerre : demande de naturalisation. 1946-1947
W 21056/770	Johan Maragakis, déporté en 1944 : demande d'autorisation de résidence. 1946
W 21057/809	Alfonso Mastrorillo : attitude pro-fasciste durant la guerre. Demande de renseignements. 1946
W 21057/842	Herbert Schiele (époux) : assassinés par les miliciens en 1944. 1946
W 21057/855	Oscar Geiger : ex-interprète à la Feldkommandantur de Besançon. 1946-1947
W 21057/856	Roland Mayer, ex soldat allemand : audition, 1946
W 21057/906	Oscar Giordanella : a fait partie des Forces françaises Libres en 1943. Demande de naturalisation, 1946
W 21057/907	Rouecker : crimes de guerre, 1946
W 21057/917	Arthur Hermann: membre des SD. 1946
W 21057/1018	Otto Feder, israélite : arrêté par les Allemands en 1943 puis pour collaboration, libéré en 1945. Enquêtes, 1945-1946
W 21057/1040	Siegfried Wittcke, interprète : audition, 1946
W 21057/1167	Gaetano Sapia, ressortissant italien : trafic frauduleux avec les Allemands, 1946
W 21057/1339	Jérôme Szkudlarek, collaborateur avec la Gestapo : renseignements, 1946
W 21057/1351	Riefenstahl, victime civile de guerre (STO) : enquête, 1946
W 21058/1644	Asmuth, ex-interprète : crimes de guerre, 1947
W 21058/1698	Hechaïchi, Maredj, Benlakhdar, algériens : tentative d'évasion, mai 1961. Tahar Maredj, Abderrahmane Hechaïchi, Layachi Nouia,

Mohamed Zirek, Amar Bensalak, Amoud Dechicha, Mohamed Dahleb, Yaya Slimani, Bechir Abbou, algériens : détenus pour délits politiques. Tentative d'évasion, juin 1961

Strasman née Guitzwecker : disparue en Allemagne, 1947

Hauser, juif : disparu en déportation, 1947

W 21058/1774

W 21058/1903

	1 0 7
W 21058/1926	Ricci femme Zeller : trahison, 1947
W 21058/2130	Perkins Izoard : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, 1946
W 21058/2274	Willy Pfeiffer, Eric Voss, Georg Wuerdemann, Kléber Riollot, Jean-Baptiste Chalumeau, prisonniers de guerre allemands : vol de charbon et recel, 1947.
W 21058/2420	François Okonomski : actes de nature à nuire à la Défense Nationale, 1947
W 21058/2526	Ribstein Rosa née Lefmann, décédée en déportation. Demande d'attribution du titre de déporté politique de la part de son mari, 1947-1963
<b>W 21058</b> /2699	Liste des juifs arrêtés à Dijon et déportés en 1944, 1947. 1945-1971.
W 21059/3318	Albert Ganahl, Rosa Eichinger, d'origine autrichienne : rapports suspects avec les Allemands. Conduite en état d'ivresse, 1945-1951. Nielse Telling : condamné par contumace à la peine de mort pour trahison, 1945
W 21059/3483	Ahmed b. Mohamed, déserteur : attentat à la pudeur et vol, 1947-1948
W 21059/3698	Dossiers concernant les Nord-Africains (militaires tunisiens, activités durant la guerre d'Algérie), 1947-1966
W 21060/3885	Hadj Benahmed, Mohamed Belguessan : trafic de fausses cartes de pain, 1947
W 21060/4253	Freda, Mireille et Rosa Steinitz née Golfinger : arrêtées en 1942 par "des services de police française". Demande d'attestation et du titre de déporté politique, 1951-1961. Slama Rumel, ex-déporté : renseignements, enquête en vue de naturalisation, 1949-1952
W 21060/4304	Jean Moroz, Marius Jalovezak, membres de l'association Front national ukrainien : propagande pro-soviétique, 1947
W 21060/4340	Giovanni Martorelli, Francesco Cioffi, Ciro Tutino : trafic de tissus, 1947

W 21060/4635	Bédros Birioukoff : chauffeur puis interprète au service des Allemands, 1948
W 21060/4708	Walter Hofmann : renseignements, inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, 1944-1948. X. : trahison, 1948
W 21060/4742	Giosne Saleva : renseignements en vue de naturalisation ; refus pour collaboration, 1948-1954
W 21060/4746	Victor Folda : FFI Citation à l'ordre du corps d'armée. Arrêt d'expulsion, 1945-1948
W 21061/4867	Ahmed Aliet, Messaouri Ouarab, Ziane Belaïdi : trafic de fausses cartes de tickets de pain, 1948
W 21061/4868	Liebeskind, interprète allemand : poursuivi pour assassinat, coups, séquestration, complicité, 1948
W 21061/4909	Statistiques concernant les étrangers, 1948-1962.
W 21061/4916	Enos Battistini : arrêté par les miliciens et déporté. Demande de naturalisation, 1948
W 21061/5023	Eugène Martin, Nail Nohmdi, Marguerite André : trafic de fausses cartes de tickets de pain, 1948.
W 21061/5059	Edmond Colonello : demandes de carte "résident privilégié" (refus pour collaboration sous l'Occupation), 1948-1949
W 21061/ 5082	Alfred Zunino : exécuté par la résistance en 1943. Instructions, 1948
W 21061/5174	Baghdad Hirech Hadj: trafic de fausses cartes de pain, 1948
W 21061/ 5240	Zelina Klajman : émission de faux billets de banque étrangers, 1948
W 21061/ 5242	Wilhem Wellinger : crimes de guerre, 1949. Achim Tobler : mauvais traitements à prisonniers de guerre et travailleurs étrangers, 1948
W 21061/ 5276	Manseur [Mansour ?] Dris : trafic de faux tickets de sucre. Recherche d'adresse, 1948-1949
W 21062/5414	Herbert Hentschel : mauvais traitements à travailleurs étrangers, 1948
W 21062/5865	Ricardo Bortot : atteinte nationale suspecte durant l'Occupation. Demande de carte de résident privilégié, 1948. 1946-1958.
W 21063/5992	Wladimir Rojnow Ratkow : inculpé d'intelligence avec l'ennemi, 1948

W 21063/6199	John Clemsen, Williams Peters : déserteurs. Renseignements, 1948
W 21063/6219	Manuel Perez-Soria : arrêté en 1944 et déporté. Enquête, 1948
W 21063/6239	Joseph Travo, italien antifasciste : président du centre d'action et défense des émigrés italiens en sept. 1944 puis de la section de Dijon de l'Italie libre. Correspondant consulaire en 1946-1947. Enquêtes. Violation de domicile, 1928-1957
W 21063/6415	Manuel Ramos : victime de guerre. Enquête, 1948
W 21063/6519	Henri Hamann, déserteur allemand, résistant : infraction à la police des étrangers, 1948
W 21065/9221	Schafer : renseignements sur l'attitude francophobe du nommé pendant l'Occupation, 1950-1960
W 21065/9667	Otto Gehrmann, Karl Faust, Heinrich Stach, Wilhelm Weis: meurtre d'un prisonnier de guerre. Commission rogatoire, 1950
W 21065/11033	Onesto Barbini, Edmée Leuthreau : attentat, 1951
W 21065/11567	Dario Pelizza : collaboration. Enquête, 1947
W 21065/12066	Francisco Sabate-Llopart : anarchiste espagnol, assigné à résidence à Dijon. Enquête, 1950-1959
W 21065/12270	Klaus Brugelmann, étudiant : demande de refoulement pour activités politiques, 1952
W 21065/12715	Wladimir Stetina, Jarméla Ruzickova : infractions aux lois sur les substances vénéneuses (morphine, héroïne).
W 21065/13759	Charlotte Tupin née Woller (ressortissante allemande) : naturalisation, 1953
W 21065/13783	Achmed Mohamed alias Ben Schmeda alias Berka : entrée en France clandestinement, 1953
W 21065/13910	Juan Lopez-Sanchez : homicide volontaire, 1953
W 21065/14229	Van Calcar : disparition d'un sujet hollandais, 1953
W 21066/15881	Rino De Paris : collaboration. Enquête, 31 août 1954
W 21066/19772	Mohamed Soussi, Lucienne Lavry : membres du FLN.
W 21066/20648	Baruck Loufer : résistance 1944 groupe "Bourgogne 5"
W 21066/21237	Marth Boubekeur : atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

W 21066/21347	Noui Gherbi : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.
W 21066/22096	Ziane Benbali : individu suspecté de vouloir réorganiser le FLN à Dijon.
W 21066/22292	Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat par des nord-africains, 1958
W 21066/22855	Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat : organisation du FLN à Dijon ; collecte de fonds, 1958
W 21066/23207	Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat : arrestation de neuf FSNA.
W 21066/23265	Assassinat d'un nord-africain par le FLN.
W 21066/23437	Violences légères Virgil Gheorghiu, écrivain roumain. 1943-1962.
W 21067/23065	Saiffoun : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, 1958
W 21067/24478	Da Rui : coups et blessures à un sous-brigadier de police, 1959-1971
W 21067/24721	Lamraoui : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, 1959
W 21067/24762	De Angelis épouse Ludwig : distribution de tracts à la sortie d'une école, 1959-1962
W 21067/24785	Ali Zaim : expulsion, manœuvres subversives pour le FLN, 1959-1963
W 21067/24792	Abdekader Sahoune: appartenance au FLN, 1956-1963
W 21067/24887	Ali Zaim, Benzamin Bourras : ramassage cotisations FLN, 1959-1961
W 21067/24888	Ali Taiar, Abdelkader Toub, Ahmed Amubri, Messaoud Boukabache : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat. Mise en fourrière de véhicules, 1958-1960
W 21067/24911	Bagarre à la maison d'arrêt entre le FLN et MNA, 1960
W 21067/24947	Boulahia Ladbi et autres : tentative d'assassinat à caractère politique, 1960-1965
W 21067/25019	Sariak Suspicion d'appartenance au FLN, 1960
W 21067/25101	Dahmani : fréquente des milieux NA. Suspects au point de vue national, 1958
W 21067/25115	Akriche : atteinte à la sûreté extérieure de l Etat, 1960

Rahmani Saad et autres : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat. W 21067/25150 1960 W 21067/25150 bis Klement Matejck et autres : assignation à résidence en Corse pendant le voyage de Kroutchev, 1960. 1956-1972. W 21068/25293 Meddour, chef cellule FLN, 1960 Boukara : atteinte à la sûreté de l'Etat, 1960 W 21068/25295 W 21068/25298 Socley: violences à mineures, 1960 W 21068/25301 Chérif Messaoudi: appartenance FLN, 1960 W 21068/25311 Moktar: chef de section FLN, 1960 W 21068/25370 Affiches diverses à caractère politique, 1960-1963 W 21068/25409 Mahiddine Djafi: chef de secteur FLN, 1961 W 21068/25409 Ahmed Sabri : aide aux rebelles algériens, 1960-1961 W 21068/25571 Khalallad, Khamallah, Klaï: nA demandant protection, 1960 W 21068/26003 Youcef Djabli: membre FLN, 1960 W 21068/ 26174 Mohamed Barkat: atteinte à l'intégrité du territoire national, 1961 W 21068/26299 Yahia Slimania, Mohamed Dahleb, Bachir Abbou: meurtres, tentatives de meurtre, coups et blessures, caractère politique, 1961 W 21068/26321 Ellagoune Aniba: collecteurs FLN, 1961 Moktari, Hamdi, Tabli, Dahmani, Betifar, Merü, Afrik, Kabaïdi: W 21068/26350 dénoncés comme agents FLN, 1961 W 21069/25768 Kheira Khemies: transport d'armes. Atteinte à la sûreté de l'Etat, 1961 Balerdi : appartenance à une société non autorisée, 1961 W 21069/25792 Mati, Gucsmia, Nordjany: expulsion pour activité en faveur du FLN, W 21069/25903 1962 W 21069/26062 Belkacem et Malek : atteinte à l'intégrité du territoire, 1961 Arlette Blomberger : activités en faveur des milieux AN, 1960 W 21069/26846 W 21069/26871 Medjandaoui, Ohnohrani: assignation à résidence pour aide au FLN, 1959-1960

W 21069/26893	Benamar Lasri : port d'armes prohibées, 1961
W 21069/26909	Taieb : "Monaco Bar", proxénétisme, coups, violences, tenancier d'une maison de débauches, 1962-1970
W 21069/26966	Karfallah : atteinte à la sûreté de l'Etat, 1961
W 21069/26973	Amar Morad : assignation résidence pour atteinte à la sûreté, 1962
W 21069/ 27076	Gonzales : réfugié espagnol, 1961-1964
W 21069/27077	Benjab, Aissa : atteinte à la sûreté de l'Etat, délit de fuite et autres, 1961-1964
W 21069/27131	Bettihi, Ould Boukhitine, Tatag, Belkhir, Benaicha, Benahlou : assassinat et atteinte à la sûreté de l'Etat, 1961
W 21069/27195	Bendjaber, Embarki, Khemini : internements administratifs pour atteinte à la sûreté de l'Etat, 1961. 1959-1970.
W 21070/27213	Boukaraa, Saad : atteinte à la sûreté de l'Etat, 1962
W 21070/27251	Boudoukhana : atteinte à la sûreté de l'Etat, 1961-1962
<b>W 21070/27222</b> à la	Hachemi, Herbazi, Bedri, Lekhal, Beneydton, Belhachemi : atteinte sûreté de l'Etat, 1961-1972
W 21070/27234	Embarek : porteur de documents FLN. Zourkane : collecteur FLN. 1959-1961
W 21070/27270	Ct Guillot : menaces de mort au FLN. 1962
W 21070/27275	Logsir : atteinte à la sûreté de l'Etat. 1962
W 21070/27320	Attentat par explosifs contre école Saint-Bénigne, 1971
W 21070/27323	Zaiter, Lakchal, Tebrour: membres du FLN, 1958-1962
W 21070/27378	Merah, Bourmada, Kabrir : aide aux rebelles algériens. 1959-1961. Caiba : insoumission, 1959
W 21070/27379	Abdelkader ben Bouhafs : el Mevaci : aide aux rebelles algériens, 1960
W 21070/25380	Gurfond, Ayadi : aide aux rebelles algériens, 1960
W 21070/27381	Ksir, Besseba : aide aux rebelles algériens, 1960-1961
W 21070/27382	Moudjib, Salem : aide aux rebelles algériens, 1961

W 21070/27383 Bouchard, Lehsir, Abderrahim Khelafi, Amdane Duffalah, Djeribre, Branimi Asmani, Zabat, Halkoum, Bougandoura, Ghailane, Moussa: aide aux rebelles des départements algériens, 1960-1961 W 21070/27513 Belkadi, Boudoukhana, Fekik, Guesmia, Cunissi, Toumi, Zeggar, Terki, Mamou, Hazan, Benhamel, Safo, Hahkoum, Behein, Aycriaz: délits politiques atteinte à la sûreté de l'Etat, 1960-1962 Gérard Roger (appartenance FNAF) : assignation à résidence. 1962-W 21071/ 28145 W 21071/28231 Lagneau née Dupont, Muriot, Elykant : attribution cartes de déporté, W 21071/ 28288 G. Vittet Enlevé par le FLN. Enquête, 1963 Mohamed Dejenane: collecteur FLN; Salah Djeghout: W 21071/ 28555 fréquentation FLN, 1963 W 21071/ 28557 Rabah Fellah: suspicion au point de vue national, 1958 W 21071/ 28589 Loucif Djoudar, Mohamed Imache: appartenance FLN, 1959 W 21071/ 28591 Abdelkader Brahimi Mazari: relations avec le FLN, 1960. Mohamed Bouzi : atteinte à la sûreté de l'Etat, meurtre, 1958 W 21071/ 28592 Chabanne Boucheriba : atteinte à intégrité du territoire, 1960-1961. Bouldieb: appartenance MNA, 1960 W 21071/28692 Lounis Aït: antécédents antinationaux, 1963 W 21071/ 29007 Friedrich née Chaja Werner: déportée, 1963 W 21071/ 29179 Jules Hoffschurr: interné politique, 1963 W21072/32629 Achille Aquilini, Salib Bibich: carte déporté, 1967

SM 7556 Nomination de consuls étrangers : avis de nomination ; demandes de renseignements ; enquêtes. 1931-1938

### Compagnie républicaine de sécurité 81 (CRS 81)

W 899-1182

W 906-908 Camp de Thol (Ain) : surveillance des assignés à résidence (nord-africains). 1959-1961

#### Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Bourgogne (DRASS) 1544 W

1544 W 5 et 6 Maintien au régime étranger, prolongation de détachement (Allemands, anglais, italiens, belge). 1985-1989

#### Caisse d'allocations familiales de la Côte-d'Or

1376 W 2 à 4	Dossiers des travailleurs étrangers. 1978-1990
1376 W 5	Etats de familles étrangères. 1984-1990
1720 W 1	Dossiers des travailleurs étrangers : échantillonage. 1996
1779 W 75	Dossiers des travailleurs étrangers. 1998
1812 W 23 et 24	Dossiers des travailleurs étrangers. 1999
1839 W 40	Dossiers des travailleurs étrangers radiés en 2000. 2000
W 25970	Subvention aux associations. Foyer nord-africain de Dijon (1953-1961).

#### Préfecture régionale de Dijon puis Commissariat de la République de Bourgogne-Franche-Comté, Cabinet

**1187 W 105** Expulsion des étrangers. 1945-1946

W 21659 Prisonniers allemands et italiens. 1944-1946

W 21671 Ecoles polonaises en Côte-d'Or ; dossier du surveillant général du collège

de Tournus. 1945-1946

#### Conseil général de la Côte-d'Or Direction Solidarité et famille, service de l'aide sociale à l'enfance 1563 W

Dossiers d'adoptants (sans suite, caducs, enfants étrangers adoptés, refus), A-Z. 1978-1992

Conseil interdépartemental de Dijon (devenu tribunal administratif en 1953) 1744 W

Reconduites à la frontière : dossiers, 1990-1995 1744 W 89

#### Commissariat de police de Beaune 1776 W

1776 W 29 Demandes de cartes d'identité d'étrangers. 1967

#### Direction départementale de la sécurité publique 1794 W

#### Commissariat de Dijon

1794 W 159-160 Main courante étrangers. 1938-1954

1794 W art 161 Registre de demande de cartes d'identité des étrangers

(« indication » sur les étrangers suspects ou appartenant à des

groupements politiques. 1943-1949

#### Archives départementales de la Côte-d'Or 1797 W

#### Recherches pour les administrations

Dont réfugiés espagnols, spoliation des juifs. 1797 W 70

#### Conseil général de la Côte-d'Or

#### Direction jeunesse et territoire, service des affaires scolaires

1817 W

1817 W 28 Etudiants étrangers participant au programme « Europe au collège » :

liste récapitulative (2000-2001). 2000-2001

1817 W 30 Idem (2001-2002).

1817 W 32 Idem (2002-2003)

#### Direction régionale des industries mécaniques et électriques W 24169-24840

Délégation de l'Yonne

W 24785 Main-d'œuvre. Apprentissage (1943), recrutement de travailleurs

> étrangers, des prisonniers de guerre de l'axe dans les industries mécanique et électrique (1945-1946). Commission départementale de la main-d'œuvre : instructions, correspondance (1947). 1943-

1947

### Comité départemental de libération de Côte-d'Or (CDL)

W 20884-21038

W 20899 Demandes de renouvellement de cartes d'identité, d'acquisition de

nationalité et de réintégration dans la nationalité française, sd.

W 20900 Demandes de naturalisation, enquêtes de moralité, déchéance de la

nationalité française, demande de cartes d'identité professionnelle,

autorisations de circuler.

**W 20990** Criminels de guerre. Ligue française, milice révolutionnaire,

Rassemblement national populaire : listes de membres, listes de membres de groupes politiques ayant été incarcérés à Beaune ; listes d'étrangers ; résumé des attentats terroristes commis en Côe-d'Or.

1944

# Commissariat de la république de Bourgogne-Franche-Comté W 21614-21677

W 21630 Affaires étrangères : consulats étrangers ; manifestations anti-franquistes ;

accord franco-allié du 25 août 1944.

# Sous préfecture de Beaune W 22738-22900

W 22823 Meursault Justice: expulsions (1960).

W 22834 Nuits-Saint-Georges Justice: expulsions (1959-1960).

W 22840 Demande de carte professionnelle d'artisan étranger de M. Pensenti Pietro :

refus du préfet (1950)

#### Préfecture, cabinet 1090 W

1090 W 23 Liste des arrêtés d'expulsion pris par la Préfecture de la Côte-d'Or (1926-

1940). Correspondance concernant les expulsions d'étrangers (1940-1941).

1926-1941

1090 W 24 Dossiers d'expulsion pour délits divers et quelques faits de guerre, sd.

1090 W 25 Dossiers d'expulsion d'Allemands civils ou militaires internés à la maison

d'arrêt de Dijon. 1946-1960

**1090 W 26** Institution d'une commission de l'immigration italienne (1946-1947).

Dossiers d'étrangers expulsés ou pouvant l'être (classement) (1948-1952).

1946-1952

**1090 W 27-28** Dossiers d'ex. expulsés (liste alphabétique et dossiers). 1933-1947

#### Préfecture. Cabinet du préfet 1630 W

- 1630 W 167 Exécutions de citoyens français et étrangers par les autorités d'Occupation : liste (cahier) d'arrestations allemandes (1943-1944) ; statistique des victimes de l'Occupation établie en 1952. Affaires collectives. 1941-1952
- 1630 W 300 Recensement des étrangers internés en France (notamment au Clos Sainte-Marie et au camp de Noé en Haute-Garonne ; transfert de détenus allemands du clos Sainte-marie au camp de Pithiviers. 1945-1946

## Préfecture. Cabinet du préfet W 22376-22718

W 22521 Associations étrangères : notes d'information émanant du commissaire central, directeur des renseignements généraux. Janvier-août 1946

#### Préfecture. Cabinet du préfet 1189 W

- Étrangers en France. Circulaires, instructions, correspondance; surveillance, renseignements, assignations à résidence, arrestations (1946-1954); documentation (Bulletin de la section d'information pour la main d'œuvre étrangère, octobre novembre 1951). 1946-1954.
- 1189 W 381 Comité des Amitiés nord-africaines : composition du bureau, assemblée générale, nomination du délégué régional, notes d'information, correspondance ; infractions, réclamations, renseignements, placements, main-d'œuvre, foyer nord-africain. 1948-1954
- 1189 W 382 Condamnations encourues par les nord-africains dans le département de la Côte-d'Or (22/11/1955-22/11/1956); synthèses de renseignements sur les nord-africains en résidence dans le département de la Côte-d'Or. 1955-1957
- **1189 W 383 à 386** Naturalisation : enquêtes, avis favorables et défavorables. 1948-1951.

**1189 W 383**. 1948.

1189 W 384, 1949.

1189 W 385. 1950.

1189 W 386. 1951.

- Notes et rapports quotidiens d'information des RG sur la situation politique, économique, sociale et syndicale : Doubs, étrangers, presse, 1954.
- 1189 W 844 Dossiers départementaux préparatoires aux réunions régionales des préfets (composition du conseil général, élections, composition des partis politiques,

syndicats ouvriers, agricoles, patronaux et artisanaux, étrangers, presse, etc.): Doubs, composition des syndicats, étrangers. 1945-1954

1189 W 875 Nomades, forains : renseignements (attaques à main armée commises par des nomades dans les départements de Saône-et-Loire, Côte-d'Or, Jura, Doubs et Haute-Saône : rapport 1949). 1949-1951.

1189 W 884 Manifestations de Nord-Africains des 7 et 8 mai 1956. Ordre de grève du FLN pour le 4 mai 1956 : maintien de l'ordre. 1956

**1189 W 885** Notes d'information de la 7<sup>e</sup> région sur les Nord-Africains. 1956

1189 W 886 Etude sur les travailleurs nord-africains résidant dans la zone Nord-Est de la 7<sup>e</sup> région militaire, situation des travailleurs originaires d'Algérie. Enquête sociale sur les Nord-Africains, réclamations, recherche de Nord-Africains. 1948-1956

1189 W 905 et 906 Situation du marché du travail et de la main-d'œuvre dans la VIIe Région. 1953, 1955

# Préfecture. Cabinet du préfet (commandement de la 7<sup>e</sup> région militaire)

1190 W

1190 W 162 à 209 Services départementaux des RG de la 7<sup>ème</sup> région : notes

quotidiennes d'information (un dossier par mois, par thème en général, tout ou partie des thèmes suivants : problèmes généraux, partis politiques, syndicats ouvriers ou questions sociales, organisations professionnelles, Nord-Africains...). 1956-1966

1190 W 263 Etrangers, surveillance : études de la direction centrale des RG, notes

d'information du service départemental des RG de Côte-d'Or. 1956-

1969

**1190 W 286-291** Affaires nord-africaines. 1950-1964

1190 W 287 Documents périodiques. Ministère de l'intérieur : études (1954).

Réunions de la conférence des conseillers techniques de préfecture

pour les affaires musulmanes : comptes-rendus (1958-1959) ; réunions mensuelles du comité d'action sociale pour les Nord-Africains de Côte-d'Or : compte-rendus (1950-1959). 1950-1962

#### Préfecture. Cabinet du préfet 1193 W

Affaires nord-africaines (papiers du conseiller aux affaires musulmanes)

1193 W 77-78 Implantation des Nord-Africains. 1957-1964

Etat civil des Nord-Africains. 1958-1965 1193 W 79-80 1193 W 79 Option pour la nationalité française de musulmans algériens, recherches dans l'intérêt des familles : instructions, affaires particulières. 1958-1965 1193 W 80 « Omis à l'état civil » (campagne de dépistage et d'inscription à l'état civil des Français musulmans d'Algérie omis à l'état civil) : instructions et affaires particulières (« déjà inscrits à l'état civil », « dossiers réglés », « affaires réglées du fait de l'indépendance de l'Algérie »). 1960-1962 1193 W 81 Logement des Nord-Africains (Français musulmans d'Algérie). Etudes générales. Enquête sur l'hébergement (situation à Dijon), diffusion de plaquettes SONACOTRAL. Relogement; note, circulaires et affaires particulières. 1953-1960 1193 W 82 Emploi des nord-africains (français musulmans d'Algérie) Actions de formation professionnelle, actions menées auprès des employeurs, facilitation de l'accès aux emplois publics de l'Etat, déclarations à la Sécurité sociale : notes de renseignements, enquêtes sur l'emploi et les carrières 1954-1964 1193 W 83 Action sociale en faveur des nord-africains. Logement, cours aux femmes musulmanes, secours aux enfants, etc. Œuvres pour les l'Uniopss (Union nationale interfédérale des Nord-Africains de œuvres privées sanitaires et sociales. 1957-1962 1193 W 84 Idem. 1957-1964 1193 W 85 Idem. 1960-1965 1193 W 90 Jumelage entre départements métropolitains et arrondissements algériens. Association Bourgogne-Algérie. 1959-1960 1193 W 91 Comité de jumelage, documentation sur Batna, actions : réception d'enfants, ramassage de vêtements, voyage à Batna. 1960 1193 W 92 Colonie de vacances pour français musulmans d'Algérie en métropole : réunions, correspondance, comptabilité, secours demandé au Conseil général (1961). Autres colonies et voyages. 1961-1962 1193 W 93 Etat de la population musulmane (implantation dans le Doubs, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort) : renseignements de la police (gendarmerie et RG) (1954-1956). Etat d'esprit de la population musulmane: renseignements de police (1958-1963). 1954-1966 1193 W 94 Renseignements d'identité. Renseignements sur les mariages et concubinages mixtes. 1958

1193 W 95	Contrôle du courrier télégraphique. 1957-1959
1193 W 96	Contrôle de la circulation (routes, chemins de fer). Autorisations de circulation entre l'Algérie et la France. 1956-1963
1193 W 97	Contrôle de la circulation automobile : recensement des véhicules appartenant aux Nord-Africains aux fins d'exploitation du fichier régional automobile : listes, fiches individuelles, etc. 1957-1962

# Préfecture. Direction de l'administration générale et de la réglementation (DAGR)

1011 W 1011 W 55	Association étrangère : Groupement espagnol de libération, 1945-1946.
W 21831-21832	Liste des associations dissoutes (créées entre 1943 et 1975 et dissoutes dans les années 1970.

W 21832 Comité d'aide sociale et de soutien aux associations pour immigrants étrangers (CASSAMA)

# Préfecture, direction de la réglementation et des libertés publiques (DRLP)

# Bureau de l'état civil et des étrangers, section de l'état civil 1502 W

individuels, A-Z. 1985

1502 W 1502 W 1 à 3	Acquisition de la nationalité française par décret : dossiers individuels, A-Z. 1973
1502 W 4-5	Idem, A-V, 1974.
1502 W 6-11	Idem, A-Y, 1975.
1502 W 12-19	Idem, A-Z, 1980.
1502 W 20-26	Idem, A-Z, 1985.
1502 W 27-34	Idem, A-Z, 1990.
1502 W 35-37	Acquisition de la nationalité française au titre du mariage : dossiers

**1502 W 38-41** Idem, A-Z, 1990.

<b>1769 W 1 à 23</b>	Dossiers de demandes d'acquisition de la nationalité française, NAT, à 229/2000. 2000
1769 W 24 à 29	Dossiers de demande d'acquisition de la nationalité française par mariage, 21.2, A-Z. 2000

# Préfecture, direction de la réglementation et des libertés publiques (DRLP)

### Bureau de l'administration générale et des élections

#### 1726 W

#### Dossiers d'associations tombés en désuétude.

1726 W 50/00303	Comité Stop Racisme, banlieue sud. 05/02/1987
1726 W 57/03997	Association amicale des anciens militaires marocains, anciens combattants de Dijon et de la Côte-d'Or. 19/08/1975
1726 W 58/04025	Association des résidents maghrébins des Grésilles. 03/12/1981
1726 W 58/04238	Association sportive club de football marocain de Dijon. 04/08/1978
1726 W 58/04512	Association des Vietnamiens libres et de leurs amis
1726 W 58/04579	SOS Racisme. Comité Stop Racisme de l'Université de Dijon. 15/04/1985
1726 W 62/05089	Association des jeunes congolais de Dijon. 23/12/1987
1726 W 63/05151	Association franco-cambodgienne de la Côte-d'Or. 02/02/1977
1726 W 67/10318	Association des Tunisiens en France. 18/03/1989
1726 W 68/10410	Association du festival de films congolais de Barbirey-sur-Ouche. 19/06/1989
1726 W 68/10436	Assistance zaïroise ASSIZ. 24/07/1989
1726 W 68/10449	Club des jeunes cambodgiens. 11/08/1989
1726 W 68/10459	Association bouddhiste Khmer de Dijon. 22/08/1989
1726 W 71/10803	Association des commerçants et opérateurs économiques, artisans et chefs d'entreprise de la Franche-Comté et de la Côte-d'Or. 01/08/1990
1726 W 74/11119	Groupe sportif des jeunes laotiens de la Côte-d'Or.

#### **1726 W 71/ 10822** Hamsah Manarah Om. 10/09/1990

## Archives départementales de Saône-et-Loire

Place des Carmélites 71000 Mâcon Tél: 03 85 21 00 76

### Série J

-35 J -

JEAN-PIERRE WORMS, Député (1966-1989)

35 J 43 [...] Population scolaire étrangère en Saône-et-Loire. 1980-1990

Justice. Fermeture de la maison d'arrêt de Mâcon; commission de surveillance de la maison d'arrêt; nominations à l'ordre des avocats; procureur de Mâcon (1986); conseil des prud'hommes de Montceau-Autun (1980-1991). Droits de l'homme: immigration; association « Touche pas à mon pote » de Mâcon (1981-1985). 1980-1991

### Série M

M 3311 Contient : Rapport du commissaire du Creusot au préfet de Saône-et-Loire daté du 9 mai 1918, montrant la composition de la main d'œuvre aux usines du Creusot (M 3311)

### Série R

**R 1 bis** Contient : Circulaire de J. Chaleil, préfet de Saône-et-Loire, aux maires du département, proposant des Tunisiens comme ouvriers agricoles.

R 278 Contient : Dossier de la famille Kémal, arrêtée en février 1915 en raison de sa nationalité turque, puis internée au camp de Cuisery en juillet 1917 et retenue comme otages pour être échangée, via la Suisse, contre un prisonnier français.

R 295 Contient : Extrait des souvenirs de guerre de P. Ferrier, secrétaire en chef de mairie du Creusot, évoquant le rappel de certains mobilisés et l'emploi

d'étrangers pour les usines Schneider afin de satisfaire les commandes d'armement.

### Série U

#### **6** U

## Tribunal de commerce d'Autun Parquet

6 U 1 471 Lois, décrets, circulaires (1880-1940), correspondance (1853-1938), liste et dispositions en faveur des étrangers commerçants (1939).1853-1940

**1 487** 1927-1932 **1 488** 1933-1938

#### Série W

#### 639 W

**Préfecture** 

3ème division -3ème bureau, étrangers

Versement du 17 mars 1964

- Etrangers résidant dans le département de Saône-et-Loire : états numériques par commune. 1962
- Recensement des ressortissants tunisiens et marocains demeurant dans le département ; avis de la préfecture ; cartes d'identité ; états numériques des ressortissants des pays de la communauté de Togo et du Cameroun en résidence en France ; listes des réfugiés hongrois en résidence en Saône-et-Loire (1956-1957) ; étrangers séjournant irrégulièrement en France (1962). 1956-1962
- Statistiques annuelles des étrangers en résidence dans le département ; recensement des commerçants étrangers. 1955-1961
- Etrangers ; correspondance ; cartes de travail ; demandes de renseignements ; P.V. de gendarmerie ; travailleurs en rupture de contrat. 1960-1962
- Etrangers sans domicile fixe ; P. V. d'enquête préliminaire de gendarmerie. 1957- 1959
- Liste des ressortissants britanniques et américains domiciliés en Saône-et-Loire (1961) ; états numériques des étrangers résidant en Saône-et-Loire. 1961

Répertoire alphabétique des étrangers résidant en Saône-et-Loire. 1941 1942

660 W
Préfecture
1ère direction – 4ème bureau étrangers, état civil (1945-1965)
Versement du 2 mai 1966

Correspondance. Etrangers verbalisés. Procès-verbaux d'enquêtes préliminaires de la gendarmerie. Autorisation provisoire de séjour. Ressortissants passibles d'expulsion. Ressortissants entrés clandestinement en France. Demandes de renseignements. 1961 -1964

Carte nationale d'identité. Délivrance de la carte nationale d'identité aux Français nés en Algérie. 1956-1962

Sorties du territoire.- Demandes de laissez-passer pour la sortie du territoire français, de passeports, de cartes nationales d'identité et de visas (spécimen). 1960-1963

Nationalité française. 1945-1965
660 W 4 Affaires diverses. Déchéance de la nationalité française. 1945-1964
660 W 5 Acquisition ou répudiation de la nationalité française. 1950-1965

**660 W 6-8** Recherches dans l'intérêt des familles.- Dossiers classés par ordre alphabétique des noms de familles. 1957-1965

## 688 W Préfecture 1ère direction -4ème bureau étrangers

- **688 W 1 -2** Demandes d'introduction de familles de travailleurs immigrés : dossiers individuels. 1961-1967
- **688 W 3-6** Demandes de naturalisations : dossiers individuels, ajournés ou rejetés. 1960-1963

688 W 6 et 7 Idem, A-W

688 W 7-10 Etat numérique, par commune, des étrangers résidant dans le département de Saône-et-Loire : statistique. 1963-1966

688 W 11 -14 Recherches dans l'intérêt des familles : dossiers individuels, A-Z. 1965-1966

688 W 15 Oppositions de sortie du territoire français : télégrammes. 1966

-699 W -Préfecture 1ère division -1er bureau

Caisse autonome nationale de retraite des ouvriers mineurs : correspondance des mineurs étrangers. 1947-1964

-703 W -Sous-préfecture d'Autun (1937-1964) versement du 27 octobre 1970

(Une partie du versement a été intégrée à la série W continue (n°s informatiques W) A signaler : pendant l'Occupation, le sous-préfet exerçait les fonctions de préfet de Saône-et-Loire pour la zone nord.

**703 W 53** Rapport sur la situation de l'emploi et du marché du travail. Chambre de Commerce de Chalon-sur-Saône, Autun, Louhans, situation économique générale. 1950-1955

703 W 54-90 Police. 1941 -1963

703 W 88 Activité du parti communiste en Saône-et-Loire, réunions pour la Paix en Algérie, propagande soviétique auprès des émigrés : brochures, tracts. Procès-verbal d'une saisie du journal *L'Humanité*, meetings, associations d'anciens combattants, congrès des anciens prisonniers de guerre et déportés, Jeunesse Ouvrière Catholique. 1948-1956

703 W 91 -94 Etrangers, Algériens. 1945-1961

**703 W 91 -93** Travailleurs algériens. 1952-1961

703 W 91 Logements, baraquements et cantonnement du Creusot, main d'œuvre, activités des séparatistes nord-africains : synthèses hebdomadaires. 1952-1958

703 W 92 Activités des séparatistes nord-africains : arrêtés. Affaires algériennes. Etat d'esprit à la suite des manifestations de nord-africains à Paris. Français musulmans autorisés à voyager en Algérie. Recrudescence possible du terrorisme nord-africain dans la région du Creusot. Arrestation de

responsables du FLN en Saône-et-Loire. Vie sociale des Nord-Africains en Saône-et-Loire : tracts, circulaires. 1952-1961

703 W 93 Activités des séparatistes nord-africains : synthèses hebdomadaires du commissariat du Creusot. Mesures à prendre à l'égard des personnes dangereuses : arrêtés. 1958-1960

703 W 94 Travailleurs yougoslaves, russes, polonais, italiens, hongrois, espagnols, vivant au Creusot : notes de renseignements, maintien en France des ouvriers. Listes politiques. Associations. 1945-1959

-713 W -Préfecture Cabinet du Préfet (1935-1968) Versement du 3 février 1971

713 W 53-55 Enquêtes demandées par les 1ère, 2ème et 4ème divisions : interdictions de séjour ou de résidence, physionomie des foires et marchés, associations étrangères (autorisations de fonctionnement), dépôts permanents d'explosifs (arrêtés), reclassement des fonctionnaires communaux rapatriés d'Algérie, libérations conditionnelles (propositions). 1953-1964

**53** 1953-1958

**54** 1959-1961 ; 1962-1964

713 W 64-66 Situation de l'emploi dans le département. 1961 -1966

#### -716 W -

#### Sous-préfecture de Chalon-sur-Saône Versement du 15 avril 1971

Victimes de guerre.- Inhumation des cadavres trouvés sur la voie publique, victimes des exécutions allemandes. Enquêtes sur l'identité des sépultures de maquisards ou de soldats allemands à Etrigny, Fontaines, Saunières, Baudrières et aux environs. Identification d'un cadavre à Crissey. Restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de guerre. Transport de corps de militaires "morts pour la France" à l'étranger. Aménagement des tombes militaires britanniques. 1944-1957

716 W 32 Algériens.- Demandes de cartes nationales d'identité. 1959-1960 Renseignements généraux (1945-1967)

**716 W 33-36** Associations politiques, activités : notes. 1945-1961 [...] Parti socialiste espagnol. 1950-1958 1951-1955

716 W 45 à 47 Syndicat C. G. T. des mineurs des Houillères, Fédération nationale des travailleurs du sous-sol : tracts, notes, affiche. 1949-1962.

Manifestations et mouvements de grève : affiches, tracts. 1945-1956

Médecins, boulangers, mineurs, métallurgistes, fonctionnaires, cheminots, bâtiment, sécurité sociale, usines... Situation par secteur, meetings, débrayages. 1945-1953, Mines, usines.... Meetings, débrayages. Prêtres ouvriers, activités et attitude. 1946-1956

- 716 W 48 Bassin houiller de Montceau-les-Mines, grève générale des mineurs d'octobre-novembre 1948 : liste des personnes arrêtées pour faits de grève, notes de renseignements de la sûreté nationale. 1948-1949
- Fermetures d'usines, activités d'associations, meeting de solidarité, activités sur les séparatistes nord-africains, mouvements : affiches, tracts, notes. 1957-1967
- 716 W 55-56 Guerre d'Algérie. 1952-1964
- 716 W 55 Surveillance des milieux nord-africains. Listes des détenus nord-africains (1957-1959). Situation en Algérie (1956-1958). Activités des séparatistes nord-africains (1957-1958). Détentions d'armes, attentats. 1952-1960
- **716 W 56** Comportement des Nords-africains. 1956-1964
- **716 W 57** Polonais. 1949-1960
- Mines de Blanzy. Eboulement au puits des Alouettes : coupures de presse (1951). Montceau-les-Mines, vie sociale. Visite du bassin minier par les préfets de la région (1951). Syndicats, revendications, grèves. 1949-1957
- Nord-Africains.- Instructions confidentielles (1954-1964). Activité des séparatistes, mise en résidence surveillée, mesures de protection contre les actes de terrorisme (1957-1962). Police : comptes-rendus hebdomadaires (1960-1962). Maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône : liste des détenus nord-africains (1960). Gendarmerie, tableaux d'implantation des Nord-africains sur le territoire de la compagnie de gendarmerie de Chalon-sur-Saône (1959-1963). Projet de création d'un centre d'hébergement à Chalon-sur-Saône. Aide au logement. 1954-1964
- 716 W 79 Nomades, carnets anthropométriques : correspondance. 1940 1960

-719 W -Préfecture 1ère direction -4ème bureau Service des étrangers et de l'état civil

- **719 W 1 19** Etrangers, dossiers individuels, A-K. 1957-1972
- 719 W 20-23 Etrangers algériens. 1963-1970 20 Oppositions ou options pour la nationalité française. 1963-1969

- 21 Dossiers d'attestations d'identifications et de résidences. 1964-1969
- **22** Introduction en France des familles de travailleurs : correspondance. 1964-1970
- **23** Statistiques de la population algérienne en Saône-et-Loire, circulaires, instruction. 1964-1969
- 719W 24-25 Demandes d'introduction des familles de travailleurs. 1968-1970
- 719W 26 Procès-verbaux des commissions d'expulsions. 1946-1969
- **719 W 27-36** Naturalisations, 1964-1967
  - 27-28 Dossiers individuels, A-Z. 1964
  - Naturalisations ajournées ou rejetées. 1964
  - 30-31 Dossiers individuels, A-Z. 1965
  - Naturalisations ajournées ou rejetées. 1965
  - 34-35 Correspondance, affaires diverses. 1962-1963
  - 36 Acquisition de la nationalité française par mariage. 1967

## -721 W – Préfecture Cabinet du préfet (1930-1970)

- 721 W 32 Commissariat des renseignements généraux. Organisation du service, rapport d'activités (1948-1964), demandes d'enquêtes individuelles (1959-1960); Nord-Africains, implantation en Saône-et-Loire et situation des travailleurs, surveillance, hébergement, mouvement politique : dossiers généraux et individuels (1946-1957). 1946-1964
- 721 W 33 Commissariat des renseignements généraux. Nord-Africains. 1956-1957
- 721 W 34 Allemands, autrichiens, espagnols, hongrois, italiens : dossiers individuels, vie politique. 1945-1958
- 721 W 35 Polonais, enquêtes sur leur vie politique et associative : dossiers individuels (1949-1958) ; journaux en langue polonaise destinés aux associations (1953). 1949-1958
- **721 W 36** Russes, dossiers individuels (1948-1958), vie associative, publications en langue russe et lettour (1957-1958); vie sociale et politique des étrangers : enquêtes sur les individus et recensement (1950). 1948-1958 1930-1965
- 721 W 47 Rapatriés d'Algérie, accueil, aide matérielle et financière, demandes de logements : tableaux ; enquêtes sur les individus et les associations : dossiers, circulaires ;

#### -725 W -

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service d'actions et d'aide Sociales

- 725 W 1 -2 Demandes d'introduction des familles de travailleurs immigrés : dossiers individuels. 1964-1967
- 725 W 3-6 Régularisation de situations et demandes d'autorisations de séjours en France pour les familles de travailleurs immigrés : dossiers individuels, A-Z. 1967-1969
- **725 W 7-10** Etrangers algériens. Demandes d'introduction des familles de travailleurs immigrés : dossiers individuels. 1965-1969

### -739 W -Préfecture 1ère direction, 4ème bureau étrangers, état civil (1927 – 1970) Versement du 23 mai 1973

Dossiers individuels

Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des dossiers, la clôture ayant eu lieu en 1971.

**739 W 1 à 3** Français d'origine étrangère 356 (dossiers ouverts avant 1950, ordre alphabétique des nationalités).

1 Espagnols (1939), Grecs (1942), Italiens (1948). 1939 – 1948

**2** Luxembourgeois (1927), Polonais (1939), 1927 – 1939

**3** Portugais (1948), Ukrainiens (1949). 1948-1949

- **739 W 4** Allemands, 1945
- **739 W 5** Américains (1941), Arméniens (1941), Australiens (1966), Belges (1946). 1941 -1966
- **739 W 6** Brésiliens (1970), Britanniques (1940), Camerounais (1962), Canadiens (1964), Egyptiens (1967). 1940-1970
- **739 W 7-11** Espagnols

**7-9** Dossiers ouverts avant 1960, A-Z.

**10-11** Dossiers ouverts après 1960 (échantillon alphabétique, B-M).

356 Les dossiers de naturalisation sont conservés aux Archives nationales ; les plus récents sont à la sous-direction des naturalisations à Rézé. **739 W 12** Finlandais (1967), Grecs (1947), Hongrois (1949), Irlandais (1960). 1947-1967

#### 739 W 13-16 Italiens.

13-15 Dossiers ouverts avant 1955, A-Z.

Dossiers ouverts après 1955, B et M (échantillon alphabétique).

**739 W 17** Lybiens (1969), Marocains (1965), Néerlandais (1960). 1960-1969

#### 739 W 18-24 Polonais.

18-23 Dossiers ouverts avant 1950, B-Z.

24 Dossiers ouverts après 1950, B et M (échantillon alphabétique).

#### **739 W 25-27** Portugais.

25-26 Dossiers ouverts avant 1965, A-V.

27 Dossiers ouverts après 1965, B et M (échantillon alphabétique).

**739 W 28** Russes. 1940

**739 W 29** Suisses (1941), Syriens (1967), Tchécoslovaques (1939), Tunisiens (1960). 1939-1967

**739 W 30** Turcs (1969), Ukrainiens (1940), Yougoslaves (1958). 1940-1969

**739 W 31** Etrangers expulsés : dossiers individuels. 1939-1947

739 W 32 Etranges condamnés : correspondance (1942-1958). Service social de la main-d'œuvre étrangère, fonctionnement, bilan : correspondance, rapports (1949-1958). Statistiques mensuelles des étrangers (1964-1970). 1942-1970

**739 W 33** Registre des premières demandes de titres de séjour. 1962-1966

-747 W – Préfet Cabinet du préfet (1944-1972) Versement de 1974

Voyage en France du maréchal Tito, chef de l'État yougoslave, en 1956, mesures nationales de surveillance des suspects : circulaires, télégrammes, listes et planches photographiques ; situation en Saône-et-Loire : notes des Renseignements généraux, notes, liste (1956). Visite de Nikita Krouchtchev, président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, à Dijon en 1960, programmes des déplacements : notes, listes (1960) ; surveillance des suspects et mesures de sécurité : circulaires, notes des Renseignements généraux, notes, télégrammes, listes de suspects (1959-1960) ; évaluation

des militants et sympathisants : notes (1960) ; état de l'opinion : notes et rapports des Renseignements généraux (1960). 1956-1960

- 747 W 154-155 Renseignements généraux. Synthèses quotidiennes de la direction régionale aux directions centrale et départementale. 1968-1974
- 747 W 156 Situation politique, surveillance des partis politiques, des étrangers, des associations et de la presse : notes, calendrier des réunions (1967), état des tirages des quotidiens, journaux étrangers, télégrammes, coupures de presse. 1955-1972
- 747 W 183 Dossiers Paolo Bianchi, suspect italien (1940-1945). Roume, ancien légionnaire recherché (1943-1945) et divers (1940-1944). 1935-1948
- 747 W 188 Manifestations pour la libération du résistant Jean-Pierre Kabacinski : résolutions, tracts, arrêté d'expulsion du territoire national (1949-1951) [...].
- 747 W 189 Arrestation de René Cané et Stanislas Walczak, secrétaire administratif et secrétaire adjoint357 du syndicat C.G.T. des mines de Montceau-les-Mines : tract, résolutions ; surveillance de la fabrication de matériel de guerre par l'usine d'aviation Michel à Autun et les usines Schneider du Creusot et de Chalon-sur-Saône ; fermeture des mines du Moloy : résolutions (1948-1950) [...] 1948-1955
- 747 W 190 Vie politique, articles injurieux à l'égard du préfet parus dans l'hebdomadaire communiste L'Avenir au sujet de l'arrestation du résistant Kabacinski et de combattants de la Paix. Vie économique, exercice illégal de fonctions syndicales de la part de Rey, Marc, Cané et Walczak358 : actes de procédure, résolutions (1948-1951).
- 747 W 201 Affaires algériennes, surveillance et arrestations de Nord-Africains : notes des Renseignements généraux, rapports de gendarmerie, instructions, tracts (1956-1961) ; sécurité publique, stages en Algérie, défense des Français d'Afrique du Nord : notes, instructions, correspondance (1957-1962). 1956-1962
- 747 W 333 Situation du marché du travail : rapports de la direction départementale du Travail et de la Main-d'œuvre (1957-1959). Travailleurs immigrés, situation, logement, circulation : instructions, notes des Renseignements généraux (1953-1970) ; fonctionnaires des anciennes colonies, déplacement : instructions, correspondance avec les communes (1958) [...].1953-1971

-753 W -Préfecture 1ère direction, 4<sup>ème</sup> bureau

Voir également 747 W 288.

<sup>358</sup> Voir également 747 W 286 pour les dossiers Cané et Walczak.

## Service des étrangers et de l'état civil (1947-1973)

#### Versement du 3 avril 1975

- 753 W 1 Service de liaison et de promotion des migrants : rapports de synthèse. 1965-1968
- 753 W 2 Comité de service social de la main-d'œuvre étrangère, comité départemental : assemblée générale. 1947-1963
- **753 W 3** Statistiques mensuelles des étrangers. 1971 -1973

#### -771 W -

## Tribunal d'instance de Mâcon (1953-1975)

**771 W 37-52** Actes de juridiction gracieuse. 1955-1975

**37** État civil : certificat de parenté (1963), attestation d'identité (1964), consentement à l'adoption (1961), un dossier de succession (1961). Naturalisations d'Algériens : dossiers individuels (1962-1971). 1961-1971

#### -773 W –

## Sous-préfecture de Chalon-sur-Saône (1940-1975)

773 W 29-40 Police. 1941 -1974

- 773 W 29-34 Etrangers naturalisés. Dossiers individuels (par décrets). 1960-1974
- 773 W 35 Registre du courrier concernant les affaires de police et d'occupation. 1941 -1942
- 773 W 36 Internements administratifs. Dossiers par ordre alphabétique des internés. 1944-1946
- 773 W 37-40 Renseignements généraux. 1955-1968
- 773 W 37 Main d'oeuvre nord-africaine. Conditions d'hébergement de travailleurs nord-africains, construction de bâtiments pour harkis, accueil des rapatriés, reclassement des agents communaux rapatriés. 1955-1964
- Guerre d'Algérie : événements, O.A.S. et états d'urgence. Manifestations diverses, contrôle de sorties du territoire, grèves, activités du parti communiste, des partisans du général de Gaulle et de l'O.A.S., allocutions du général de Gaulle. Arrêtés, affiches, tracts. 1958-1962

773 W 40 Situation aux houillères du bassin de Blanzy. Grève des mineurs. 1960-1963

#### -775 W -

## Direction départementale du travail (1960-1974)

Versement du 18 mars 1977

775 W 17-18 Statistiques mensuelles des allocataires ASSEDIC en Saône-et-Loire et Côte d'Or : [...] ; statistiques des étrangers chômeurs secourus. 1973-1974

#### -799 W -

Préfecture

(1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau)

service des étrangers et de l'état civil

(1933 - 1978)

Versement du 12 avril 1979

Dossiers individuels ouverts entre 1933 et 1973, clôturés en 1978

**799 W 1** Allemands (1941), Belges (1942), Canadiens (1972). 1941 -1972

#### **7999 W 2-5** Espagnols

**2-3** Dossiers ouverts avant 1960, A-O

4-5 Dossiers ouverts après 1960, B-Mo

**799 W 6** Finlandais (1945), Indonésiens (1972), Hongrois (1957). 1945-1972

#### **799 W 7-10** Italiens

7–8 Dossiers ouverts avant 1955, B-O.

9–10 Dossiers ouverts après 1955, B-Mo

**799 W 11** Luxembourgeois (1933), Marocains (1970) 1933-1970

#### **799 W 12-16** Polonais

12–15 Dossiers ouverts avant 1950, A-Z.

Dossiers ouverts après 1950 (B, M)

#### **799 W 17-21** Portugais

17–19 Dossiers ouverts avant 1965, A-T

20–21 Dossiers ouverts après 1965, Ma-Mo

**799 W 22** Russes. 1944

**799 W 23** Suisses (1939), Syriens (1973). 1939, 1973

**799 W 24 – 25** Tunisiens, A-H, M. 1969

799 W 26-27 Turcs, 1969 A-Y

**799 W 28** Yougoslaves, Vietnamiens 1957

#### 1002 W

## Direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle

Versement de 1980

Dossiers d'introduction de main-d'œuvre étrangère. Divers. 1971-1974

## -1032 W — Sous-Préfecture de Châlon-sur-saone (1935-1980)

- 1 032 W 1 Note de renseignements sur les activités des travailleurs immigrés. Quinzaine « rencontres français-immigrés ». Information sur les questions sociales. Associations étrangères diverses et leurs activités. Office national pour la promotion culturelle des immigrés. L'action culturelle en faveur des étrangers. Compte-rendu des réunions du groupe de travail « rencontre français immigrés » (1975-1979). Programmes urbains d'action en faveur des travailleurs immigrés. Compte-rendu des réunions. Arrêtés. Situation des étrangers dans le département de Saône-et-Loire (1973-1976). Réfugiés asiatiques. Accueil, insertion. Circulaire (1975-1979). 1973-1979
- Renseignements généraux. Notes de renseignements sur la condition de vie des travailleurs immigrés, vie politique et sociale, agitation des immigrés tunisiens, rapport des renseignements généraux, information politique, tracts, condition d'hébergement des travailleurs immigrés dans certains foyers du comité d'action sociale pour les travailleurs déplacés du département. Compte-rendu des réunions. Circulaires, statuts. Problème de logements, programme départemental pour le logement, réhabilitation de l'ancien habitat, recensement des isolés en habitat insalubre. Statistique d'étrangers recensés en habitat insalubre dans le département de Saône-et-Loire. 1974-1980
- 1 032 W 3 Note d'information sur l'introduction en France de travailleurs étrangers. Information sur les questions sociales. Procédure d'émigration des étrangers

membres des familles de travailleurs. Circulaires. Recensement général de la population. 1975-1980

**1 032 W 4** Étrangers : naturalisations. Renseignements personnels. 1976-1979

1 032 W 5 Etrangers : délivrance d'un titre de séjour de résidents privilégiés. 1978-1979

-1052 W –
préfecture
service des étrangers et de l'état civil
(1ère Direction, 4ème bureau)
(1939 – 1977)
Versement du 9 décembre 1981

#### Dossiers individuels

Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

**1052 W 1** Allemands (1948), Anglais (1977), Algérien (1972), Belges (1939), Dahoméen (1975). 1948-1977

**1052 W 2-3** Espagnols.

2 Dossiers ouverts avant 1960.

3 Dossiers ouverts après 1960, B, Ma-Me

**1052 W 4-6** Italiens.

4 Dossiers ouverts avant 1955

5-6 Dossiers ouverts après 1955, B, M.

**1052 W 7** Lithuanien (1967), Marocains (1966). 1966-1967

1052 W 8-15 Polonais.

**8-14** Dossiers ouverts avant 1950, A-W.

Dossiers ouverts après 1950, B.

1052 W 16-17 Portugais.

16 Dossiers ouverts avant 1965, A - I

17 Dossiers ouverts après 1965, B – M

**1052 W 18** Russes (1939), Sénégalais (1975), Suisses (1939). 1939,1975

**1052 W 19-20** Tunisiens, A-S. 1966

**1052 W 21** Turcs. 1950

**1052 W 22** Yougoslaves (1957), Russes (1939), Sénégalais (1975), Suisses (1973), Ukrainien (1948). 1948-1973

-1081 W – Cabinet du préfet (1940-1948)

#### Versement du 12 janvier 1983

1081 W 1 Tracé de la ligne de démarcation. Arrestations : instructions,

demandes de laissez-passer, articles de presse, correspondance. Liste des personnes juives devant porter « l'étoile jaune ». 1940-1944

1081 W 10 Opérations de police. - Contrôles routiers et postaux, propositions

d'internement administratif : compte-rendu d'enquêtes. Arrestations d'étrangers ou de militants communistes : fiches individuelles. 1943-

1944

1081 W 11 -27 Mesures d'internement administratif359. – Interdictions de séjour,

mesures restrictives de liberté pour les ressortissants étrangers, astreintes à résidence forcée : arrêtés, dossiers individuels, procèsverbaux de gendarmerie, enquêtes, pièces d'identité, photos, A-Z.

1943-1946

1106 W préfecture service des étrangers et de l'état civil (1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau) versement du 17 02 1984

1106 W 129148 à 129206 Police des étrangers. Naturalisations (Algériens seulement). 1974-1981.

-1112 W –
Préfecture
(1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau)

service des étrangers et de l'état civil (1937 – 1977) Versement de 1984

<sup>359</sup> Conformément au décret du 18 novembre 1939 : « mesures prises à l'égard des individus dangereux pour la Défense Nationale et la Sécurité Publique ».

Dossiers individuels ouverts entre 1937 et 1977, clôturés en 1983 Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

- **1112 W 1** Allemand (1943), Espagnols : dossiers ouverts avant 1960 (1937). 1937-1943
- 1112 W 2 Italiens: dossiers ouverts avant 1955 (A S) et après 1955 (B).
- **1112 W 3** Marocains, 1964
- **1112 W 4-6** Polonais.
  - **4-5** Dossiers ouverts avant 1950, A-Z.
  - 6 Dossiers ouverts après 1950, M.
- 1112 W 7 Portugais: dossiers ouverts avant 1965 (A S) et après 1965 (B, M).
- **1112 W 8** Vietnamiens. 1982

## -1 113 W –

## Sous-préfecture de Chalon-sur-saône (1941-1981)

**1 113 W 66-69** Associations. 1941 -1975

**66** Associations étrangères. Associations non autorisées à fonctionner, dissoutes, en activité...: rapports trimestriels. 1948-1975

-1191 W –
Préfecture
service des étrangers et de l'état civil
(1ère Direction, 4ème bureau)
(1937 – 1982)
Versement du 10 juin 1986

Dossiers individuels d'étrangers ouverts entre 1937 et 1982, clôturés entre 1984 et 1985 Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

- 1191 W 1 Américains (1976), Allemand (1951), Anglais (1976), Brésilien (1981), Britanniques (1957), Cambodgien (1981), Camerounais (1960), Canadiens (1977), Chiliens (1973). 1951 -1981
- **1191 W 2-4** Espagnols
  - 2 Dossiers ouverts avant 1960 : B P
  - 3 4 Dossiers ouverts après 1960, B, M

1191 W 5 Indiens (1980), Irlandais (1980), Ivoirien (1982), Hongrois (1949), Japonais (1981).1949-1982

#### 1191 W 6-11 Italiens

6 – 7 Dossiers ouverts avant 1955, A-T

8 – 11 Dossiers ouverts après 1955, B, Ma, Me-Mia, Mo-Mu:

**1191 W 12** Laotiens (1974), Libanais (1982), Malgache (1977), Marocains (1967), Mauricien (1974), Norvégien (1977). 1967-1982

#### **1191 W 13-17** Polonais

13 – 16 Dossiers ouverts avant 1950, A-Z.17 Dossiers ouverts après 1950 : B, M

#### **1191 W 18-22** Portugais :

18 Dossiers ouverts avant 1965 : A - S

19-22 Dossiers ouverts après 1965, B, M-Mou:

1191 W 23 Roumains (1978), Russes (1946), Suisses (1968), Suédois (1979), Tchadien (1975), Tunisiens (1974). 1946-1979

**1191 W 24** Turques (1974), Yougoslaves (1943), Ukrainiens (1945), Vietnamiens (1977). 1945 – 1977

**1191 W 139 à 179** Dossiers d' Algériens clos en 1984 (136681 à 136721), non triés.

-1286 W –
préfecture
service des étrangers et de l'état civil
(1ère Direction, 4ème bureau)
(1930-1988)
Versement du 8 mars 1989

**1286 W 1 à 56** Dossiers individuels d'étrangers ouverts entre 1930 et 1988, clôturés en 1988.

Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

**1286 W 1** Afghans. 1982

**1286 W 2-3** Allemands, B-Z. 1946

**1286 W 4** Américains (1956), Arménien (1940), Australien (1984), Autrichien (1986).1940-1986

**1286 W 5** Belges (1940), Béninois (1984), Brésiliens (1967), Britanniques (1975) 1940-1984

1286 W 6 Cambodgiens (1977), Canadiens (1980), Centraficains (1981), Chiliens (1972), Colombien (1985), Congolais (1985), Coréens (1986), Danois (1980), Egyptien (1984). 1972-1986 Espagnols. 1286 W 7-9 Dossiers ouverts avant 1960 8-9 Dossiers ouverts après 1960, B-M. Indien (1984), Iraniens (1988), Irlandais (1985), Gabonais (1981), 1286 W 10 Hondurien (1984). 1981-1988 1286 W 11 -17 Italiens. 11 – 13 Dossiers ouverts avant 1955, A-Z. 14 – 17 Dossiers ouverts après 1955, B-Muz. 1286 W 18 Ivoirien (1987), Japonais (1981). 1981 -1987 Laotiens, G-Y, 1976 1286 W 19-20 1286 W 121 Libanais 1979 1286 W 22-25 Marocains, 1976, A-S. 1286 W 26 Malgaches (1982), Mexicains (1980), Néerlandais (1943), Péruvien (1984). 1943-1984 Polonais. 1286 W 27-33 27-32 Dossiers ouverts avant 1950, A-Z. 33 Dossiers ouverts après 1950 : M 1191 W 34-42 Portugais. **34-35** Dossiers ouverts avant 1965, A-Z 36-42 Dossiers ouverts après 1965, Ba-Mo. 1286 W 43 Roumains. 1948 1286 W 44 Russes (1930), Rwandais (1978), Sénégalais (1983), Sud-Africain (1975), Suédois (1982). 1930-1983 Suisses (1940), Syriens (1972). 1940-1972 1286 W 45 1286 W 46 Tchadien (1983), Tchèques (1940), Thailandais (1986), Togolais (1977). 1940-1986 Tunisiens, A-Z. 1965 1286 W 47-51 Turcs, B-Y. 1972 1191 W 52-53 1191 W 54 Ukrainiens, 1942

**1286 W 55** Vietnamiens. 1977

**1286 W 56** Yougoslaves. 1940

**1286 W 57** Cartes de séjour et visas (1985)

**1286 W 58** Recherches dans l'intérêt des familles. 1985

**1286 W 59** Libération des liens d'allégeance française. 1983-1986

286 W 226 – 273 Algériens (dossiers individuels non triés)

-1369 W-Préfecture Service des étrangers et de l'état civil 1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau (1937-1988) Versement du 21 novembre 1990.

Dossiers individuels d'étrangers ouverts entre 1937 et 1988, clôturés en 1989. Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

**1369 W 1** Allemands (1982), Américains (1981), Belges (1977), Britanniques, (1987), Bouthanais (1985), Cambodgiens (1983). 1977-1987

**1369 W 2** Espagnols : dossiers ouverts avant 1960 (C – R) et après 1960 (B, M).

1369 W 3-4 Italiens.

3 Dossiers ouverts avant 1955, B − U 4 Dossiers ouverts après 1955, M.

**1369 W 5** Ivoiriens (1977), Laotiens (1968), Luxembourgeois (1963). 1968-1977

**1369 W 6** Marocains, A – S, 1971

1369 W 7-10 Polonais.

7-9 Dossiers ouverts avant 1950, B-W.

10 Dossiers ouverts après 1950, M

**1369 W 11 -14** Portugais.

11 Dossiers ouverts avant 1965 : B – S

12-14 Dossiers ouverts après 1965, B-Mou

**1369 W 15** Russes (1941), Sénégalais (1986), Soviétique (1988), Suisse (1983), Tchécoslovaques (1967), Turcs (1973). 1941 -1988

- **1369 W 16** Tunisiens. 1972
- **1369 W 17** Uruguayens (1986), Yougoslaves (1944), Vietnamiens (1977). 1977-1988
- 1369 W 18 Etat civil. Sortie de territoire de mineurs, oppositions (1970-1982). Recherches dans l'intérêt des familles (1985). 1970-1985
- **1369 W 110 115** Dossiers d'Algériens clos en 1989 non triés :

-1431 W –
Préfecture
1<sup>ère</sup> direction, 4<sup>ème</sup> bureau
Service des étrangers
(1937-1990)
Versement du 19 décembre 1991

Etrangers : dossiers individuels ouverts entre 1937 et 1988 clôturés en 1989. Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

- **1431 W 1** Allemands (1947), Américains (1980), Anglaise (1987), Autrichien (1949), Belges (1939). 1947-1987
- **1431 W 2** Britanniques (1968), Bulgare (1951), Canadien (1974), Cambodgiens (1984), Chinois (1939). 1939-1984
- **1431 W 3-5** Espagnols.
  - 3 Dossiers ouverts avant 1960, A R.
  - 4-5 Dossiers ouverts après 1960, B-M.
- 1431 W 6-10 Italiens.
- **1431 W 6-7** Dossiers ouverts avant 1955, A-G, P-Z.
- 1431 W 8-10 Dossiers ouverts après 1955, B, Macc-Mor.
- **1431 W 11** Géorgiens (1939), Grecs (1941), Laotiens (1980), Luxembourgeois (1958). Malgache (1978). 1939-1978
- **1431 W 12** Marocains. 1971
- 1431 W 13-19 Polonais: dossiers ouverts avant 1950, A-Z.
- **1431 W 20-24** Portugais.

20 Dossiers ouverts avant 1965 : C - V

21 -24 Dossiers ouverts après 1965, B, Mart-Mu.

**1431 W 25** Russes (1939), Suisses (1939), Tchécoslovaques (1939). 1939

- **1431 W 26** Turcs (1986), Tunisiens (1965). 1965-1986
- **1431 W 27** Ukrainiens (1942), Yougoslaves (1942), Vietnamiens (1983). 1942-1983
- 1431 W 28 Etat civil. Demandes de titres de voyage (1990), demandes de visa (1990), sorties du territoire de mineurs, oppositions (1970-1982). 1970-1990
- **1431 W 99-104** Dossiers d'Algériens clos en 1989, non triés.

## -1 496 W — Sous-préfecture de chalon-sur-Saône (1942-1989)

- 1 496 W 35 Guerre 1939-1945. Rapport sur la situation minière et les chantiers Schneider; procès-verbaux de gendarmerie; recherche de personnes arrêtées par la Gestapo; recherche de personnes disparues, arrêtées par la Feldgendarmerie de Vierzon; découverte et identification de fusillés: procès-verbaux; liste de personnes exécutées par la Gestapo dans l'arrondissement de Chalon-sur-Saône en août 1944; correspondance diverses. 1944-1948
- 1 496 W 36 Racisme: manifestation et passage de la marche S. O. S. racisme, lutte contre le racisme: tractes, notes de renseignements, coupures de presse (1982-1989); cultes: recensement de lieux de cultes musulmans et de leur imam, changement d'imam à la mosquée de Paris [...]. Etrangers: situation en Pologne, envoi de la flotte française au Liban, marche en faveur du Liban, situation des étrangers vivants en France, activités politiques de la communauté vietnamienne en France: notes de renseignements (1983-1989). 1980-1989

-1547 W-Préfecture 1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau Service des étrangers et de l'état civil (1937-1990) Versement du 3 janvier 1994

**1547 W 1 -23** Etrangers : dossiers individuels ouverts entre 1937 et 1990, clôturés en 1990

Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

- **1547 W 1** Allemands (1953), Américains (1974), Anglais (1987), Argentin (1978), Belges (1959). 1953-1987
- **1547 W 2** Cambodgiens (1980), Canadien (1964), Centrafricain (1990). 1964-1990

**1547 W 3-5** Espagnols.

3-4 Dossiers ouverts avant 1960, A-W.5 Dossiers ouverts après 1960 : B, M

**1547 W 6-9** Italiens.

**6-7** Dossiers ouverts avant 1955, A-Z. **8-9** Dossiers ouverts après 1955, B, M.

**1547 W 10** Equatoriens (1989), Grecs (1941), Ivoiriens (1990), Laotiens (1980), Luxembourgeois (1958), Malgache (1978). 1941 -1990

**1547 W 11 -12** Marocains, A-Z.

1547 W 13-15 Polonais: dossiers ouverts avant 1950, A-W.

**1547 W 16-20** Portugais.

16 Dossiers ouverts avant 1965

17-20 Dossiers ouverts après 1965, B-Per.

**1547 W 21** Russes (1939), Sénégalais (1986), Suisses (1939). 1939-1986

**1547 W 22** Tunisiens. 1972

**1547 W 23** Tures. 1972

**1547 W 24** Nationalité et état civil. Sorties du territoire de mineurs, oppositions (1990) 1990

1547 W 25 (F.A.S) financement d'actions sociales en faveur des immigrés : compterendu des assemblées générales, comptes financiers, demandes de subvention, correspondance. Chalon-sur-Saône: (ASTI), Association Solidarité avec les Travailleurs immigrés, Bibliothèque municipale, Union locale des M.J.C, Institut de Formation et de Promotion des Adultes de Chalon-sur-Saône, Association pour la Formation des Migrants Bourgogne-Franche-Comté. Le Creusot : Formation des Travailleurs immigrés à l'Aciérie du Creusot. Digoin : Association entre français et immigrés. Mâcon: C.L.E.M., recrutement d'une assistante maghrébine, Association des Portugais de Macon, GRETA, A.E.F.T.I 71(Association pour l'Enseignement et la Formation des travailleurs immigrés et leurs Familles). Montceau-les-Mines: Association Montceau international, GRETA. Paravle-Monial : Solidarité avec les immigrés. Tournus : Association familiale du Tournugeois, bibliothèque municipale. Torcy: centre social (C.L.E.T) 1975-1988

1547 W 99-104 Dossiers d'Algériens clos en 1990, non triés

1583 W

Préfecture (1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau) service des étrangers et de l'état civil (1937-1988) Versement du 20 janvier 1995

**1583 W 1 -17** Dossiers individuels d'étrangers ouverts entre 1939 et 1990, clôturés en 1991 Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des plus anciens dossiers.

**1583 W 1** Allemands (1947), Belges (1941), Cambodgiens (1979). 1941 -1979

1583 W 2 Espagnols: dossiers ouverts avant 1960 (F – S) et après 1960 (B, M)

**1583 W 3-4** Italiens

3 Dossiers ouverts avant 1955, B – V

4 Dossiers ouverts après 1955, B, M.

**1583 W 5** Ghanéens (1986), Libanais (1990), Luxembourgeois (1941). 1941 -1990

**1583 W 6** Marocains. 1963

**1583 W 7-8** Polonais

**1583 W 7** Dossiers ouverts avant 1950, B – W.

**1583 W 8** Dossiers ouverts après 1950, B, M.

**1547 W 9-10** Portugais

9 Dossiers ouverts avant 1965, C – P. 10 Dossiers ouverts après 1955, B, M.

**1547 W 11** Suisses (1940), Tchécoslovaques (1940), Tunisiens (1958), Turcs (1975), Ukrainiens (1964), Yougoslave (1974). 1940-1974

1547 W 48-51 Dossiers d'Algériens clos en 1990, non triés

1587 W 57 Télégrammes d'opposition aux sorties du territoire des mineurs. 1990

**1587 W 226-273** Dossiers d' Algériens clos en 1988 (136681 à 136721) non triés.

1615 W
Préfecture
service des étrangers et de l'état civil
(1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau)
(versement du 16 01 1996)

Police des étrangers, naturalisations. 1993-1994

#### -1664 W -

Direction départemental du travail et de l'emploi Inspections du Travail de Chalon-Sur-Saône, Mâcon, Montceau-les-Mines. (1906, 1946-1996)

1664 W 7-41 Fiches des travailleurs étrangers nés avant 1945, A-Z.

1664 W 42 Naturalisés : fiches. 1946-1987 (dates d'établissement des fiches)

1664 W 43 Aide au retour, aide à la réinsertion : fiches. 1963-1984 (date d'établissement des fiches).

1665 W préfecture service des étrangers et de l'état civil (1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau) Versement du 19 06 1997

Police des étrangers, naturalisations, 1972-1995.

1688 W préfecture service des étrangers et de l'état civil (1<sup>ère</sup> Direction, 4<sup>ème</sup> bureau) Versement du 29 05 1998

Police des étrangers, naturalisations, 1996-1997.

## -1981 W – Commissariat de police de Digoin (1941 -1950)

Versement du 12 mai 2003

1981 W 5 Etrangers, demandes de passeport, de cartes d'identité, de certificats de travail, enquêtes sur les personnes : instructions, correspondance avec la préfecture. 1942-1950

### -2045 W – Préfecture

# service des étrangers et de l'état civil 1<sup>ère</sup> Direction -4<sup>ème</sup> bureau) (1934-1975)

Versement du 30 juin 1976)

Dossiers individuels Les dates indiquées sont celles de l'ouverture des dossiers, leur clôture ayant eu lieu en 1975. L'année 1975 est conservée à titre d'année témoin.

#### **2045 W 1 -3** Français d'origine étrangère.

**2045 W 1** Allemands (1947), Espagnols (1941), Italiens (1942). 1941 - 1947

**2045 W 2** Polonais. 1938

2045 W 3 Portugais (1943), Roumains (1950), Ukrainiens (1947), Yougoslaves (1939). Religieux, dont communauté de Taizé et missionnaires (après 1950). 1939-1950

**2045 W 4** Allemands. 1947

**2045 W 5** Américains (1948), Arméniens (1939), Brésiliens (1959), Britanniques (1940). 1939-1959

**2045 W 6** Canadiens (1961), Chinois (1934), Colombiens (1957), Danois (1960). 1934-1961

**2045 W 7-10** Espagnols.

**7-9** Dossiers ouverts avant 1960, A-Z.

10 Dossiers ouverts après 1960, lettre M (échantillon alphabétique).

**2045 W 11** Ethiopiens (1970), Grecs (1947), Indiens (1969), Indonésiens (1970), Irlandais (1971), Iraniens (1970), Israéliens (1971). 1947-1971

#### 2045 W 12-17 Italiens.

**12-16** Dossiers ouverts avant 1955, A-Z.

Dossiers ouverts après 1955, lettre M (échantillon alphabétique).

**2045 W 18** Japonais (1968), Marocains (1967), Mauritiens (1971), Lettons (1948). 1948-1971

**2045 W 19-25** Polonais.

19-24 Dossiers ouverts avant 1955, B-W.

25 Dossiers ouverts après 1950.

**2045 W 26 – 31** Portugais.

26-29 Dossiers ouverts avant 1965, A-Z.

**30-31** Dossiers ouverts après 1965 (échantillon alphabétique), Ma-Mo.

- **2045 W 32** Russes (1939), Rwandais (1974), San-Marinois (1948), Saoudiens (1967), Suisses (1945). 1939 1967
- **2045 W 33** Syriens (1964), Tchécoslovaques (1968). 1964 1968
- **2045 W 34 35** Tunisiens, C-Z. 1960
- **2045 W 36** Turcs. 1951
- **2045 W 37** Yougoslaves. 1960
- 2045 W 38 Recherches de mineurs : correspondance (1970-1973), télégrammes (1973-1975). Recherches dans l'intérêt des familles, affaires terminées (1975)360, correspondance avec les consulats (1969-1972). 1969-1975

-2049 W – Cabinet du préfet (1923-1976) Versement du 19 octobre 1979

- 2049 W 70 Voyages en Algérie, restrictions (janvier 1960), délivrances des autorisations (1960-1962), contrôle de la migration du travail d'Algérie en métropole (circulaire du 3 novembre 1961) et contrôle de la circulation entre la métropole, l'Algérie et le Sahara : circulaires ministérielles télégraphiées, arrêtés préfectoraux, télégrammes, correspondance (1960-1962). [...]. 1950-1965
- 2049 W 103 Epidémies de typhoïde (1962-1963), de choléra (1971), mesures préventives par la vaccination, mise sous surveillance des voyageurs en provenance des pays infectés : instructions ministérielles, télégrammes, presse, brochure, notes ; épidémie de poliomyélite : tableau des cas enregistrés en 1962. [...].1962-1971
- 2049 W 113 Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre. Instructions, réglementation de l'emploi, études des marchés locaux du travail (1967-1968); activité des services, enquêtes sur l'emploi tertiaire et sur les salaires (1966-1967); main d'œuvre étrangère : statistiques, presse, tract, notes (1969, 1971) [...]. 1966-1971
- **2049 W 114-116** Situation de l'emploi
  - **114** Rapports annuels (1965-1966)), rapports mensuels (1952-1954). 1952-1966
  - 115 Rapports mensuels. 1955-1960, 1967-1969
  - Rapports hebdomadaires (1953-1960, 1967-1970), rapports du service de la coordination et de l'action économique (1967-1969), rapports

<sup>360</sup> 

des commissions départementales de la main d'œuvre (1949-1968), rapports des commissions mixtes (1967-1972). 1949-1972

2049 W 117 Bassin minier: notes, circulaires (1960-1967); création d'un fonds de chômage: rapports, notes (1964-1965); problèmes des jeunes travailleurs au Creusot: rapports, notes des R.G., études, presse (1967); mesures de licenciement à la SFAC: notes (1966); création du comité régional de la formation professionnelle de la promotion sociale et de l'emploi: arrêtés, décrets, notes; comité de défense de l'emploi à Paray-le-Monial. Houillères de Blanzy, situation économique et sociale: rapports de gestion (1959, 1967), correspondance; activité syndicale, notes des R.G., coupures de presse, brochures (1967-1969). 1960-1969

-2063 W-Préfecture 1<sup>ère</sup> direction, 4<sup>ème</sup> bureau étrangers, état civil (1936-1977) Versement du 11 mai 1978

- **2063 W 1-4** Français d'origine étrangère (dossiers ouverts avant 1950, ordre alphabétique des nationalités).
  - 1 Espagnols (1945), Italiens (1940). 1940-1945
  - **2-3** Polonais, A-W. 1939, 1941.
  - 4 Portugais (1940), Suisses (1948). 1940-1948
- 2063 W 5-46 Etrangers par nationalités.
  - 5 Allemands. 1936
  - 6 Afghans (1970), Américains (1972), Autrichiens (1952), Bangladesh (1976), Belges (1950). 1950-1976
  - 7 Biélorusses (1946), Brésiliens (1953), Britanniques (1963), Cambodgiens (1975), Camerounais (1975), Canadiens (1975), Chinois (1977), Colombiens (1969). 1946-1977
- **2063 W 8 11** Espagnols.

8 Dossiers ouverts avant 1960, A – Ca (1941)

9 Idem, Ce – V (1949)

**10-11** Dossiers ouverts après 1960, Ba – Bo, Br-Bu, M (1961)

- **2063 W 12** Grecs (1977), Hongrois (1947), Indiens (1970), Indonésiens (1974), Irlandais (1970). 1947-1977
- **2063 W 13-20** Italiens.

**13-16** Dossiers ouverts avant 1955 (1939-1941) A – Ben (1941). Ber - Capo (1939), Capu – P (1939), R – Z (1939)

**2063 W 21** Laotiens. 1976

**2063 W 22** Marocains (1940)

**2063 W 23** Nigérians (1976), Norvégiens (1976), Pakistanais (1974), Philippins (1974). 1974-1976

**2063 W 24 – 32** Polonais. Dossiers ouverts avant 1950 : B (1939) ; C – F (1938) ; G – Jan (1939) ; Jar – Ko (1939) ; Kr – Ma (1939) ; Mi – N (1939) ; O – Sm (1939) ; So – Wo (1939) ; Wl – Z (1939).

**2063 W 33 – 37** Portugais.

**33-34** Dossiers ouverts avant 1965 : A – M, O-V(1939) **35-37** Dossiers ouverts après 1965 : Bap – Barb, Barr – Bo (1967) ; Br - fin (1966) ; T (1967).

**2063 W 38** Roumains (1962). 1962

**2063 W 39** Russes (1939), Rwandais (1975), Suisses (1940). 1939-1975

**2063 W 40** Tchécoslovaques (1960), Thaïlandais (1976). 1960-1976

**2063 W 41 -43** Tunisiens, A – Ba (1960); Be – N (1965); O – Z (1965).

**2063 W 44** Turcs (1969). 1969

**2063 W 45** Ukrainiens (1941), Vietnamiens (1964), Voltaïques (1976).1941 - 1976

**2063 W 46** Yougoslaves (1947). 1947

**2063 W 47** Recherches dans l'intérêt des familles. Dossiers individuels. 1970, 1975

#### 2269 W

#### **SSAE**

#### versement du 27 février 2006

Service social d'aide aux émigrants : histoire du bureau départemental, rapports d'activité et dossiers individuels. 1947-2005

#### Inspection départementale d'hygiène Versement du 22 novembre 1941

Vaccination, état-civil, désinfection, réfugiés espagnols, épidémies. 1904-1941

## Sous-préfecture de Charolles Versement du 1<sup>er</sup> octobre 1993

**1534 W** [...] Etrangers. 1938-1989

## **B ARCHIVES COMMUNALES**

Côte-d'Or

ARCHIVES MUNICIPALES DE DIJON

91 rue de la Liberté 21000 Dijon

Tél: 03 80 74 53 82

3M3 Dossiers relatifs au relogement de mal logés, dont plusieurs étrangers, dans des habitats « provisoires » au cours des années 1950.

#### **Fonds Guy Geoffroy**

Fonds déposé en mai 2007. Il est constitué de nombreuses coupures de presse, de photos, de correspondance avec des immigrés... Il concerne les bidonvilles en périphérie dijonnaise (La Charmette, Montmuzard...) et l'habitat insalubre en centre ville où logeait de nombreux immigrés ainsi que les luttes de soutien aux mal logés au début des années 1970.

ARCHIVES MUNICIPALES DE MONTBARD Hôtel de ville de Montbard Place de l'Hôtel de ville 21500 Montbard

Documents non côtés

Secours aux rapatriés d'Algérie. 1962

Secours aux réfugiés de Sud-est asiatique. 1975-1980

Liste de réfugiés. 1915-1920

Départs – arrivées des réfugiés. 1915-1920

Réfugiés. 1939-1945

Réfugiés étrangers et droits d'asile. 1940-1945

#### Série I :

Enregistrements des déclarations de résidence (1888-1890, 1893-1900)

Enregistrements des visas de certificats d'immatriculation. 1894-1915

Enregistrements des visas d'arrivée et de départ. 1918-1922

Enregistrements des visas d'arrivée et de départs délivrés (1923-1927, 1938-1946, 1961-1966). Registres d'inscription des étrangers ayant fait viser leur carte d'identité. 1925-1941

Enregistrements des demandes de cartes d'identité. 1928-1967

Recensement: listes nominative. 1940-1971

Statistiques numériques. 1925-1982

Réfugiés polonais, espagnols et italiens : correspondance. 1834 –

1852

Réfugiés étrangers: recensements, correspondance, certificats d'embauche. 1935 – 1945

Délivrance de cartes d'identité et de titres de séjour. 1947-1981

Naturalisations. 1853-1967

#### Saône-et-Loire

ARCHIVES MUNICIPALES DE MACON Hôtel de ville 118 Quai Lamartine

71018 Mâcon

Tél: 03 85 39 71 52

Série E

**1 E 21** Naturalisations. 1824-1932

Série F

1 F 6 Recensement de population, contient un état de la population étrangère en

1896.

Série H

**4 H 2** Prisonniers de guerre ennemis. 1792-1814

**4 H 24-27** Guerre 1914-1918, réfugiés. 1914-1922

**4 H 39-42** Guerre 1939-1945, réfugiés. 1939-1945.

**4 H 43** Logement, réquisition pour les réfugiés : 1940-1946.

**4 H44-47** Parrainage de localités et accueil de réfugiés. 1942-1947

**4 H 92** Prisonniers de guerre allemands. 1944-1947

Carton 347 Etrangers et condamnés libérés. 1792-1891

Cartons 348-349 Réfugiés polonais, belges, espagnols. 1799-1946

[pistes de recherche]

**Non coté** Certificats de résidence, 9 registres : 1792-1800.

**Non coté** Déclarations de domiciles : 1793-1853.

**Non coté** Passeports et certificats de résidence : 1793-1927.

**Non coté** Registres de passeports et visas, 9 registres : 1792-1807.

Non coté Passeports. 1917-1961

#### ARCHIVES MUNICIPALES DE CHAROLLES

Mairie de Charolles 40 rue Baudinot 71120 Charolles

Instrument de recherche : Inventaire des archives de la commune, juin 1986 (avec mise à jour)

- 4 H 1 Déserteurs étrangers, déclaration des citoyens qui occupent des prisonniers, 1790
- **4 H 4** Prisonniers de guerre, 1824.
- **4 H 8** Réfugiés, 1939-1947
- 4 H 17 Prisonniers de guerre allemands, 1945-1947

#### non côté

Contrôle des étrangers : registre d'enregistrement des visas : 1935-1962

Passeports: 1792-1840

## **ARCHIVES PRIVEES**

#### Soutien aux étrangers

#### Fonds de la Ligue des droits de l'homme de Dijon

Ce fonds est actuellement conservé au sein de l'association (la partie la plus ancienne est déposé à la BDIC à Nanterre). Il se compose notamment de 2 à 300 dossiers personnels d'étrangers ayant eu recours à l'association depuis le début des années 1980. Les dossiers récents sont classés par ordre alphabétique. On y trouve des notes rédigées par la Ligue sur la situation familiale de la personne, l'arrivée en France, éventuellement sur l'arrestation, l'internement. Egalement des courriers adressés au procureur de la république, au préfet... des recours gracieux, des coupures de presse, et parfois des lettres d'étrangers eux-mêmes.

#### **ANAEM**

#### -Ancien fonds du SSAE (bureau de Côte-d'Or)

Ce fonds constitué de trois cartons d'archives est composé essentiellement de rapports d'activité entre 1983 et 2000 et de quelques dossiers thématiques, par exemple sur les Turcs de Trouhans (1971).

Rappelons que les archives des bureaux de Saône-et-Loire ont été déposées aux Archives départementales en 2006 (voir AD Saône-et-Loire).

#### Monde du travail

#### ACADEMIE FRANCOIS BOURDON

#### **Interrogation Base dossiers**

**187AQ085-05** Schneider & Cie - Comptabilité centrale et finances. Effectifs et salaires de juin 1869 à mai 1915 des Usines du Creusot et de Perreuil et de la Régie du Domaine. 1869-1925 [personnel étranger ; Chinois]

#### 187AQ522-13

01G0848	Affaires sociales: Personnel. Main d'oeuvre Chinoise. Dépot d'argent. Punitions. Primes. Mensualités pour famille. 1918-1920
01G0849	Affaires sociales: Personnel. Main d'oeuvre Chinoise. Départs volontaires. Retenues pour garanties d'engagement. 1919-1923
01G0850	Affaires sociales : Personnel. Main-d'oeuvre Russe. Marque, absences, listes nominatives. Primes. Règlement. 1919
01G0854	Affaires sociales: Personnel. Main d'oeuvre étrangères. Listes nominatives. Primes. 1917-1924 [Grecs, Serbes, Portugais, Espagnols]

- O1G0855 Schneider & Cie: service du personnel: Main-d'oeuvre polonaise: primes accordées (1921-1925), contrat type (1921-1922), avances consenties par le Consulat polonais (1921-1922).
- O1G0856 Affaires sociales, personnel. Main d'oeuvre étrangères. Liste nominatives. 1916-1919 [main-d'œuvre étrangère ; algériens]
- O1G0857 Affaires sociales : Ecoles pour étrangers (ouvriers et enfants) : Enseignants, locaux, pédagogie. 1925-1940 [autres noms propres, Polonais, Russes, Turcs, Chinois]
- O1G0862 Affaires sociales. Personnel. Dépot des ouvriers étrangers de Bayonne. Correspondance générale. 1917-1921 [Portugais]
- 01G0876-04 Schneider & Cie: mines de Droitaumont (Meurthe et Moselle): personnel ouvrier; caisse de retraite; caisse d'épargne; caisse de secours; recrutement; ouvriers italiens, ouvriers hollandais; grèves; mise en place des délégués ouvriers; mise en place d'une coopérative avec indication des prix de la viande en 1911; conseils de Prud'hommes; diverses correspondances d'administration du personnel. 1911-1914
- **01L0052-02** Schneider & Cie: usine du Creusot, direction: main-d'oeuvre africaine: Algériens et Somalis. 1920-1927
- **01L0052-03** Schneider & Cie: usine du Creusot, direction: Main-d'oeuvre marocaine: Ouvriers avec contrat et sans contrat.1923/1927
- **01L0052-04** Schneider & Cie : usine du Creusot, direction : Main-d'oeuvre russe (contrôle). 1920-1926
- **01L0052-05** Schneider & Cie: usine du Creusot, direction: main-d'oeuvre africaine: Algériens et Somalis. 1920-1930
- **01L0052-06** Schneider & Cie: usine du Creusot, direction: ouvriers portugais (1). 1917-1920
- **01L0052-07** Schneider & Cie: usine du Creusot, direction: ouvriers portugais (2).1917-1922
- **01L0052-08** Schneider & Cie : usine du Creusot, direction : Main-d'oeuvre italienne. 1923-1926
- **01L0052-09** Schneider & Cie: usine du Creusot, direction: Main-d'oeuvre portugaise. 1917-1926
- **01L0052-10** Schneider & Cie : usine du Creusot, direction : Main-d'oeuvre portugaise (3). 1917-1924

- **01L0052-13** Schneider & Cie: usine du Creusot, direction Main d'oeuvre marocaine. 1923-1924
- 01L0052-14 Schneider & Cie Usine du Creusot, direction : Main-d'oeuvre polonaise (contrôle) du 11/02/1918 au 28/04/1923. 1918-1923
- **01L0055-02** Schneider & Cie Usine du Creusot. Direction-Gestion du personnel : Contrôle des ouvriers polonais. 1918-1929.
- **01L0058-08** Schneider & Cie Usine du Creusot. Direction-Gestion du personnel. Mission en Espagne pour recrutement de personnel. Mars 1915
- **01L0063-01** Schneider & Cie Usine du Creusot. Direction-Gestion du personnel. Main d'oeuvre africaine. 1920 à 1924
- **01L0063-03** Schneider & Cie Usine du Creusot, direction-gestion du personnel : ouvriers italiens envoyés par l'Office de Gênes. 1924
- **01L0063-05** Comité des Houillères. Duplicatas de circulaires concernant les frais d'introduction (immigration). 1926-1930
- **01L0063-07** Schneider et Cie. Usine du Creusot, direction, gestion du personnel. Maind'oeuvre chinoise (ouvriers libres) - Années 1920 à 1924.
- **01L0063-08** Schneider & Cie Usine du Creusot, direction, gestion du personnel. Maind'oeuvre chinoise : ex. travailleurs coloniaux passés ouvriers libres à partir du 18 mars 1922. 1922
- **01L0063-09** Schneider & Cie Usine du Creusot, direction, gestion du personnel. Main d'oeuvre espagnole. 1922 à 1926.
- **01L0073-11** Schneider et Cie. Usine du Creusot. Direction –Gestion du personnel : Main-d'oeuvre russe. 1923-1927
- **01L0230-08** Schneider & Cie : Usine du Creusot : Ecoles pour enfants polonais : données statistiques. 1924-1943.
- **01L0063-10** Schneider & Cie: usine du Creusot, gestion du personnel. Main-d'œuvre chinoise. 1917-1927
- **01L0063-12** Schneider & Cie: usine du Creusot, gestion du personnel. Ouvriers mis à notre disposition par le Comité des houillères de France courant 1927. 1927
- **01L0209-02** Schneider & Cie: Usine du Creusot: Ecole de filles, y compris documents relatifs aux classes polonaises. 1905-1968
- **01L0207-01** Schneider & Cie: Usine du Creusot: Ecoles polonaises. 1924-1930
- **01L0205-01** Schneider & Cie : Usine du Creusot : Ecoles élémentaires : extension des groupes Saint-Eugène, Saint-Henri et Long Tom (avec

statistiques démographiques familles françaises, étrangères et polonaises). 1931-1932

**01SP0104-03** SIPAC Logements pour familles de la main-d'oeuvre d'appoint. 1952-1966

**01SP0108-04** SIPAC : vente par SFAC d'un terrain dit "Ex camp chinois" à la société MURE

SS0724-03 Schneider & Cie: personnel:

- contrôle des entrées et sorties du personnel - ouvriers étrangers : carte d'identité des ouvriers russes et polonais [...]. 1942-1943

SS0667-15 Schneider & Cie: guerre:

-copie d'acte de naturalisation de polonais. 1940

-emploi de réfugiés, liste nominative. 1940

-demande de logement. 1940

-demande d'attestation de versements aux assurances sociales

-convocations pour une période de démarrage. 1940

SS0596-01 Schneider & Cie : rémunération des employés et ouvriers à partir du 4 septembre 1939. Personnel économat de la direction 1939. Travailleurs grecs, 1919. 1919-1939

SS0597 Schneider & Cie : logements et cantonnements : constructions de logements et cités sur Le Creusot, Montchanin, Saint-Laurent-d'Andenay et Monnetois. Classe mixte pour enfants polonais. 1923-1928

SS0795 Schneider & Cie: affaires sociales:

-main-d'oeuvre complémentaire, besoin en main-d'œuvre.

-personnel de renforcement. 1939

-main-d'oeuvre d'après guerre février. 1918

-effectif complémentaire. 1919-1920

-besoins de main-d'œuvre. 1919-1920

-besoin des services en personnes. 1918-1920

-besoin de personnel et recrutement. 1921-1922-1923

-main-d'oeuvre algérienne, enquête. 1922

-main-d'oeuvre complémentaire, embauchage. 1922

SS0717-02 SFAC : personnel nord-africain (algérien, tunisien, marocain) employés à la date du 26 août 1955, 1955

SS0812 Schneider et Cie : personnel : rapport mensuel personnel ouvrier (1926-1928), effectif, mouvement de l'effectif, absences, accidents, veillées, travail de nuit, travail du dimanche, besoins de personnel, discipline, agent en mission, main-d'oeuvre étrangère. 1926-1928

SS0937-05 Schneider & Cie: affaires sociales:

-congés des prisonniers de guerre allemands :

-retrait de pécule pour les prisonniers de guerre allemands :

-prisonniers de guerre allemands transformés en travailleurs libres , listes de rapatriement des travailleurs allemands.

-versement de la redevance. 1948-1949

**SS0948-02** Schneider & Cie : affaires sociales : ouvriers algériens. 1915

SS0994-01 Creusot Loire : affaires sociales : foyers de travailleurs, maisons d'anciens : gestion, organisation, travaux d'amélioration, logement des familles de travailleurs étrangers, restaurant d'entreprise. 1970-1973

**SS1097-04** Equipment social. 1949-1950 [Russes]

SS1150-05 Schneider & Cie : Guerre de 1914-1918 : Production des usines du Creusot et de Perreuil du 1.8.1914 au 1.8.1916 : Documentation fournie à la commission sénatoriale des marchés.

- Statistique des productions et des effectifs employés.

- Statistiques détaillées des fournitures de matériels d'artillerie aux gouvernements français et alliés.
- Etat détaillé de la production de la houillère du Creusot (tonnage effectifs ouvriers, rendement),
- Plan des usines en 1916. 1914-1916

**01MDL0129-30** Associations de ressortissants étrangers du Creusot et des environs subventionnées par Schneider & Cie. Activités, aides financières : sociétés polonaises ; sociétés russes, cosaques, ukrainiennes (avec : statuts, listes des dirigeants, statuts du Cercle des Amis des Boys-Scouts Polonais en France). 1926-1955

**01SP0131-03 SIPAC** vente à la Société des Forges Stéphanoises d'une part des

terrains de l'ancien cantonnement chinois à l'angle du boulevard Thiers et de la rue Barrouin, encore propriété de la

SFAC. 1917-1962

**01SP0131-11 SIPAC** Tractations de vente des terrains de l'ancien cantonnement

chinois à Saint-Etienne encore propriété de la SFAC. 1953-

1957

SS0041-07 Schneider & Cie : régie du domaine : projet de constructions et

d'aménagements divers dans la Cité de Saint-Laurent

d'Andenay : logements, appartements meublés pour polonais, garderie,

éclairage, clôture, magasin coopératif, cantine. 1920-1923

SS0041-08 Schneider & Cie : régie du domaine : constructions et aménagement de cités,

logements, cantonnements et maisons ouvrières au Creusot, Montchanin, Montvaltin, à la Mouillelongue, au quartier Saint-Eugène, Harfleur, à Saint-

Laurent d'Andenay. 1918-1923 [Chinois; Polonais].

SS0041-09 Schneider & Cie : régie du domaine : construction et aménagement de cantonnements pour la main-d'oeuvre étrangère. 1918-1921 [Chinois]

85

SS0088-06 Schneider & Cie : logements pour prisonniers de guerre, ouvriers mobilisés et ouvriers étrangers : situation, alimentation en eau, infirmerie, cantine, réfectoire et travaux divers (Le Creusot, Montchanin, Montbard). 1916-1919 [Chinois]

SS0576-03 SFAC : restaurant d'ouvriers : divers dossiers, restaurant, cantines d'usines, prix de la pension. Menu, tarif. Maison des célibataires de Saint-Laurent d'Andenay. Rapport d'un garde sur le riz consommé au Creusot par la population chinoise. 1953

SS0920 Schneider & Cie: affaires sociales: contrat de travail d'ouvriers portugais.

SS0947-04 Schneider & Cie : affaires sociales : décomposition de l'effectif 1901-1902. Effectif des journaliers, des ouvriers chinois, portugais. 1915-1919

SS0951-12 Schneider & Cie. Affaires sociales : contrats d'emploi d'ouvriers chinois (formulaire vierge), sd.

SS0717-02 SFAC Personnel nord-africain (algérien, tunisien, marocain) employés à la date du 26 août 1955. 1955

0012Z0011-02 UIMM Secrétariat général : assemblée générale du 30.03.1949 : rapport sur l'activité des services de l'UIMM en 1948. 1949 [main-d'œuvre étrangère]

O012Z0095-02 UIMM

Secrétariat général : conseil de la transformation : réunions : composition, convocations et ordre du jour, comptes rendus, liste des excusés, notes des services relatives à diverses questions sociales en cours. 1957

0027Z0045-03 Creusot-Loire. Formation des immigrés au Creusot : rapport du groupe de travail "main-d'oeuvre étrangère" et de l'association pour l'enseignement des étrangers. 1974-1977

0021Z0021-06 Creusot-Loire. Comités centraux d'entreprise des 12/06/1984, 11/09/1984, 20/12/1984, 31/01/1985. [personnel étranger ; Office National d'Immigration]

0027Z0045-03 Creusot-Loire. Formation des immigrés au Creusot : rapport du groupe de travail "main d'oeuvre étrangère" et de l'association pour l'enseignement des étrangers. 1974-1977

#### **TUILERIES** [piste de recherche]

Les tuileries et briqueteries ont engagé de nombreux migrants étrangers aux XIXe et XXe siècle. La plupart sont désormais fermées. Une enquête orale pourrait être menée auprès de certains anciens ouvriers et entrepreneurs, par exemple François Laurent qui a transformé sa tuilerie aux Granges-sous-Grignon en Côte-d'Or en « Musée de la tuilerie ». Cette entreprise a embauché dans les années 1960 quelques étrangers de passage, Espagnols, Algériens, Portugais.

#### Occupation, résistance

## Archives de l'Association pour la recherche sur l'Occupation et la résistance dans l'Yonne (ARORY)

L'association conserve notamment des transcriptions d'entretiens réalisés avec des résistants étrangers (Albert Hauser, F. Sterk, belge, François Solano, espagnol, Serge Caselli, italien) et en partie utilisés dans le document multi-média *La Résistance dans l'Yonne*.